

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 24/10/2016

N° : 2016/14

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 11
Transports, déplacements et accessibilité	page 33
Urbanisme et aménagement	page 36
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 40
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 48
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 61
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 71

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 80
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 129
Transports, déplacements et accessibilité	page 146
Urbanisme et aménagement	page 155
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 165
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 183
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 187
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels.	page 199
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 206

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 19 SEPTEMBRE 2016

MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

19 SEPTEMBRE 2016

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 18 octobre 2016 et ce, pour une durée de deux mois.



Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-749/16/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices
commerciaux subis par les professionnels
riverains d'opérations d'aménagement sous
maîtrise d'ouvrage de la Métropole d'Aix-Marseille-
Provence
MET 16/1156/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibérations du 07 avril 2016 et du 30 juin 2016, elle a créé une Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices commerciaux en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès

lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **19 juillet 2016**, la Commission d'Indemnisation Amiable s'est prononcée sur :

- 1) la recevabilité de **9** dossiers de demande d'indemnisation.

Ont été déclarés recevables, et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire auprès du Tribunal Administratif pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- VXP-2016/06/2 : EXIT CAFE - SARL MISTRAL du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
- VXP-2016/06/3 : HAVANA CAFE- M2G SASU du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
- VXP-2016/06/4 : SAVONNERIE MARSEILLAISE DE LA LICORNE du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
- VXP-2016/06/5 : LA GALIOTTE du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
- VXP-2016/07/6 : LA CARDINALE - SAS LIBRAIRIE MARITIME du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
- VXP-2016/07/7 : RESTAURANT ELYSSA-SARL AMIRA du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
- VXP-2016/07/8 : LACYDON SERVICES du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016
- TMW-2016/06/147 : URBAN CENTER du 1^{er} janvier 2014 au 27 février 2015

A été déclaré non recevable au motif que le commerce est fermé le dossier suivant :

- VXP-2016/04/1 : SARL WATT'S MOVE du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels la Commission a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Tramway rue de Rome

Référence	COMMERCE	ADRESSE	Expert	Rapport définitif	Préjudice évalué par expertise judiciaire		Proposition de la Commission
					Montant en €	Période	
TMW-2013/11/25-3	ROME SPORT	150 rue de Rome 13006 Marseille	T.BOREL	17/05/2016	144 160	01/05/14 au 27/02/15	86 496,00 €
TMW-2015/10/140	AU REGAL	147 rue de Rome 13006 Marseille	P.DEWEERDT	17/05/2016	47 358	14/01/13 au 27/02/15	28 415,00 €
TMW-2015/10/138	ALEXANDRA SOCIETE SULEM	153 rue de Rome 13006 Marseille	D.GRIL	13/05/2016	82 435	14/01/13 au 27/02/15	49 461,00 €
TMW-2014/11/83-2	ROME CORDONNERIE / ADS	124 rue de Rome 13001 Marseille	D.GRIL	13/05/2016	8 760	01/09/14 au 27/02/15	5 256,00 €
TMW-2014/07/67-2	NBS SARL ROME 6	6 rue de Rome 13001 Marseille	JP.COMBE	10/05/2016	87 429	01/04/2014 au 27/02/2015	52 457,00 €
TMW-2015/07/128	LASTRADA	9, rue de Rome 13001 Marseille	J.P. COMBE	02/05/2016	74 113	06/10/2012 au 27/02/2015	44 468,00 €
TMW-2015/04/116	BIJOUTERIE ROME SARL ROME SAMMUT	125 rue de Rome 13006 Marseille	B.SKRHAK	13/05/2016	22 415	14/01/2013 au 27/02/2015	13 449,00 €
TMW-2013/10/7-2	GRANDE PHARMACIE DE ROME	122, rue de Rome 13006 Marseille	J.RUINET	23/05/2016	6 302	01/01/14 au 27/02/15	3 781,00 €
TMW-2015/07/135	LE SOMMELIER	42 rue de Rome - 13001 Marseille	C.GIROUSSE	09/06/2016	99 270	06/10/2012 au 27/02/2015	59 562,00 €
TMW-2014/07/79-2	PLEIN LE Q ROCH ET CIE	29 rue de Rome 13001 Marseille	F.TALON	07/06/2016	11 783	01/07/14 au 27/02/15	7 070,00 €
TMW-2015/10/137	NOUVELLE OPTIQUE BENGAZZY OPTIC 2000	197 rue de Rome - 13006 Marseille	C.BOTTACCIOLI	10/06/2016	34 721	01/12/13 au 27/02/15	20 833,00 €
TMW-2014/07/72-2	NEW SAM	192 rue de Rome 13006	S.DIARRA	04/07/2016	12 374	01/06/2014 au 27/02/2015	7 424,00 €
TMW-2015/07/121	ETALAGE TOINOU / SARL DES RECOLETTES	3 Cours Saint Louis 13001 Marseille	T.BOREL	26/05/2016	72 924	06/10/12 au 27/02/15	43 754,00 €
TMW-2015/07/132	BOUTIQUE GUY DEGRENNE	5 rue Davso - 13001 Marseille	M.ARNOUX PINATEL	31/05/2016	25 343	06/10/2012 au 27/02/2015	15 205,00 €
TMW-2013/08/2-3	CHAUSSE'S PIEDS	17, rue de Rome 13001	C.GIROUSSE	26/05/2016	31 690	01/07/2014 au 27/02/2015	19 014,00 €

		Marseille					
TMW-2014/07/69-2	JOUR J . France MELIKA	88 rue de Rome 13006	M.IVANIER	17/05/2016	165 319	01/04/2014 au 27/02/2015	99 191,00 €
TMW-2013/10/8-4	AURE CENTER	133 rue de Rome 13006	JM.DAUPHIN	27/05/2016	12 300	01/11/2014 au 27/02/2015	7 380,00 €
TMW-2015/10/136	ABSOLUTE GAMES	120 rue de Rome - 13006 Marseille	JM.DAUPHIN	27/05/2016	120 000	14/01/2013 au 27/02/2015	72 000,00 €
TMW-2013/08/3-3	FRENESY MERYL	12, rue de Rome 13001 Marseille	B.PERES	05/07/2016	26 626	01/01/2014 au 27/02/2015	15 975,00 €
					1 085 322 €		651 191,00 €
Montant des indemnisations déjà accordées							4 904 417 €
Total général rue de Rome							5 555 608 €

BHNS 15/16

Référence	COMMERCE	ADRESSE	Expert	Rapport définitif	Préjudice évalué par expertise judiciaire		Proposition de la Commission
					Montant	Période	
BHNS-2015/09/82	LYON GSM	137 Rue de Lyon 13015 Marseille	J.RUINET	23/05/2016	0 €	du 08/04/13 au 29/08/14	0 €
BHNS-2013/11/19	LES POULETS GOURMANDS	78 avenue de Saint Antoine 13015	F.DEMUYTER	27/06/2016	15 323 €	08/04/13 au 30/09/13	9 194 €
					15 323 €		9 194 €
Montant des indemnisations déjà accordées							1 811 555 €
Total général BHNS 15/16							1 820 749 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 9 demandes d'indemnisation précitées et relatif aux montants d'indemnisations retenus pour les 21 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération HN024-07/04/16/CM du 07 avril 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-306/16/BM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission d'Indemnisation relatif à l'examen de la recevabilité des 9 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est approuvé l'avis de la Commission d'Indemnisation relatif à l'indemnisation des **21** dossiers précités pour un montant total de **660 385,00 euros**.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 020 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-750/16/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de partenariat entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie du Golf Ouest Provence Miramas
MET 16/1271/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, il appartient à l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de déterminer le type d'actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager dans le cadre des prestations d'action sociale en faveur de ses agents et de leurs ayants-droit.

Ainsi, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et de leurs ayants-droit.

Dans le cadre des prestations d'action sociale, le Comité syndical de Ouest Provence a institué, par délibération n°670/10 du 16 décembre 2010, la prise en charge partielle des abonnements, green fees et packs carte verte à la Régie du Golf Ouest Provence Miramas, dont les modalités ont été fixées par décision du Président du SAN Ouest Provence.

Dans ce prolongement, par délibération n°17/11 du 3 février 2011, une convention entre le SAN Ouest Provence et la Régie du Golf Ouest Provence Miramas pour cette prise en charge a été conclue. Celle-ci a été renouvelée par délibération n°461/13 du 17 décembre 2013, pour une durée de trois ans.

Aujourd'hui, compte tenu d'une modification dans les conditions d'obtention de l'ensemble des prestations, lesquelles se feront toutes désormais, par l'émission d'un bon d'engagement directement auprès du prestataire, il est proposé de modifier l'article 2 de la convention initiale.

De plus, compte tenu d'une actualisation des coûts de certaines prestations par la Régie du Golf, il est

proposé d'approuver ceux-ci. Un tableau récapitulatif de chaque prestation et son coût avant et après actualisation est annexé à la présente délibération.

En application de l'article L.5217-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit au SAN Ouest Provence. Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de conclure un avenant n°1 à la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie du Golf Ouest Provence Miramas, relative aux modalités de prise en charge partielle des abonnements annuels, green fees et packs carte verte ainsi que les tarifs mentionnés, lesquels sont indiqués dans l'annexe à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-751/16/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel relatif au marché n°2014AGGLO-051 - mise à disposition de titres restaurant à destination des agents - du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 16/1433/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, subrogée dans les droits de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, a confié à la société EDENRED France SAS, la mise à disposition de titres restaurant à destination des agents du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, dans le cadre du marché n°2014AGGLO-051, ci-après désigné "le marché".

Le marché a débuté le 5 janvier 2015 pour une durée d'un an. Il est reconductible par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de deux ans.

Il s'agit d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum passé en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics, dont les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Au moment de l'attribution du marché la valeur faciale du titre restaurant a été fixée à 5,50€.

Suite aux négociations sociales du dernier trimestre 2015, la valeur faciale du ticket restaurant a été portée à 7 € à compter du 1er janvier 2016 par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les bons de commandes ont depuis lors étaient émis par le pouvoir adjudicateur et les tickets restaurants fournis par le titulaire, sur la base de cette nouvelle valeur faciale, sans qu'un avenant ne vienne acter cette modification du contrat.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, subrogée dans les droits de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile se trouve dès lors dans

l'incapacité d'honorer les factures des mois de mars à juin 2016 du fait de leur non-conformité au contrat.

Pour autant, les fournitures ont bien été livrées par le titulaire et utilisées par les agents du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile bénéficiaires sur la base d'une valeur faciale de 7€.

Dans ce contexte, par courrier du 29 juillet 2016, le titulaire a fait connaître sa décision de suspendre l'exécution du marché, jusqu'au règlement des prestations effectuées et a réclamé le paiement des titres restaurant fournis entre mars et juin 2016, s'élevant à 83.538 € TTC.

Par courriel du 8 août 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a quant à elle indiqué tout mettre en œuvre pour régler la situation en transmettant un projet d'avenant modifiant la valeur faciale des tickets restaurant pour l'avenir et en incitant le titulaire à retourner cet avenant dans les plus brefs délais afin que l'exécution du marché puisse intervenir au plus tôt.

Cet avenant est en cours de signature par les deux parties.

La jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le titulaire et à l'inexécution de leurs obligations réciproques.

C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et de prévenir toutes contestations éventuelles concernant le règlement des prestations effectuées, ainsi que de l'inexécution des prestations.

Selon une logique de concessions réciproques, les parties sont parvenues à un accord selon la décomposition décrite ci-après.

Les tickets restaurants fournis par la société EDENRED de mars à juin 2016 n'ont ainsi pas été payés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Cette situation a ainsi entraîné une perte pour le Titulaire d'un montant de 83.538 € TTC.

Or, cet appauvrissement corrélatif qui en est résulté ne trouve sa justification, ni dans le contrat, ni dans une disposition légale ou réglementaire.

Les parties conviennent ainsi d'une indemnisation à hauteur de 83.538 € TTC en répétition de l'indu.

La société EDENRED consent à renoncer à l'indemnisation de l'ensemble des frais générés par ce litige et notamment les frais de gestion et les frais financiers qu'elle a pu supporter.

Dans le cadre des négociations engagées en vue de régler le litige avec le titulaire, la Métropole renonce à l'application des pénalités de retard prévues au marché pour les commandes de juillet, d'août et de septembre 2016 ainsi qu'à la résiliation du marché du fait de l'inexécution des commandes de juillet, d'août et de septembre 2016.

Les parties ont donc accepté de faire des concessions réciproques et de régler leurs divergences par voie de transaction, au sens des dispositions de l'article 2044 et suivants du Code Civil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler à l'amiable les conflits ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la conclusion d'un avenant n'est possible que pour l'avenir ;
- Qu'il convient de régulariser la situation par la conclusion d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la société EDENRED SAS et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ayant pour objet de régler définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître relativement au paiement d'une indemnité visant à réparer le préjudice subi par le titulaire en raison des difficultés de paiement des titres restaurant fournis de mars à juin 2016, en dehors des prescriptions contractuelles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tous les documents nécessaires à la réalisation de cette affaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-752/16/BM

■ Approbation d'une convention de prestations entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la tenue du Conseil de Métropole MET 16/1443/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) est venue en 2015 amender la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) et compléter le dispositif législatif afférent à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 a confirmé la création de cette dernière au 1er janvier 2016, et a fixé son siège social au 58, boulevard Charles-Livon dans le 7ème arrondissement sur le site du Pharo.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence ne disposant pas des ressources et des moyens nécessaires pour permettre une organisation efficiente des premières réunions du Conseil, l'autorité ayant convoqué le Conseil de Métropole a sollicité la Ville de Marseille pour sa première réunion afin de fournir toute l'aide logistique et opérationnelle utile.

Par la suite, pour des raisons pratiques (domiciliation), le Conseil de Métropole s'est ainsi réuni à plusieurs reprises au sein du centre de congrès du Pharo, seul à même d'accueillir les 240 membres dans des conditions fonctionnelles et financières optimales.

Ainsi, dans l'attente de la création et de la mise en service d'un hémicycle de capacité suffisante, il convient que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence puisse à titre transitoire utiliser les espaces du centre de congrès du Pharo et s'appuyer, sur l'assistance des services de la Ville de Marseille pour les prestations connexes (notamment informatique, sécurité, logistique administrative et matérielle)

nécessaires à la tenue des séances du Conseil de Métropole.

L'article L.5215-27 du CGCT applicable à la Métropole par renvoi de l'article L.5217-7 du CGCT dispose que celle-ci « peut confier, par convention, avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre Collectivité Territoriale ou Établissement Public ».

Par ailleurs, les articles L2125-1 et suivants du CGPPP posent le principe selon lequel " toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance ".

La logistique administrative de la tenue du Conseil de Métropole est ainsi confiée à la Ville de Marseille.

C'est sur ce fondement qu'il est proposé de conclure une convention de prestations pour l'utilisation des espaces du centre de congrès du Pharo et les prestations connexes nécessaires à la tenue du Conseil de Métropole.

L'utilisation des espaces du centre de congrès du Pharo sera facturée par la Ville de Marseille sur la base des tarifs en vigueur (à ce jour, selon la délibération n°15/1087 EFAG du 16 décembre 2015). Les prestations connexes des services municipaux pour ces séances du Conseil de Métropole seront prises en compte, sur la base d'un décompte des frais acquittés et d'une évaluation forfaitaire pour la partie assurée en régie (logistique administrative, sécurité, informatique).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de prestations ci-annexée, conclue avec la Ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Economie,
Nouvelles Technologies,
Enseignement Supérieur"***

ECO 001-753/16/BM

**■ Réalisation d'un stand commun au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur 2016 en partenariat avec la Chambre de Commerce Marseille Provence et la Ville de Marseille et approbation d'une convention
MET 16/1115/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons économiques professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, de montrer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Créé il y a 23 ans et organisé par le groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs a été conçu comme lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les

porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité. Présent chaque année à Paris, Lyon et Nantes, le Groupe Les Echos a organisé la première édition marseillaise en 2015.

Les objectifs sont de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local et dans un contexte économique difficile, d'encourager la croissance en accompagnant le développement des entreprises.

Pour la seconde édition, qui se déroulera au Parc Chanot les 26 et 27 octobre 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Ville de Marseille se sont associés au Groupe Les Echos pour la réalisation de cet événement, avec pour ambition de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement renforcer l'activité économique et le développement des entreprises du territoire.

Pour ce faire, ces trois institutions réaliseront notamment un stand commun de 90 m² sur lequel l'offre et les atouts du territoire ainsi que les services proposés par chacune seront présentés aux visiteurs.

Chaque institution contribuera à la réalisation de ce stand commun, notamment pour ce qui concerne les coûts de conception et de réalisation.

La convention ci-annexée précise les obligations respectives de chacun des partenaires pour la réalisation du stand commun lors de l'édition 2016 du Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, également partenaire disposera d'un stand d'exposition individuel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que les objectifs du SDE 2016 sont de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local ;
- L'intérêt pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de promouvoir ses projets et ses réalisations dans ce type d'événement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, fixant les obligations réciproques de chacune des parties pour la réalisation d'un stand commun au Salon des entrepreneurs 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – sous politiques B330 – Nature 6233 – Fonction 94.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-754/16/BM

**■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille au
fonctionnement de l'association Club WTC APEX
et approbation d'une convention
MET 16/1141/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME qui rencontrent plus de difficultés que les grands groupes pour établir des relations commerciales durables. Or le développement de cette typologie d'entreprises sur les marchés extérieurs est un gage de pérennité et d'ouverture aux réalités de la mondialisation. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement de ce secteur d'entreprises.

Le Club WTC APEX a été créé en 1975 par des chefs d'entreprises marseillais ayant déjà une activité à l'international mais l'ambition de s'y développer davantage.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes. Elle propose donc des actions d'information, des opérations ciblées sur les marchés à l'exportation, des formations des futurs cadres et des missions à l'étranger. Elle concourt ainsi au développement des entreprises exportatrices sur le territoire.

Les missions du Club WTC APEX sont donc de permettre aux entreprises de bénéficier :

- D'une expertise par une permanence efficace pour répondre aux demandes spécifiques et un appui en matière de recrutement « export » ;
- Du « networking » par une mise en relation avec des interlocuteurs experts et l'animation de plusieurs événements mensuels ;
- Du coaching par une information pragmatique sur l'ensemble des sujets de l'International et des formations, ainsi qu'une aide dans leurs démarches commerciales ;
- Du Business par un accès à des opportunités d'affaires.

Le Club WTC APEX fédère plus de 120 entreprises adhérentes, au niveau régional, de tous secteurs d'activités qu'il s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

Résultats 2015 et objectifs 2016 :

Le Club WTC APEX a décidé de baser ses actions sur quatre grands axes :

1. L'activité de réseautage

Cette activité s'opère par :

- l'organisation de 3 à 5 événements par mois tels que des déjeuners Networking, des soirées Club, des Journées Pays, des Speed Dating de l'international des rencontres experts, des événements partenaires ou encore des challenges pour l'international.
- L'accès au 1^{er} Club d'exportateurs en région PACA (World Trade Center, réseau des Conseillers du Commerce Extérieur et Provence International)
- Des relations privilégiées avec tous les acteurs institutionnels : CCI Marseille Provence, COFACE, Conseil Général, Conseil Régional, DIRECCTE, MPM, Ubifrance, UCAB, et UCCIFE, UPE 13, Ville de Marseille

Résultats 2015 : 32 événements organisés, dont la soirée gala des 40 ans du Club WTC APEX rassemblant 300 personnes au Palais de la Bourse
Objectifs 2016 : organisation de 41 événements

2. Le programme Objectif Export 1.0

Le programme objectif export est lancé depuis 10 ans et accompagne les PME de la Région dans leur projet de développement à l'international. Le 26 mars 2015, le Club WTC APEX a lancé le programme Objectif Export 1.0. Il s'agit alors d'un programme enrichi par l'augmentation de la durée d'accompagnement passant de 9 à 20 mois, le profil des entreprises davantage orienté PME que TPE et l'intégration d'une formation e-learning ainsi que des tuteurs transversaux. S'ajoute à cela, une option à la carte possible concernant l'ingénierie financière.

Résultats 2015 : Mise en place du programme et pré-sélection de 8 PME

Objectifs 2016 : Accompagnement de 8 PME dans leur développement à l'international

3. La communication

Le Club WTC APEX met un point d'honneur sur sa communication afin de mieux se faire connaître et de valoriser ses actions, son savoir-faire auprès d'un plus grand nombre d'entreprises

Résultats 2015 : Réalisation d'un nouveau site internet

Objectifs 2016 : Animer le site internet et développer la présence sur les réseaux sociaux

4. Les actions récurrentes du club (hors réseautage)

Ces actions consistent entre autre à :

- L'appui au montage de dossiers de subventions et de financements international
- La prise en charge du secrétariat de la section Provence-Corse des Conseillers du Commerce Extérieur de la France

Budget prévisionnel 2016

Le budget prévisionnel du Club WTC APEX, pour 2015, s'élève à 288 197€, soit 26% de moins qu'en 2015 ou il était de 391 696€.

Les dépenses par grands postes s'élèvent à :

Salaires et charges	157 504 €
Services extérieurs	54 644 €
Autres services extérieurs	58 273 €
Achats	12 786 €
Impôts et taxes	4 990 €
Total dépenses	288 197 €

Soit une part de masse salariale représentant 54,65% du montant total des dépenses

Les recettes sollicitées sont constituées par :

Participations entreprises	56 775 €
Subventions	168 050 €
Région Paca (objectif export 1.0)	50 550 €
Région Paca (Challenge)	20 000 €
Conseil Départemental	45 000 €
CCIMP	27 500 €
Métropole d'Aix-Marseille Provence	25 000 €
Remboursement OPCA	8 172 €
Autofinancement	55 200 €
Total Recettes	288 197 €

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2016, une subvention de 15.000 euros à l'association Club WTC Apex.

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 15.000 euros à l'association Club WTC Apex au titre de l'année 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Club WTC Apex.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole CT1 2016 – chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-755/16/BM

**■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'animation du réseau IMED et approbation d'une convention
MET 16/1144/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. En effet, selon les chiffres de l'AGAM, en 2012, sur 202 390 établissements actifs à l'échelle de la Métropole, 73% n'avaient pas de salarié. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement de ces entreprises.

L'IMED, autrement dit l'ingénierie Méditerranéenne pour l'Export et le Développement, est une association créée 1988, dont l'objectif est d'aider les PME à promouvoir leur développement à l'international, par un ensemble d'actions très concrètes telles que l'organisation de missions, l'accueil de délégations, l'assistance à l'export, ou encore l'appui de bureaux permanents à l'étranger... par l'organisation et la mise à disposition de jeunes ayant choisi le Volontariat International en Entreprise (V.I.E.).

Les Missions :

L'IMED a deux missions principales :

- Assurer une présence permanente à l'étranger à des PME, afin de les aider à développer leurs exportations, et ce, en leur mettant à disposition une ressource humaine via le dispositif V.I.E.
- Offrir à de jeunes diplômés une expérience à l'étranger via le dispositif V.I.E et leur permettre une éventuelle embauche par la suite.

Ainsi l'IMED assure la sélection, le recrutement, la formation des V.I.E, le suivi d'instruction de dossiers Ubifrance, la logistique, les moyens adaptés, la prise en charge des frais de déplacement, l'élaboration du cahier des charges ou encore le suivi.

Résultats 2015 et objectifs 2016 :

Concernant l'appui au développement international des PME, l'IMED met en place plusieurs actions :

- La prospection : directe des entreprises de la Région ou bien via des salons (forum International PACA, Rencontres entreprises etc...)
- L'aide à la mise en place des V.I.E pour 3 à 4 entreprises
- Participation active au guichet unique de CCI internationales
- La mise en place de RDV/réunions à destination des PME
- L'animation des partenariats, ou de rapprochements (Comité des Conseillers du Commerce Extérieur de PACA, écoles etc...)

Concernant l'animation et la promotion des V.I.E en région et dans le département des Bouches du Rhône ainsi que l'apport d'un appui à l'émergence de projets, l'IMED a assuré le portage des V.I.E mis à la disposition des entreprises sous 3 déclinaisons telles que les V.I.E mutualisées, les V.I.E. spécifiques, et les V.I.E à temps plein. Le principe étant de faire bénéficier les entreprises du dispositif V.I.E pendant une année après une étude de marché du secteur :

Le V.I.E à temps plein : l'IMED apporte un appui au déploiement des V.I.E à temps plein dans les démarches d'ouverture de marchés nouveaux identifiés tels que l'accès et l'ouverture au marché, l'appui à l'implantation et la structuration RH. L'IMED assure donc le programme complet du V.I.E (recrutement, formation, appui aux entreprises pour la définition des missions, la gestion administrative, la logistique de l'accueil du V.I.E etc..)

- Résultats 2015 : Le programme a permis l'installation de 19 V.I.E à temps plein pour 12 mois de missions à l'étranger sur l'année 2015
- Objectifs 2016 : Le programme a prévu le portage de 26 V.I.E à temps plein pour 12 mois à mettre en œuvre sur 3 ans

Le V.I.E mutualisé : concerne la mise en place de bureaux permettant d'offrir une présence permanente aux PME, le maintien des réseaux initiés et des contacts établis ainsi que la transmission de la connaissance du pays et ses spécificités. Il y a déjà des bureaux en Algérie, au Maroc, aux Emirats Arabes Unis, en Côte d'Ivoire, en Turquie, en Allemagne, aux Etats-Unis et en Malaisie.

- Résultats 2015 : ouverture d'un bureau à Singapour en septembre 2015 (offrant une ouverture sur l'Asie du Sud Est) - Gestion de 10 V.I.E au sein de ces bureaux permanents pour assurer les actions de développement des PME à temps partagé comme le développement à l'export, le suivi commercial, le suivi etc..
- Objectifs 2016 : Gestion de 8 V.I.E au sein de ces bureaux permanents - Portage et appui à l'implantation d'un V.I.E Filière : l'implantation d'un V.I.E à San Diego (USA) pendant 12 mois – création d'un bureau à Londres (Royaume Uni) au 1^{er} janvier 2016 et en Afrique du Sud en mai 2016

Le V.I.E spécifique : Des actions diverses sont également gérées par l'IMED telles que le Pole Med, l'appui au Prides Finances et Conseils en Méditerranée, la fonction de relais de terrain de manière ponctuelle, ou encore la mise à disposition de V.I.E pour des suivis spécifiques sur le terrain.

Concernant les actions d'intégration professionnelle au profit des jeunes diplômés :

- Résultats 2015 : plus de 85 V.I.E ont bénéficié du réseau des « anciens IMED » pour leur carrière à l'international
- Objectifs 2016 : plus de 90 bénéficiaires prévus

Concernant le Suivi des entreprises et évaluation des actions :

- l'IMED a mis en place un système de reporting permettant le suivi régulier des actions engagées et des évolutions des missions par le biais d'un rapport mensuel de mission et de fiches contacts commentées
- l'IMED analyse le profil de chaque entreprise au démarrage avec ses attentes et ses stratégies de développement, puis fait un état des lieux à 6 mois avec évaluation à mi-parcours et une 2^e évaluation en fin de mission (à 12 mois)

Concernant les Moyens mis en œuvre :

- Pour la détection des entreprises :
 - Partenariat avec Business France (prospection)
 - Rapprochement avec le Comité régional des CCEF
 - Rapprochement avec le Club WTC Apex
- Pour l'analyse des entreprises et les critères de sélection
 - Rapprochement avec les partenariats locaux œuvrant à l'international (critères de sélection, analyse des entreprises et validation)

Le budget prévisionnel

Le budget prévisionnel de l'IMED pour 2016 s'élève à 1 253 100€ soit 25,49% de plus qu'en 2015 (998 550€)

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à :

918.800 euros :	Salaires et charges
159.700 euros :	Loyers et charges
44.450 euros :	Services extérieurs
43.500 euros :	Frais de missions
86.650 euros :	Achats

La part des salaires et charges s'élèverait à 73,3% du montant des dépenses (61,71 % en 2015).

Les recettes sollicitées sont constituées par :

871.100 euros	Entreprises
357.000 euros	Région Paca fonctionnement
20.000 euros	Conseil Départemental
5.000 euros	Métropole d'Aix-Marseille Provence

La part de la facturation auprès des entreprises représente 69,5% du montant total des recettes (elle était de 62,80% en 2015)

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2016 une subvention de 5.000 euros à l'association IMED et d'approuver la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 5.000 euros à l'association IMED au titre de l'année 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association IMED.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole CT1 2016 – chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-756/16/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat entre ANIMA et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Attribution d'une subvention
MET 16/1195/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

ANIMA Investment Network représente un réseau international qui réunit 80 institutions et réseaux d'affaires de 22 pays. Créé en 2006 par Business France, les collectivités de Marseille-PACA et 20 institutions de développement économiques d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le réseau ANIMA a connu un fort développement au cours des dix dernières années.

L'association est actuellement présidée par M. Khalil Laabidi, Directeur Général de la FIPA, l'agence

nationale d'investissement de la Tunisie. La Ville de Marseille est membre de son Conseil d'Administration, ainsi que le Conseil Régional PACA, Business France, l'EPA Euroméditerranée, aux côtés d'organisations de neuf autres pays. Provence Promotion est un membre historique et actif du réseau.

Le budget annuel de l'organisation est de 1 700 000€ et celle-ci s'appuie par ailleurs sur les cotisations des adhérents d'un montant de 120 000€ ainsi que sur les subventions du Conseil Régional PACA de 240 000€, de la Ville de Marseille de 45 000€ et de financements européens d'un montant de 1 150 000€.

ANIMA est reconnue aujourd'hui comme un partenaire de référence de la Commission européenne, de l'Union pour la Méditerranée et de l'OCDE dans le domaine du développement économique, du marketing territorial et de l'attractivité, et de de l'internationalisation des entreprises. ANIMA dispose d'un secrétariat d'une quinzaine de collaborateurs basés à Marseille, ce qui en fait l'équipe internationale la plus importante dédiée au développement et à la coopération économique dans la région Méditerranée.

ANIMA développe :

- De l'accompagnement d'entreprises : appui aux entreprises dans leur internationalisation au sein de la zone Europe - Afrique du Nord – Moyen-Orient
- Des services de coopération : organisation de partage d'expérience et de jumelages, développement de projets de coopération (financements européens), intervention en coordination de projet, en tant qu'expert ou via son réseau
- Des services d'intelligence économique

Depuis trois ans, ANIMA a fortement renforcé son rôle au service du territoire métropolitain en faisant bénéficier les acteurs du territoire de sa connaissance des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, de ses réseaux et de ses nombreuses actions de mise en relation.

Ainsi chaque année, ANIMA accompagne 300 entreprises et clusters du territoire dans leur internationalisation et leurs partenariats internationaux (343 en 2015).

ANIMA a associé plus de 25 organisations du territoire en tant que partenaires de ses projets européens, générant ainsi plusieurs millions d'euros de financement.

Au-delà des projets gérés directement par ANIMA, 15 clusters et pôles de compétitivité de la Métropole AMP et de la région PACA sont accompagnés par ANIMA depuis deux ans dans le montage de leurs projets européens en coopération avec les pays du voisinage sud de l'UE. Grâce à sa proximité avec la Commission européenne et sa connaissance approfondie des

acteurs et territoires d'Afrique du nord et du Moyen-Orient, ANIMA oriente ces acteurs vers des opportunités de financement, les conseille dans la recherche de partenaires étrangers et dans le montage ou la participation à des projets européens.

Ce service unique en France est une incarnation concrète et opérationnelle du rôle de la Métropole d'AMP et sa région comme passerelle et hub de coopération dans le triangle Europe-Méditerranée-Afrique. Il constitue aussi un outil essentiel pour porter durablement le rayonnement de la Métropole d'AMP et sa région à l'international.

Depuis deux ans, ANIMA gère et anime le volet « coopération économique avec la Méditerranée » du Plan Régional d'Internationalisation des Entreprises (PRIE) dans le cadre du Pôle MED. Réunissant les principaux acteurs de l'internationalisation des entreprises du territoire (ARII, la CCIR PACA, Finances Conseil Méditerranée et l'IMED), le Pôle MED coordonne les actions et les outils de ces partenaires au service des entreprises et organise notamment des missions de diplomatie économique associant élus, clusters et entreprises sur des destinations ciblées d'Afrique du nord.

Dans le cadre de sa montée en puissance en matière de développement économique et du déploiement de sa stratégie d'attractivité, Aix Marseille Provence Métropole souhaite s'appuyer sur l'expertise et les réseaux d'ANIMA en développant un partenariat stratégique dès 2016.

Le partenariat Métropole d'AMP – ANIMA en 2016 engloberait les 3 points suivants :

1- Attractivité :

ANIMA contribue à l'élaboration de la stratégie d'attractivité de la Métropole d'AMP pour la région Afrique du Nord et Moyen-Orient :

- Participation à l'élaboration d'un argumentaire sur les relations entre le territoire d'AMP et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.
- Participation à la définition d'une Barométrie - Tableau de bord de l'attractivité métropolitaine et d'un benchmark portant sur une dizaine de métropoles pertinentes
- Participation au groupe de travail sur l'identité, valeurs et image du territoire métropolitain
- Informations sur les opportunités et principaux marchés cibles dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient

2- Opérations de promotion économique du territoire : ANIMA organise des manifestations business internationales dans la Métropole AMP, notamment le MED-Africa business forum qui se tiendra pendant la Semaine Economique de la Méditerranée 2016, les 3-4 novembre 2016 à Marseille sur le thème « Le numérique accélérateur de développement en Méditerranée ». La métropole s'associe à ces opérations de promotion économique du territoire, qui comprennent également :

- Mission « Le Maroc en France », octobre 2016, Marseille, France
- Mission d'affaires TIC Grèce / Méditerranée/ PACA, 3-4 novembre 2016, Marseille, France

3- Fonds européens : ANIMA fournit un service d'ingénierie (veille, information, et ciblage d'opportunités) sur les fonds européens dédiés à la coopération économique avec les pays MED. Le statut de partenaire stratégique de la Métropole AMP lui permettrait d'accéder aux services suivants :

- Contacts institutionnels/ entreprises, réseautage et valorisation du territoire auprès de 22 pays
- Appui / association à des projets de coopération, notamment plusieurs projets en cours de développement qui seront utiles pour le territoire
 - MedVentures
 - Design Méditerranée (filiale mode) : MMMM, AMU, ESDAC
 - Cross Landing (promotion des services d'agences régionales) : Provence Promotion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le besoin de la Métropole de s'appuyer sur une expertise afin de renforcer les liens économiques avec la Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec ANIMA définissant les modalités d'attribution d'une subvention de 20 000 euros du titre de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6748 – Fonction 64

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-757/16/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des Zones d'Activités Métropolitaines sur la commune de Velaux
MET 16/1357/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée depuis le 1^{er} janvier 2016. Elle rassemble six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale : la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Aux termes de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : «la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés» en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code.

Pour mémoire, la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne notamment le transfert des Zones d'Activités présentes sur le Territoire Métropolitain et qui étaient auparavant de compétence intercommunale sur le territoire des six EPCI fusionnés par la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Sur l'ancien territoire de l'EPCI, la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, constituant à ce jour celui du Conseil de Territoire du Pays Salonais, compte trente et une (31) Zones d'Activités couvertes par la compétence Métropolitaine «Développement et Aménagement Economique, Social et Culturel». Cette compétence comprend notamment « la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ».

Les Services du Conseil de Territoire du Pays Salonais ne disposant, à ce jour, des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien de la voirie, des réseaux divers, des espaces verts et de l'éclairage public, l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales introduit la possibilité pour un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de mandater, par convention, les services d'une ou de plusieurs de ses communes membres pour l'exercice de compétences intercommunales par une mise à disposition des Services Municipaux pour l'exercice de ces compétences.

La présente convention a donc pour objet de fixer les modalités de la mise à disposition des services de la commune de Velaux, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour l'exercice des missions relevant de sa compétence «Développement et Aménagement Economique, Social et Culturel». Cette compétence comprend notamment la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires.

En conséquence, il est proposé au Bureau de la Métropole la mise en place d'une convention de mise à disposition des Services Municipaux pour l'entretien des Zones d'Activités Métropolitaines sur la commune de Velaux concernant les Zones de la Verdière I et II, la Zone du Grand Pont ainsi que la Zone du Vallon de Brayes.

La convention ne porte que sur des opérations d'entretien relevant de la section de fonctionnement.

L'entretien sera assuré dans le cadre d'un programme annuel établi en concertation des parties.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence remboursera la commune des dépenses engagées selon les modalités financières définies.

La convention de mise à disposition est conclue pour une durée d'un an et sera renouvelée par reconduction tacite, sans toutefois ne pouvoir dépasser 5 ans. La date de départ de la présente convention est fixée à compter de sa signature par les deux parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-4-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 108-239/16/CM en date du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pelissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition des Services Municipaux pour l'entretien des Zones d'Activités Métropolitaines sur la commune de Velaux telle qu'annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-758/16/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien de la Zone d'Activités Métropolitaine des Roquassiers sur la commune de Salon de Provence
MET 16/1358/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée depuis le 1^{er} janvier 2016. Elle rassemble six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale : la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Aux termes de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : «la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés » en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code».

Pour mémoire, la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016 entraîne

notamment le transfert des Zones d'Activités présentes sur le Territoire Métropolitain et qui étaient auparavant de compétence intercommunale sur le territoire des six EPCI fusionnés par la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Sur l'ancien territoire de l'EPCI, la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, constituant à ce jour celui du Conseil de Territoire du Pays Salonais, compte trente et une (31) Zones d'Activités couvertes par la compétence Métropolitaine «Développement et Aménagement Economique, Social et Culturel». Cette compétence comprend notamment «la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ».

Les Services du Conseil de Territoire du Pays Salonais ne disposant, à ce jour, des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien de la voirie, des réseaux divers, des espaces verts et de l'éclairage public, l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales introduit la possibilité pour un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de mandater par convention les services d'une ou de plusieurs de ses communes membres pour l'exercice de compétences intercommunales par une mise à disposition des Services Municipaux pour l'exercice de ces compétences.

La présente convention a donc pour objet de fixer les modalités de la mise à disposition des services de la commune de Salon de Provence, au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour l'exercice des missions relevant de sa compétence « Développement et Aménagement Economique, Social et Culturel ». Cette compétence comprend notamment la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires.

En conséquence, il est proposé au Bureau de la Métropole la mise en place d'une convention de mise à disposition des Services Municipaux pour l'entretien de la Zone d'Activité Métropolitaine des Roquassiers sur la commune de Salon de Provence.

La convention ne porte que sur des opérations d'entretien relevant de la section de fonctionnement. L'entretien sera assuré dans le cadre d'un programme annuel établi en concertation des parties.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence remboursera la commune des dépenses engagées selon les modalités financières définies.

La convention de mise à disposition est conclue pour une durée d'un an et sera renouvelée par reconduction tacite, sans toutefois ne pouvoir

dépasser 5 ans. La date de départ de la présente convention est fixée à compter de sa signature par les deux parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 108-239/16/CM en date du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pelissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition des Services Municipaux pour l'entretien de la Zone d'Activité Métropolitaine des Roquassiers sur la commune de Salon de Provence telle qu'annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-759/16/BM

**■ Attribution de subventions au titre des aides directes aux commerçants et artisans dans le cadre de la deuxième tranche de l'opération urbaine FISAC sur le Territoire du Pays Salonais
MET 16/1359/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, l'ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence », avait pris en charge la mise en œuvre du dispositif FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) sur l'ensemble de son territoire.

Ce dispositif constitue un outil de soutien et d'accompagnement des commerçants et artisans dans le cadre de leurs investissements.

Ainsi en 2006, Agglopolo Provence a déposé un dossier de candidature auprès de l'Etat afin de réaliser une Opération Urbaine dont l'objectif était de renforcer l'attractivité économique des centres villes. La première phase a été achevée en 2010.

Par délibération communautaire n°221/10 du 13 décembre 2010, le Conseil Communautaire a approuvé le bilan de la première tranche de l'Opération Urbaine et a autorisé son Président à déposer un dossier de financement de la deuxième tranche.

Par décision n° 14-0157 en date du 24 février 2014, le Ministre en charge du Commerce et de l'Artisanat a attribué à Agglopolo Provence une subvention de 86 474 € se décomposant comme suit ;

- fonctionnement : 50 733 €

- investissement : 35 741 €, dont 30 000 € au titre des aides directes.

C'est ainsi qu'une convention de partenariat pour la mise en œuvre de la seconde tranche FISAC sur le territoire a été signée entre les différents partenaires (Etat, communes, associations de commerçants et d'artisans, CMA 13, CCIPM, CCIPA).

Aujourd'hui, il est donc proposé au Bureau de la Métropole, suite à l'examen des dossiers au cours du Comité de pilotage technique en date du 27 juin 2016, d'attribuer les aides directes à :

1- INSTITUT CHARLOTTE – Madame Charlotte DARROT – 22 avenue Gaston Roux à Charleval.

Montant des travaux prévus : 4 434,56 € HT

Montant des travaux retenus : 4 434,56 € HT

Subvention FISAC accordée : 886,91 €

(10 % Etat : 443,50 € et 10 % Métropole : 443,50 €)

2- SOCIETE DE RESTAURATION RAPIDE AK – Monsieur Kevin ARBAOUI – 155 Cours Victor Hugo à Salon de Provence.

Montant des travaux prévus : 54 032,30 € HT

Montant des travaux retenus : 15 000 € HT

Subvention FISAC accordée : 3 000 €

(10 % Etat : 1 500 € et 10 % Métropole : 1 500 €)

3- JEANPERI – Madame Stéphanie JEAN – 476 allée des Sardéas à lançon-Provence.

Montant des travaux prévus : 65 151 € HT

Montant des travaux retenus : 15 000 € HT

Subvention FISAC accordée : 3 000 €

(10 % Etat : 1 500 € et 10 % Métropole : 1 500 €)

4- TOKYO SALON – Monsieur Artur SAHAKYAN – 7 place de la Révolution à Salon de Provence.

Montant des travaux prévus : 26 102 € HT

Montant des travaux retenus : 15 000 € HT

Subvention FISAC accordée : 3 000 €

(10 % Etat : 1 500 € et 10 % Métropole : 1 500 €)

5- BOUCHERIE DE LA FONTAINE – Monsieur Arnaud SOUVIGNET – 3 place François Caire à Velaux.

Montant des travaux prévus : 6 092 € HT

Montant des travaux retenus : 6 092 € HT

Subvention FISAC accordée : 1.218,40 €

(10 % Etat : 609,20 € et 10 % Métropole : 609,20 €)

6- NIKKY SUSHI – Monsieur Nicolas ROCHET – Place Jules Morgan à Salon de Provence.

Montant des travaux prévus : 39 012,50 € HT

Montant des travaux retenus : 15 000 € HT

Subvention FISAC accordée : 3 000 €

(10 % Etat : 1 500 € et 10 % Métropole : 1 500 €)

7- L'EMBEILLIE LEONIDAS – Monsieur Cédric PREVOST – Ilot Sud – Centre Commercial Morgan – Boulevard Victor Joly à Salon de Provence.

Montant des travaux prévus : 97 548,94 € HT

Montant des travaux retenus : 15 000 € HT

Subvention FISAC accordée : 3 000 €

(10 % Etat : 1 500 € et 10 % Métropole : 1 500 €)

8- AU COQ SOUS CLOCHE – Monsieur Hamid SAIM – 56 place Morgan à Salon de Provence.

Montant des travaux prévus : 74 005,95 € HT

Montant des travaux retenus : 15 000 € HT

Subvention FISAC accordée : 3 000 €

(10 % Etat : 1 500 € et 10 % Métropole : 1 500 €)

9- HAIR MOD – Madame Valérie POUGET – 6 rue Boisgelin à Eyguières.

Montant des travaux prévus : 4 148,51 € HT

Montant des travaux retenus : 4 148,51 € HT

Subvention FISAC accordée : 829,70 €

(10 % Etat : 414,85 € et 10 % Métropole : 414,85 €)

10- MARION'S CUP OF CAKE – MARILUNA– Madame Marion PEDUZZI – 42 rue du Moulin d'Isnard à Salon de Provence.

Montant des travaux prévus : 24 712 € HT

Montant des travaux retenus : 15 000 € HT

Subvention FISAC accordée : 3 000 €

(10 % Etat : 1 500 € et 10 % Métropole : 1 500 €)

11- LA CHAUMIERE – Madame Aurélie DEBELLIS – 44 rue de l'Horloge à Salon de Provence.

Montant des travaux prévus : 6 436,66 € HT

Montant des travaux retenus : 6 436,66 € HT

Subvention FISAC accordée : 1.035,99 € correspondant au montant de l'aide restant à distribuer

(Etat : 518 € et Métropole : 518 €)

Il est précisé que :

- ces subventions ne seront versées que sur présentation de factures acquittées indiquant que les travaux prévus dans les dossiers ont bien été réalisés ;
- les aides directes sont des subventions de 20% concernant des travaux éligibles au FISAC (10% Etat, 10% Métropole d'Aix-Marseille-Provence) ; le montant des travaux pris en compte étant plafonné à 10 000 €, plafond porté à 15 000 € pour des travaux d'accessibilité des locaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°14-0157 d'attribution de subvention FISAC pour le financement de la deuxième tranche d'une opération urbaine sur son territoire, délivrée par l'Etat en date du 24 février 2014 ;
- La délibération communautaire n°18/15 du 9 février 2015, prise par la Communauté d'Agglomération « Agglopolo Provence » pour la conclusion de la Convention de Partenariat entre l'Etat et les différents partenaires, pour la réalisation et le financement de la deuxième tranche de l'Opération Urbaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions mentionnées ci-dessus, au titre du FISAC, selon les conditions exposées ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à ces attributions de subventions.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-760/16/BM

**■ Attribution de subvention au titre de l'investissement à la Commune de Saint-Chamas dans le cadre de la deuxième tranche de l'opération urbaine FISAC
MET 16/1361/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, l'ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence », avait pris en charge la mise en œuvre du dispositif FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) sur l'ensemble de son territoire.

Ce dispositif constitue un outil de soutien et d'accompagnement des commerçants et artisans dans le cadre de leurs investissements.

Ainsi en 2006, Agglopolo Provence a déposé un dossier de candidature auprès de l'Etat afin de réaliser une Opération Urbaine dont l'objectif était de renforcer l'attractivité économique des centres villes. La première phase a été achevée en 2010.

Par délibération communautaire n°221/10 en date du 13 décembre 2010, le Conseil Communautaire a approuvé le bilan de la première tranche de l'Opération Urbaine et a autorisé son Président à déposer un dossier de financement de la deuxième tranche.

Par décision n° 14-0157 en date du 24 février 2014, le Ministre en charge du Commerce et de l'Artisanat a attribué à Agglopolo Provence une subvention de 86 474 € se décomposant comme suit ;

- fonctionnement : 50 733 €

- investissement : 35 741 €, dont 30 000 € au titre des aides directes.

C'est ainsi qu'une convention de partenariat pour la mise en œuvre de la seconde tranche FISAC sur le territoire a été signée entre les différents partenaires (Etat, communes, associations de commerçants et d'artisans, CMA 13, CCIPM, CCIPA).

Aujourd'hui, il est donc proposé au Bureau de la Métropole de reverser la subvention d'Etat obtenue par la Commune de Saint-Chamas, au titre des dépenses d'investissements réalisées pour :

- L'installation de bornes électriques pour les besoins du marché de la Commune

Base subventionnable : 57 406 € HT

Coût total des travaux réalisés et justifiés : 52 488,68
€ HT
Taux d'intervention du FISAC : 10 %
Subvention FISAC : **5 248,87 €**

Il est précisé que cette subvention ne sera versée que sur présentation par la Commune de Saint-Chamas de factures indiquant que l'action prévue et décrite dans le dossier de candidature FISAC a bien été réalisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°14-0157 d'attribution de subvention FISAC pour le financement de la deuxième tranche d'une opération urbaine sur son territoire, délivrée par l'Etat en date du 24 février 2014 ;
- La délibération communautaire n°18/15 en date du 9 février 2015, prise par la Communauté d'Agglomération « Agglopolo Provence » pour la conclusion de la Convention de Partenariat entre l'Etat et les différents partenaires, pour la réalisation et le financement de la deuxième tranche de l'Opération Urbaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 248,87 euros, au titre du FISAC, selon les conditions exposées ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à l'attribution de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-761/16/BM

**■ Participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'animation du programme - Association Les Entrepreneuriales en PACA - pour la promotion 2016-2017 et approbation d'une convention
MET 16/1146/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le programme « Les Entrepreneuriales® » a été initié en 2003 par l'association Réseau Entreprendre Atlantique avec KPMG Entreprise et le réseau des boutiques de Gestion. Il s'agissait d'encourager l'entrepreneuriat sur le campus nantais en offrant la possibilité à des étudiants de s'inscrire dans un processus d'apprentissage par l'action, destiné à la création d'entreprise.

En 2006, l'Association Nationale Les Entrepreneuriales (ANLE) s'est créée afin d'assurer le déploiement du programme sur les autres régions de France.

Le programme « Les Entrepreneuriales en PACA » permet à des étudiants d'expérimenter, gratuitement, hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation action », la démarche de création.

S'appuyant sur un dispositif pédagogique élaboré, bénéficiant d'interventions d'experts régionaux, accompagnés par des dirigeants d'entreprise, ils vont

« apprendre en faisant » pendant 5 mois jusqu'à l'élaboration d'un Business Plan prêt à l'emploi.

partenaires locaux, régionaux du monde économique institutionnel, privé et universitaire (avril).

Le programme repose sur :

- Une cible : à partir du Bac + 2 en cours, en équipe pluridisciplinaire, et porteur d'une idée d'activité innovante au stade du concept
- Une durée : entre novembre et avril de chaque année soit 200 heures d'apprentissage pour une équipe de 4 personnes
- Des ressources pour entreprendre :
 - o les soirées tools : intervention en présentiel d'experts et de professionnels issus du territoire
 - o Coaching des équipes
 - o Parrainage des équipes
- Un encadrement : Réseau Entreprendre impulse le programme sur les Campus. Chaque équipe bénéficie d'un accompagnement mensuel par un chef d'entreprise de Réseau Entreprendre®. Entre deux rendez-vous l'équipe conforte son projet aux réalités du marché et valide sa faisabilité économique et financière.
- Des écoles et des universités participantes : convaincus de l'intérêt professionnel du programme, les enseignants des cycles supérieurs valorisent la participation de leurs étudiant-es dans le cursus de formation
- Des projets créatifs et ambitieux : les étudiant-es portent les activités de demain
- La communauté : suite au jeu de rôle, des étudiant-es concrétisent leur projet avec le soutien d'experts et de chefs d'entreprise.
- Evaluations et soirée de Gala régional : Après l'apprentissage terrain les groupes remettent un dossier de création d'entreprise en fin de programme en mars. Les évaluations finales se matérialisent par une remise de diplômes et de Trophées lors d'une manifestation rassemblant tous les

BILAN 2015- 2016 (4^{ème} saison)

Quelques chiffres sur la promotion du Campus Aix-Marseille 2015- 2016 :

24 équipes (25 équipes en 2014-2015)
 99 étudiants (103 étudiants en 2014-2015)
 30 coachs et 2 superviseurs
 200 heures d'apprentissage par étudiant
 45 interventions sur les campus pour mobiliser les enseignants puis recruter les étudiants
 25 écoles ou universités associées au programme
 1 soirée de gala régionale avec 330 convives

Programme d'action prévisionnel 2016- 2017 (5^{ème} saison)- périmètre campus d'Aix-Marseille Provence

Objectif :

Accompagner plus de 25 équipes pluridisciplinaires, représentant plus de 100 étudiants issus de l'ensemble des filières universitaires.
 12 rassemblements d'étudiants sont prévus
 1 road show à la rencontre de près de 2500 étudiantes en septembre
 1 speed dating d'environ 300 étudiants, le 13 octobre 2016
 1 programme de 5 mois avec learning, intervention d'experts et workshops

Le budget prévisionnel 2016 s'élève à 258.900 euros (2015 : 80000 euros. Les contributions volontaires n'étaient pas valorisées).

dépenses		recettes	
coordination régionale/ assistante administrative	46500	Public	
Frais divers et frais de déplacement	1800	conseil régional	20000
Frais d'exploitation programme	5500	Conseil de Territoire Marseille Provence	10000
soirée de gala	2000	Conseil départemental	5000
missions et réceptions	2000	Ville de Marseille	5000
		Ville d'Aix	2500
communication	1500		42500

frais administratifs, siège assurance	2500	Prive	
redevance ANLE	5000	Crédit agricole	5000
		EDF	5000
		MACIF	5000
		AGEFOS	4000
		DELOITTE	5000
			24000
TOTAL DEPENSES	66500	Total RECETTES	66500
total contribution volontaire	192240	total contribution volontaire	192240
TOTAL BUDGET	258740	TOTAL BUDGET	258740

La part des financements privés représente 9.3 % du total des recettes.

La part des financements publics représente 16.4% du total des recettes.

Les actions proposées par ALEP s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'attribuer au titre de l'année 2016 une subvention de 10.000 euros à l'association les Entrepreneuriales et d'approuver la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de promouvoir et de développer sur la région PACA de l'entrepreneuriat auprès des étudiants au travers d'un dispositif pédagogique ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi » ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros pour 2016 à l'association les Entrepreneuriales.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association les Entrepreneuriales.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole CT1 2016 – chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-762/16/BM

■ Approbation d'une convention avec la commune de Fos-sur-Mer pour la réalisation par l'Observatoire-SIG (Système d'Information Géographique) d'activités en matière documentaire, statistique et géographique MET 16/1426/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Observatoire-SIG, est un outil d'observation, de prospection, de réflexion et d'analyse du territoire créé par le SAN Ouest Provence aujourd'hui fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Cet observatoire constitue un outil de planification, d'anticipation et de connaissance du territoire intercommunal.

Dans le cadre de ses missions, l'Observatoire-SIG a accès à des données relatives au territoire qu'il couvre en général, et à celui des communes membres en particulier, qui constituent aujourd'hui le conseil de territoire Istres Ouest Provence.

En effet, l'Observatoire traite de toutes les composantes du territoire, que ce soit dans le domaine du développement économique, de l'activité et de l'emploi, de l'habitat et du logement, en regroupant notamment les principales données géographiques et statistiques.

Parmi ses missions, l'Observatoire-SIG construit, capitalise et diffuse la connaissance documentaire, statistique et géographique du territoire et contribue à l'élaboration des projets de développement et d'aménagement du territoire.

En application de l'article L 5217- 5 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit, pour l'exercice des compétences transférées, aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés «dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition [...] ainsi que, pour l'exercice de ces compétences sur le territoire métropolitain».

La commune de Fos-sur-Mer, dans le cadre de ses compétences, a sollicité la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et notamment l'Observatoire-SIG qui

dispose à la fois des ressources techniques, matérielles et humaines, pour l'obtention de données géographiques et statistiques concernant son territoire.

Aux termes de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicable aux Métropoles en vertu du I de l'article L 5217-7 du même Code, cette dernière *«peut confier par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la Métropole la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions»*.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à la demande de la commune de Fos-sur-Mer. Il convient dès lors de conclure une convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer, pour la réalisation par l'Observatoire-SIG d'activités en matière documentaire, statistique et géographique.

Cette convention fixera les modalités pratiques et financières des interventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au bureau de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 portant approbation du budget primitif de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016

portant adoption des États spéciaux de territoires - budget primitif 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, la convention ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer pour la réalisation par l'Observatoire-SIG (Système d'Information Géographique) d'activités en matière documentaire, statistique et géographique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

La recette résultant de la présente convention sera affectée :

- au budget métropolitain, chapitre 070, nature 70875, pour les recettes correspondant au remboursement des coûts de fonctionnement liés au frais de personnel,

- à l'État spécial du territoire Istres Ouest Provence, chapitre 070, nature 70875, pour les recettes correspondant au remboursement des coûts de fonctionnement du service, autres que les coûts liés aux frais de personnel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-763/16/BM

**■ Approbation d'une convention avec la commune d'Istres pour la réalisation par l'Observatoire-SIG (Système d'Information Géographique) d'activités en matière documentaire, statistique et géographique
MET 16/1429/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Observatoire-SIG, est un outil d'observation, de prospection, de réflexion et d'analyse du territoire créé par le SAN Ouest Provence aujourd'hui fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Cet

observatoire constitue un outil de planification, d'anticipation et de connaissance du territoire intercommunal.

Dans le cadre de ses missions, l'Observatoire-SIG a accès à des données relatives au territoire qu'il couvre en général, et à celui des communes membres en particulier, qui constituent aujourd'hui le conseil de territoire Istres Ouest Provence.

En effet, l'Observatoire traite de toutes les composantes du territoire, que ce soit dans le domaine du développement économique, de l'activité et de l'emploi, de l'habitat et du logement, en regroupant notamment les principales données géographiques et statistiques.

Parmi ses missions, l'Observatoire-SIG construit, capitalise et diffuse la connaissance documentaire, statistique et géographique du territoire et contribue à l'élaboration des projets de développement et d'aménagement du territoire.

En application de l'article L 5217- 5 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit, pour l'exercice des compétences transférées, aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés «dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition [...] ainsi que, pour l'exercice de ces compétences sur le territoire métropolitain».

La commune d'Istres, dans le cadre de ses compétences, a sollicité la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et notamment l'Observatoire-SIG qui dispose à la fois des ressources techniques, matérielles et humaines, pour l'obtention de données géographiques et statistiques concernant son territoire.

Aux termes de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicable aux Métropoles en vertu du I de l'article L 5217-7 du même Code, cette dernière *«peut confier par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la Métropole la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions»*.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à la demande de la commune d'Istres. Il convient dès lors de conclure une convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres, pour la réalisation par l'Observatoire-SIG d'activités en matière documentaire, statistique et géographique.

Cette convention fixera les modalités pratiques et financières des interventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au bureau de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 portant approbation du budget primitif de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 portant adoption des États spéciaux de territoires - budget primitif 2016 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, la convention ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres pour la réalisation par l'Observatoire-SIG (Système d'Information Géographique) d'activités en matière documentaire, statistique et géographique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

La recette résultant de la présente convention sera affectée :

- au budget métropolitain, chapitre 070, nature 70875, pour les recettes correspondant au remboursement des coûts de fonctionnement liés au frais de personnel,
- à l'État spécial du territoire Istres Ouest Provence, chapitre 070, nature 70875, pour les recettes correspondant au remboursement des coûts de fonctionnement du service, autres que les coûts liés aux frais de personnel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-764/16/BM

■ Approbation d'une convention type de cession des droits de propriété intellectuelle pour l'utilisation de la plate-forme géographique interactive extranet par les communes membres MET 16/1430/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Observatoire-SIG, est un outil d'observation, de prospection, de réflexion et d'analyse du territoire créé par le SAN Ouest Provence aujourd'hui fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Cet observatoire constitue un outil de planification, d'anticipation et de connaissance du territoire intercommunal.

Dans le cadre de ses missions, l'Observatoire-SIG a accès à des données relatives au territoire qu'il couvre en général, et à celui des communes membres en particulier, qui constituent aujourd'hui le conseil de territoire Istres Ouest Provence.

En effet, l'Observatoire traite de toutes les composantes du territoire, que ce soit dans le domaine du développement économique, de l'activité et de l'emploi, de l'habitat et du logement, en regroupant notamment les principales données géographiques et statistiques.

Parmi ses missions, l'Observatoire-SIG construit, capitalise et diffuse la connaissance documentaire, statistique et géographique du territoire et contribue à l'élaboration des projets de développement et d'aménagement du territoire.

Pour répondre à ces missions, le SAN Ouest Provence a mis en place une plate forme géographique interactive extranet qui a induit un investissement financier, matériel et humain substantiel. Le SAN Ouest Provence en sa qualité de producteur de ladite plate forme, dispose d'un droit de propriété intellectuelle exclusif sur celle-ci.

Toutefois, cet outil peut être mis à la disposition des communes membres qui le souhaitent, ce qui nécessite la cession de tout ou partie des droits de propriété intellectuelle.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 607/10 en date du 16 décembre 2010, le SAN Ouest Provence a conclu une convention type de cession des droits de propriété intellectuelle ouvrant droit à l'accès à la plate forme géographique interactive extranet, à titre gratuit, pour une durée de cinq ans.

Aux termes de l'article L 5217- 5 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit, pour l'exercice des compétences transférées, aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés «dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition [...] ainsi que, pour l'exercice de ces compétences sur le territoire métropolitain ».

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement aux demandes qui seront formulées par les communes membres intéressées. Il convient dès lors de délibérer sur la convention type de cession des droits de propriété intellectuelle pour l'utilisation de la plate forme géographique interactive extranet entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les communes membres intéressées, afin de fixer les modalités de cette utilisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-17/03/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil

de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention type ci-annexée de cession des droits de propriété intellectuelle ouvrant l'accès à la plate forme géographique interactive extranet entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et les communes membres intéressées.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-765/16/BM

**■ Demande de subventions d'investissement pour la réhabilitation du bâtiment du Bureau de Recherches Géologiques sur le site de Luminy à Marseille 9ème arrondissement
MET 16/1460/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et de son action en faveur de la recherche de solutions immobilières et foncières pour l'accueil d'entreprises sur son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en liaison avec

Aix-Marseille Université (porteur du dossier Investissements d'Avenir) travaille à l'implantation du Centre d'Immunotechnologie MI-Mabs (Marseille Immunopôle – Monoclonal Antibodies).

Marseille Immunopôle, qui réunit sous un seul et même label tous les acteurs de l'immunologie marseillaise, est un projet métropolitain partagé par les collectivités territoriales.

Désormais l'un des trois clusters du pôle de compétitivité Santé Eurobiomed et relié par une technologie commune (les anticorps monoclonaux), Marseille Immunopôle est le prolongement de ce qui a été édifié pendant 40 ans sur le campus de Luminy.

MI-mAbs, qui est la dernière structure née, était le chaînon manquant de cette offre scientifique et technologique. Ce démonstrateur industriel, retenue en 2012 au titre des investissements d'avenir va accélérer le passage de la recherche fondamentale à l'industrie en créant une plateforme d'immunotechnologie pour la validation de nouvelles cibles thérapeutiques et la production d'anticorps pour le traitement de maladies inflammatoires ou de cancers.

Regroupant les partenaires Eurobiomed, CNRS, Inserm, Institut Paoli Calmette, CIPHE, CIML, Innate Pharma, MI-mAbs, opérationnel depuis le 1^{er} septembre 2012, est à ce jour hébergé dans les locaux des centres de recherche et partenaires fondateurs que sont le CIML, le CIPHE, le CRCM et Innate Pharma.

La plateforme ambitionne un autofinancement à cinq ans et un effectif de 30 à 50 permanents.

L'implantation sur le secteur de Luminy Biotech semblait évidente à l'ensemble des parties et particulièrement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui, dans le cadre de sa mission de développement économique, accompagne la dynamique scientifique, technologique et entrepreneuriale de Marseille Luminy, notamment dans le domaine des biotechnologies. Toutefois, le foncier existant et la spécificité des besoins que représente ce type de structure ont fortement limité les possibilités.

Le BRGM (Bureau de Recherche Géologique et Minière), structure publique implantée sur Luminy depuis 50 ans libérait des immeubles (A et B) dont l'implantation pouvait convenir, à mi-chemin entre les structures du Parc scientifique, le CIML et Innate Pharma.

La faisabilité opérationnelle réalisée par l'équipe de MI-mAbs a confirmé que l'implantation entraînait pleinement dans ce qui était envisagé pour la synergie et le développement de la plateforme.

Les négociations menées auprès du BRGM ont abouti à un accord sur l'acquisition par la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence des bâtiments A et B d'une superficie de l'ordre de 1 500 m² sur une emprise foncière d'environ 3 568 m², au prix de 1 300 000 € (hors frais d'enregistrement), le BRGM conservant pour ses activités et après réaménagement le bâtiment C.

Le coût des études et travaux d'adaptabilité de ces bâtiments aux exigences fonctionnelles des futurs utilisateurs, à la remise aux normes selon la réglementation en vigueur tout en respectant les exigences de l'Architecte des Bâtiments de France et du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, est désormais estimé à 5.040.000€ H.T.

Les travaux seront financés par Aix-Marseille Université dans le cadre du grand emprunt et des subventions qui sont sollicitées auprès des différents partenaires institutionnels dont le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille.

La présente délibération vise à approuver les demandes de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Par ailleurs, l'autorisation de programme est portée à 5.040.000,00 € H.T.

La revalorisation du montant de l'autorisation de programme, liée aux exigences de l'architecte des bâtiments de France et du bataillon des Marins Pompiers, ainsi qu'à des travaux de désamiantage beaucoup plus importants que prévu, est entièrement couverte par une augmentation des subventions.

Le montage de l'opération prévoit le remboursement des travaux d'aménagement à la Métropole et la couverture du contrat d'acquisition du bâtiment du BRGM s'effectue par un loyer calculé sur la base d'annuités de l'emprunt avec un taux de 3 % sur 20 ans.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Aix Marseille Université « ANR »	41,7 %	2.100.000 €
Etat	4,0%	200.000 €
Conseil Régional	7,9%	400.000 €
Conseil Départemental 13 « Convention territoriale d'exercice concerté »	7,9%	400.000 €
Ville de Marseille	7,9 %	400.000 €
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	30,6 %	1.540.000 €
		5 040 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DDIP 006-202/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme de 1 500 000 €TTC pour l'achat d'une partie du bâtiment BRGM à Luminy pour CIMTECH (DPEATSV 13/9425/CC) ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DEV 003-329/14/CC du 18 juillet 2014 portant sur l'approbation de la revalorisation et l'affectation d'une autorisation de programme relative au réaménagement des bâtiments et des espaces extérieurs du Bureau de Recherches Géologiques et Minières sur le site de Luminy pour l'implantation du MI-mAbs ;

- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DEV 004-371/14/BC du 09 octobre 2014 portant sur l'acquisition à titre onéreux du Bureau de Recherches Géologiques et Minières du terrain bâti pour l'installation d'un centre d'immunotechnologie sur le site de Luminy à Marseille 9ème arrondissement ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°DEV 001-1224/15/BC du 25 septembre 2015 approuvant le bail avec la société PROTISVALOR pour l'implantation du laboratoire MI-Mabs ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Opération de réhabilitation du bâtiment du Bureau de Recherches Géologiques et Minières pour l'installation du centre d'immunotechnologie sur le site de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la ville de Marseille ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016-2017 de la métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille Provence – Sous politique B330 – Service 900 000 – opération 2013 / 00071.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-766/16/BM

■ **Approbation de la convention portant mission de garant de la concertation préalable dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage**
MET 16/1261/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger le réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la constitution d'un

dossier de saisine de la Commission Nationale du Débat Public, se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud.

Par délibération DTM 019-767/15CC du 19 février 2015 ce même Conseil de Communauté a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud, Gèze-La Gaye, pour un montant de 14 100 000 euros HT.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, ce même Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la procédure de concertation préalable concernant le projet d'extension du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage.

Dans le cadre de la procédure prévue à l'article 121-8 du Code de l'Environnement, par courrier du 22 juin 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a saisi la Commission Nationale du Débat Public sur la procédure de concertation à mener en vue de l'extension du réseau de Tramway. La Commission Nationale du Débat Public a recommandé dans sa décision du 2 juillet 2015 une concertation avec garant et a désigné M. François Nau en cette qualité.

Personne neutre et indépendante des parties prenantes au débat, le garant veille au bon déroulement de la concertation et au respect de la participation des différents acteurs de la concertation et du public.

Plus particulièrement, il a pour rôle d'observer et d'analyser le déroulement de la concertation, de favoriser la participation et l'expression des participants à la concertation et d'assurer un rôle de recours afin de répondre aux demandes formulées par les participants à la concertation. A l'issue de sa mission, le garant rend compte de la concertation dans un rapport rendu public.

Les missions de M. Nau, garant désigné par la Commission Nationale du Débat Public, sont définies dans la convention jointe en annexe.

Le montant de la rémunération du garant est fixé à un montant maximum de 9147 Euros Hors Taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014 approuvant la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public, se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze-La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La décision n°2015/38/TW-MPM du 2 juillet 2015 de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) recommandant une concertation sous l'égide d'un garant pour cette opération ;
- La décision n° 2015/42/TW-MPM/2 du 2 septembre 2015 de la CNDP, désignant Monsieur François Nau en qualité de garant ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016 approuvant le lancement la procédure de concertation préalable concernant la

première phase de l'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage ;

- La délibération 16/0658/UAGP de la ville de Marseille du 27 juin 2016 actant des modalités de concertation préalable que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend mettre en place dans le cadre des dispositions des articles L. 300-2 et R. 300-1 du Code de l'Urbanisme et portant sur la première phase d'extension du réseau de tramway d'agglomération, au nord jusqu'au boulevard du Capitaine Gèze (15ème arrondissement) et au sud jusqu'à la Gaye (9ème arrondissement), ainsi que sur la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron (9ème arrondissement) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la procédure de concertation préalable concernant le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron nécessite la désignation d'un garant dont les modalités de participation doivent être définies dans le cadre d'une convention ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, portant mission de garant de la concertation préalable concernant l'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transports 2016 et 2017 – section Fonctionnement - Nature Budgétaire 6227 avec l'échéancier prévisionnel suivant :

2016 : 2 000 €

2017 : 7 147 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-767/16/BM

■ Approbation du protocole transactionnel portant sur le versement à la société Promotrans Formation Professionnelle Continue d'une indemnité

MET 16/1517/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre (SMITEEB) a souhaité mettre en place un dispositif facilitant l'insertion professionnelle de ses agents de prévention et de médiation recrutés par la voie de contrats aidés et exerçant leurs fonctions sur le réseau des Bus de l'Etang.

Ce dispositif facilitant l'insertion professionnelle de ses agents de prévention et de médiation recrutés par la voie de contrats aidés et exerçant leurs fonctions sur le réseau des Bus de l'Etang.

Ce dispositif consistait, dans la seconde partie de leur contrat, au suivi d'une formation professionnelle qualifiante tendant à l'obtention du Titre professionnel de « Conducteur du transport routier interurbain de voyageurs ».

Quatre agents de prévention et de médiation du réseau des Bus de l'Etang étaient concernés par cette formation.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'évaluation de son besoin inférieur à 209 000 euros HT, le SMITEEB a lancé, en application de l'article 28 I du code des marchés publics alors en vigueur, une procédure de consultation des entreprises pour l'attribution d'un marché ayant pour objet la formation de quatre agents en vue de l'obtention du Titre professionnel de « Conducteur du transport routier interurbain de voyageurs ».

Au cours de la procédure, le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du SMITEEB à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée

de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

A l'issue de la consultation, initialement lancée par le SMITEEB et auquel la Métropole s'est substituée, le marché n°2016/4 a été attribué à la société Promotrans Formation Professionnelle Continue (FPC), et plus précisément à son établissement situé à Rognac.

Le montant total du marché s'élevait à la somme de 19 800 € HT, établi sur la base d'un prix unitaire de 4 950 € HT par formation suivie (soit 4 agents x 4 950).

Cependant le marché n'a pas été notifié au candidat retenu. Nonobstant cette absence de notification, la société Promotrans FPC a exécuté le marché et dispensé, auprès des agents concernés, les formations prévues. Celles-ci se sont déroulées du 19 mai au 12 août 2016.

Par suite, la société Promotrans FPC a adressé à la Métropole, le 17 août 2016, une facture d'un montant de 23 760 € TTC.

Néanmoins, en l'absence de notification du marché, la société Promotrans FPC n'a pu obtenir le règlement des prestations ainsi exécutées.

La Métropole reconnaît la réalité de l'ensemble des prestations de formation exécutées par la société Promotrans FPC et, par conséquent, le préjudice subi par celle-ci, correspondant aux dépenses engagées pour réaliser l'ensemble de ces prestations.

C'est dans ce contexte que la Métropole et la société Promotrans FPC se sont rapprochées pour régler à l'amiable définitivement les effets de cette situation, par voie de transaction sur le fondement des articles 2044 et suivants du Code Civil et ce, afin de mettre un terme au litige et prévenir toute contestation éventuelle concernant le règlement des prestations effectuées.

Les parties se sont obligées à des concessions réciproques dans les conditions fixées au protocole joint en annexe.

Dès lors les parties conviennent d'une indemnisation à hauteur de 23 760 euros au regard des dépenses engagées par la société Promotrans FPC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire NOR : PRMX1109903C du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le SMITEEB a souhaité mettre un dispositif facilitant l'insertion professionnelle des agents par une formation professionnelle tendant à l'obtention du Titre Professionnel de « Conducteur de transport routier interurbain de voyageurs » ;
- Que le marché n'a pas été notifié ;
- Que la société Promotrans FPC a néanmoins réalisé les prestations ;
- Qu'il est nécessaire que les parties s'accordent, dans le cadre d'un protocole transactionnel sur les modalités de règlement de cette prestation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société Promotrans Formation Professionnelle Continue, afin de régler le litige né du non-paiement de la facture afférente au marché n°2016/4.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur le versement à la société Promotrans Formation Professionnelle Continue d'une indemnité globale et forfaitaire de 23 760 euros.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et le protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre.011 - nature 6227.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-768/16/BM

**■ Approbation d'une convention de servitudes au bénéfice d'Enedis sur la parcelle DX 101 partie sise lieu-dit Boutier sur la commune de Martigues pour le passage de deux lignes électriques souterraines
MET 16/1384/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte de l'alimentation du réseau électrique sur la commune de Martigues, ENEDIS (ex ERDF) envisage sur la parcelle cadastrée DX 101 partie située au lieu-dit Boutier, la création de servitudes de tréfonds pour le passage de deux lignes électriques souterraines pour alimenter un poste de transformation.

Les servitudes de tréfonds ont une largeur d'un mètre pour une longueur cumulée de 17 mètres.

Cette convention de servitudes est conclue pour toute la durée de l'ouvrage moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 20 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes avec ENEDIS ci-annexée pour le passage en tréfonds, sur la parcelle de terrain située au lieu-dit Boutier, sise sur la commune de Martigues cadastrée DX 101 partie, de deux lignes électriques souterraines pour alimenter un poste de transformation.

Article 2:

La présente convention de servitudes est conclue moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 20 euros.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents et actes en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-769/16/BM

■ Approbation d'une convention de servitudes au bénéfice d'Enedis sur la parcelle DX 101 partie sise lieu-dit Boutier sur la commune de Martigues pour l'implantation d'un poste de transformation

MET 16/1386/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte de l'alimentation du réseau électrique sur la commune de Martigues, ENEDIS (ex ERDF) envisage sur la parcelle cadastrée DX 101 partie située au lieu-dit Boutier, l'implantation d'un poste de transformation d'une emprise de 9 m².

Cette convention de servitudes est conclue pour toute la durée de l'ouvrage moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 20 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude avec ENEDIS ci-annexée portant sur la mise à disposition de la parcelle de terrain cadastrée DX 101 partie d'une superficie de 9 m² située au lieu-dit Boutier, sise sur la commune de Martigues, pour l'implantation d'un poste de transformation.

Article 2:

La présente convention de servitudes est conclue moyennant une indemnité unique et forfaitaire de 20 euros.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-770/16/BM

■ **Etude de faisabilité et de programmation du pôle d'échange multimodal du Pays de Martigues à Croix-Sainte sur la commune de Martigues – Demande de subvention pour la réalisation de l'étude auprès de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 16/1387/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, dans le cadre du projet de pôle d'échange multimodal de Croix-Sainte à Martigues, a programmé la réalisation d'une étude de faisabilité et de programmation. Les enjeux majeurs de ce projet sont de créer une véritable gare ferrée pour la ville de Martigues, d'adosser l'armature de transport en commun urbain au réseau ferré et de faire de ce lieu le pivot de la politique locale d'intermodalité et du développement des transports en commun.

L'aménagement du quartier autour de la gare et du pôle d'échange multimodal est un élément essentiel à prendre en compte dans l'organisation urbaine afin de renforcer l'utilisation des réseaux de transports collectifs. Il s'agit, dans le cadre de ce projet, de créer les conditions nécessaires à une relation vertueuse entre le pôle d'échange multimodal et son environnement urbain en organisant les interfaces entre réseaux de transports, zones d'emplois et de services, et lieux de résidence.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette étude, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 50 000.00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	10 %	5 000 euros
Région PACA	20 %	10 000 euros
Etat	10 %	5 000 euros
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	60 %	30 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 28 avril 2016 du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les recettes et crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-771/16/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la ville de Miramas et la Caisse des Dépôts et Consignations pour accompagner la démarche - Démonstrateur redynamisation du centre-ville MET 16/1459/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de l'aménagement, le SAN Ouest Provence s'est engagé en 2015 dans une réflexion sur la redynamisation du centre-ville de Miramas, commune membre de l'intercommunalité, et la mise en œuvre d'un projet urbain multi-sites de part et d'autre du réseau ferré et principalement autour de la gare SNCF.

Sur cette base, une procédure de dialogue compétitif a été engagée permettant de définir un concept et des orientations urbanistiques, architecturales, environnementales et paysagères à partir desquels pourraient être déterminées de manière précise les missions d'études urbaines à engager qui seraient déclinées en marchés subséquents ultérieurement.

Ainsi, dans un contexte de métropolisation grandissant, d'exigences accrues de la population, d'avancées technologiques toujours plus nombreuses, le positionnement des territoires nécessite de s'adapter à l'une de ces évolutions sociétales.

La diversité et la complémentarité d'un territoire vis-à-vis d'un autre sont sources d'attractivité et de croissance future. Il convient donc d'éviter toute opposition entre territoires et de maintenir et valoriser les spécificités de chacun pour construire un nouvel équilibre.

Les écarts s'amplifient entre les centres des grandes métropoles, attractives et innovantes, et les centres des aires urbaines secondaires. L'enjeu pour les collectivités péri-urbaines ou rurales consiste donc, non seulement, à réduire ces écarts, mais aussi, à créer les conditions des centralités urbaines de demain.

Partenaire historique des collectivités territoriales, la Caisse des Dépôts et Consignations a décidé de s'engager dans cette démarche en développant de manière complémentaire aux dispositifs de droit commun ses propres initiatives en direction des centres des villes moyennes. Cet engagement s'est, notamment, traduit par la conclusion d'un partenariat, en date du 30 mars 2016 et pour une durée de 3 ans, avec l'Association des Maires de France (AMF).

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts et Consignations accompagne une dizaine de villes et collectivités, volontaires à l'échelle nationale, dans une démarche d'expérimentation et d'innovation pour rechercher une attractivité nouvelle de leur centre-ville. L'objectif est de tester sur une durée de 24 mois l'efficacité de nouveaux dispositifs avant d'envisager leur généralisation.

En lien avec la Ville de Miramas et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare et du pôle

d'échange multimodal Métropolitain de Miramas a été retenu par la Caisse des Dépôts et Consignations au titre des sites expérimentaux, dits « démonstrateurs ».

Les modalités des axes de cette expérimentation sont déterminées dans la convention ci-jointe, conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la ville de Miramas et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Caisse des dépôts et Consignations, la ville de Miramas et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour accompagner la démarche « Démonstrateur »

redynamisation du centre ville telle qu'elle figure en annexe.

Article 2 :

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget de la Métropole, pour la ville de Miramas il est à noter chapitre 13, nature 13241 et pour la Caisse des Dépôts et Consignations chapitre 13, nature 1321.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la délibération, la convention et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-772/16/BM

■ Approbation de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Logirem pour l'opération Clos des Guigues à La Fare-les-Oliviers

MET 16/1360/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de

l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 27 juin 2016, la SA d'HLM LOGIREM a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération d'acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) sur la commune de La Fare-les-Oliviers.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLUS (T1-T2) :
4 000 € X 2 logement soit 8 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 8 000 € pour l'acquisition en VEFA de 2 logements T2 PLUS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée une subvention forfaitaire de 8 000 € à la SA d'HLM LOGIREM, pour l'opération d'acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux T2 (PLUS) « Clos des Guigues » à La Fare-les-Oliviers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

La Commune de La Fare-les-Oliviers sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-773/16/BM

**■ Approbation de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Phocéenne d'Habitations pour l'opération - L'Araban - à La Fare-les-Oliviers
MET 16/1364/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélassanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 31 mai 2016, la SA d'HLM Phocéenne d'Habitations a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération d'acquisition en VEFA de trois logements locatifs sociaux T1-T2 (1 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 2 logements Prêts Locatifs à Usage Social PLUS) sur la commune de La Fare-les-Oliviers.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI / PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 3 logement soit 12 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 12 000 € pour l'acquisition en VEFA de trois logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée une subvention forfaitaire de 12 000 € à la SA d'HLM Phocéenne d'Habitations, pour l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux T1 et T2 (1 PLAI et 2 PLUS) « L'Araban » à La Fare-les-Oliviers.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

La Commune de La Fare-les-Oliviers sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Approbation de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Grand Delta Habitat pour l'opération - Le Hameau de Lydie - à Mallemort
MET 16/1366/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Aggloprovence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1^{er} janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Aggloprovence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 15 juin 2016, la SA d'HLM Grand Delta Habitat a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération d'acquisition en VEFA de trois logements locatifs sociaux T1-T2 (3 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI) sur la commune de Mallemort.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI (T1-T2) :
4 000 € X 3 logements soit 12 000 €

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 12 000 € pour l'acquisition en VEFA de trois logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 15 juin 2016 de la SA d'HLM Grand Delta Habitat au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée une subvention forfaitaire de 12 000 € à la SA d'HLM Grand Delta Habitat, pour l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux T1 et T2 (3 PLAI) « Le Hameau de Lydie » à Mallemort.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

La Commune de Mallemort sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-775/16/BM

**■ Projet de Rénovation Urbaine des Canourgues -
Demande de subventions au titre du protocole de
préfiguration
MET 16/1347/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence de la Politique de la Ville et, plus particulièrement du NPNRU, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure le portage de projet d'un programme de rénovation urbaine du quartier des Canourgues à Salon-de-Provence.

Ce programme repose sur trois grands axes :

- Développer le rôle de pôle d'attractivité du quartier au nord de la ville et de l'agglomération ;
- Conforter et améliorer la qualité résidentielle du quartier ;
- Enrayer la ghettoïsation sociale de la partie sud-est du quartier.

Afin de définir précisément les contours, le programme et les contenus précis de ce projet, un protocole de préfiguration a été élaboré par les services de la Métropole et cosigné avec l'ensemble des partenaires du projet (ANRU, ANAH, CDC, bailleurs sociaux, Commune de Salon, Métropole d'Aix-Marseille-Provence).

Ce protocole fixe :

- Le Programme d'études qui doit conduire à l'élaboration définitive du projet de Rénovation Urbaine (PRU) ;
- Les prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) nécessaires ;
- Le programme des opérations autorisées par anticipation (démolition de l'immeuble Saint-Norbert, premières phases de réhabilitation des parcs Logirem et de la Phocéenne d'Habitation) ;
- Les modalités de maîtrise d'ouvrage et de cofinancement de l'ensemble du programme de travail établi par le protocole.

L'exécution du protocole doit être réalisée d'ici au 31 décembre 2017. Le programme d'études à réaliser par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est important et comprend les missions suivantes :

- Etude globale des copropriétés anciennes, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de marché logement, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude d'occupation du parc social, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de mutabilité foncière, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de marché immobilier d'entreprise, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude pré-opérationnelle transports-déplacements, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de programmation et conception urbaine du secteur Cap-Canourgues-Avenue de Provence, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'ouvrage Métropole en groupement de commande avec la Commune de Salon.

D'autres études et prestations figurent également dans ce protocole, sous la maîtrise d'ouvrage de la

Commune de Salon-de-Provence ou des bailleurs sociaux.

Le protocole signé vaut engagement des cosignataires à financer le programme d'actions selon les modalités et les plans de financement annexés au protocole.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que le Département des Bouches-du-Rhône, ne sont pas signataires du protocole mais sont susceptibles de participer au financement de certaines études. Il en est de même pour l'Etablissement Public Foncier Paca, pour l'Ademe et pour l'Epareca qui sont appelés à financer certaines études et opérations figurant au protocole, sans en être signataires.

Afin de pouvoir mettre en œuvre le programme de travail de la phase préfigurative du projet de rénovation urbaine, il est nécessaire de solliciter les participations financières de l'ensemble des partenaires, signataires ou non du protocole, selon le plan de financement global annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°273/14 du 17 décembre 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- La délibération communautaire n°293/15 du 7 décembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence portant sur la signature du protocole de préfiguration du projet de rénovation urbaine du quartier des Canourgues à Salon de Provence ;
- La délibération HN-009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de financement du programme de travail du projet de rénovation urbaine des Canourgues à Salon de Provence, telles qu'elles figurent dans le tableau annexé au présent rapport.

Article 2 :

Il est sollicité la participation d'une part, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur aux études, d'autre part de l'Etablissement Public Foncier Paca, de l'Ademe et de l'Epareca, selon les modalités de cofinancement prévues, et enfin des signataires du protocole de préfiguration du projet de rénovation urbaine des Canourgues, selon les modalités de financement prévues dans le tableau de financement.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte ou convention relatifs à ces cofinancements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-776/16/BM

■ Projet de Rénovation Urbaine des Canourgues - Approbation d'une convention de groupement de commande avec la Commune de Salon-de-Provence

MET 16/1349/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence de la Politique de la Ville et, plus particulièrement du NPNRU, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence assure le portage de projet d'un programme de rénovation urbaine du quartier des Canourgues à Salon-de-Provence.

Ce programme repose sur trois grands axes :

- Développer le rôle de pôle d'attractivité du quartier au nord de la ville et de l'agglomération,
- Conforter et améliorer la qualité résidentielle du quartier,
- Enrayer la ghettoïsation sociale de la partie sud-est du quartier.

Afin de définir précisément les contours, le programme et les contenus précis de ce projet, un protocole de préfiguration a été élaboré par les services de la Métropole et cosigné avec l'ensemble des partenaires du projet (ANRU, ANAH, CDC, bailleurs sociaux, Commune de Salon, Métropole d'Aix-Marseille-Provence).

Ce protocole fixe :

- Le programme d'études qui doit conduire à l'élaboration définitive du Projet de Rénovation Urbaine (PRU),
- Les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) nécessaires,
- Le programme des opérations autorisées par anticipation (démolition de l'immeuble Saint-Norbert, premières phases de réhabilitation des parcs Logirem et de la Phocéenne d'Habitation),
- Les modalités de maîtrise d'ouvrage et de cofinancement de l'ensemble du programme de travail établi par le protocole.

L'exécution du protocole doit être réalisée d'ici au 31 décembre 2017. Le programme d'études à réaliser par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est important et comprend les missions suivantes :

- Etude globale des copropriétés anciennes, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de marché logement, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude d'occupation du parc social, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de mutabilité foncière, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de marché immobilier d'entreprise, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude pré-opérationnelle transports-déplacements, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Etude de programmation et conception urbaine du secteur Cap-Canourgues-Avenue de Provence, maîtrise d'ouvrage Métropole,
- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'ouvrage Métropole en groupement de commande avec la Commune de Salon.

D'autres études et prestations figurent également dans ce protocole, sous la maîtrise d'ouvrage de la

Commune de Salon-de-Provence ou des bailleurs sociaux.

Le protocole signé vaut engagement des cosignataires à financer le programme d'actions selon les modalités et les plans de financements annexés au protocole.

Afin de garantir un engagement fort de la Commune de Salon-de-Provence aux côtés de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, porteur de projet, plusieurs missions et études seront commanditées par un groupement de commande regroupant la Métropole et la Commune. Les services de la Métropole seront chargés de la coordination de ce groupement.

Les missions envisagées dans le cadre du groupement sont les suivantes :

- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, subventionnée par l'ANRU et, à parts égales, par la Métropole et la Commune. Cette mission recouvrira des champs multiples : assistance juridique, assistance au chiffrage financier des diverses opérations publiques, aide au montage des dossiers de subventions, participation à la concertation avec les habitants et usagers, aide à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de communication, élaboration et suivi du programme global de relogement et de la charte inter-bailleurs de relogement et de mixité sociale.
- Réalisation d'une étude de programmation et de conception urbaine générale sur le secteur du PRU, avec trois points focaux particuliers :
 - La transformation des rez-de-chaussée des immeubles de logements sociaux, la semi-résidentialisation d'espaces de proximité,
 - La programmation et la préconception urbaine de deux secteurs stratégiques :
 - Le secteur Saint-Norbert – Maracana – Place de l'Europe,
 - Le secteur Avenue de Provence – Cap Canourgues – Avenue Jean Moulin.

Ce groupement de commande doit être constitué par la signature d'une convention fixant l'objet du groupement et ses modalités de fonctionnement et de financement des missions.

La répartition des charges financières entre les deux cosignataires est fixée selon les termes d'un tableau

de répartition financière inclus dans la convention constitutive du groupement, ci-dessous indiquées :

- Pour les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de communication : la répartition sera égale à 50% du montant TTC pour chaque membre du groupement, soit 66.000 € chacun.
- Pour la mission de plan de relogement et de charte inter-bailleurs : la Commune prendra en charge l'intégralité du coût TTC, soit 24.000 €.
- Pour l'étude urbaine : le coût à charge de la Commune s'élèvera à 96.000 € TTC, et celui à charge de la Métropole s'élèvera à 72.000 € TTC.

Globalement, les répartitions se présentent comme suit :

- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) : coût HT partagé : 50% par la Métropole, 50% par la Commune.
- Communication : coût HT partagé : 50% par la Métropole, 50% par la Commune.
- Mission plan de relogement : coût imputé à la Commune intégralement.
- Mission d'étude urbaine : coût partagé : 57,14% imputés à la Commune, 42,86% imputés à la Métropole, selon les secteurs stratégiques étudiés. La facturation devra tenir compte de cette sectorisation.

Le même tableau répartit les subventions en fonction des compétences exercées par chacun des membres.

Afin de pouvoir mettre en œuvre le marché correspondant, il est nécessaire d'approuver aujourd'hui la constitution du groupement de commande et la convention qui le crée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 ;
- La délibération communautaire n°273/14 du 17 décembre 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- La délibération communautaire n°293/15 du 7 décembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence portant sur la signature du protocole de préfiguration du projet de rénovation urbaine du quartier des Canourgues à Salon de Provence ;
- La délibération HN-009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'un groupement de commande entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Commune de Salon-de-Provence, afin de mettre en œuvre le protocole de préfiguration du projet de rénovation urbaine des Canourgues à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention de constitution de ce groupement, annexée au présent rapport.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-777/16/BM

■ Constitution de servitudes de passage en surface et en tréfonds de la propriété de Madame Patry pour le renforcement du siphon de Brayes à Cassis

MET 16/1083/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renforcement du siphon de Brayes à Cassis, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de remplacer des canalisations existantes d'eau potable par une canalisation unique de diamètre 1 000 mm.

La réalisation de ces travaux implique, le long du passage du tracé de cette canalisation, la constitution de servitudes de passage en tréfonds et en surface et les autorisations d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier sur des propriétés privées.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de la constitution de deux servitudes de passage en surface et en tréfonds de la propriété de Madame PATRY cadastrée Section AK n°3 et les modalités d'occupation temporaire de son terrain pour les besoins du chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage en surface et d'une servitude de passage en tréfonds de la parcelle cadastrée Section AK n°3 ainsi que l'autorisation d'occupation temporaire consenties par Madame Patry permettront de réaliser le renforcement du siphon de Brayes à Cassis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Madame Patry consent au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sur la parcelle cadastrée Section AK n°3 située chemin du plan de l'olive à Cassis, la constitution d'une servitude de passage en surface portant sur une bande de terrain de 355 m², d'une servitude de passage en tréfonds portant sur une bande de terrain de 185 m² et l'autorisation d'occuper provisoirement pendant la durée des travaux d'une emprise foncière de 1 491 m², moyennant une indemnité totale de 4 620 euros .

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget annexe Eau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence- Opération 2011/0125- Sous Politique F160 - Article 2315.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-778/16/BM

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la propriété de Monsieur De Montillet de Grenaud pour le renforcement du siphon de Brayes à Cassis MET 16/1086/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renforcement du siphon de Brayes à Cassis, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de remplacer des canalisations existantes d'eau potable par une canalisation unique de diamètre 1 000 mm.

La réalisation de ces travaux implique, le long du passage du tracé de cette canalisation, la constitution de servitudes de passage en tréfonds et en surface et les autorisations d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier sur des propriétés privées.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la propriété de Monsieur De Montillet de Grenaud cadastrée Section AK n° 53 et les modalités d'occupation temporaire de son terrain pour les besoins du chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la parcelle cadastrée Section AK n°53 ainsi que l'autorisation d'occupation temporaire consenties par Monsieur De Montillet de Grenaud permettra de réaliser le renforcement du siphon de Brayes à Cassis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Monsieur De Montillet de Grenaud consent au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sur la parcelle cadastrée Section AK n°53 située lieudit le plan de la gare à Cassis, la constitution d'une servitude de passage en tréfonds portant sur une bande de terrain de 105 m² et l'autorisation d'occuper provisoirement pendant la durée des travaux d'une emprise foncière de 105 m², moyennant une indemnité totale de 51 euros (cinquante et un euros).

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget annexe Eau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence- Opération 2011/0125 - Sous Politique F160 - Article 2315.

DEA 003-779/16/BM

**■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la propriété de Monsieur et Madame Grandamy pour le renforcement du siphon de Brayes à Cassis
MET 16/1087/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renforcement du siphon de Brayes à Cassis, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de remplacer des canalisations existantes d'eau potable par une canalisation unique de diamètre 1 000 mm.

La réalisation de ces travaux implique, le long du passage du tracé de cette canalisation, la constitution de servitudes de passage en tréfonds et en surface et les autorisations d'occupation temporaire correspondant à l'emprise du chantier sur des propriétés privées.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la propriété de Monsieur et Madame GRANDAMY cadastrée Section AK n° 56 et 59 et les modalités d'occupation temporaire de leur terrain pour les besoins du chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds des parcelles cadastrées Section AK n°56 et 59 ainsi que l'autorisation d'occupation temporaire consenties par Monsieur et Madame Grandamy permettra de réaliser le renforcement du siphon de Brayes à Cassis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Monsieur et Madame Grandamy consentent au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sur les parcelles cadastrées Section AK n°56 et 59 situées lieudit le plan de la gare à Cassis, la constitution d'une servitude de passage en tréfonds portant sur une bande de terrain de 227 m² et l'autorisation d'occuper provisoirement pendant la durée des travaux d'une emprise foncière de 553 m², moyennant une indemnité totale de 1 351 euros (mille trois cent cinquante et un euros).

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget annexe Eau de la Métropole - Opération 2011/0125 - Sous Politique F160 - Article 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-780/16/BM

**■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle AV0297 située allée du Grand Mornas appartenant à la copropriété Le Belvédère pour l'installation d'une canalisation d'eau potable à Carry-le-Rouet
MET 16/1116/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'améliorer la sécurité de l'alimentation en eau potable et notamment du réservoir Paul Lombardi à Carry-le-Rouet, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite installer une canalisation d'eau potable dans l'allée du Grand Mornas, propriété du lotissement « Le Belvédère ».

A cet effet, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'eau et d'assainissement qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a contacté l'Association Libre Syndicale du lotissement « Le Belvédère ».

Au terme des négociations, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Association Libre Syndicale du lotissement « Le Belvédère », ont convenu l'accord suivant portant sur la constitution au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, d'une servitude de passage en tréfonds pour la pose d'une canalisation d'eau potable dans l'allée du Grand Mornas.

En conséquence, l'Association Syndicale Libre du lotissement « Le Belvédère » et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole entérinant cet accord.

Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16 CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds permettra l'installation d'une canalisation d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Association Syndicale Libre du Lotissement « Le Belvédère » s'engage à constituer une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle AV0297 située allée du Grand Mornas à Carry-le-Rouet au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à l'euro symbolique, et l'autorise à occuper temporairement les parcelles AV0295 – 296 et 297 durant les travaux, soit environ deux mois.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole – opération 2009-00048 – fonction 170 EAU.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-781/16/BM

■ Approbation d'une convention d'occupation du domaine public non routier sur les emprises foncières du Canal de Marseille par les réseaux de communication électroniques de la Société Française de Radiotéléphonie-Numericable MET 16/1215/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite optimiser la gestion de son domaine public et encourager les opérateurs de télécommunication privés à équiper son territoire.

Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et aux droits de passage sur le domaine public (codifié sous les articles R.20-45 à R.20-54 du Code des Postes et Communications Électroniques) a fixé les modalités d'occupation du domaine public par les opérateurs de communications électroniques et, en particulier, a encadré le montant de certaines redevances. Tant pour le domaine public routier que non routier, les montants des redevances, fixés par le gestionnaire du domaine, doivent tenir compte de la durée de l'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, économiques, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire.

Par délibération VOI 010-248/11/CC du 28 mars 2011, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le montant des redevances pour l'occupation du domaine public métropolitain pour les ouvrages sur le domaine public routier et non routier concernant les opérateurs de télécommunication.

A cet effet, il est nécessaire d'approuver une convention d'occupation temporaire tripartite conclue entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Société Eau de Marseille Métropole, délégataire du service de l'Eau et exploitant du Canal de Marseille et la société Sfr Numéricable, autorisant l'occupation privative par ledit opérateur des berges du Canal de Marseille jusqu'au 30 juin 2029, correspondant au terme de la Délégation de Service Public de l'Eau.

L'occupation du domaine public est conclue à titre précaire et révocable et la convention pourra être résiliée à tout moment pour un motif d'intérêt général.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Postes et Communications Electroniques ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 010-248/11/CC du 28 mars 2011 relative à l'approbation de la redevance pour l'occupation du domaine public métropolitain pour les ouvrages sur le domaine public routier et non routier concernant les opérateurs de télécommunications ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant approbation des délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'approuver la convention relative à l'occupation du domaine public non routier par des réseaux de communication électroniques avec l'opérateur Sfr Numéricable sur le Canal de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'occupation du domaine public non routier par des réseaux de communication électroniques de Sfr Numéricable sur le Canal de Marseille avec la société Eau de Marseille Métropole et l'opérateur susmentionné.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-politique : F110 Nature 758.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention susvisée et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-782/16/BM

■ Approbation d'un contrat cadre avec l'Agence de l'Eau relatif à la réduction des pollutions pluviales sur les systèmes d'assainissement des eaux usées de Salon de Provence, Rognac, Saint-Chamas et Velaux et demande de subventions afférentes.

MET 16/1362/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par temps de pluie, les réseaux d'assainissement collectif sont soumis à d'importantes entrées d'eaux parasites se caractérisant par la réception d'abondants volumes supplémentaires dans les postes de relevage et dans les stations d'épuration.

Les systèmes d'assainissement de Salon de Provence, Saint-Chamas/Miramas, Rognac et de Coudoux-Velaux-Ventabren font partie de la liste des 203 systèmes prioritaires du 10^{ème} programme de l'Agence de l'Eau pour l'amélioration de son fonctionnement par temps de pluie.

Afin d'améliorer le fonctionnement des réseaux et stations d'épuration et au vu des enjeux de protection de l'environnement importants sur notre territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais en partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse souhaite accentuer son programme de rénovation des réseaux existants, notamment sur les 4 systèmes d'assainissement classés prioritaires pour la réduction des eaux claires parasites dans le 10^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse propose la signature d'un contrat cadre relatif à la réduction des pollutions pluviales 2016 à 2018 et s'engage à apporter une bonification supplémentaire, jusqu'à 50%, au financement des actions prioritaires inscrites dans son 10^{ème} programme.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser les opérations selon l'échéancier précisé dans le contrat :

- Programme 2016 : travaux de réhabilitation des canalisations sensibles aux eaux parasites : 2 367 ml ;
- Programme 2017 : travaux de réhabilitation des canalisations sensibles aux eaux parasites : 3 584 ml ;
- Programme 2018 : travaux de réhabilitation des canalisations sensibles aux eaux parasites : 2 882 ml ;
- Programme de réhabilitation des canalisations sensibles aux eaux parasites à finaliser ;
- Mise en place de collecteurs séparatifs sur Salon de Provence ;
- Réhabilitation du poste des 4 tours à Velaux ;
- Révision du schéma directeur de Salon de Provence.

Le coût total des travaux programmés de 2016 à 2018 est de 8 119 400 € HT.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à participer au financement des actions inscrites au contrat à un taux de 50% (sauf travaux sur ouvrage 30%), soit un montant maximum d'aide de 4 029 700 €. Le montant d'aide pourra être plafonné pour les opérations de renouvellement en fonction du niveau de complexité des travaux (profondeur, encombrement des réseaux...).

Plan de financement :

<i>Organismes sollicités subventionnable</i>	<i>Dépense Taux sollicité</i>
AGENCE DE L'EAU Rhône Méditerranée Corse	8 119 400 € HT

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE Territoire du Pays Salonais	8 119 400 € HT
--	----------------

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 108-239/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pelissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur

Délibère
(sauf travaux sur ouvrages 30%) 4 029 700 €
Article 1 :

Est approuvé le contrat relatif à l'accompagnement des collectivités dans la réduction des pollutions pluviales de 2016 à 2018 pour les systèmes d'assainissement de Salon de Provence, Rognac, Saint Chamas et Velaux, ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce contrat.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter les subventions pour l'ensemble des actions prévues au contrat.

Article 4 :

Les dépenses et recettes en résultant seront imputées à la section Investissement chapitres 23 et 13 du

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00%	111 114 euros
Métropole Aix Marseille Provence	70,00%	259 266 euros

budget Annexe Assainissement de 2016 à 2019 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-783/16/BM

■ Travaux sur le réseau des eaux usées le long des Berges de la Touloubre à Grans - Demande de subvention d'investissement auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse MET 16/1348/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de Grans, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a confié à la Société des Eaux de Marseille l'actualisation du schéma directeur d'assainissement, de 1999 élaboré par la société SAFEGE.

Dans le rapport technique, remis en octobre 2010, une des solutions d'optimisation à court terme porte sur le renouvellement de conduites qui rencontrent des problèmes récurrents (portion de canalisation en aérien ; fuites dues aux déboîtements répétitifs de ces canalisations ; intrusion d'eaux claires parasites dans la canalisation située en rive droite de la Touloubre)...

Plus précisément, une partie du réseau d'assainissement de Grans passe par la berge rive droite de la Touloubre, dans le centre du village. Ce réseau très ancien est fortement exposé aux risques de crue, et est en mauvais état. Des fuites du réseau EU vers la Touloubre sont possibles, et inversement, des intrusions d'eau parasite dans le collecteur EU sont constatées, ce qui compromet le bon fonctionnement de la nouvelle station d'épuration et la qualité des eaux de la Touloubre.

Le collecteur est positionné en rive droite de la Touloubre, dans le lit mineur. Il est à faible profondeur, et très exposé aux affouillements lors des crues.

Le collecteur gravitaire reçoit en amont deux antennes importantes :

- Une antenne venant de l'Est de la commune, desservant plusieurs lotissements, dans le prolongement amont du collecteur à réhabiliter.

Une grande antenne venant du Nord de la commune, desservant de nombreux lotissements via la « voie sans nom ».

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux sur le réseau des eaux usées le long des berges de la Touloubre commune de Grans.

La solution suivante a été privilégiée :

- Le délestage du collecteur à réhabiliter de ces deux grandes antennes amont, moyennant la réalisation d'un poste de relèvement définitif, et le remplacement du collecteur boulevard Jauffret, et le remplacement du collecteur existant par tubage, sur une longueur de 340 m, pour collecter les EU des 11 branchements, et vers l'aval le collecteur DN200 venant de la rue Pasteur moyennant la réparation des déboîtements de la conduite existante.

La présente délibération, vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent Code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de solliciter auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse une subvention pour le financement de cette opération.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 370 380 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse est sollicitée pour le financement des « travaux sur le réseau des eaux usées le long des Berges de la Touloubre sur la commune de Grans ».

Article 3 :

Les dépenses et les recettes seront inscrites en section d'investissement pour leur part respective au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-784/16/BM

■ Demande de subventions pour la réalisation de l'étude de la sécurisation de la ressource en eau potable des communes d'Alleins, Vernègues, Charleval, Mallemort, Sénas, Lamanon et Eyguières

MET 16/1368/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les communes d'Alleins, Charleval, Eyguières, Lamanon, Mallemort, Sénas et Vernègues sont des communes du nord du territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ces communes ne disposent chacune séparément que d'une seule et unique ressource en eau potable.

On constate pour certaines ressources, notamment sur Mallemort et Eyguières, un niveau de la nappe en baisse depuis le début de l'année engendrant une disponibilité en eau critique lors des fortes consommations.

D'autres ressources présentent une forte vulnérabilité au regard de pollution superficielle éventuelle.

La gestion de la ressource en eau potable est une priorité afin d'assurer la continuité du Service Public, de protéger la ressource en eau et de sécuriser l'alimentation en eau potable des communes de son Territoire. C'est pourquoi la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme d'étude de faisabilité pour sécuriser l'alimentation en eau potable sur le Nord du Territoire du Pays Salonais et pallier aux déficits ponctuels d'approvisionnement en eau potable lors d'épisodes de sécheresse.

Un marché de prestations intellectuelles consistant à étudier la sécurisation de la ressource et à élaborer des scénarios d'alimentation en eau potable, notamment dans le cadre de secours intercommunaux pour les communes du Territoire du Pays Salonais (Alleins, Charleval, Eyguières, Lamanon, Mallemort, Sénas et Vernègues), va être lancé.

Le coût de l'étude est évalué à 20 000 € HT, soit 24 000 € TTC.

La dépense subventionnable s'élève à un montant total de 20 000 € HT.
L'étude sera lancée fin 2016 et sera finalisée en 2017.

Plan de financement prévisionnel :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	FINANCEMENT (EUROS HT)
-----------------------	-----------------	------------------------

Conseil Départemental 13		
30 %	6 000	euros

Agence de l'Eau RMC		
50 %	10 000	euros
«Gestion durable des services d'eau potable »		

Métropole d'Aix-Marseille-Provence		
20 %	4 000	euros
Territoire du Pays Salonais		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 108-239/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pelissanne,

Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès des partenaires financiers, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, pour la réalisation de ce dossier.

Article 2 :

Les recettes en résultant seront imputées à la section Investissement du budget Annexe Eau Potable du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-785/16/BM

**■ Demande de subventions pour la réalisation de la modélisation mathématique du réseau séparatif de Marseille, la mise à jour de la modélisation mathématique du réseau unitaire de Marseille et la modernisation du réseau unitaire – Phase 2
MET 16/1297/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER005-808/13/CC le contrat d'agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de Travaux du Système d'Assainissement de l'Agglomération de Marseille.

Marseille Provence Métropole a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le Système d'Assainissement de l'Agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont

62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Les dossiers « Réalisation de la Modélisation Mathématique du Réseau Séparatif de Marseille », « Mise à jour de la Modélisation Mathématique du Réseau Unitaire de Marseille » et « Modernisation du Réseau Unitaire – Phase 2 » rentrent dans le cadre de ce contrat d'agglomération pour un montant total de 376 170,00 euros.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat d'agglomération »	50 %	188 085,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	188 085,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La délibération AGER005-808/13/CC portant sur l'approbation du Contrat d'Agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut solliciter des subventions auprès de partenaires tel que l'Agence de l'Eau...

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 2 :

Les recettes en résultant seront constatées au budget annexe assainissement 2016 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAAC ainsi que sur le budget principal : Sous politique F180 – Nature 1311 – Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-786/16/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention constitutive de groupement de commandes relative à l'opération de restructuration des réseaux publics d'eau potable et d'assainissement du Cours Carnot sur la commune de Pélissanne
MET 16/1338/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération de travaux liée à la restructuration du Cours Carnot à Pélissanne, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, procède à des travaux sur les réseaux d'eau potable et d'eaux usées, en concomitance avec les travaux de la voirie, de mise en technique discrète des réseaux secs de compétence communale.

Une convention constitutive de groupement de commandes du 18 juillet 2014 a été conclue entre l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence et la Commune de Pélissanne.

Cette convention initiale précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme, afin de traiter globalement l'opération, de compétences à la fois intercommunales et communales, et que la totalité des prestations concernant cette opération soit partagée entre les membres du groupement en fonction de leur domaine respectif de compétence.

Elle présentait notamment un tableau de répartition des dépenses entre la Commune de Pélissanne et l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence à laquelle se substitue depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Suite aux résultats de l'appel d'offres et à un avenant au marché de travaux relatif aux travaux de restructuration du Cours Carnot à Pélissanne (notamment le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur une partie de la Rue Eugène Pelletan non prévu initialement), le tableau de répartition des dépenses annexé à la convention initiale doit être modifié par avenant n°1.

Le montant des études et travaux initialement estimé à 1 977 000 € HT dont 494 000 € HT pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées, est établi définitivement à 927 499,63 € HT dont 515 901,42 € HT pour l'eau potable et les eaux usées.

La répartition financière est la suivante :

- le montant global de l'opération est de 927 499,63 € HT ; pour les travaux 834 130,63 € HT et 93 369,00 € HT pour les études et les prestations intellectuelles ;
- la part communale est de 411 685,85 € HT ; pour les travaux 333 496,85 € HT et 78 189 € HT pour les études et les prestations intellectuelles ;
- la part de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais est de 515 901,42 € HT ; pour les travaux en Eau Potable et Eaux Usées 500 721,42 € HT (280 334,10 € HT en AEP et 220 387,32 € HT en EU) et pour les études et les prestations intellectuelles 15 180 € HT (7 260 € HT en AEP et 7 920 € HT en EU) ;

Le règlement des dépenses des travaux réalisés s'effectuera toutes taxes comprises sur présentation des factures et d'un titre de recette émis par la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 28 ;
- La délibération n°169/14 du 3 juillet 2014 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence ;
- La délibération HN-009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de groupement de commandes relative à l'opération de restructuration des réseaux publics d'eau potable et d'assainissement du Cours Carnot sur la commune de Pélissanne, ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-787/16/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SUEZ RV Méditerranée MET 16/1192/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la délégation de service public n°05//1130, la société EveRé a en charge sur le site du Centre de Traitement Multifilières de Fos, le traitement de l'ensemble des tonnages d'ordures ménagères produits sur le territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Les perturbations, qui ont affecté au cours du mois de juin 2016 le transfert des ordures ménagères vers le centre de traitement multi filières de Fos sur Mer, ont nécessité des mesures exceptionnelles au regard du risque sanitaire encouru.

En effet, du 8 juin 2016 et jusqu'au 28 juin suivant inclus, le Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, n'a pu acheminer les ordures ménagères provenant de ses centres de transfert de déchets vers le centre de

traitement multifilières de Fos sur Mer, du fait du blocage de l'accès au site par des grévistes.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a dû, dans l'urgence, prendre les mesures nécessaires pour assurer, pendant toute cette période, la continuité du service public d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères, la société EveRé n'ayant proposé aucune action allant dans ce sens.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a conclu avec la Société SITA SUD SAS, devenue SUEZ RV Méditerranée, un marché à bons de commande, d'un montant maximum de 600 000 euros HT, pour des prestations de réception et traitement de déchets non dangereux issus du territoire Marseille Provence sur le Centre de Stockage des Déchets du Jas de Rhodes, utilisé pour la réception et le traitement desdits déchets qu'en cas de conditions exceptionnelles empêchant le transfert et le déchargement des ordures ménagères sur les sites habituellement utilisés.

Pendant 21 jours, du 8 au 28 juin 2016 inclus, ce sont 9116,82 tonnes d'ordures ménagères qui ont été amenées sur le CSD du Jas de Rhodes, et 4450,42 tonnes sur celui de Bellegarde, tous deux exploités par la Société SUEZ RV Méditerranée.

Toutefois, compte tenu des dépenses déjà exécutées ou engagées, seules 3515 tonnes ont pu être réceptionnées et traitées dans le cadre du marché.

Le présent protocole d'accord transactionnel n'a pas d'autre objet que d'indemniser la Société SUEZ RV Méditerranée pour la prestation exceptionnelle de réception et de traitement des ordures ménagères du territoire Marseille Provence du 8 au 28 juin 2016 inclus sur ses centres de stockage de déchets, soit 5601,82 tonnes sur le CSD du Jas de Rhodes et 4450,42 tonnes sur celui de Bellegarde.

L'indemnité est donc de 815 035,62 euros HT soit 10 052,24 tonnes au prix unitaire de 81,08 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la Société SUEZ RV Méditerranée pour la prestation exceptionnelle de réception et de traitement des ordures ménagères du territoire Marseille Provence du 8 au 28 juin 2016 inclus sur ses centres de stockage de déchets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société SUEZ RV Méditerranée.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la société SUEZ RV Méditerranée est fixée pour solde de tout compte à 896 539,18 euros TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence -Sous politique G110 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
 Publics et Grands équipements
 métropolitains"***

VOI 001-788/16/BM

■ **Approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologies préventives dans le cadre du projet de réalisation de la trémie du boulevard du capitaine Gèze à Marseille (14ème et 15ème arrondissements)**
MET 16/1157/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le toboggan Gèze construit dans les années 1970, présente de fortes dégradations qui nécessitent de fréquentes interventions et à terme sa réhabilitation totale.

Il est situé dans le projet d'extension d'Euroméditerranée et notamment dans le périmètre de l'un des projets phares, la place de la Cabucelle, appelée à devenir une véritable centralité des quartiers Nord de la Ville. C'est pourquoi, afin de s'intégrer dans ce projet d'ensemble, le choix d'un espace public de qualité conduit à remplacer l'autopont existant par une tranchée couverte qui permettra la desserte de l'ensemble des zones d'activités environnantes et le transit des poids lourds.

Par délibération n°VOI 007/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'autorisation de programme relative aux études de la réalisation de la tranchée couverte Gèze à Marseille.

A compter du 1^{er} janvier 2016, date de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de la fusion des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) préexistants, dont la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, cette opération a été transférée de plein droit à ladite Métropole.

En raison de sa nature, le projet de la trémie du boulevard du capitaine Gèze entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie et notamment ses articles L.523-7, R.523-24 à R.523-38, R.523-60 à R.523-68 et R.545-24 et suivants.

Conformément aux arrêtés précités, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver une convention à passer avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Compte tenu du phasage de réalisation du projet de la trémie du boulevard du capitaine Gèze, il a été convenu de démarrer le diagnostic d'archéologie préventive par la section comprise au droit du rond-point et de l'avenue du cap pinède. Les fouilles sur les autres secteurs feront l'objet d'un avenant à la convention et seront réalisées ultérieurement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 07 avril 2016, portant délégation du Conseil de Métropole au Bureau ;
- La délibération VOI 007-160/13/CC du 22 mars 2013 du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- L'arrêté n°4166 du 1^{er} juillet 2015 portant rappel des prescriptions archéologiques de l'arrêté n°0952 du 1 février 2015 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 16 Septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'en préalable à la poursuite de la création de la trémie du boulevard du capitaine Gèze, la réalisation par l'INRAP d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire ;

- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'INRAP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de la trémie du boulevard du capitaine Gèze (14^{ème} et 15^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite convention ainsi que tout avenant ultérieur portant sur les autres secteurs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-789/16/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive dans le cadre du projet de réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille (8ème, 9ème arrondissements et 10ème arrondissements)
MET 16/1190/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

De par sa nature, le projet du Boulevard Urbain Sud entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie et notamment ses articles L.523-7, R.523-24 à R.523-38, R.523-60 à R.523-68 et R.545-24 et suivants.

Par arrêté n°0952 du 17 février 2015, le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Un arrêté n°4166 portant rappel des prescriptions archéologiques de l'arrêté n°0952 a également été adressé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} juillet 2015.

Conformément aux arrêtés précités et par délibération VOI 011-1340/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la passation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour le projet du Boulevard Urbain Sud.

Compte tenu du phasage de réalisation du projet BUS, il a été convenu de démarrer le diagnostic d'archéologie préventive par sa section comprise entre l'échangeur Florian et le Boulevard Paul Claudel (tranche 1) ; les fouilles sur les autres secteurs devant faire l'objet d'un avenant à la convention.

Les fouilles relatives à la tranche 1 ont été réalisées durant le second semestre 2015 et le rapport de diagnostic archéologique correspondant a été notifié à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en date du 31 décembre 2015.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements), et a autorisé Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, ou son représentant, à solliciter auprès des autorités compétentes toute décision relative à l'obtention d'autorisations administratives préalables à la réalisation des travaux de ce projet.

Dans la continuité des reconnaissances déjà entreprises, il est désormais nécessaire, eu égard au planning de l'opération, de poursuivre le diagnostic préventif sur la section du BUS comprise entre le Boulevard Paul Claudel et le Boulevard Sainte Marguerite (tranche 2).

Il convient par conséquent d'approuver un avenant n°1 à la convention passée précédemment avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation du diagnostic archéologique de cette tranche 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté n°0952 du 17 février 2015 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet du Boulevard Urbain Sud ;
- L'arrêté n°4166 du 1^{er} juillet 2015 portant rappel des prescriptions archéologiques de l'arrêté n°0952 du 17 février 2015 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 011-1340/15/CC du 25 septembre 2015 ; du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre le diagnostic archéologique sur la deuxième tranche de travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le présent avenant n°1, ci-annexé, à la convention conclue avec l'INRAP et relatif à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur la section du projet du Boulevard Urbain Sud comprise entre le Boulevard Paul Claudel et le Boulevard Sainte Marguerite (tranche 2), à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n°1 à la convention INRAP ainsi que tous les avenants ultérieurs à cette convention, de sorte à permettre la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive pour la totalité du projet du Boulevard Urbain Sud.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-790/16/BM

■ Approbation d'une convention pour le déplacement des réseaux de télécommunications consécutifs à la requalification de la rue Paradis à Marseille

MET 16/1168/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 21 décembre 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé les caractéristiques d'aménagement de la rue Paradis, dans la section comprise entre la Canebière et la place Estrangin.

En effet, l'hypercentre de Marseille fait l'objet depuis quelques années de travaux de rénovation des axes et espaces majeurs compte tenu de l'enjeu économique lié au fort développement touristique de la ville initié avec « Marseille Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture ».

Ainsi le Vieux Port a fait l'objet de deux phases d'aménagement. Par ailleurs, la rue Saint Ferréol a bénéficié de réfection des surfaces pavées en 2014 et la rue de Rome a été complètement réaménagée avec la mise en service de la ligne 3 du tramway. Enfin, les rues Davso et Sainte ont également fait l'objet de travaux de requalification.

La requalification de la section de la rue Paradis comprise entre la Canebière et la place Estrangin s'inscrit dans la continuité de ces aménagements afin d'améliorer la qualité de cet espace public fortement fréquenté.

Pour cela, il est prévu d'aménager une bande « fonctionnelle » qui comprendra en particulier des plantations d'arbres et des conteneurs enterrés pour les ordures ménagères et le tri sélectif.

Ces ouvrages nécessitent une libération du sous-sol au droit de leur implantation.

Il s'avère que de très nombreux réseaux transitent par la rue Paradis, notamment ceux de transport et de

distribution des télécommunications appartenant à Orange. Le réseau de transport est constitué d'un nombre très important de câbles transitant actuellement sur la section entre la rue Grignan et le cours Pierre Puget par deux ensembles de fourreaux situés de part et d'autre de la chaussée.

Le projet d'aménagement de la rue Paradis amène :

- à déplacer entre la rue Grignan et le cours Pierre Puget la totalité des câbles transitant par les fourreaux situés sous la bande « fonctionnelle » vers l'autre ensemble de fourreaux situés de l'autre côté de la voie ;
- à déplacer ponctuellement le réseau de distribution situé à proximité de la bande « fonctionnelle », en particulier au niveau des conteneurs enterrés.

La réalisation des travaux de déplacement du réseau de transport étant un préalable indispensable aux travaux de voirie, il est convenu avec Orange que :

- Orange assure la maîtrise d'ouvrage de tous les travaux de câblage sur les réseaux de transports et de distribution ;
- La Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil nécessaires aux déplacements ponctuels du réseau de distribution, ces travaux étant réalisés lors des travaux de voirie ;

Le coût total des études et travaux évalué à 197 700,00 € HT est réparti entre Orange et la Métropole puisque c'est l'aménagement de la rue Paradis qui rend ces travaux nécessaires.

Ainsi la Métropole remboursera à Orange la moitié du coût des études et travaux correspondant au déplacement du réseau de transport, soit un montant total de 63 228,00 € HT.

Orange, pour sa part, prendra en charge le reste des études et travaux de câblage, soit un montant total de 134 472,00 € HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établi la convention ci annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 010-1677/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant les caractéristiques d'aménagement de la partie basse de la rue Paradis ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la requalification de la section de la rue Paradis comprise entre la Canebière et la place Estrangin ;
- Que cette requalification entraîne des travaux préalables de déplacement des réseaux de transports et de distribution des télécommunications ;
- Que la maîtrise d'ouvrage des travaux de câblage est portée par Orange ;
- Qu'il convient de rembourser Orange de la moitié du montant de ces travaux de câblage, soit 63 228,00 € HT.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention relative au déplacement des réseaux de communication consécutifs à la requalification de la rue Paradis à Marseille (1er et 6ème arrondissements).

Le montant à la charge de la Métropole est de 63 228,00 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence - Nature : 23152 - Fonction : 811 - Numéro d'opération : 2015/0082 - Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-791/16/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention n° 15/1956 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Plan de Cuques pour l'aménagement du boulevard Ange Delestrade MET 16/1229/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aménagement du boulevard Ange Delestrade à Plan de Cuques est destiné à réduire les vitesses, à favoriser et sécuriser les circulations piétonnes et modes doux, avec notamment la création d'un trottoir sécurisé et d'une zone de rencontre.

Par souci d'efficacité, et pour assurer la cohérence d'ensemble, il a été décidé de procéder par maîtrise d'ouvrage unique pour cette opération au moyen d'une convention n°15/1956 de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux. Celle-ci a ainsi désigné la Métropole d'Aix-Marseille-Provence comme maître d'ouvrage unique.

Dans le cadre de cette opération d'aménagement, la Métropole a mandaté une prestation de détection de réseaux et de réalisation de levés topographiques qui a conduit à la nécessité d'approfondir le réseau d'éclairage public à des profondeurs respectant le règlement de Voirie.

Cette évolution de programme portant sur des compétences communales, les parties ont donc, d'un commun accord arrêté les stipulations composant l'avenant n° 1 à la convention n°15/1956.

La prise en charge par la Commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-1527/15/BC du 21 décembre 2015 portant approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Plan de Cuques pour l'aménagement du boulevard Ange Delestrade ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement du boulevard Ange Delestrade à Plan de Cuques ;
- Qu'il convient de prévoir, dans le cadre d'un avenant à la convention n°15/1956, la prise en charge de la conformité du réseau d'éclairage public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Plan de Cuques pour l'aménagement du boulevard Ange Delestrade, n°15/1956.

Article 2 :

Les dépenses seront inscrites au Budget 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
Opération : 2015/00179 : Nature 23152, 2031, 2033 :
Fonction 844 : Sous Politique C310

Les recettes seront inscrites au Budget 2016 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération : 2015/00179 : Nature 1314 : Fonction 844 :
Sous Politique C310

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-792/16/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Gémenos pour l'aménagement du boulevard Vessiot et la création du parking de surface des Granges
MET 16/1240/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aménagement du boulevard Vessiot et la création du parking de surface des Granges à Gémenos sont rendus nécessaires dans le cadre de la densification urbaine aux abords immédiats du centre-ville historique de la Ville.

La cohérence entre ces deux opérations, qu'il s'agisse de leur enjeu, de leur localisation géographique ou de leur temporalité, permet la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage unique.

L'aménagement du boulevard Vessiot a pour objectif de rendre un caractère urbain à cette voie en minimisant l'emprise beaucoup trop large actuellement. Cette requalification permettra, à moyen terme, de déclasser le domaine public et ainsi la création d'un centre médical pourra être réalisée.

Sur des terrains contigus à cette voie, la Ville a mandaté un promoteur pour réhabiliter un ensemble de bâtiments d'époque pour développer l'offre de commerces et d'habitations. Le délaissé d'un de ces terrains a été mis à disposition de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour y créer un parking public permettant de développer une offre de stationnement supplémentaire rendant ainsi plus attractif les commerces du centre-ville.

Ainsi, l'aménagement du boulevard Vessiot et la création du parking des Granges sont rendus nécessaires par le développement économique de la commune de Gémenos.

Afin que la dévolution et la réalisation des travaux d'aménagement du boulevard Vessiot et la création du parking de surface des Granges, qui intéressent à

la fois la Ville et la Métropole, se passent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, il apparaît que la solution la plus adaptée consiste à ce que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par une seule collectivité.

La convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Ville qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

Pour l'opération, objet de la présente convention, cette maîtrise d'ouvrage unique sera assurée par la Métropole.

La prise en charge par la Ville sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la l'aménagement du boulevard Vessiot et à la création du parking de surface des Granges à Gémenos ;
- Qu'il est avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Gémenos pour l'aménagement du boulevard Vessiot et à la création du parking de surface des Granges.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-793/16/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention n°11/1229 de maîtrise d'ouvrage unique avec la ville de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots. MET 16/1228/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de la Ciotat et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont toutes deux signataires de la convention ANRU relative au projet de rénovation urbaine du quartier Abeille / Maurelle / Matagots.

Ce projet ayant pour objectif de requalifier le quartier et de le désenclaver en créant une nouvelle centralité, les deux collectivités ont prévu de traiter en partenariat ce désenclavement en aménageant l'espace public dédié aux piétons, aux cyclistes et aux véhicules.

Afin d'optimiser l'aménagement de la rue Ritt et de la future place du quartier, la ville de La Ciotat a confié à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le soin de mettre en œuvre dans le cadre des travaux du PRU, certains aménagements de compétences ville mais étant liés directement à l'opération de Voirie portée par la Communauté Urbaine.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM, a transféré à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la compétence en matière de gestion des services d'intérêt collectif notamment en ce qui concerne l'assainissement des eaux pluviales.

Il convient alors d'affecter à la Métropole les montants liés aux opérations pluviales et d'ajuster le montant de la participation communale. De plus, afin d'organiser au mieux le transfert foncier qui interviendra après les travaux, il est convenu de mutualiser les services d'un géomètre.

Enfin, compte tenu de la création de la Métropole, il convient d'acter le changement de dénomination du maître d'ouvrage.

Le présent avenant n°1 a pour objet de prendre en compte ces évolutions.
La charge financière pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est augmentée de 247 040,64 € TTC dont il faut déduire 28 072,80 € de subvention de l'ANRU transférée de la Ville à la Métropole, soit 218 967,84 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 005-314/11/BC du Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 8 juillet 2011 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci annexé à la convention de transfert temporaire de délégation de maîtrise d'ouvrage avec la commune de La Ciotat pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/ Maurelle / Matagots n°11/1229

Article 2 :

Les dépenses seront inscrites au Budget 2016 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Opération 2009/00219 – Nature 23152 - Fonction : 844 – Sous-politique C 310.

Les recettes seront inscrites au Budget 2016 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Opération 2009-00219– Nature 1321 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-794/16/BM

**■ Demande de subventions auprès de divers organismes afin de réaliser l'aménagement de l'Esplanade du Général De Gaulle à Cassis
MET 16/1212/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains de ces investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Il est proposé que l'opération d'aménagement énumérée ci-après fasse l'objet de demandes de subvention, notamment au titre du fond de soutien d'investissement public local mis en place par l'Etat.

En effet, afin de soutenir l'investissement public local, une dotation budgétaire de soutien à l'investissement a été créée sur le fondement de l'article 159 de la loi de finances pour 2016, qui se décline en deux enveloppes :

- la première de 500 millions d'euros pour les grandes priorités d'investissement définies entre l'Etat et les communes et groupements ;
- la seconde de 300 millions d'euros dédiée au soutien à des projets en faveur de la revitalisation ou du développement des bourgs-centres.

L'opération 2009/00170 inscrite au Budget Métropole d'Aix-Marseille-Provence est éligible à ce type de financement.

Cette opération a pour objet l'aménagement d'espaces urbains aux abords immédiats du port de plaisance de Cassis, ce qui se traduit par la création

d'espaces de convivialité et de rencontre, un partage de l'espace public en adaptant les voies de circulation aux modes doux, en supprimant des places de stationnement tout en maintenant l'accès aux véhicules de transport et navettes touristiques.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 809 763,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Quinquennal d'Investissement »	49,07 %	887 997,00 euros
Conseil Régional PACA « Contrat Développement »	7,77 %	140 599,00 euros
Etat « Fond de soutien d'investissement public local	23,16 %	419 215,00 euros
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	20,00 %	361 952,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MET 16/110/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Géménos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-

Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de Métropole du 17 Mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 26 mars 2009 VOI 001-1240/CC, affectant l'Autorisation de Programme de 500 000 euros relative à l'opération 2009/00170 : Aménagement de l'esplanade De Gaulle sur la commune de Cassis ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 9 novembre 2009 VOI 017-1648/09/CC, affectant une revalorisation de 1 500 000 euros, portant l'autorisation de programme à 2 000 000 euros pour l'aménagement de l'esplanade De Gaulle sur la commune de Cassis ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 14 décembre 2012 VOI 009-817/12/CC, demandant la participation financière de tout organisme public ou organismes susceptibles d'apporter sa contribution et autorisant le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à signer tout document

afférent aux demandes de subvention dans le cadre de l'opération aménagement de l'esplanade du Général De Gaulle à Cassis ;

- Le vœu émis par le Conseil de Territoire de Marseille-Provence en sa séance du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération : 2009/00170 ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de divers organismes, et notamment du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération,

Article 2 :

Les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget primitif 2016 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement :
Nature : 23152 – Fonction 844 – Sous politique C310 et Nature : 2031 – Fonction 844 – Sous politique C310 – Autorisation de Programme n° 2009/00170

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2016 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1328 – Fonction 844 – Sous politique C310 – Autorisation de Programme n° 2009/00170.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-795/16/BM

■ **Constitution de servitude par ERDF pour le renouvellement du réseau électrique – Aiguille Nord à Gignac la Nerthe**

MET 16/1110/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement du réseau électrique, la société ERDF sollicite auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une convention de servitude sur la parcelle cadastrée AD N° 160 située sur la commune de Gignac-La-Nerthe afin de déplacer un poste de transformation électrique.

Au terme des négociations, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et ERDF se sont entendus pour un prix de 20 euros par convention, soit une somme totale de 40 euros.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise le Président à signer les conventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le barème support et ligne ainsi que le barème indemnité souterraine d'ERDF ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les travaux de déplacement du transformateur seront à la charge d'ERDF.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec ERDF afin de permettre la réalisation de ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude ci annexée, par laquelle la Métropole d'Aix-Marseille-Provence accepte de consentir une servitude à ERDF sur la parcelle AD N° 160 moyennant la somme de 40 euros, permettant le déplacement du transformateur électrique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"

CSGE 001-796/16/BM

**■ Approbation de la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la course Marseille-Cassis et approbation d'une convention
MET 16/1233/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 30 octobre 2016 se déroulera la Course Marseille-Cassis. Cette épreuve sur route est inscrite au calendrier de la Fédération Française de l'Athlétisme et de la Fédération Internationale de l'Athlétisme.

C'est une épreuve populaire avec 15 000 inscrits sur la course. Elle est organisée depuis 1979 par le SCO Sainte-Marguerite (créée le 11 août 1945, qui compte aujourd'hui 18 sections soit 2 000 adhérent).

500 bénévoles sont mobilisés par l'organisation.

La distance à effectuer est de 20 km, sur un parcours allant du Nouveau Stade Vélodrome, à Marseille en passant par la montée de la Gineste jusqu'au Port de Cassis.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir cette course de renommée internationale qui lui permet de promouvoir à la fois son territoire et ses compétences. En effet en tant que partenaire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence bénéficie d'une large couverture publicitaire mettant en avant non seulement deux communes de son territoire mais aussi ses actions en matière de propreté et de tri.

Le budget prévisionnel de la manifestation est annexé au présent rapport

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'objectif et les actions de l'association correspondent aux activités que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compte soutenir en matière d'attractivité et de valorisation du territoire, ainsi que de tri et de valorisation des déchets collectés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation financière d'environ 20 000 euros sous forme de mise à disposition de moyens logistiques et humains définis dans la convention de partenariat ci-annexée, ainsi qu'une subvention de 25 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la SCO Sainte-Marguerite.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-797/16/BM

■ Mise à disposition d'un espace pour la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays Salonais au Salon des Maires, des Elus locaux et des décideurs publics des Bouches-du-Rhône MET 16/1356/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 17 novembre 2016 se tiendra à Salon-de-Provence, la deuxième édition du Salon des Maires, des Elus locaux et des décideurs publics des Bouches-du-Rhône.

Cet événement fédérateur dédié aux actions et préoccupations des Collectivités et Organismes Publics du département a pour objectif de mettre en

relation Elus, décideurs publics et chefs d'entreprises afin de réfléchir ensemble à des solutions d'avenir pour nos territoires.

Une quarantaine d'exposants et plus de 1200 décideurs publics sont attendus.

Le Salon des Maires, des Elus locaux et des décideurs publics est l'occasion pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir l'économie locale en offrant aux entreprises la possibilité de présenter leurs savoir-faire, leurs produits, leurs services aux décideurs publics du département.

Par ailleurs, cette manifestation permettra à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de présenter ses compétences, ses services aux entreprises du département.

Le stand sera mis gracieusement par AP Média, entreprise organisatrice de la manifestation à la disposition de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays Salonais. En contrepartie, une charge financière n'excédant pas 25 000 €, comprenant la mise à disposition de six agents pour l'accueil général, l'envoi de cartons d'invitations aux Elus et une communication auprès de la presse locale, incombera à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays Salonais.

La charge financière pourra être répartie comme suit :

- Frais de personnel (6 agents) :
1 000 €
- Achat d'espace publicitaire (La Provence, France Bleu Provence, GoMet, Journal du Pays Salonais) :
22 000 €
- Frais d'affranchissement :
2 000 €

Les obligations d'AP Média et de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont recensées au sein d'une convention de partenariat annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de la manifestation en matière de développement économique et de promotion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La nécessité de bénéficier d'un espace sur lequel sera installé le stand de l'institution.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition d'un stand à titre gracieux pour le Salon des Maires, des Elus locaux et des décideurs publics des Bouches-du-Rhône. En contrepartie, une charge financière n'excédant pas 25 000 euros HT incombera à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci annexée à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et AP Média.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de l'Etat Spécial du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-798/16/BM

**■ Approbation de la participation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'organisation d'un Circuit National -Elite- Séniors, Hommes, Dames ainsi qu'un Circuit National pour les moins de 17 ans, Hommes et Dames
MET 16/1444/BM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les 24 et 25 septembre 2016 se dérouleront à l'Espace Albert Giraldi de Gémenos les compétitions Circuit National « Elite » Séniors, Hommes, Dames et Circuit National pour les moins de 17 ans, Hommes et Dames.

A cette occasion, seront présents plus de 500 tireurs dont les meilleurs sabreurs et sabreuses français. Cette manifestation illustre la qualité de la formation éducative et sportive que prône la Métropole. Son envergure nationale autant que la qualité de son organisation militent pour une participation symbolique de la Métropole.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir ces compétitions.

Le budget prévisionnel de la manifestation est annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 2 000 euros à Gémenos Escrime Club au titre de l'exercice 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur la ligne sur la ligne A330 / D1 / 6748 / 020 / 67 / 2DGS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-799/16/BM

■ **Demande de subvention complémentaire d'investissement auprès du Centre National pour le Développement du Sport - Réalisation d'un stade couvert d'athlétisme sur la commune de Miramas**
MET 16/1465/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre des actions engagées par la Métropole d'Aix Marseille Provence, le projet de construction d'un stade d'athlétisme couvert est dicté par l'absence

totale de ce type d'équipement structurel dans la région Provence Alpes-Côte d'Azur ainsi que dans le Languedoc Roussillon. Ces deux régions ont un fort potentiel en athlétisme.

Situé sur la commune de Miramas, dans l'un des cinq quartiers qui constitue la Zone urbaine sensible Nord, fixée par décret n° 196-1156 du 26 décembre 1996, ce projet est soutenu par la Fédération Française d'Athlétisme, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence Alpes Côte d'Azur et le Centre National pour le Développement du Sport (CNDS). Ce stade couvert permettra de développer la pratique de l'athlétisme dans les clubs de notre territoire mais aussi en milieu scolaire. Il est destiné à accueillir des manifestations sportives de niveau régional, départemental, national et international.

Le 6 juin 2014, le SAN Ouest Provence a adressé une demande de subvention au CNDS pour le financement de ce projet.

Le plan de financement faisait apparaître une subvention escomptée de 3 725 772 €. Le 26 novembre 2014, par arrêté attributif n° SES 13470, le CNDS a octroyé au SAN Ouest Provence une subvention d'un montant de 385 000 € pour la réalisation de cet équipement.

La présente délibération, vise à approuver une demande de subvention complémentaire d'un montant de 3 340 772 € auprès du CNDS pour le financement de la création d'un stade d'athlétisme couvert sur la commune de Miramas, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 20 265 050 euros HT.

Conformément à l'article L. 5218-2 du Code général des collectivités territoriales, « *sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code* ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de solliciter auprès du CNDS une subvention pour le financement de cette opération;

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
CNDS	18,39%	3 725 772,00 euros
Conseil Départemental	38,10%	7 720 020,00 euros
Conseil Régional	9,87%	2 000 000,00 euros
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	33,65%	6 819 258,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération,

Article 2 :

Le Centre National pour le Développement du Sport est sollicité pour le financement de l'opération « Réalisation d'un stade couvert d'athlétisme » sur la commune de Miramas.

Article 3 :

Les dépenses et recettes seront inscrites en section d'investissement, pour leur part respective, au Budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En dépense chapitre 23 nature 23138 code opération 322. En recette chapitre 13 nature 1321 code opération 322.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-800/16/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat relative aux spectacles proposés par la Régie Culturelle - Scènes et Cinés - pour la saison 2016/2017

MET 16/1329/BM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

C'est dans ce contexte qu'il appartient à l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de déterminer le type d'actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager dans le cadre des prestations d'action sociale en faveur de ses agents et de leurs ayants droit.

Dans ce cadre, par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Par ailleurs, par délibération n°376/15 du 29 septembre 2015, Ouest Provence a approuvé la convention de partenariat « DAVANTAGE D'AVANTAGES » avec la Régie Culturelle « Scènes et Cinés ». Cette convention a été conclue pour la saison 2015/2016.

Enfin, le SAN Ouest Provence avait fixé par la décision n°1369/15 du 18 décembre 2015, une liste des prestations d'action sociale pouvant être attribuées à ses agents, retraités et ayants droit.

En l'application de l'article L.5217-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit au SAN Ouest Provence. Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver la nouvelle convention de partenariat « Davantage d'Avantages » avec la Régie culturelle « Scènes et Cinés » pour la saison 2016/2017.

La conclusion de cette convention permettra tout d'abord aux agents, aux retraités de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et à leurs ayants droit de bénéficier des tarifs réduits proposés par la Régie culturelle, pour tous les spectacles et concerts programmés par la Régie culturelle. D'autre part, pour certains spectacles sélectionnés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, cette convention permettra d'acheter des places aux tarifs

« Abonné Passion » et « Abonné Jeune » (pour les moins de 26 ans) proposés au public par la Régie culturelle.

Pour ces spectacles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra ainsi acheter à la Régie culturelle, par le biais de sa Régie Action Sociale, un nombre déterminé de places à des tarifs préférentiels pour les proposer ensuite à la vente à ses agents.

Cette nouvelle convention prévoit toujours la possibilité pour les agents, les retraités de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et leurs ayants droit de bénéficier des tarifs réduits appliqués par la Régie culturelle, et ce, pour tous les spectacles et concerts programmés par la Régie culturelle.

Elle maintient également au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la possibilité d'acheter des places aux tarifs « Abonné Passion » et « Abonné Jeune » proposés par la Régie culturelle et détaillés ci-dessous, pour certains spectacles préalablement sélectionnés par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Comme précédemment, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence proposera ces places via la Régie Action Sociale, aux mêmes prix à ses agents, retraités et à leurs ayants droit.

Les tarifs applicables à l'achat des places sont maintenus et sont les suivants :

- Adulte (tarifs « Abonné Passion » de la Régie culturelle) :

catégorie A : 23€,
catégorie AB : 16€,
catégorie B : 11€,
catégorie C : 8€,
catégorie jeune public : 5€,
catégorie tout petit : 3€.

- Jeune (pour les moins de 26 ans – tarifs « Abonné Jeune » de la Régie culturelle) :

catégorie A : 12€,
catégorie AB : 8€,
catégorie B : 7€,
catégorie C : 5€,
catégorie jeune public : 5€,
catégorie tout petit : 3€.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'approuver la convention de partenariat pour la saison 2016/2017 entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie Culturelle « Scènes et Cinés ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire d'Istres-Ouest-Provence du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée « DAVANTAGE D'AVANTAGES » entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Régie Culturelle « Scènes et Cinés » pour la saison 2016/2017.

Article 2 :

Sont approuvés les tarifs proposés aux agents, retraités de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et à leurs ayants droit relatifs à l'achat de places pour des spectacles préalablement sélectionnés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de la Métropole de la Régie Action Sociale, chapitre 011, nature 611 et pour la recette, chapitre 70, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 19 SEPTEMBRE 2016

COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Conseil de Communauté

19 SEPTEMBRE 2016

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Odile BONTHOUX - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Christian BURLE - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Pierre DJIANE - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSES - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIE - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY -

Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Catherine MEMOLI PILA - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Lionel ROYER-PERREAUT - Florian SALAZAR-MARTIN - Albert SALE - Sandra SALOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI représenté par Michel MILLE - Colette BABOUCHIAN représentée par Marie-Louise LOTA - Loïc BARAT représenté par Jocelyne TRANI - Jacques BESNAÏNOU représenté par Dany LAMY - Frédéric BOUSQUET représenté par Richard MIRON - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Nouriati DJAMBAE représentée par Samia GHALI - Marie-France DROPY OURET représentée par Martine RENAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Claude FILIPPI représenté par Stéphane LE RUDULIER - Roland GIBERTI représenté par Patrick BORÉ - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Mireille JOUVE représentée par Guy ALBERT - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Marie-Claude MICHEL représentée par Loïc GACHON - Yves MORAINÉ représenté par Solange BIAGGI - Nathalie PIGAMO représentée par Nadia BOULAINSEUR - Roger PIZOT représenté par Joël MANCEL - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michel AZOULAI - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Philippe VERAN représenté par Nicolas ISNARD - Karim ZERIBI représenté par Luc TALASSINOS.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLÉ - Roland DARROUZES - Jean-Claude DELAGE - Frédéric DOURNAYAN - Albert LAPEYRE - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Jean-Pierre MAGGI - Christophe MASSE - Roger MEI - Jérôme ORGEAS - Stéphane PICHON - Roland POVINELLI - Michel ROUX - Roger RUZE - Emmanuelle SINOPOLI - Guy TEISSIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-801/16/CM

**■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE) pour l'année 2016
MET 16/1263/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'AFIGESE est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion et de l'évaluation des Politiques Publiques.

Cette association a pour objet d'affirmer l'attachement de ses membres aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales ;
- le citoyen au centre de la problématique du Service Public ;
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures.

Les moyens d'action de l'AFIGESE sont :

- l'organisation d'une manifestation annuelle appelée les Assises de la Fonction Financière, (manifestation organisée avec succès depuis plus de 20 ans) ;
- l'organisation de formations ;
- la constitution de groupes de travail sur des sujets préoccupant les Collectivités Territoriales.

Les statuts de l'association permettent aux Collectivités Territoriales et Organismes de Droit Public de devenir membres de cette association, offrant ainsi à leurs cadres intéressés un lieu d'échanges, de formation et de confrontation des problèmes rencontrés, dans une optique de plus grand professionnalisme et de performance de leur collectivité.

La qualité de membre de cette association permettra notamment de bénéficier d'un tarif privilégié pour l'inscription d'élus ou d'agents de la collectivité aux assises annuelles et à toute formation organisée par cette association ou en liaison avec d'autres partenaires, ainsi que de recevoir gratuitement tous les documents élaborés ou publiés par l'Association.

La cotisation de base annuelle est fixée à 340 euros pour un représentant au sein de l'association.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le Syndicat d'Agglomération Nouvelle

Ouest Provence étaient adhérents de l'AFIGESE et avaient chacun deux représentants, ce qui implique quatre cotisations.

Compte tenu de l'intérêt pour notre collectivité d'avoir des collaborateurs toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à nos problématiques par l'intermédiaire d'un réseau offrant des prestations nécessaires à notre gestion et une souplesse d'accès et de mobilisation, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adhère à l'AFIGESE.

Afin de pouvoir participer à trois groupes de travail de l'AFIGESE, il est proposé que notre collectivité ait trois représentants au sein de cette association, soit pour l'année 2016 une cotisation de 1020 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement de la cotisation annuelle au titre de l'année 2016 à l'association AFIGESE d'un montant de 1 020 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Fonction 020 - Nature 6281 – Sous-politique A 440.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-802/16/CM

■ Réaffectation aux travaux de restructuration de la L2 d'un reliquat non utilisé de l'indemnité de l'assurance MET 16/1176/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Marché d'Intérêt National (MIN) est un Service Public à caractère industriel et commercial (SPIC) transféré de la Ville de Marseille à l'ex Communauté Urbaine de MPM depuis le 1er janvier 2001. Le décret en Conseil d'Etat n° 68.646 du 08 Juillet 1968 a confié à la "Société d' Economie Mixte pour la Construction et l'Exploitation du Marché d'Intérêt National de Marseille" (SOMIMAR), l'aménagement et la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille, et a approuvé ses statuts (articles 5 et 6 du décret) jusqu'au 4 avril 2037 (l'avenant n°6 approuvé par la délibération Conseil Municipal du 5 décembre 1987).

Pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le MIN est un acteur clé de la Distribution Urbaine des produits agricoles et alimentaires issus de l'agriculture provençale comme des importations de fruits et légumes du monde entier. Comme tel, le site des Arnavaux est une plateforme logistique urbaine dont le rôle est destiné à s'étendre.

Par lettre en date du 21 avril dernier, le Directeur Général de la SOMIMAR a sollicité, l'autorisation du Conseil de Métropole d'affecter le solde de l'indemnité d'assurance d'un montant de 123 186 €, résultant de l'incendie du bâtiment Fleurs du MIN des Arnavaux survenu le 14 janvier 2009, aux dépenses d'entretien et d'investissement, effectuées par la SOMIMAR en 2015 sur les bâtiments du MIN, liées aux travaux de restructuration du MIN induits par la L2 et conformes à l'intérêt général du MIN.

Il précise qu'en raison des travaux de restructuration du MIN des Arnavaux liés à la L2, et de l'évolution de la demande à la baisse des grossistes concernés par le marché des Fleurs, il n'a pas été nécessaire de réaliser la totalité des travaux de reconstruction et d'équipements de ce marché.

En conséquence, dans la continuité des accords donnés par l'ex Communauté Urbaine par courriers en date des 5 janvier 2010 et 8 juin 2015 pour l'affectation de l'indemnité susvisée au règlement de la reconstruction à due concurrence des travaux réalisés, il est proposé de soumettre cette demande à l'approbation du Conseil de Métropole, conformément à l'article 6 du cahier des charges annexé à la Convention 73/053 du 18 décembre 1972.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que suite aux travaux de restructuration du MIN des Arnavaux liés à la L2, il n'a pas été nécessaire d'utiliser la totalité de l'indemnité d'assurance pour la reconstruction du bâtiment Fleurs dont le solde doit ainsi être réaffecté.

Délibère

Article unique :

La SOMIMAR est autorisée à affecter le solde de l'indemnité d'assurance d'un montant de 123 186 €, résultant de l'incendie du bâtiment Fleurs du MIN des Arnavaux survenu le 14 janvier 2009, aux dépenses d'entretien et d'investissement, effectuées par la SOMIMAR en 2015 sur les bâtiments du MIN, relatifs aux travaux de restructuration du MIN liés à la L2 et conformes à l'intérêt général du MIN.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-803/16/CM

**■ Travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National liés à la réalisation de la L2 Nord : versement d'une subvention d'étude pour la mise en œuvre de l'assistance à l'ingénierie de process de tri de la nouvelle déchèterie du MIN dans le cadre de la convention N°73.053.
MET 16/1178/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le marché d'intérêt national (MIN) est un Service Public à caractère industriel et commercial (SPIC) transféré de la Ville de Marseille à l'ex Communauté Urbaine de MPM depuis le 1er janvier 2001. Le décret en Conseil d'Etat n° 68.646 du 08 Juillet 1968 a confié à la "Société d' Economie Mixte pour la Construction et l'Exploitation du Marché d'Intérêt National de Marseille" (SOMIMAR), l'aménagement et la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille, et a approuvé ses statuts (articles 5 et 6 du décret) jusqu'au 4 avril 2037 (l'avenant n°6 approuvé par la délibération Conseil Municipal du 5 décembre 1987).

Pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le MIN est un acteur clé de la Distribution Urbaine des produits agricoles et alimentaires issus de l'agriculture provençale comme des importations de fruits et légumes du monde entier. Comme tel, le site des ARNAVAUX est une plateforme logistique urbaine dont le rôle est destiné à s'étendre.

Par ailleurs, l'opération de restructuration du Marché d'Intérêt National est une opération indissociable de la réalisation de la L2 car le tracé retenu empiète sur l'emprise dévolue au MIN, à un endroit occupé par des bâtiments de logistique, stockage des palettes, ainsi qu'une déchèterie dont la métropole a assuré la maîtrise d'ouvrage de la reconstruction dans le cadre de convention de financement avec l'Etat.

La convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 du 25 octobre 2011 entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Général des Bouches-du-Rhône et l'ex Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole fixe à 24,666 M€ HT (valeur juin 2010) le montant de l'opération « restructuration du marché des Arnavaux ».

Par un mandat confié à la SOLEAM, l'ex Communauté Urbaine de MPM a fait réaliser dans le cadre du programme susvisé une nouvelle déchèterie ainsi que deux bâtiments destinés au remplacement des ouvrages édifiés par les occupants privés.

Dans ce contexte, la délibération FCT 016-1454/15/CC (IGS 15/14028/CC) du 20 novembre du Conseil a approuvé l'avenant 8 à la convention de DSP 73.

L'article 2 de l'avenant n°8 à la convention de la DSP stipule « ...qu'en cas de nécessité, certaines (de ces) études, liées à l'exploitation et au fonctionnement des installations édifiées dans le cadre de la restructuration induite par les travaux de la L2, pourront être portées par la SOCIETE. La CUMPM prendra en charge le financement de ces études par le versement d'une subvention.....».

A la suite d'une mise en concurrence (publicité n°15-149046 – B.O.M.P.), un marché d'étude a été attribué par la commission d'appel d'offres de la SOMIMAR et notifié à la Société EKOS pour une étude liée à la mise en service de la nouvelle déchèterie de MPM confiée en gestion à la SOMIMAR .

Le marché à bon de commande relatif à cette étude a été conclu pour un montant de 88 500 €.

C'est ainsi qu'il convient de proposer le versement d'une subvention pour honorer cette dépense.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut en cas de nécessité prendre en charge le financement de certaines études liées à l'exploitation et au fonctionnement des installations édifiées dans le cadre de la restructuration induite par les travaux de la L2, conformément à l'article 3 de la convention N°73.053 du 18 décembre 1972.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 88 500 € à la SOMIMAR pour le financement du marché attribué et notifié à la Société EKOS pour une étude liée à la mise en service de la nouvelle déchèterie.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Collecte et Traitement des déchets 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Sous politique A330 - Fonction 7211 - Nature 6748 - Service 2 - DGS.

Article 3 :

Au vu de l'appel de fonds de la SOMIMAR et sur présentation des factures dûment réglées, le remboursement de cette étude sera effectué.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-804/16/CM

■ Approbation de la redevance pour l'occupation du domaine public métropolitain pour les fourreaux non utilisés sur le domaine public non routier concernant les opérateurs de télécommunication MET 16/1213/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret du 27 décembre 2005 (codifié sous les articles R.20-45 à R.20-54 du code des Postes et Communications Électroniques), a fixé les modalités d'occupation du domaine public communal par les opérateurs de communication électronique et, en particulier, a encadré le montant de certaines redevances.

Tant pour le domaine public routier que pour le domaine public non routier, les montants des redevances fixés par le gestionnaire du domaine doivent tenir compte « de la durée de l'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, économiques, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire » tout en ne devant pas excéder les montants « plafonds » prévus selon les modalités de calcul de revalorisation

de l'article R. 20-53 du Code des Postes et Communications Électroniques et précisé par le Ministère Délégué à l'Industrie.

Le montant des redevances doit être revalorisé, chaque année, au 1er janvier.

Par délibération n° VOI 010-248/11/CC du 28 mars 2011 portant approbation de la redevance pour l'occupation du domaine public métropolitain pour les ouvrages sur le domaine public routier et non routier concernant les opérateurs de télécommunication, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le montant de la redevance d'occupation du domaine public sur le territoire métropolitain conformément au décret susvisé.

En outre, l'article R20-51 du Code des Postes et des Communications Électroniques stipule que le gestionnaire du domaine public peut fixer un montant de redevance inférieur pour les fourreaux non utilisés par rapport à celui fixé pour les fourreaux utilisés.

Au regard de ces dispositions, il convient de fixer le montant de la redevance d'occupation du domaine public non routier pour les fourreaux non utilisés sur le territoire métropolitain. Ce nouveau tarif correspondant à un abattement de 50% du montant de ladite redevance d'occupation du domaine public non routier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées ;

- La délibération n° VOI 010-248/11/CC du 28 mars 2011 portant approbation de la redevance pour l'occupation du domaine public métropolitain pour les ouvrages sur le domaine public routier et non routier concernant les opérateurs de télécommunication.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de fixer le montant de la redevance d'occupation du domaine public non routier pour les fourreaux non utilisés sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'abattement de 50% pour les fourreaux non utilisés occupant le territoire métropolitain non routier, dont les montants s'établissent pour 2016, comme suit :

	RODP Artères (€/km) conformément à la délibération VOI 010-248/11/CC du 28 mars 2011	RODP Artères (€/km) conformément à l'article R20-51 du CPCE (abattement 50%)
Domaine public non routier métropolitain	1293.45	646.73

* On entend par « artère » : dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre et dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.

Article 2 :

Cette redevance sera revalorisée au 1^{er} janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics (TP01).

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique C310 Fonction 822 Nature 70323

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe de l'eau et de l'assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence respectivement sur : Sous-Politique F170 Nature 758 et Sous-Politique F110 Nature 758.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-805/16/CM

**■ Exonération des redevances d'occupation du domaine public portuaire pour l'hôtel la Résidence du Vieux-Port sis 18 Quai du Port 13002 Marseille et le restaurant O Bienvenu sis 24 Quai du Port 13002 Marseille
MET 16/931/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit, au titre de l'occupation permanente de son domaine public portuaire, des redevances y afférentes.

L'Hôtel « La Résidence du Vieux-Port » sis 18 Quai du Port 13002 Marseille et le Restaurant « O Bienvenu » sis 24 Quai du Port 13002 Marseille, se sont vus contraints de fermer leurs terrasses à compter du 19 mai 2015 jusqu'au 15 juillet 2015 en raison de la mise en place d'un périmètre de sécurité interdisant le passage sur ces lieux.

En effet, l'immeuble sis 1 rue Juge du Palais / 16 Quai du Port 13002 Marseille, mitoyen à ces deux établissements, s'est vu dresser un arrêté de mise en péril grave et imminent n° 15/220/SPGR par la Ville de Marseille en date du 19 mai 2015, dû à son état de délabrement avancé. Un second arrêté du 15 juillet 2015 a acté l'achèvement des travaux de mise en sécurité à cette date.

Les deux établissements cités ci-dessus n'ayant pu occuper le domaine public entre le 19 mai 2015 et le 15 juillet 2015, il est proposé une exonération correspondante de leur Redevance d'Occupation du Domaine Public Portuaire 2015.

L'estimation du coût de cette exonération pour le Budget Annexe des Ports est de :

- 243,56 euros HT pour l'Hôtel « La Résidence du Vieux-Port »,
- 784,83 euros HT pour le Restaurant « O Bienvenu ».

Pour autant, cette renonciation à recettes est assortie d'une condition de dette nulle des redevables et ne concernerait que les pétitionnaires à jour de leurs redevances ou bénéficiant d'un échelonnement de leurs dettes, validé par la Recette des Finances de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-001/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Métropole ;
- La délibération n° POR 002-616-14/CC du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2014 relative à l'approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et prestations annexes pour l'année 2015.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la gêne occasionnée par l'arrêté de mise en péril n° 15/220/SPGR en date du 19 mai 2015 de la Ville de Marseille, de l'immeuble sis 1 rue Juge du Palais / 16 Quai du Port 13002 Marseille, n'a pas permis l'exercice normal des activités professionnelles des établissements « La Résidence du Vieux-Port » et « O Bienvenu ».
- Que ces nuisances justifient une exonération des Redevances d'Occupation du Domaine Public Portuaire 2015 pour ces deux établissements pour la période du 19 mai 2015 au 15 juillet 2015.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'exonération des redevances d'occupation du domaine public portuaire perçues sur le Budget Annexe des Ports de plaisance pour l'Hôtel « La Résidence du Vieux-Port » sis 18 Quai du Port 13002 Marseille et le Restaurant « O Bienvenu » sis 24 Quai du Port 13002 Marseille pour la période du 19 mai 2015 au 15 juillet 2015.

Article 2 :

Les exonérations correspondantes feront l'objet d'annulations de recettes sur le Budget Annexe des Ports. Sous politique B220 et nature 673.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-806/16/CM

**■ Approbation des tarifs des locations d'appartements pour l'hiver 2016/2017 applicables aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale du Territoire Istres Ouest Provence
MET 16/1354/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par les lois n°2001-2 du 3 janvier 2001 et 207-148 du 2 février 2007, a consacré le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Ainsi, le SAN Ouest Provence par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004 avait fixé la liste des prestations d'actions sociales. Il avait ensuite actualisé par décision n°1369/15 les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées à ses agents, retraités et ayants droit.

Suite à la parution du catalogue hiver 2016/2017 des prestations (voyages, séjours, week-ends et locations hiver), il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale des locations d'appartements dans les stations de ski suivantes :

- Ancelle
- Les Orres ;
- Abries ;
- Superdévoluy ;
- La Foux d'Allos ;
- Font-Romeu ;
- Chamrousse ;
- La Toussuire.

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en oeuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échéancier de paiement (mensuel).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 152-283/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs ci-annexés au personnel , aux retraités et ayants droit de la Régie Action Sociale.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-807/16/CM

**■ Approbation des tarifs des séjours applicables aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence
MET 16/1351/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par les lois n°2001-2 du 3 janvier 2001 et 207-148 du 2 février 2007, a consacré le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Ainsi, le SAN Ouest Provence par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004 avait fixé la liste des prestations d'actions sociales. Il avait ensuite actualisé par décision n°1369/15 les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées à ses agents, retraités et ayants droit.

Suite à la parution du catalogue hiver 2016/2017 des prestations (voyages, séjours, week-ends et locations hiver), il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale :

- un circuit découverte et farniente aux Philippines ;
- un week-end ski à Ancelle du 20 au 22/01/2017 ;
- un séjour « glisse et découverte à Courchevel » du 18 au 25/02/2017 pour les 7 – 17 ans ;
- un week-end ski à Risoul du 10 au 12/03/2017 ;
- une escapade à Amsterdam du 23 au 26/03/2017 ;
- un séjour en Sardaigne du 7 au 14/07/2017 ;
- un séjour balnéaire aux Baléares du 19 au 26/08/2017.

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en oeuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échancier de paiement (mensuel).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 152-283/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs ci-annexés au personnel, aux retraités et ayants-droit de la Régie Action Sociale.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-808/16/CM

■ Suppression de l'exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour les locaux situés dans les parties du territoire métropolitain où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures
MET 16/930/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le VI de l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts dispose que les métropoles sont substituées aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

En outre, l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, précise que la métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur son territoire en application de l'article 1520 du Code général des impôts.

Cette taxe est à la charge des propriétaires, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, d'un bien imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Ils peuvent éventuellement, en cas de location de leur bien, mettre à la charge de leur/s locataire/s cette taxe, conformément aux dispositions légales. La cotisation de TEOM est un impôt et non pas une redevance pour service rendu. Ainsi son application et son montant ne dépendent pas de l'utilisation du service d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères.

Le produit de la TEOM sert à financer la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés. Les produits collectés de manière sélective sont acheminés vers des centres de tri et font l'objet d'une revalorisation par recyclage.

Les redevables de la TEOM sont les propriétaires de tous les locaux à l'exception :

- des locaux industriels ;
- des locaux exonérés de façon permanente de taxe foncière.

La législation a prévu d'autres exonérations et notamment, en vertu du 4 du III de l'article 1521 du Code Général des Impôts, pour les locaux situés dans la partie de territoire où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures ménagères. Selon la jurisprudence, la notion de «partie de territoire où ne fonctionne pas le service » correspond aux zones dans lesquelles les entrées des propriétés sont situées à plus de 200 à 500 mètres du passage d'une benne à ordures.

Sur le plan juridique l'assujettissement de la TEOM n'a donc pas de lien avec l'utilisation du service. Ainsi lorsque un territoire maintient l'exonération de droit commun pour les locaux situés dans la partie de territoire où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures ménagères, la situation de certains contribuables au regard de la TEOM illustre cette déconnexion :

- les propriétaires qui utilisent le service d'enlèvement des ordures ménagères (c'est-à-dire qu'ils déposent leurs déchets ménagers dans les conteneurs mis à disposition par la collectivité laquelle assure ensuite leur collecte et leur traitement) mais dont l'entrée de leur propriété se situe à plus

de 200 à 500 mètres (selon les modalités fixées par le règlement de collecte) du passage d'une benne à ordures peuvent ne pas être redevables de la TEOM ;

- *a contrario* les propriétaires qui n'utilisent pas le service d'enlèvement des ordures ménagères mais dont les locaux sont à moins de 200 à 500 mètres du passage d'une benne à ordures sont redevables de la TEOM.

L'article 1521 du Code général des impôts prévoit en outre que les collectivités locales peuvent délibérer avant le 15 octobre pour supprimer cette possibilité d'exonération à compter de l'année suivante.

A ce titre, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence et la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile avaient adopté une délibération pour supprimer ce dispositif d'exonération. La loi prévoyait que les dispositifs d'exonérations des 6 EPCI dissous perduraient en 2016. En revanche le Code Général des Impôts ne permet pas qu'un dispositif d'exonération différencié puisse s'appliquer en 2017 sur les communes ou territoires de la métropole.

Le maintien de l'exonération de droit commun des locaux où le service d'enlèvement des ordures ménagères ne fonctionne pas entraînerait d'une part un surcoût financier significatif pour la Métropole et d'autre part de lourdes procédures administratives pour les services intercommunaux concernés.

Sur le premier point, à titre d'exemple, la réintégration de cette exonération sur le territoire Istres Ouest Provence représenterait une perte de 800 K€, soit une baisse de 12% de son produit. Pour le territoire du Pays-d'Aix, le manque à gagner est également évalué à 800 K€.

Sur le deuxième point, l'exonération de droit commun des locaux où le service d'enlèvement des ordures ménagères ne fonctionne pas représente une charge de travail supplémentaire très importante pour les directions des déchets concernées qui devront instruire les nouvelles demandes d'exonération des contribuables. Pour chaque demande d'exonération, un agent devra se rendre sur place, afin de calculer la distance qui sépare son habitation ou son local professionnel des conteneurs réservés aux déchets ménagers. Cette distance sera ensuite comparée à celle qui sera établie par le règlement métropolitain de la collecte des déchets ménagers. Selon que le local se situe ou pas à une distance supérieure à la distance délibérée, un courrier sera rédigé à l'attention de l'administré pour l'informer de la réponse (favorable ou défavorable) qui est donnée à sa demande.

Pour exemple, il a été constaté, au titre des impositions 2015 sur le territoire du Pays d'Aix que 298 demandes ont été réceptionnées par la direction des déchets. Elles ont induit environ 310 relevés de terrain, la génération de plans et autant de réponses administratives, mobilisant 1,5 équivalent temps plein pour ce seul territoire

Il revient au Conseil de la Métropole d'approuver avant le 15 octobre 2016 le régime d'exonération applicable pour la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2017.

Compte tenu que la régularité juridique de la suppression de l'exonération des locaux non desservis est établie et que les impacts financiers et organisationnels du maintien de cette exonération seraient très importants, il est proposé au Conseil de la Métropole de supprimer l'exonération de la TEOM pour les locaux non desservis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est décidé de supprimer à compter du 1^{er} janvier 2017, en application des dispositions prévues à l'article 1521 du Code Général des Impôts, sur l'ensemble du territoire de la Métropole, l'exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour les locaux situés dans les parties du territoire métropolitain où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-809/16/CM

**■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels
MET 16/1424/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie Allianz en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Vingt-huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 48 653,88 euros présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M^{me} JACQUES Griselda – sinistre du 5 août 2012 – montant : 2 070,00 €,
- M^{me} DE CLERCQ Michelle – sinistre du 5 décembre 2014 – montant : 279,50 €,
- M^{me} TUR Nathalie – sinistre du 20 janvier 2015 – montant : 5 064,94 €,
- M^{me} HUGUES Sandrine – sinistre du 22 janvier 2015 – montant : 293,64 €,
- M^{me} BERTHOZ Chantal – sinistre du 29 juillet 2015 – montant : 1 818,17 €,
- M^{me} ROUX-TIETZE Huguette – sinistre de 2014 – montant : 1 330,80 €,
- M. PLACERES José – sinistre du 15 mars 2014 – montant : 5 098,50 €,
- M. LO GUIDICE Vincent – sinistre du 27 juillet 2015 – montant : 3 800,00 €,
- M. AMDOUNI Sami – sinistre du 19 août 2015 – montant : 2 459,04 €,
- M. PAPPALARDO Pascal – sinistre du 8 décembre 2014 – montant : 2 091,30 €,
- M. CHETRIT Jacques – sinistre du 7 février 2016 – montant : 3 887,40 €,

- M. WEPIERRE Robert – sinistre du 19 janvier 2016 – montant : 847,04 €,
- M. SAULNIER Jean-Claude – sinistre du 20 mai 2015 – montant : 1 920,00 €,
- M. GINER Jérémy – sinistre du 4 avril 2016 – montant : 201,69 €,
- M^{lle} BROUARD Lydie – sinistre du 21 décembre 2015 – montant : 517,45 €,
- M. PAPAVALASSIOU Marc – sinistre du 17 mai 2016 – montant : 196,24 €,
- M. MIQUEU Jean – sinistre du 1^{er} septembre 2014 – montant : 1 848,00 €,
- M^{me} SAFOURCADE Isabelle – sinistre du 1^{er} avril 2016 – montant : 1 287,98 €,
- M. PERFETTO Jean-Marc – sinistre du 4 mai 2016 – montant : 155,53 €,
- M. SABATY Jacques – sinistre du 20 août 2014 – montant : 1 236,00 €,
- M. PAIVA Charles – sinistre du 27 octobre 2012 – montant : 5 298,28 €,
- M. SOMMELLA Gérard – sinistre du 21 juin 2016 – montant : 370,03 €,
- M^{me} COURET Elisabeth – sinistre du 20 mai 2016 – montant : 1 099,15 €,
- M^{me} SUCHEL Marie-Hélène – sinistre du 20 mai 2016 – montant : 160,44 €,
- M^{me} CARRIERE Emilie – sinistre du 8 décembre 2014 – montant : 212,40 €,
- M. BERTRAND Daniel – sinistre du 16 mars 2016 – montant : 3 152,15 €,
- M^{me} GAUTRON Emmanuelle – sinistre du 28 novembre 2015 – montant : 558,19 €,
- M. OURS Bernard – sinistre du 7 mars 2016 – montant : 1 400,02 €.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 48 653,88 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

- 29 782,56 € pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 6718.
- 15 657,85 € pour le budget annexe des ports, sous politique A 160 article 6718.
- 03 213,47 € pour le budget annexe collecte et traitement des déchets, sous politique A 160 fonction 7212 article 6718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-810/16/CM

**■ Approbation du principe du transfert des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel les Heures Claires et des ludothèques au bénéfice des communes du conseil de territoire Istres-Ouest Provence
MET 16/1442/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du 1 de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales: « la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du 1 de l'article L. 5218-1 du présent Code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des

compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du 1 du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, le SAN Ouest Provence exerçait conformément aux dispositions des articles L5333-1 et suivants du Code Général des collectivités territoriales, les compétences d'investissement et gestion des équipements reconnus d'intérêt commun par l'approbation d'un inventaire des équipements existants et/ou en voie de réalisation et des services publics attachés.

Ce document a été approuvé par délibération n°242/14 du 23 juin 2014 et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2015. Cet inventaire a été complété par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015 définissant le champ d'intervention du SAN Ouest Provence dans le cadre de la compétence culture et notamment le réseau des ludothèques.

Ainsi, le SAN assurait la gestion du Centre Educatif et Culturel (CEC) des Heures Claires, créé dans les années 70 à Istres. Ce site unique regroupe dans un même lieu des activités différentes au service de la population qui induit une gestion commune et partagée des bâtiments. Une coopération entre le SAN Ouest Provence et la commune d'Istres dans le domaine éducatif, culturel, sportif et de loisirs au CEC les Heures Claires a permis de maintenir cet espace citoyen dynamique en assurant une meilleure qualité des services publics.

Cet espace comprend 23 équipements mutualisés avec une surface bâtie de 25 000 m² sur un foncier d'environ 16 hectares et notamment :

- Des bâtiments occupés par des services administratifs de l'Etat, du Département, de l'intercommunalité et de la commune
- La Direction du CEC
- Une halte-garderie
- Une ludothèque
- Une médiathèque et ses annexes
- Le service technique des affaires culturelles
- Une Artisterie
- La direction de la politique sportive
- Les services communication
- Un collège accueillant environ 700 élèves avec un foyer, des salles de vie,
- Un restaurant scolaire
- Un gymnase et ses annexes (salle judo, boxe,...)
- Une Maison de la Danse
- Une maison du Cycle
- Un restaurant et une cafétéria
- Un espace de formation pour Adultes
- Un stade, une piste d'athlétisme et des terrains

sportifs

- Des logements de fonctionnement
- Une base de voile
- Un espace culturel et d'animation dénommé « Espace 233 »

Par ailleurs, le réseau des ludothèques est également déployé sur les sites suivants :

Un immeuble situé à Entressen

Un espace d'activité situé au Quartier du Prépaou à Istres

Un espace de stockage situé dans la ZAC du Tubé

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six EPCI regroupés a révélé que la compétence d'investissement et de gestion des équipements décrite ci-avant n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la Métropole que sur le territoire d'Istres Ouest Provence.

De surcroît, cette compétence s'inscrit dans une logique de proximité forte et de transversalités avec d'autres politiques publiques menées par les communes.

A noter que par délibération n° HN 015-017/16/CM du 28 avril 2016 le Conseil de la Métropole d'Aix Marseille-Provence a délégué certaines compétences au Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence

S'agissant d'une compétence ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que sa restitution soit proposée aux communes intéressées.

Il est ainsi proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer en faveur de la restitution de la compétence liée au réseau des ludothèques et du Centre Educatif et Culturel des Heures Claires aux communes concernées.

La décision de restitution devra faire l'objet de délibérations concordantes d'une majorité qualifiée des communes membres intéressées.

Le Conseil Municipal de chaque commune concernée disposera d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération du Conseil de la Métropole, pour se prononcer sur la restitution proposée.

Il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'évaluer l'impact financier de ce retour de la compétence aux communes pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées. Une délibération ultérieure déterminera la liste des biens faisant l'objet d'une restitution et devant être supprimés de l'inventaire métropolitain.

Il sera établi par suite les procès-verbaux de restitution contradictoires et procédé aux opérations d'ordre non budgétaire correspondantes. Le sort des biens meubles et immeubles et des contrats sera réglé en application des dispositions de l'article L. 5211-25-1 du CGCT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvé le principe du transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du Centre Educatif et Culturel (CEC) les Heures Claires et du réseau des ludothèques au bénéfice des communes concernées

Article 2 :

La présente délibération sera notifiée aux communes précitées afin qu'elles se prononcent, dans le délai de trois mois prévu par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la restitution de cette compétence

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole est habilité, sous réserve de son approbation dans les conditions de majorité requises par les Conseils Municipaux des communes intéressées, à solliciter auprès du ou des représentants de l'Etat dans le département ou les départements intéressés de bien vouloir en conséquence prononcer la restitution de la compétence susmentionnée aux communes concernées.

Article 4 :

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) procèdera dans les meilleurs délais à l'évaluation du coût net de la restitution de la compétence pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des Communes concernées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-811/16/CM

**■ Détermination des lieux de réunion de l'assemblée délibérante de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Modification
MET 16/1382/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au renvoi opéré par l'article L.5211-1 Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les dispositions relatives au fonctionnement des conseils municipaux sont applicables aux organes délibérants des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dès lors qu'elles ne sont pas contraires au titre spécifique à la coopération intercommunale.

Dans ce cadre, au terme de l'article L 5211-11 du CGCT, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) se réunit au moins une fois par trimestre. A cette fin, le Président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'EPCI ou dans un autre lieu choisi par l'organe délibérant, situé sur le territoire de l'EPCI, celui de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en l'espèce.

Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence fixe le siège de l'EPCI à l'adresse suivante : immeuble Le Pharo, 58, boulevard Charles-Livon, 13007 Marseille. En conséquence, le Conseil de la Métropole se réunit et délibère en ce lieu.

Toutefois, l'assemblée délibérante peut être réunie, ponctuellement, dans tout autre lieu situé sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances conformément à l'article L. 2121-7 du CGCT. Dans le respect de ces principes, le Conseil de la Métropole peut se réunir en d'autres lieux que son siège, en fonction des nécessités.

Par délibération n° HN 017-019/16 CM du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe selon lequel le Conseil de la Métropole peut se réunir en d'autres lieux que son siège, en fonction des nécessités. Ainsi, il a été décidé qu'en sus du siège pour l'accueil des séances du Conseil de la Métropole, ces dernières pouvaient se tenir au Parc des Congrès et des Expositions de Marseille (Rond-point du Prado, 13008 Marseille).

Pour des motifs strictement liés aux disponibilités des locaux et aux nécessités de service, il est proposé, qu'en sus des lieux de réunion précités pour l'accueil des conseillers métropolitains approuvés par délibération du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole puisse se tenir, comme le prévoit le Règlement intérieur de la Métropole adopté par délibération FAG 084-566/16/CM du 30 juin 2016, dans tout autre lieu situé dans l'une des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances conformément à l'article L. 2121-7 du CGCT.

Les lieux, date et heure de chaque réunion seront précisés dans chaque convocation. Le public, pour sa part, en sera informé par voie de presse ou par tout autre support adéquat (presse, affichage, etc.).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 017-019/16 CM du 17 mars 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article unique :

Conformément aux dispositions des articles L.5211-11 et L.2121-7 et suivants du CGCT, le Conseil de la Métropole peut se tenir, en sus du siège administratif de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sis immeuble Le Pharo, 58, boulevard Charles Livon, 13007 Marseille, et du Palais des Congrès et des Expositions de Marseille, dans tout lieu situé dans l'une des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances conformément à l'article L. 2121-7 du CGCT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-812/16/CM

**■ Rapport d'activités annuel retraçant l'activité de chacun des 6 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2015
MET 16/1379/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée au 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence regroupe l'ensemble des communes membres de la communauté urbaine Marseille-Provence Métropole, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues..

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, elle exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux 6 établissements publics de coopération intercommunale susmentionnés, fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale

Afin d'apporter une information claire et transparente à l'ensemble des Conseillers Métropolitains, ainsi qu'aux administrés, aux partenaires et aux acteurs locaux, le rapport d'activités annuel retraçant l'activité de chacun des 6 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2015 est proposé au vote de l'assemblée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris connaissance du rapport d'activités annuel retraçant l'activité de chacun des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2015 ;

Délibère

Article unique :

Est pris acte des rapports d'activités annuels ci-annexés retraçant l'activité de chacun des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-813/16/CM

■ Approbation de la date des prochaines élections professionnelles anticipées au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/1315/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles est le texte fondateur de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (cf. article 42) et le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence fixe la date de cette création au 1^{er} janvier 2016.

Or, la mise en place d'un nouvel établissement public nécessite qu'il se dote des instances représentatives du personnel (commissions administratives paritaires, comité technique et comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail). Les élections professionnelles permettent la désignation des représentants du personnel au sein de ces instances consultatives. Les élections générales ont lieu tous les quatre ans (les prochaines sont prévues à l'échelon national en 2018) mais la création de la nouvelle Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016 impose de recourir à des élections anticipées. Il convient donc de fixer la date de ces élections professionnelles anticipées dans le respect des délais réglementaires.

Pour les commissions administratives paritaires,
aux termes de l'article 28 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions

statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il est précisé que dans le cas où une collectivité ou un établissement public n'est pas affilié à un centre de gestion, une commission administrative est créée pour chaque catégorie de fonctionnaires et placée auprès de la collectivité ou l'établissement.

Au-delà, l'article 7 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dispose que la date des élections est rendue publique six mois au moins avant l'expiration du mandat en cours, mais que ce délai ne s'applique pas lors d'un renouvellement anticipé.

Pour le comité technique, aux termes de l'article 32 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, il est précisé qu'un comité technique est mis en place lorsque l'autorité territoriale constate que l'effectif employé dans la collectivité territoriale ou l'établissement public relevant du comité technique, atteint cinquante agents. Dans ce cas, l'élection intervient lors du renouvellement général des comités techniques. Toutefois, lorsque la situation se produit au cours de la période de deux ans et neuf mois suivant le renouvellement général, l'élection intervient à une date fixée par l'autorité territoriale, après consultation des organisations syndicales, représentées au comité technique ou à défaut, des syndicats ou sections syndicales qui ont fourni à l'autorité territoriale les informations prévues à l'article 1^{er} du décret n°85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale. Cette date ne peut cependant être fixée dans les six mois qui suivent le renouvellement général ni plus de trois ans après celui-ci.

L'arrêté fixant la date de l'élection est affiché dans les locaux administratifs au moins dix semaines avant la date du scrutin.

Il est à noter que le résultat des élections professionnelles au comité technique permet également de procéder à la répartition des sièges pour le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.

En application de ces dispositions, et après consultation des organisations syndicales, il est proposé au Conseil de la Métropole de fixer la date des élections pour l'instauration des organismes consultatifs dans les conditions fixées ci-dessous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 28 et 32 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- que l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit fixer la date des élections professionnelles anticipées nécessaires à l'instauration des organismes consultatifs de la Métropole créée le 1^{er} janvier 2016, dans le respect des dispositions réglementaires ;
- la consultation des organisations syndicales sur la fixation de la date du scrutin relatif à ces élections professionnelles par courrier du 16 août 2016 et à l'occasion d'une réunion d'information tenue le 31 août 2016;

Délibère

Article unique :

Est décidé de fixer la date des élections pour la désignation des représentants titulaires et suppléants du personnel siégeant dans les instances consultatives de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 8 décembre 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-814/16/CM

■ Composition des commissions administratives paritaires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/1316/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 1^{er} du décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, il est précisé que les commissions administratives paritaires comprennent en nombre égal des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics et des représentants du personnel. Cet article précise également que ces commissions ont des membres titulaires et un nombre égal de membres suppléants.

En application des dispositions de l'article 2 du décret précité, selon l'effectif des fonctionnaires relevant de la commission administrative paritaire, le nombre de représentants titulaires du personnel à cette commission est le suivant :

- Lorsque l'effectif est inférieur à 40, trois représentants dont un relevant du groupe hiérarchique supérieur ;
- Lorsque l'effectif est au moins égal à 40 et inférieur à 250, quatre représentants dont un relevant du groupe hiérarchique supérieur ;
- Lorsque l'effectif est au moins égal à 250 et inférieur à 500, cinq représentants dont deux relevant du groupe hiérarchique supérieur ;
- Lorsque l'effectif est au moins égal à 500 et inférieur à 750, six représentants dont deux relevant du groupe hiérarchique supérieur ;
- Lorsque l'effectif est au moins égal à 750 et inférieur à 1 000, sept représentants dont deux relevant du groupe hiérarchique supérieur ;
- Lorsque l'effectif est au moins égal à 1 000, huit représentants dont trois relevant du groupe hiérarchique supérieur.

Toutefois, pour les commissions administratives paritaires placées auprès des centres de gestion visés aux articles 17 et 18 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, le nombre de représentants du personnel en catégorie C est porté à dix dont trois relevant du groupe hiérarchique supérieur.

Par dérogation, lorsque les fonctionnaires relevant du groupe supérieur sont plus nombreux que ceux relevant du groupe de base, la répartition mentionnée ci-dessus entre les deux groupes est inversée.

Si un groupe hiérarchique comporte moins de quatre fonctionnaires, la commission administrative paritaire ne comprend aucun représentant pour ce groupe. S'il comporte de quatre à dix fonctionnaires, le nombre de représentants du personnel est de un représentant titulaire et un représentant suppléant pour ce groupe.

Pour le calcul des effectifs, sont pris en compte les agents qui, au 1^{er} janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel, remplissent les conditions fixées par l'article 8 du décret n° n°89-229 du 17 avril 1989 précité.

Ainsi, il est proposé Conseil de la Métropole de fixer la composition des CAP de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- que les commissions administratives paritaires comprennent un nombre égal de représentants de la collectivité et de représentants du personnel ;
- que le nombre de représentants titulaires au sein des commissions administratives paritaires varie par tranches d'effectifs des personnels relevant des instances paritaires concernées ;
- que l'effectif par catégorie est arrêté au 1^{er} janvier 2016 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la composition de la commission administrative paritaire de la Métropole concernant le personnel de catégorie C comme suit :

Catégorie C :

effectifs : **5025**

Nombre de représentants : **8** (2326 GB – 2699 GS)

Groupe hiérarchique de base : **3**

Groupe hiérarchique supérieur : **5**

Article 2 :

Est approuvée la composition de la commission administrative paritaire de la Métropole concernant le personnel de catégorie B comme suit :

Catégorie B :

effectifs : **677**

Nombre de représentants : **6** (161 GB – 516 GS)

Groupe hiérarchique de base : **2**

Groupe hiérarchique supérieur : **4**

Article 3 :

Est approuvée la composition de la commission administrative paritaire de la Métropole concernant le personnel de catégorie A comme suit :

Catégorie A :

Effectifs : **722**

Nombre de représentants : **6**
(559 GB – 163 GS)

Groupe hiérarchique de base : **4**

Groupe hiérarchique supérieur : **2**

Cette proposition remise aux voix est adoptée.

FAG 016-815/16/CM

**■ Approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein du comité technique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 16/1317/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 1^{er} du décret n°85-565 du 30 mai 1985, modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, il est précisé que les comités techniques comprennent des représentants du personnel et des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics. Selon l'effectif des agents relevant du comité technique, le nombre de représentants du personnel titulaires à ce comité est fixé par l'organe délibérant, en fonction des tranches d'effectifs déterminées par ce même texte, après consultation des organisations syndicales.

L'article 2 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé, dispose que les membres suppléants des comités techniques sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le nombre de représentants de l'établissement est fixé librement par l'autorité territoriale, dans la limite du nombre de représentants du personnel (article 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé), étant précisé que le maintien du paritarisme nécessite un vote du Conseil de la Métropole. En outre, l'article 26 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé précise que désormais, l'organe délibérant doit se prononcer sur le recueil ou non de l'avis des membres du collège des représentants de l'établissement public.

En application de ces dispositions, et après consultation des organisations syndicales, il est proposé au Conseil de la Métropole d'instituer le paritarisme et de fixer la composition du CT dans les conditions fixées ci-dessous :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,

- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- que l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit fixer la composition du comité technique pour tenir compte de l'effectif concerné, dans les limites fixées à l'article 1 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé et décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement conformément à l'article 26 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé ;
- que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2016 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 6424 agents ;
- que le nombre de représentants titulaires du personnel au comité technique est fixé par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public, après consultation des organisations syndicales ;
- la consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au comité technique et sur le paritarisme par courrier du 16 août 2016 et à l'occasion d'une réunion d'information tenue le 31 août 2016 ;

Délibère

Article 1 :

Est décidé du maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de l'établissement public égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants.

Article 2 :

Est décidé de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 15, et en nombre égal les représentants suppléants du personnel.

Article 3 :

Est décidé du recueil par le comité technique de l'avis des représentants de l'établissement public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-816/16/CM

■ Approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme et décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de Travail (C.H.S.C.T) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence MET 16/1318/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, les établissements occupant au moins 50 agents sont tenus de créer un CHSCT, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les Comités techniques.

Le CHSCT comprend des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics, désignés par l'autorité territoriale et des représentants du personnel, désignés par les organisations syndicales.

L'organe délibérant fixe le nombre de représentants de l'établissement et le nombre de représentants du personnel. Il est précisé que le nombre des membres titulaires des représentants du personnel ne peut être inférieur à 3 ni supérieur à 10 dans les établissements employant au moins 200 agents.

L'article 29 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, modifié, dispose que chacun des membres du CHSCT à un suppléant.

En application de ces dispositions, et après consultation des organisations syndicales, il est proposé au Conseil de la Métropole d'instituer le paritarisme et de fixer la composition du CHSCT dans les conditions fixées ci-dessous :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- que l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit fixer la composition du CHSCT, dans les limites fixées à l'article 28 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié et décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement;
- que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2016 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 6424 agents,
- que le nombre des représentants de l'établissement et le nombre de représentants titulaires du personnel après consultation des organisations syndicales au

CHSCT est fixé par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement;

- que la consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au CHSCT et sur le paritarisme est intervenue par courrier du 16 août 2016 et à l'occasion d'une réunion d'information tenue le 31 août 2016.

Délibère

Article 1 :

Est décidé du maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de l'établissement public égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants.

Article 2 :

Est décidé de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 10, et en nombre égal les représentants suppléants du personnel.

Article 3 :

Est décidé du recueil par le CHSCT de l'avis des représentants de l'établissement public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-817/16/CM

■ Création de commissions territoriales du Comité technique au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein de ces commissions territoriales
MET 16/1324/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence, nouvel Etablissement public de coopération intercommunale, s'est substitué à l'ensemble des droits et obligations des six EPCI fusionnés. A cet égard, il lui appartient, pour l'ensemble des agents issus de ces EPCI, de déterminer la politique de ressources humaines applicable et d'organiser, par la mise en place d'élections professionnelles, la représentation du personnel au sein des instances paritaires de la Métropole.

Considérant la nature et l'importance des services mis à disposition des Présidents des Conseils de Territoire, le Pacte de gouvernance, financier et fiscal approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 a entendu renforcer cette représentation en prévoyant la mise en place de commissions territoriales destinées à examiner les sujets de portée strictement locale dans le cadre « *d'une gestion de proximité des personnels afin de répondre aux nécessités et aux spécificités d'exercice des compétences déléguées aux territoires, en particulier avec l'existence de compétences facultatives, et d'assurer les missions de services publics inhérentes* ».

A cet effet, il est donc proposé d'instituer, au sein de chaque territoire, une commission territoriale du Comité technique de la Métropole, tel que le prévoit l'article 32 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 pour les services ou groupes de services dont la nature ou l'importance le justifient.

A l'instar de la mise en place du Comité technique de la Métropole, il appartient à l'organe délibérant, après consultation des organisations syndicales, de se prononcer sur le maintien du paritarisme au sein de ces commissions territoriales du Comité technique et délibérer ainsi sur le nombre de représentants au sein de ces instances, de même que de se prononcer sur le recueil de l'avis du collège des représentants de l'établissement.

Compte tenu de la nécessaire cohérence entre les différents territoires de la Métropole, établissement unique, et afin de limiter ainsi les risques de rupture d'égalité de traitement entre agents des différents territoires, la représentation du personnel au sein de ces instances se fera selon les effectifs au Comité technique de la Métropole et relèvera d'un dispositif spécifique, par voie de désignation des organisations syndicales, proportionnellement au nombre de voix obtenues par ces dernières au scrutin mis en place pour l'élection à ce même Comité technique de la métropole.

Bien que propre à la mise en place de ces commissions territoriales du comité technique de la Métropole Aix-Marseille Provence, ce mode de désignation reste analogue à celui prévu réglementairement par les dispositions du décret 85-603 du 10 juin 1985 pour la mise en place d'une instance paritaire d'envergure, en l'espèce le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'un même niveau que le Comité technique.

Ces commissions territoriales du Comité technique seront compétentes, pour chacun des six territoires concernés, pour les problématiques les concernant à l'égard de l'ensemble des personnels des six anciens EPCI, affectés à l'exercice des compétences déléguées aux territoires ou à celui des compétences dites « orphelines ».

A l'inverse, les problématiques intéressant les personnels des services relevant de l'exercice de compétences non déléguées ou issus de syndicats dissous relèveront de la compétence du Comité technique de la Métropole.

Les commissions territoriales du Comité technique instituées pourront émettre des avis dans les domaines limitativement énumérés par le règlement intérieur du Comité Technique de la Métropole, dont au moins :

- Organisation des services, au niveau infra-direction, et en cohérence avec les organigrammes et les principes d'organisation déterminés à l'échelon métropolitain.
- Projets de service, au niveau infra-direction, et en cohérence avec les orientations thématiques et d'organisation déterminées à l'échelon métropolitain.

Dans ces champs de compétences, les avis porteront exclusivement sur les modalités d'application de portée strictement locale. Sera ainsi exclu tout dossier dès lors qu'il comportera un intérêt métropolitain ou des dispositions applicables à plus d'une entité de la Métropole.

Les avis des commissions territoriales devront nécessairement s'inscrire en conformité avec les prescriptions générales, propres à chaque domaine, instaurées par l'Autorité territoriale après avis du Comité technique de la Métropole.

Enfin, avant envoi des convocations aux membres des commissions territoriales du Comité technique, les ordres du jour de ces sections seront transmis à l'Autorité territoriale de la Métropole pour information et avis éventuel. Les avis des sections territorialisées seront communiqués à l'instance homologue de la Métropole pour information et archivage. L'ensemble de ces dispositions seront précisées lors de l'adoption du règlement intérieur du Comité Technique de la Métropole.

En application de ce qui précède, et après consultation des organisations syndicales, il est proposé au conseil de la métropole de fixer la composition des commissions territoriales du Comité technique de chaque territoire dans les conditions fixées ci-dessous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut décider d'instituer des commissions territoriales du Comité technique au sein de chaque territoire conformément aux dispositions du 7^{ème} alinéa de l'article 32 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- Que l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit alors fixer la composition de ces commissions territoriales, dans les limites fixées à l'article 1 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé et décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement conformément à l'article 26 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 susvisé ;
- Que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2016 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 7 agents ;
- Que le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de ces commissions territoriales est fixé par l'organe délibérant de la Métropole, après consultation des organisations syndicales ;

- La consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au sein de ces commissions territoriales du Comité technique et sur le paritarisme par courrier du 16 août 2016 et à l'occasion d'une réunion d'information tenue le 31 août 2016.

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'instituer au sein de chaque territoire une commission territoriale du Comité technique dans les conditions du présent rapport à la délibération.

Article 2 :

Est décidé de fixer, pour chaque commission territoriale du Comité technique, le nombre de représentants titulaires du personnel à 7, et en nombre égal les représentants suppléants du personnel.

Article 3 :

Est décidé, pour chaque commission territoriale du Comité technique, le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la Métropole égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants

Article 4 :

Est décidé du recueil par chaque commission territoriale du Comité technique le recueil de l'avis des représentants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-818/16/CM

■ Création de commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis de représentants de l'établissement au sein de ces commissions territoriales
MET 16/1325/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence, nouvel Etablissement public de coopération intercommunale, s'est substitué à l'ensemble des droits et obligations des six EPCI fusionnés.

A cet égard, il lui appartient, pour l'ensemble des agents issus de ces EPCI, de déterminer la politique de ressources humaines applicable et d'organiser, par la mise en place d'élections professionnelles, la représentation du personnel au sein des instances paritaires de la Métropole.

Considérant la nature et l'importance des services mis à disposition des Présidents des Conseils de Territoire, le Pacte de gouvernance, financier et fiscal approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 a entendu renforcer cette représentation en prévoyant la mise en place de commissions territoriales destinées à examiner les sujets de portée strictement locale dans le cadre « *d'une gestion de proximité des personnels afin de répondre aux nécessités et aux spécificités d'exercice des compétences déléguées aux territoires, en particulier avec l'existence de compétences facultatives, et d'assurer les missions de services publics inhérentes* ».

A cet effet, il est donc proposé d'instituer, au sein de chaque territoire, une commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole, tel que le prévoit l'article 33-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 lorsque l'importance des effectifs et/ou la nature des risques professionnels le justifient.

Il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur le maintien du paritarisme au sein de ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et délibérer ainsi sur le nombre de représentants au sein de ces instances, de même que de se prononcer sur le recueil de l'avis du collège des représentants de l'établissement.

Bien que non imposé par les textes, les organisations syndicales seront associées à la mise en place de ces instances en étant consultées préalablement sur ces points, comme pour la mise en place du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole.

Compte tenu de la nécessaire cohérence entre les différents territoires de la Métropole, établissement unique, et afin de limiter ainsi les risques de rupture d'égalité de traitement entre agents des différents territoires, la représentation du personnel au sein de ces commissions territoriales se fera selon les effectifs au Comité technique de la Métropole, et relèvera d'un dispositif spécifique, par voie de désignation des organisations syndicales, proportionnellement au nombre de voix obtenues par ces dernières au scrutin mis en place pour l'élection au Comité technique de la métropole.

Bien que propre à la mise en place de ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole

Aix-Marseille Provence, ce mode de désignation reste analogue à celui prévu réglementairement par les dispositions du décret 85-603 du 10 juin 1985 pour la mise en place d'une instance paritaire d'envergure, en l'espèce le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'un même niveau que le Comité technique.

Ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail seront compétentes, pour chacun des six territoires concernés, pour les problématiques les concernant à l'égard de l'ensemble des personnels des six anciens EPCI, affectés à l'exercice des compétences déléguées aux territoires ou à celui des compétences dites « orphelines ». A l'inverse, les problématiques intéressant les personnels des services relevant de l'exercice de compétences non déléguées ou issus de syndicats dissous relèveront de la compétence du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole.

Les commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail instituées pourront émettre des avis dans les domaines limitativement énumérés ci-dessous :

- Organisation matérielle du travail (locaux, équipements, ergonomie).
- Enquêtes sur les accidents de service et les maladies professionnelles.
- Actions de prévention.

Dans ces champs de compétences, les avis porteront exclusivement sur les modalités d'application de portée strictement locale. Sera ainsi exclu tout dossier dès lors qu'il comportera un intérêt métropolitain ou des dispositions applicables à plus d'une entité de la Métropole.

Les avis des commissions territoriales devront nécessairement s'inscrire en conformité avec les prescriptions générales, propres à chaque domaine, instaurées par l'Autorité territoriale après avis du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole. L'ensemble de ces dispositions seront précisées lors de l'adoption du règlement intérieur du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Métropole.

Enfin, avant envoi des convocations aux membres des commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, les ordres du jour de ces sections seront transmis à l'autorité territoriale de la Métropole pour information et avis éventuel. Les avis des commissions territoriales seront communiqués à l'instance homologue de la Métropole pour information et archivage.

En application de ce qui précède, et après consultation des organisations syndicales, il est proposé au conseil de la métropole de fixer la composition des commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de chaque territoire dans les conditions fixées ci-dessous.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut décider d'instituer des commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein de chaque territoire conformément aux dispositions de l'article 33-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 ;

- Que l'organe délibérant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit alors fixer la composition de ces commissions territoriales, dans les limites fixées à l'article 28 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 et décider du recueil ou non de l'avis des représentants de l'établissement ;
- Que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2016 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 5 agents ;
- Que le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de ces commissions territoriales est fixé par l'organe délibérant de la Métropole, après consultation des organisations syndicales ;
- La consultation des organisations syndicales sur la fixation du nombre de représentants du personnel au sein de ces commissions territoriales du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et sur le paritarisme par courrier du 16 août 2016 et à l'occasion d'une réunion d'information tenue le 31 août 2016 ;

Délibère

Article 1 :

Décide d'instituer au sein de chaque territoire une commission territoriale du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les conditions du présent rapport à la délibération.

Article 2 :

Décide de fixer, pour chaque commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, le nombre de représentants titulaires du personnel à 5, et en nombre égal les représentants suppléants du personnel.

Article 3 :

Décide, pour chaque commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la Métropole égal à celui des représentants du personnel, titulaires et suppléants.

Article 4 :

Décide le recueil par chaque commission territoriale du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail le recueil de l'avis des représentants de la Métropole.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-819/16/CM

■ Régime des astreintes et permanences de la Métropole : actualisation de la délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 applicable aux agents du Territoire Marseille Provence MET 16/1300/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016 avait fait approuver par son organe délibérant, la mise en place et la définition du régime des astreintes et des permanences applicables aux agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux dispositions prévues par le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale (délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006).

L'annexe 1 de cette délibération recense sous forme de tableaux, pour chaque direction du Territoire Marseille Provence, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

L'annexe 2 de cette délibération retrace l'ensemble des modalités de rémunération et de compensation des astreintes et des interventions durant une période d'astreinte.

Toutefois, afin d'assurer et de respecter la continuité du Service Public, ces annexes sont régulièrement modifiées pour tenir compte des besoins liés aux nécessités de service, exprimés par les directions et services de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet d'actualiser l'annexe 1 de la délibération du 26 juin 2006 modifiée relative aux astreintes en vigueur au sein de l'actuel Conseil de Territoire Marseille Provence et de modifier l'annexe 2 pour tenir compte des nouvelles dispositions d'indemnisation et de compensation des astreintes et des interventions pour les personnels relevant des filières autres que celle de la filière technique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la Coopération Intercommunale, notamment son article 64 ;
- Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux Ministères chargés du Développement Durable et du Logement ;
- Les arrêtés du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux Ministères chargés du Développement Durable et du Logement ainsi que les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires ;
- L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur ;
- La délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 modifiée par les délibérations FAG 13/1041/CC du 18 décembre 2006, FAG 12/609/CC du 29 juin 2007, FAG 028-179/08/CC du 8 février 2008 et FCT 008-565/08/CC du 18 juillet 2008, FCT 007-1028/09/CC du 19 février 2009, FCT 018-2098/10/CC du 28 juin 2010, FCT 011-227/10/CC du 1^{er} octobre 2010, FCT 013-2433/10/CC du 10 décembre 2010, FCT 007-39/11/CC du 11 février 2011, FCT 019/428/11/CC du 8 juillet 2011, FCT 020-615/11/CC du 21 octobre 2011, FCT 010-232/12/CC du 26 mars 2012, FCT 012-766/12/CC du 14 décembre 2012, FCT 016-346/13/CC du 28 juin 2013, FCT 018-594/13/CC du 31 octobre 2013, FCT 021-415/14/CC du 9 octobre 2014, FCT 012-1101/15/CC du 3 juillet 2015 et FCT 019-1255/15/CC du 25 septembre 2015 et FCT du 016-1571/15/CC du 15 décembre 2015 relative à l'actualisation du régime des astreintes et permanences applicables aux agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'actualiser l'annexe 1 de la délibération FAG 17/531/CC en date du 26 juin 2006 pour garantir la conformité des astreintes mises en place au sein du Territoire Marseille Provence et nécessaires au bon fonctionnement de ses services ;
- Qu'il convient d'actualiser le dispositif de rémunération et de compensation des astreintes et des interventions applicable aux personnels autres que ceux relevant de la filière technique.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modifications jointes au présent rapport, apportées aux annexes 1 et 2 de la délibération FAG 17/531/CC en date du 26 juin 2006 relative à la mise en place et à la définition du régime des astreintes et des permanences applicables aux agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-820/16/CM

■ Régime des astreintes et permanences au sein de la Métropole : création d'une astreinte à la Direction de la Communication, du Protocole et des Relations Publiques - définition et modalités d'organisation MET 16/1301/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n°2005-524 du 19 mai 2005 instaure le cadre juridique permettant de rémunérer ou de compenser les astreintes des agents de la Fonction Publique Territoriale.

Il appartient ainsi au Conseil de la Métropole, après avis du Comité Technique, de déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

La rémunération et la compensation des astreintes sont déterminées suivant des règles et dans des conditions différentes en fonction du cadre d'emplois d'appartenance de l'agent :

- par référence, aux décrets n°2002-147 du 7 février 2002 et arrêté ministériel du 3 novembre 2015 relatifs aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la Direction Générale de l'Administration du Ministère de l'Intérieur, pour les personnels des filières autres que techniques,
- par référence au décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et arrêtés ministériels du 14 avril 2015 relatifs aux indemnités d'astreinte et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux Ministères chargés du Développement Durable et du Logement pour les Agents Territoriaux relevant d'un cadre d'emplois de la filière technique.

Ces rémunérations et compensations ne peuvent être accordées aux agents bénéficiant d'une concession de logement par nécessité absolue de service, ou d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de l'exercice de fonctions de responsabilité supérieure (prévues par les décrets du 27 et 28 décembre 2001).

Compte tenu des besoins de la Direction de la Communication, du Protocole et des Relations Publiques de la Métropole, il est proposé d'instaurer une astreinte semaine complète susceptible d'être réalisée, dans un premier temps, en fonction des nécessités de service, par l'emploi de chef de service. Cette astreinte et les interventions correspondantes seront rémunérées ou compensées conformément à la réglementation, comme mentionné au sein de l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, modifié notamment par les décrets n° 92-1059 du 1^{er} octobre 1992 et n° 92-1305 du 15 décembre 1992 ;
- Le décret n°2000-815 du 25 Août 2000 relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique de l'Etat ;

- Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n°2002-60 du 14 Janvier 2002 relatif aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires ;
- Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique territoriale ;
- Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux Ministères chargés du Développement Durable et du Logement ;
- Les arrêtés du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux Ministères chargés du Développement Durable et du Logement ainsi que les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires ;
- L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'une part, de déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés ;
- Qu'il convient de définir les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et interventions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation ;
- Qu'il est impossible de recueillir l'avis du comité technique métropolitain ;
- Qu'il est cependant nécessaire de pourvoir rapidement cette astreinte.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration d'une astreinte de semaine complète au sein la Direction de la Communication, du Protocole et des Relations Publiques de la Métropole, susceptible d'être réalisée par l'emploi de chef de service.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation, prévue au sein de l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-821/16/CM

■ Régime des astreintes de la Métropole : dispositif mise en place dans le cadre de l'évènement sportif de l'EURO 2016 - Rectificatif MET 16/1299/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 079-30-06/16 CM, le Conseil de la Métropole a approuvé le dispositif d'astreintes mis en place dans le cadre de l'évènement sportif de l'Euro 2016.

Pour encadrer ce dispositif, il était proposé que l'ensemble des agents mobilisés par le Territoire Marseille Provence pour l'évènement bénéficient d'astreintes de sécurité hebdomadaire dont l'annexe à la délibération définissait les modalités d'organisation de ces astreintes.

Compte tenu d'une erreur matérielle, il convient de modifier l'effectif lié à l'activité prévu au sein de l'annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
- Les arrêtés du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ainsi que les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires ;
- L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur ;
- La délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 modifiée par les délibérations FAG 13/1041/CC du 18 décembre 2006, FAG 12/609/CC du 29 juin 2007, FAG 028-179/08/CC du 8 février 2008 et FCT 008-565/08/CC du 18 juillet 2008, FCT 007-1028/09/CC du 19 février 2009, FCT 018-2098/10/CC du 28 juin 2010, FCT 011-227/10/CC du 1^{er} octobre 2010, FCT 013-2433/10/CC du 10 décembre 2010, FCT 007-39/11/CC du 11 février 2011, FCT 019/428/11/CC du 8 juillet 2011, FCT 020-615/11/CC du 21 octobre 2011, FCT 010-232/12/CC du 26 mars 2012, FCT 012-766/12/CC du 14 décembre 2012, FCT 016-346/13/CC du 28 juin 2013, FCT 018-594/13/CC du 31 octobre 2013, FCT 021-415/14/CC du 9 octobre 2014, FCT 012-1101/15/CC du 3 juillet 2015 et FCT 019-1255/15/CC du 25 septembre 2015 et FCT 016-1571/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'actualisation du régime des astreintes et permanences applicables aux agents de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 079-30/06/16 CM relative à la définition et aux modalités d'organisation des astreintes mises en place au sein du Conseil de Territoire de Marseille Provence dans le cadre de l'évènement sportif de l'Euro 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- qu'il convient de rectifier l'erreur matérielle liée à l'effectif susceptible d'effectuer les astreintes de semaine complète de sécurité, nécessaires à l'accueil par la Ville de Marseille de l'évènement sportif de l'Euro 2016.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la rectification apportée aux astreintes mentionnées au sein de l'annexe 1 jointe à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-822/16/CM

■ Approbation d'une convention de mise à disposition d'un agent métropolitain auprès du GIP Politique de la Ville MET 16/1311/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite « Loi Lamy », entérine le transfert aux Etablissement Public de Coopération Intercommunales (EPCI) de la compétence Politique de la Ville.

L'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que : « *le transfert de compétences d'une commune à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre* ».

Par conséquent, les fonctionnaires et les agents contractuels qui exerçaient en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré, ont été transférés de fait au sein de la Communauté Urbaine Marseille Provence, le 31 décembre 2015.

A la même date, soit le 31 décembre 2015, les agents transférés ont de nouveau étaient mis à disposition du GIP Politique de la Ville.

Le Directeur du GIP quittera ses fonctions le 11 septembre 2016. Aussi afin de le remplacer, il est nécessaire de mettre à disposition du GIP Politique de la Ville, un agent métropolitain.

Un projet de convention de mise à disposition est annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux Collectivités Territoriales et aux Etablissements Publics Administratifs Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La nécessité de mettre à disposition du GIP un agent métropolitain ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition d'un agent métropolitain auprès du GIP Politique de la Ville.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le GIP Politique de la Ville.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-823/16/CM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition de personnel auprès de la Société publique locale SPL l'Eau des Collines du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 16/1393/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Société Publique de l'Eau des Collines créée le 17 janvier 2013 s'est vue déléguer à compter de cette date la gestion du service public d'assainissement par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Pour permettre la mise en œuvre et assurer le bon fonctionnement de cette SPL, trois agents ont été mis à sa disposition au profit de cette nouvelle entité par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une période de trois ans.

Cette mise à disposition s'achève le 30 septembre 2016.

Il y a désormais lieu de renouveler la mise à disposition d'un des trois agents pour une période de un an renouvelable deux fois, dans la limite de trois années consécutives.

Cette mise à disposition sera encadrée par une convention et donnera lieu au remboursement des frais de rémunération de l'agent et des charges sociales afférentes.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, subrogée dans les droits de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, disposant des ressources nécessaires pour soutenir entend ainsi poursuivre ce partenariat avec l'une de ses sociétés publiques locales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- La loi n° 83-634 du 13 mars 1983 modifiée par la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 61, 62 et 63 ;
- Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition, applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'agent qui dispose de ses compétences a accepté sa mise à disposition auprès de la SPL « L'eau des Collines » ;
- Que la convention établie pour mettre à disposition à temps complet un Ingénieur Principal, à compter du 1^{er} octobre 2016 pour une période d'un an renouvelable, annexée à la présente délibération ;
- Qu'il n'existe auprès de cet établissement aucun emploi budgétaire permettant la nomination ou le détachement de l'intéressée ;
- L'impossibilité matérielle de saisir la Commission Administrative Paritaire pour avis.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole, est autorisé à signer la convention de mise à disposition pour cet emploi à temps complet et à compter du 1er octobre 2016, pour une période de un an, renouvelable deux fois, dans la limite de trois années consécutives.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-824/16/CM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition d'un agent métropolitain auprès de la Ville de Marseille
MET 16/1323/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles les agents contractuels bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée peuvent, pour des fonctions de même nature que celles exercées dans leur collectivité territoriale, être mis à disposition.

L'article 35-1 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 susvisé, précise que la mise à disposition est la situation de l'agent qui est réputé occuper son emploi, continue à percevoir la rémunération afférente à celui-ci, mais exerce des fonctions hors du service au sein duquel il a vocation à servir. Dans cette situation, l'agent demeure régi par les dispositions du décret précité et par les dispositions particulières qui lui sont applicables dans sa situation d'origine.

Dans ce cadre, une mise à disposition à temps complet auprès de la Ville de Marseille est envisagée pour animer l'activité « tourisme » au regard d'une stratégie de développement à l'échelle métropolitaine.

A ce titre, l'agent mis à disposition sera chargé de définir et de développer des actions touristiques propres au territoire de la Ville de Marseille en valorisant les atouts de ce dernier. Il mènera les études nécessaires pour la définition de ces actions et les conditions de mise en œuvre et mettra en place les indicateurs pour en assurer le suivi.

Il s'assurera de la bonne réalisation de ces actions en partenariat et en collaboration avec les acteurs privés et public du territoire, en particulier avec l'Office du Tourisme, dont il assurera la liaison.

Il représentera la Ville dans la définition stratégique d'un plan touristique à l'échelle métropolitaine en y apportant la spécificité et le potentiel du territoire marseillais et ses perspectives de développement. Il contribuera à la promotion du tourisme marseillais et de ses déclinaisons en participant à des salons professionnels, soit dans le cadre des actions propres au territoire marseillais, soit dans celui plus large d'actions initiées par la Métropole.

Enfin, il assurera le lien avec l'élu municipal au Tourisme dans chacune des missions qui lui sont ainsi dévolues.

Il rendra compte également de l'avancée de ses missions auprès du Directeur des Projets Economiques de la Ville de Marseille et du Délégué Général Ville Durable et Expansion. Et il aura la responsabilité du Service du Tourisme de la Ville de Marseille en assurant son fonctionnement quotidien.

En application de l'article 35-1 susvisé, cette mise à disposition nécessite la signature préalable d'une convention à conclure entre la Ville de Marseille et la Métropole, définissant notamment la durée de la mise à disposition et les conditions de son renouvellement, la nature et le niveau des activités confiées, leurs modalités de contrôle et d'évaluation, les conditions d'emploi, ainsi que les modalités de remboursement par la Ville de Marseille de la rémunération perçue par l'agent.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée de la mise à disposition ne peut excéder trois ans. Elle peut être renouvelée dans la même limite, sans que sa durée totale ne puisse excéder dix ans. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande de l'agent, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

Dans ce cadre, il est prévu une mise à disposition d'une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement par la Ville de Marseille, de la partie de la rémunération et des cotisations et contributions afférentes, liées à l'exercice des fonctions décrites.

Conformément au 3^{ème} alinéa de l'article 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le conseil de la Métropole est informé préalablement par le présent rapport de la mise à disposition ainsi envisagée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 136, et 61 et suivants ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriale et aux établissements publics administratifs locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Sont approuvés le principe de la mise à disposition d'un agent métropolitain auprès de la Ville de Marseille, et la convention annexée à conclure entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-825/16/CM

**■ Dispositif des emplois d'avenir sur le territoire de Marseille Provence
MET 16/1307/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le dispositif des Emplois d'Avenir a été mis en place suite la loi n°2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création de ces contrats.

Dans le cadre de l'application de cette loi et la volonté de soutenir les mesures mises en place par le gouvernement à ce moment-là, la collectivité avait recruté 50 emplois avenir.

Le dispositif a pris de l'ampleur avec les années et le Conseil de Territoire de Marseille Provence peut aujourd'hui accueillir jusqu'à 148 Emplois d'Avenir.

Le dispositif a pour objectif d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes et s'adresse prioritairement à des jeunes dépourvus de diplômes, sans travail et résidant dans des zones urbaines sensibles.

Chaque jeune fait l'objet d'un encadrement par un tuteur dédié qui l'accompagne tout au long de son contrat. Des plans de formations spécifiques sont également mis en place.

Les emplois avenir bénéficient des mêmes avantages sociaux que les agents du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les jeunes perçoivent une rémunération mensuelle du montant du smic et l'Etat reverse à la collectivité 75% de ce salaire.

Les emplois d'avenir relèvent du cadre juridique du Contrat Unique d'Insertion (CUI) et sont conclus sous la forme de contrat d'accompagnement dans l'emploi. Il s'agit donc de contrats de droit privé inscrits à la nomenclature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n°2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir ;
- Les articles L5134-110 à L5134-112 portant sur les conditions pour conclure un contrat d'avenir ;
- Les articles L5134-113 à L5134-114 portant sur l'aide à l'insertion professionnelle ;
- Les articles L5134-115 à L5134-116 portant sur les caractéristiques du contrat d'avenir ;
- Les articles L5134-118 à L5134-119 portant sur l'accès prioritaire ;
- Les articles R5134-161 à R5134-168 portant sur les jeunes éligibles au contrat d'avenir et sur l'aide de l'Etat ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- L'arrêté du 31 octobre 2012 fixant le montant de l'aide de l'Etat pour les emplois d'avenir ;
- Le décret n°2013-037 du 10 janvier 2013 portant fixation du taux de cotisation obligatoire versé par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics pour la formation des bénéficiaires des contrats conclus au titre de l'article L51334-110 du Code du Travail ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'accueil de 148 emplois d'avenir au sein du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le salaire est basé sur montant mensuel du smic et évolue dans les mêmes conditions que celui-ci.

Article 2 :

Est approuvé le versement au CNFPT d'une cotisation annuelle de 0,5% de la masse des rémunérations brutes qui seront versées aux agents.

Article 3 :

Est approuvé le principe de l'attribution des prestations sociales suivantes : tickets restaurant, prise en charge de la carte RTM, droit aux prestations du CAS, dans les mêmes conditions que celles dont bénéficient les agents du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 4 :

Est approuvé le principe de tutorat pour chaque bénéficiaire de contrat d'avenir.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget.

Les recettes versées par l'Etat seront constatées au Budget.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-826/16/CM

■ Création de cinq postes dans le cadre du dispositif des emplois d'avenir sur le territoire du Pays Salonais MET 16/1350/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que depuis le 1er novembre 2012, le dispositif « emploi d'avenir » est entré en vigueur. Créé par la Loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, ce nouveau dispositif constitue une réponse aux difficultés particulières rencontrées par les jeunes peu ou pas qualifiés.

Ainsi, il ouvre l'accès à une qualification pour favoriser l'insertion professionnelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir ;
- Les décrets n° 2012-1210 et 1211 du 31 octobre 2012 relatifs à l'emploi d'avenir et tirant les conséquences des articles 7, 8 et 13 de la loi portant création des emplois d'avenir ;

- L'arrêté du 31 octobre 2012 fixant le montant de l'aide financière de l'Etat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de cinq postes dans le cadre du dispositif des emplois d'avenir pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais dans les conditions suivantes :

- Durée des contrats : 36 mois maximum
- Durée hebdomadaire de travail : 35 heures.
- Rémunération : SMIC

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-827/16/CM

■ Création de 10 postes sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre du dispositif des emplois d'avenir MET 16/1394/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le dispositif des emplois d'avenir, récemment mis en place, vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés ou résidant dans des zones prioritaires. Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat liée à l'engagement de la collectivité en matière d'accompagnement du jeune (contenu du poste, tutorat, formation,...).

Les jeunes sont recrutés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé qui bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est, sauf dérogations particulières, de 35 heures par semaine, la durée du contrat est de 36 mois maximum et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

La Métropole souhaite renouveler le dispositif d'emplois effectif depuis 2013 sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ouvrir à cette fin 10 postes dans différents services du Conseil de Territoire, en direction d'un public de jeunes de 16 à 25 ans (et de moins de 30 ans pour les handicapés) peu ou pas diplômés.

Les offres d'emplois seront transmises à la mission locale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, partenaire de la Métropole dans ce dispositif à même de proposer des candidatures à partir des profils de postes à pourvoir.

La Métropole s'inscrit dans la pérennisation de ces emplois, en ouvrant les recrutements dans le cadre d'un contrat de droit privé à durée déterminée de 1 an renouvelable deux fois dans la limite de trois années consécutives. A terme de ce contrat, le jeune qui aura donné satisfaction et dont le poste nécessitera d'être pourvu pourra être stagiaire, puis titularisé.

Une convention entre le jeune, la Métropole et la mission locale formalisera pour chaque recrutement les engagements de chacune des parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 et les décrets n° 2012-1211 du 31 octobre 2012 portant création d'une nouvelle section dédiée aux contrats d'avenir dans le Code du Travail ;
- L'arrêté du 31 octobre 2012 fixant le montant de l'aide financière de l'Etat.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a la faculté de conclure des contrats d'emploi d'avenir,
- Les besoins en termes de ressources humaines exprimés par le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile peuvent être pourvus par ce type de contrat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création, à compter du 1^{er} octobre 2016, 10 postes d'emplois d'avenir au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer les conventions d'engagement tripartites entre la Métropole, la Mission Locale du Pays d'Aubagne et chacun des jeunes, établis dans le cadre des recrutements.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-828/16/CM

**■ Dispositif du service civique sur le territoire de Marseille Provence
MET 16/1309/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence accueille des volontaires en Service Civique depuis 2015. Pour l'année 2016, 15 nouveaux volontaires seront accueillis sur la mission d'Ambassadeurs de la Propreté.

La collectivité confirme ainsi son engagement en faveur de l'emploi des jeunes, de la préservation de l'environnement et de la qualité de vie de ses habitants dans le cadre de Contrat Local de Propreté.

L'engagement civique ouvre droit à une indemnité versée mensuellement et fixée indépendamment de la durée hebdomadaire du contrat. L'indemnisation s'élève à 573,65 euros mensuels à raison de :

- 467,34 euros financés et versés directement par l'Etat au volontaire
- 106,31 euros versés par l'organisme d'accueil, au titre d'une prestation de subsistance, d'équipement, d'hébergement et de transport.

Sous réserve de remplir certaines conditions sociales, une bourse mensuelle de 106,38 euros nets peut également être financée et versée par l'Etat.

Le volontaire a droit à un régime complet de protection sociale financé par l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Service National ;
- La Loi n°2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 relatif au Service Civique ;
- Le décret n°2010-1032 du 30 août 2010 relatif à la protection sociale de la personne volontaire effectuant un Service Civique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du renouvellement et de pérennisation du dispositif d'engagement pour l'année 2016.

Article 2 :

Est approuvé le principe du tutorat pour chaque bénéficiaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-829/16/CM

■ Création de deux postes dans le cadre du dispositif du service civique sur le territoire du Pays Salonais

MET 16/1352/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que le Service Civique, créé par la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif ou une personne morale de droit public pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Le Service Civique s'inscrit dans le Code du Service National et non pas dans le Code du Travail.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique ;
- Le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au Service Civique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la création de deux postes dans le cadre du dispositif du Service Civique pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais dans les conditions suivantes :

- Durée des contrats : de 6 mois à un an maximum,
- Durée hebdomadaire de travail : 35 heures,
- Rémunération : prise en charge par l'Etat,
- Versement d'une indemnité complémentaire égale à 7,43 % de l'indice brut 244.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-830/16/CM

**■ Dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE)
MET 16/1314/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole accueille des doctorants en Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE).

Le dispositif permet d'établir des partenariats avec des acteurs d'excellence dans le domaine universitaire de la recherche, mais également de se doter de compétences pointues sur des domaines hautement stratégiques.

L'accueil de doctorants en CIFRE est très favorable pour l'image de la Métropole et a démontré son grand intérêt dans les enjeux stratégiques actuels.

De plus la subvention reversée par l'association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT), qui représente un tiers des coûts financiers, permet d'alléger considérablement le coût de ce dispositif.

Ainsi depuis trois le Territoire Marseille Provence accueille des doctorants en Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE).

La présente délibération vise à reconduire ce dispositif au sein de ce territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du Ministre de l'Education Nationale du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil de doctorants en CIFRE au sein du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-831/16/CM

**■ Dispositif d'accueil de stagiaires étudiants ou en périodes de formation en milieu professionnel
MET 16/1310/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole accueille régulièrement des étudiants dans le cadre de leur stage obligatoire en milieu professionnel. Ils contribuent, par leurs compétences et la mise en œuvre pratique de leurs connaissances théoriques, à la réalisation de missions de la collectivité.

Ce dispositif valorise l'image de la Métropole auprès des jeunes et des établissements dans lesquels ils sont formés.

Il permet également de développer de nombreux projets sur des thématiques variées et essentielles au développement de la collectivité.

La présente délibération vise à reconduire ce dispositif en place pour le Territoire Marseille Provence dans les conditions d'accueil des stagiaires prévues par la loi n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement de l'accueil des stagiaires.

Le budget lié à l'accueil des stagiaires étudiants ou en périodes de formation en milieu professionnel est inscrit au budget du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Education, notamment les articles L124-1 à L124-20, cadre général des stages en entreprise, articles D124-1 à D124-9, pour l'obligation de la convention de stage et de la rémunération du stage ;
- Le Code de la Sécurité Sociale, notamment l'article, D242-2-1 relatif au montant minimum ;
- La Loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux conventions de stage dans l'enseignement supérieur ;
- Circulaire Urssaf n°2015-0000042 du 2 juillet 2015 sur le statut des stagiaires.
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe pérennisation d'accueil de stagiaires étudiants ou en formation professionnelle.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit se référer aux conditions d'exécution des stages établis par les lois et décrets s'y afférant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-832/16/CM

■ Dispositif d'accueil de stagiaires étudiants ou en périodes de formation en milieu professionnel sur le territoire du Pays de Martigues MET 16/1409/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues accueille régulièrement des étudiants dans le cadre de leur stage obligatoire en milieu professionnel. Ils contribuent, par leurs compétences et la mise en œuvre pratique de leurs connaissances théoriques, à la réalisation de missions de la collectivité.

Ce dispositif valorise l'image du Conseil de Territoire de l'administration auprès des jeunes et des établissements dans lesquels ils sont formés.

Il permet également de développer de nombreux projets sur des thématiques variées et essentielles au développement de la collectivité.

Lors de l'accomplissement de leur stage, ces étudiants sont amenés à engager divers frais (transport, repas ...).

Ainsi, la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche pose une obligation de principe : lorsque la durée de stage auprès d'un même employeur public ou privé dépasse deux mois consécutifs ou non au cours d'une même année scolaire universitaire, le stagiaire a droit à une gratification versée mensuellement.

Par ailleurs, la loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires a posé un nouveau cadre juridique, renforçant les obligations des personnes publiques et privées qui accueillent des stagiaires, à savoir :

- Les stagiaires issus de l'enseignement secondaire bénéficient désormais des

mêmes droits que ceux qui poursuivent des études supérieures ;

- Le nombre de stagiaires accueillis au sein de l'institution, la durée des stages et les missions confiées aux intéressés sont encadrés ;
- Les obligations de suivi sont renforcées, notamment avec l'obligation de désigner un tuteur chargé de l'accueil et de l'accompagnement du stagiaire ;
- Les stagiaires ont droit - quelle que soit la durée pour laquelle ils sont accueillis : accès à la cafétéria ;

- Lorsque la durée d'un stage ou d'une période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année scolaire ou universitaire, ce stage ou cette période de formation fait l'objet d'une gratification versée mensuellement, en plus des avantages en nature. Cette dernière n'a pas de caractère d'un salaire au sens de l'article L.3221-3 du Code du Travail.

- Le montant de la gratification est fixé à un niveau minimal de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale, défini en application de l'article L.241-3 du Code de la Sécurité Sociale. Ainsi, chaque période au moins égale à 7 heures de présence, consécutive ou non, est considérée comme équivalente à un jour, et chaque période au moins égale à 22 jours de présence consécutifs ou non est considérée comme équivalente à un mois. Toutefois, un décret peut fixer ce montant planché à un niveau supérieur.

L'ensemble de ces dispositions, figurant aux articles L.124-1 à L.124-20 du Code de l'Education, s'appliquent de plein droit. Une délibération du Conseil de Métropolitain est nécessaire uniquement pour déterminer le montant de la gratification, qui peut être égal ou supérieur au minimum obligatoire légal.

Le budget lié à l'accueil des stagiaires étudiants ou en périodes de formation en milieu professionnel est inscrit au budget du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Education ;

- Le Code de la Sécurité Sociale ;
- La Loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux conventions de stage dans l'enseignement supérieur ;
- La circulaire Urssaf n°2015-0000042 du 2 juillet 2015 sur le statut des stagiaires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accueil en 2016/2017 d'un effectif de 3 stagiaires étudiants ou en formation professionnelle.

Article 2 :

Est approuvée la gratification du stagiaire étudiant ou en formation professionnelle calculée sur la base du temps de présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil, dans les conditions prévues par l'article D.124-6 du Code de l'Education Nationale.

Article 3 :

Est approuvé le principe du tutorat pour chaque stagiaire.

Article 4 :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues doit se référer aux conditions d'exécution des stages établis par les lois et décrets s'y afférant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de territoire du Pays de Martigues au chapitre 012 nature 648.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions de stage et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-833/16/CM

■ Dispositif contrat apprentissage sur le territoire du Pays de Martigues MET 16/1408/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé, c'est également un contrat en alternance qui permet l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou de supérieur.

Il associe un enseignement dispensé dans un C.F.A. et une formation en entreprise ou en collectivité publique pour la mise en application des savoir-faire.

Depuis quelques années, le Territoire du Pays de Martigues a approuvé par délibération la mise en place de contrats d'apprentissage. Plusieurs jeunes ont ainsi pu bénéficier de ce dispositif, dans un souci de dynamisation de la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences et de participer dans le même temps à l'insertion professionnelle et au développement des compétences des jeunes.

Le recours à l'apprentissage permet d'anticiper les pertes de savoirs résultant des départs à la retraite tout en valorisant les compétences internes par un partage de savoirs réciproques entre l'apprenti et le maître d'apprentissage.

Cela permettrait de pouvoir compter sur des personnels jeunes, bien formés et avec une connaissance très précise de l'institution, de son fonctionnement et de ses métiers

L'apprentissage se caractérise par l'organisation d'une alternance entre formation théorique et formation pratique, sur un rythme généralement d'une semaine/une semaine.

Le montant des salaires est fonction de l'âge, du diplôme et de l'année de préparation du diplôme comme mentionné au sein du tableau ci-après :

Barème de rémunération des apprentis

Age de l'apprenti	Diplôme préparé niveau V (CAP, BEP)			Diplôme préparé niveau IV (BAC)			Diplôme préparé Niveau III (BTS, DUT, etc.), Niveau II (Licence, Master 1), Niveau I (Master 2, Diplôme ingénieur, etc.)		
	1ère année	2ème année	3ème année	1ère année	2ème année	3ème année	1ère année	2ème année	3ème année
Moins de 18 ans	25 %	37 %	53 %	35 %	47 %	63 %	45 %	57 %	73 %
18 à 20 ans	41 %	49 %	65 %	51 %	59 %	75 %	61 %	69 %	85 %
21 ans et plus	53 %	61 %	78 %	63 %	71 %	88 %	73 %	81 %	98 %

Les apprentis bénéficient des prestations d'actions sociales suivantes, à savoir : accès à la Cafétéria et carte de bus jusqu'aux 25 ans révolus : 10 euros l'année.

En vue de maintenir la continuité de ce dispositif, et d'envisager sur certains métiers qui seront identifiés dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences, pour lesquels, le territoire a intérêt à former lui-même des personnels, il est proposé l'ouverture de 9 postes afin d'accueillir 9 apprentis simultanément et de fixer les modalités de mise en œuvre conformément aux dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle.

La durée de ces contrats sera comprise entre 1 et 3 ans en fonction du niveau de diplôme préparé.

Un maître d'apprentissage, détenant une compétence professionnelle attestée par un diplôme ou l'expérience correspondant à la finalité de celui préparé par l'apprenti, doit être désigné par la collectivité. Il bénéficie également d'une bonification indiciaire de 20 points.

La collectivité prend en charge le coût de la formation des apprentis dans les C.F.A. qui les accueillent. En contrepartie, elle bénéficie de l'exonération des charges patronales de sécurité sociale et d'une aide unique du Conseil Régional.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du Travail ;
- La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- Le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public ;
- Le décret n°98-888 du 5 octobre 1998 relatif au développement d'activité pour l'emploi des jeunes ;

- Le décret n°2014-1031 du 10 septembre 2014 modifiant diverses dispositions relatives à l'apprentissage en application de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 ;
- Le décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle, et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- L'arrêté du 3 août 2011 modifiant l'arrêté du 5 juin 1979 relatif aux cotisations forfaitaires de sécurité sociale afférentes à l'emploi d'apprenti ;
- La circulaire du 8 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues n°2011-126 du 24 novembre 2011 approuvant le recours au dispositif du contrat d'apprentissage et fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil en 2016/2017 d'un effectif de 9 apprentis correspondant à une dépense totale de 139 000 euros.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'encadrement par un maître d'apprentissage de chaque apprenti.

Article 3 :

Est approuvé le principe de l'attribution des prestations sociales suivantes : accès à la Cafétéria et carte de bus jusqu'aux 25 ans révolus : 10 euros l'année.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les contrats de recrutement ainsi que tous documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de territoire du Pays de Martigues au chapitre 012 nature 6417.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-834/16/CM

■ Dispositif de recrutement par la voie de l'intérim MET 16/1308/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le recours au recrutement par la voie de l'intérim permet d'avoir à disposition dans des délais extrêmement courts un personnel qualifié. Cette mise à disposition apporte un gage de sécurité via un personnel formé et expérimenté, permettant ainsi d'assurer la continuité du travail et de faire face aux besoins liés à des événements exceptionnels.

Il est toutefois acté que les modes de recrutement statutaires demeurent prioritaires. La mise en œuvre du dispositif suppose le lancement d'une consultation, conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics, en vue de sélectionner une agence d'intérim.

Cette agence aura pour mission de sélectionner les candidats grâce à des entretiens, questionnaires et tests de sécurité, les former. Cette même agence assurera l'ensemble de la gestion administrative liée à ces recrutements.

Afin d'être en capacité de répondre à des besoins en personnel urgents et ponctuels, dans le respect des règles de sécurité, le Territoire Marseille Provence a recours depuis trois ans au recrutement par la voie de l'intérim.

La présente délibération vise à reconduire ce dispositif au sein de ce Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;

- La loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la Fonction Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire du 3 août 2010 relative aux modalités de recours à l'intérim dans la Fonction Publique ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil Métropolitain du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe du recours éventuel à des intérimaires.

Article 2 :

Est autorisé le lancement d'une consultation auprès d'agences de travail intérimaire, conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2016 de la Métropole.

Les recettes versées par l'Etat seront constatées au Budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-835/16/CM

**■ Rapport d'information sur l'emploi des travailleurs handicapés
MET 16/1312/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'article L.323-2 du Code du Travail, il convient de présenter un rapport sur l'emploi de travailleurs handicapés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La mise en œuvre de ces dispositions concerne notamment le recrutement, la carrière, le temps de travail et la formation des personnes en situation de handicap, et entraîne l'obligation, pour les collectivités et établissements publics occupant au moins 20 agents, de justifier de l'emploi, à temps plein ou à temps partiel, de travailleurs handicapés dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs agents.

Le législateur a entendu renforcer l'obligation d'emploi dans la Fonction Publique en instaurant, à l'instar du secteur privé, une contribution en cas de non-respect du seuil de 6 % de l'effectif. Cette contribution est versée auprès du Fonds pour l'insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.), institué par l'article 36 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

Et pour accompagner de façon transparente cette obligation, l'article 35 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et les articles L.323-1 et L.323-2 du Code du Travail ont institué depuis 2006 l'obligation pour les employeurs publics de présenter chaque année à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Technique, un rapport concernant l'emploi de travailleurs handicapés, établi au 1^{er} janvier de l'année précédente.

Au 1^{er} janvier 2015, l'effectif total des 6 Conseils de Territoire à déclarer (hors personnels saisonniers, en disponibilité, placés en congé sans traitement pour raison de santé, en congé parental ou en détachement) était de 7418 agents. La collectivité a donc obligation d'employer 445 personnes en situation de handicap (7418 x 6 %).

Après recensement au sein des services, il est constaté que la collectivité a permis l'emploi ou le réemploi de 424 agents (soit 5,72 % de taux d'emploi direct) qui relèvent de la situation précitée, selon la répartition suivante :

- 174 agents titulaires devenus inaptes à leur emploi statutaire et ayant bénéficié d'aménagement temporaire ou définitif de leur poste de travail,
- 116 agents reconnus handicapés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (ex-CO.T.O.R.E.P.),
- 123 agents bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité,
- 6 agents reconnus handicapés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (non compris dans les trois catégories précédentes),

- 4 agents frappés d'une incapacité d'au moins 2/3
- 1 ancien militaire titulaire d'une pension d'invalidité.

Sur les 424 agents, on compte 336 hommes et 88 femmes, et la tranche d'âge principalement concernée est celle des 41-55 ans. Enfin, la catégorie C est aussi la catégorie statutaire la plus touchée par ces handicaps.

Par ailleurs, il convient de signaler les actions complémentaires mises en œuvre en faveur des travailleurs handicapés, à savoir :

- des dépenses effectuées auprès d'ateliers protégés, pour un montant de 141 096,98 €.
- l'acquisition d'équipements individuels, pour un montant de 57258 €, ayant pu recevoir un soutien financier du F.I.P.H.F.P. conformément à l'article 3 du décret n°2006-501 du 3 mai 2006.

La collectivité peut également déclarer au titre de 2015 une réduction particulière, prévue par l'article 98 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, relative aux dépenses de rémunération pour des personnels affectés à des missions d'aide à l'accueil, l'intégration et à l'accompagnement des élèves ou étudiants handicapés au sein des établissements scolaires et des établissements d'enseignement supérieur, pour un montant de 179 076,09 €.

Cette dépense venant se déduire du montant de contribution estimée à 54 471,36 € au regard des unités manquantes par emploi direct, la collectivité est exonérée d'une contribution à verser au F.I.P.H.F.P. pour l'année 2016, au titre de la déclaration 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, transposant la directive européenne n° 2000-78 du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2006-136 du 9 février 2006 relatif aux modalités de calcul de la contribution annuelle au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique :

Est approuvé le rapport sur l'emploi de travailleurs handicapés au titre de l'année 2015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-836/16/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein de la RTM MET 16/1507/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes dont elle est membre en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, par délibération n° FAG 100-582/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a désigné ses représentants au sein de la Régie des transports métropolitains.

Par délibération du 13 juillet 2016, le Conseil départemental a souhaité modifier sa représentation au sein de cet organisme. Dès lors conformément aux articles 4.1 et 4.2.4. des statuts de la RTM, le conseil de la Métropole doit se prononcer sur cette désignation.

Par conséquent, il convient de modifier sur ce point les désignations approuvées par la délibération n° FAG 100-582/16/CM du 30 juin 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la désignation de Monsieur Henri PONS en tant que représentant du Conseil départemental au sein du conseil d'administration de la Régie des transports métropolitains (RTM) en lieu et place de Madame Martine Vassal. Dès lors, la délibération n° FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 est modifiée sur ce point.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-837/16/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs MET 16/1515/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances du 7 avril 2016, 28 avril 2016 et 30 juin 2016. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein de d'autres organismes conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-838/16/CM

**■ Adhésion à l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI) et paiement de la cotisation pour l'année 2016
MET 16/1503/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Fondé en 1965 sous le statut associatif, l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI), affilié à l'Institute of Internal Auditors (IIA), est une institution dédiée à la promotion des normes internationales d'audit interne et exerce un rôle majeur en matière de formation, d'information et de certification.

L'IFACI est l'institut de référence du métier de l'audit interne en France et fédère 4 000 auditeurs issus de 900 entreprises et institutions publiques.

Ses missions consistent notamment à :

- Rechercher et promouvoir auprès des professionnels de l'audit des connaissances en matière d'audit et de contrôle internes, de gestion des risques et de gouvernance d'entreprise, au travers de réunions mensuelles, de colloques, d'unités de recherche et de groupes professionnels,
- Professionnaliser les acteurs et les organisations en proposant des programmes de formation et de certification (individuelle et collective),
- Diffuser et partager les normes professionnelles et les règles de bonne pratique.

L'Inspection Générale de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, exerce ses missions dans le respect des normes internationales recommandées par l'IFACI.

Au-delà du respect des normes et du Code de Déontologie, les membres de l'Inspection Générale utilisent régulièrement le fonds documentaire de l'IFACI, participent à des conférences et groupes professionnels et participent à des stages de formation proposés par cet organisme.

Leur adhésion à cet institut leur permet de :

- Bénéficier de tarifs préférentiels sur les séminaires et formations,
- Accéder aux publications, aux contenus multimédias, au centre de documentation et à la bibliothèque en ligne,
- Participer ou accéder aux retransmissions en différé des différents travaux, colloques et réunions.

Le montant de la cotisation pour l'année 2016 s'élève, pour 10 personnes, à 1305 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe de l'adhésion à l'IFACI ainsi que le paiement de la cotisation pour l'année 2016, d'un montant de 1305 euros hors taxes pour l'accès de 10 agents aux prestations réalisées par l'association.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille Provence Sous Politique A 440 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-839/16/CM

■ Commissions Permanentes de Travail et d'Études - Modifications MET 16/1648/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a créé douze Commissions Permanente de Travail et d'Études dont la composition a été déterminée par délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016.

Certains conseillers communautaires ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études.

Ces changements, au sein de mêmes groupes politiques, n'ont pas d'incidence sur la gouvernance globales des Commissions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016 portant création des Commissions permanentes de travail et d'études ;
- La délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 portant composition des Commissions permanentes de travail et d'études.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que certains conseillers communautaires ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études.

Délibère

Article unique :

Est modifiée la délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 comme suit :

- Commission permanente de travail et d'études « Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt. »'
- Monsieur Guirou est remplacé par Monsieur Fregeac.
- Commission permanente de travail et d'études « Cadre de vie, Traitement des déchets, Eau et assainissement. »
- Monsieur Fregeac est remplacé par Monsieur Guirou.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-840/16/CM

■ Retrait du Groupement d'Intérêt Public Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables (AVITEM)

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Après avoir adopté en 2010 le principe d'adhésion au Groupement d'Intérêt Public dénommé « Agence Française pour des Villes et Territoires Méditerranéens Durables », la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole a confirmé en 2011 son adhésion au groupement, signé la convention constitutive, nommé ses représentants et voté des lors, chaque année, la cotisation au GIP d'un montant de 50 000 € par an.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence reconnaît la qualité de l'action menée par la GIP, aujourd'hui dénommée Agence des Villes et Territoires Méditerranéens Durables (AVITEM). Le GIP œuvre en effet pour la mise en place de dispositifs d'échanges d'expérience, d'expertise, de formation et de coopération permettant de promouvoir des actions de développement urbain et territorial entre rive nord et rive sud de la Méditerranée.

L'évolution des activités de l'AVITEM et les choix stratégiques opérés au sein du GIP, ne correspondent plus désormais aux attentes et aux axes de développement international de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. La Métropole acte ces changements et suit en ce sens les récents retraits de la Ville de Marseille et de l'agglomération Toulon Provence Méditerranée, tout comme le retrait annoncé de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En outre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence fait le choix aujourd'hui de recentrer ses activités de coopération méditerranéenne sur un éventail plus restreint d'agences, permettant une cohérence sur ce segment au niveau du territoire.

De plus, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence fait face à un contexte financier de plus en plus contraint pour les collectivités locales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°REX 002-2482/10/CC du 10 décembre 2010 ;
- La délibération n°REX 004-523/11/CC du 08 juillet 2011.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite se retirer du Groupement d'Intérêt Public dénommé « Agence des Villes et territoires méditerranéens durables » pour les raisons évoquées ci-dessus
- Que ce type de retrait est rendu possible par l'article 5 de la convention, qui prévoit que « tout membre peut se retirer du groupement pour motif légitime à l'expiration de l'exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois au moins avant la fin de l'exercice ».

Délibère

Article 1 :

Est décidé le retrait de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du GIP AVITEM à l'expiration de l'exercice budgétaire 2016.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif au retrait de la Métropole Aix-Marseille Provence du Groupement, ainsi que tout document connexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-841/16/CM

**■ Création d'emplois permanents
MET 16/1305/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au regard des besoins liés à la construction métropolitaine et de l'évolution des emplois et des compétences des Conseils de Territoire, il apparaît nécessaire de créer des emplois permanents, qui ne donnent pas nécessairement lieu à la création de postes budgétaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5218-8 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et notamment son article 3-3 et le 1° de l'article 3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°87-1098 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux ;
- Le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- Le décret n° 87-1108 du 30 décembre 1987 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- Le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- Le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 fixant échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;
- Le décret n° 88-548 du 26 mai 1988 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux agents de maîtrise territoriaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération FAG 082-30/06/2016 CM du 30 juin 2016 relative à l'ajustement de la nomenclature des emplois du Conseil de Territoire de Marseille Provence complétant et modifiant les délibérations antérieures ;
- La délibération n° CC 215-197 du 4 décembre 2015 portant état du personnel permanent à temps complet et non complet du 4 décembre 2015 du Conseil communautaire du Pays de Martigues complétant et modifiant les délibérations antérieures.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'au regard des besoins liés à la construction métropolitaine et de l'évolution des emplois et des compétences des Conseils de Territoire, il apparaît nécessaire de créer des postes permanents, qui ne donnent pas nécessairement lieu à la création de postes budgétaires.

Délibère

Pour le niveau central de la Métropole

Article 1 :

Sont approuvées les créations d'emplois permanents à temps complet :

- Un poste d'assistant de direction (DGS / DGA ressources humaines)
- Un poste d'assistant de direction (DGS / DGA communication)
- Un poste de chargé de mission communication (DGS / DGA communication)
- Un poste de chargé de mission politique des transports (DGA mobilité)
- Un poste d'assistant de direction (DGS / DGA en charge du projet métropolitain)
- Deux postes de secrétaire (Cabinet du Président)
- Un poste de chauffeur de direction (Cabinet du Président)

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

• **Un assistant de direction** inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et des rédacteurs territoriaux rattaché à la DGA ressources humaines.

Description du poste : l'assistant de direction apportera une aide permanente au Directeur Général Adjoint en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement et suivi de dossiers. Il assurera la gestion de dossiers spécifiques dans un domaine de compétences de la DGA.

Profil : Gérer un agenda et prendre des rendez-vous. Etablir le montage des dossiers. Connaître les instances, processus et circuits de décision.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

• **Un assistant de direction** inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et des rédacteurs territoriaux rattaché à la DGA communication.

Description du poste : l'assistant de direction apportera une aide permanente au Directeur Général Adjoint en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement et suivi de dossiers. Il assurera la gestion de dossiers spécifiques dans un domaine de compétences de la DGA.

Profil : Gérer un agenda et prendre des rendez-vous. Etablir le montage des dossiers. Connaître les instances, processus et circuits de décision.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

• **Un chargé de mission communication** inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux rattaché à la DGA communication.

Description du poste : le chargé de mission communication sera chargé d'assister le DGA communication dans la structuration de la direction. Il s'agira de construire et de mettre en œuvre les pôles de compétences internes et d'établir les processus de coordination permettant un fonctionnement fluide de tous les services composant l'offre de communication pour assurer les prestations de service attendues par la direction de la Métropole et ses différentes composantes. Il s'agira également d'anticiper les besoins en sous-traitance, de rédiger et mettre en œuvre tous les marchés à construire pour 2017.

Profil : Elaborer les préconisations. Mettre en œuvre des actions de gestion de projets. Elaborer des outils de gestion. Connaître et appliquer la réglementation des marchés publics.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

• **Un chargé de mission « politique des transports »** inscrit à la nomenclature en référence au dernier échelon du cadre d'emploi des attachés territoriaux rattaché à la DGA Mobilité.

Description du poste : le chargé de mission apportera une aide permanente auprès du DGA Mobilité, et en étroite collaboration avec le Vice-président en charge de la politique des transports, pour assurer la coordination des différents dossiers en lien avec les différents partenaires concernés par les projets transport.

Profil : Collaborer à l'élaboration des dossiers relatifs aux problématiques des transports. Participer à des actions de gestion de projets.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emploi des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

• **Un assistant de direction** inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et des rédacteurs territoriaux rattaché à la DGA en charge du projet métropolitain.

Description du poste : l'assistant de direction apportera une aide permanente au Directeur Général Adjoint en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement et suivi de dossiers. Il assurera la gestion de dossiers spécifiques dans un domaine de compétences de la DGA.

Profil : Gérer un agenda et prendre des rendez-vous. Etablir le montage des dossiers. Connaître les instances, processus et circuits de décision.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- **Deux secrétaires** inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux rattachés au Cabinet du Président.

Description du poste : les secrétaires participeront au traitement et au suivi des dossiers administratifs du cabinet du président de la Métropole.

Profil : Rédiger et mettre en forme un document administratif. Maîtriser l'outil informatique. Connaître l'organisation de l'institution.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- **Un chauffeur de direction** inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux rattaché au Cabinet du Président.

Description du poste : le chauffeur de direction accueillera et conduira le Président ou les membres du Cabinet du Président sur les différents sites de la Métropole.

Profil : Conduire un véhicule. Connaître et respecter les règles du code de la route. Ponctualité, assiduité. Disponibilité.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le territoire Pays de Martigues

Article 2 :

Est approuvée la création d'un emploi permanent à temps complet :

- Un poste de coordinateur administratif auprès du Cabinet de la Présidence et de la Direction Générale

Description des missions et compétences attendues pour ce poste :

- **Un coordinateur administratif** inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, auprès du Cabinet de la Présidence et de la Direction Générale

Description du poste : Le coordinateur administratif sera chargé des dossiers relatifs à la mise en place de la Métropole, du suivi des assemblées métropolitaines et de la coordination des projets et des acteurs.

Profil : Mettre en œuvre des actions de gestion de projets. Elaborer des outils de gestion. Connaître l'environnement métropolitain.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent

Article 3 :

Si ces emplois ne peuvent être pourvus par des candidats titulaires de la Fonction Publique, ils pourront être occupés par des agents contractuels disposant de l'expérience professionnelle et de la formation nécessaire pour les occuper.

Article 4 :

Les tableaux des effectifs des conseils de territoire constituent l'annexe de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-842/16/CM

■ **Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2016**

MET 16/1153/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert est adhérent de l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) fondée en 1984 par le Sénateur Laffitte.

Cette Association regroupe 400 membres dans 74 pays. L'objectif de l'IASP est d'animer le réseau international des parcs scientifiques et technopôles, de favoriser les échanges d'expériences entre les pays adhérents et d'encourager les partenariats entre les adhérents.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à piloter le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, à soutenir le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy dans sa dimension entrepreneuriale et technopolitaine, et à coordonner les trois opérations technopolitaines. L'adhésion à l'IASP contribue à la notoriété internationale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le domaine de l'innovation.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'adhérer à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) dont la cotisation s'élève à 1 700 € pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP).

Article 2 :

Est autorisé le paiement de la cotisation d'un montant de 1 700 euros auprès de l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP).

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole CT1 2016 – Sous Politique B330 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-843/16/CM

**■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association RETIS- Le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs et paiement de la cotisation 2016
MET 16/1154/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert est membre fondateur et adhérent de RETIS (le réseau français des Technopôles, Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation, pépinières et Incubateurs), association loi 1901 qui regroupe depuis plus de 20 ans l'ensemble de ces acteurs sur le territoire national.

RETIS, organisme certificateur des Technopôles, regroupe aujourd'hui près de 100 membres dont 43 Technopôles, 28 Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation, 32 incubateurs publics et privés et 5 pôles de compétitivité.

L'objectif de RETIS est d'accompagner et mobiliser l'ensemble de ses membres au profit du développement de l'innovation et de l'accompagnement de projets innovants sur le territoire national et de favoriser les échanges d'expériences et de savoir-faire autour des métiers des acteurs de l'innovation que l'Association représente :

- Animation et mise en réseau des compétences
- Ingénierie de projets innovants
- Marketing du territoire et accueil d'entreprises de technologie

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à piloter le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, à soutenir le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy dans sa dimension entrepreneuriale et technopolitaine, et à coordonner les trois opérations technopolitaines.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a donc tout intérêt à participer très activement aux travaux de RETIS et contribuer ainsi à développer la notoriété du territoire au plan national dans le domaine du développement économique par l'innovation.

A ce titre, il est souhaitable que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence renouvelle l'adhésion à RETIS (le réseau français des Technopôles, Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation) alors souscrite par Marseille Provence Métropole.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2016 est de 2 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer à RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association RETIS.

Article 2 :

Est autorisé le paiement de la cotisation d'un montant de 2 000 euros auprès de l'Association RETIS.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole CT1 2016 – Sous Politique B330 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-844/16/CM

**■ Opération de réhabilitation du bâtiment du Bureau de Recherches Géologiques et Minières pour l'installation du centre d'immunotechnologie Mi-mAbs sur le site de Luminy à Marseille 9ème arrondissement - Revalorisation et affectation de l'autorisation de programme
MET 16/1150/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et de son action en faveur de la recherche de solutions immobilières et foncières pour l'accueil d'entreprises sur son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en liaison avec Aix-Marseille Université (porteur du dossier Investissements d'Avenir) travaille à l'implantation du Centre d'Immunotechnologie MI-Mabs (Marseille Immunopôle – Monoclonal Antibodies).

Marseille Immunopôle, qui réunit sous un seul et même label tous les acteurs de l'immunologie marseillaise, est un projet métropolitain partagé par les collectivités territoriales.

Désormais l'un des trois clusters du pôle de compétitivité Santé Eurobiomed et relié par une technologie commune (les anticorps monoclonaux), Marseille Immunopôle est le prolongement de ce qui a été édifié pendant 40 ans sur le campus de Luminy.

MI-mAbs, qui est la dernière structure née, était le chaînon manquant de cette offre scientifique et technologique. Ce démonstrateur industriel, retenue en 2012 au titre des investissements d'avenir va accélérer le passage de la recherche fondamentale à l'industrie en créant une plateforme d'immunotechnologie pour la validation de nouvelles cibles thérapeutiques et la production d'anticorps pour le traitement de maladies inflammatoires ou de cancers.

Regroupant les partenaires Eurobiomed, CNRS, Inserm, Institut Paoli Calmette, CIPHE, CIML, Innate Pharma, MI-mAbs, opérationnel depuis le 1^{er} septembre 2012, est à ce jour hébergé dans les locaux des centres de recherche et partenaires fondateurs que sont le CIML, le CIPHE, le CRCM et Innate Pharma.

La plateforme ambitionne un autofinancement à cinq ans et un effectif de 30 à 50 permanents.

L'implantation sur le secteur de Luminy Biotech semblait évidente à l'ensemble des parties et particulièrement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui, dans le cadre de sa mission de développement économique, accompagne la dynamique scientifique, technologique et entrepreneuriale de Marseille Luminy, notamment dans le domaine des biotechnologies. Toutefois, le foncier existant et la spécificité des besoins que représente ce type de structure ont fortement limité les possibilités.

Le BRGM (Bureau de Recherche Géologique et Minière), structure publique implantée sur Luminy depuis 50 ans libérait des immeubles (A et B) dont l'implantation pouvait convenir, à mi-chemin entre les structures du Parc scientifique, le CIML et Innate Pharma.

La faisabilité opérationnelle réalisée par l'équipe de MI-mAbs a confirmé que l'implantation entrerait pleinement dans ce qui était envisagé pour la synergie et le développement de la plateforme.

Les négociations menées auprès du BRGM ont abouti à un accord sur l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des bâtiments A et B d'une superficie de l'ordre de 1 500 m² sur une emprise foncière d'environ 3 568 m², au prix de 1 300 000 € (hors frais d'enregistrement), le BRGM conservant pour ses activités et après réaménagement le bâtiment C.

Le coût des études et travaux d'adaptabilité de ces bâtiments aux exigences fonctionnelles des futurs utilisateurs, à la remise aux normes selon la réglementation en vigueur tout en respectant les exigences de l'Architecte des Bâtiments de France et du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille, est désormais estimé à 5.040.000€ H.T.

Les travaux seront financés par Aix-Marseille Université dans le cadre du grand emprunt et des subventions qui sont sollicitées auprès des différents partenaires institutionnels dont le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement, par ailleurs, l'autorisation de programme est portée à 5.040.000 € H.T.

La revalorisation du montant de l'autorisation de programme, liée aux exigences de l'architecte des bâtiments de France et du bataillon des Marins Pompiers, ainsi qu'à des travaux de désamiantage beaucoup plus importants que prévu, est entièrement couverte par une augmentation des subventions, demande de subvention présentée au Bureau de la Métropole.

Le montage de l'opération prévoit le remboursement des travaux d'aménagement à la Métropole et la couverture du contrat d'acquisition du bâtiment du BRGM s'effectue par un loyer calculé sur la base d'annuités de l'emprunt avec un taux de 3 % sur 20 ans.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Aix Marseille Université « ANR »	41,7 %	2.100.000 €
Etat	4,0%	200.000 €
Conseil Régional	7,9%	400.000 €
Conseil Départemental 13 « Convention territoriale d'exercice concerté »	7,9%	400.000 €
Ville de Marseille	7,9 %	400.000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,6 %	1.540.000 €
		5 040 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DDIP 006-202/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme de 1 500 000 € TTC pour l'achat d'une partie du bâtiment BRGM à Luminy pour CIMTECH (DPEATSV 13/9425/CC) ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DEV 003-329/14/CC du 18 juillet 2014 portant sur l'approbation de la revalorisation et l'affectation d'une autorisation de programme relative au réaménagement des bâtiments et des espaces extérieurs du Bureau de Recherches Géologiques et Minières sur le site de Luminy pour l'implantation du MI-mAbs ;

- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DEV 004-371/14/BC du 09 octobre 2014 portant sur l'acquisition à titre onéreux du Bureau de Recherches Géologiques et Minières du terrain bâti pour l'installation d'un centre d'immunotechnologie sur le site de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°DEV 001-1224/15/BC du 25 septembre 2015 approuvant le bail avec la société PROTISVALOR pour l'implantation du laboratoire MI-Mabs.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Opération de réhabilitation du bâtiment du Bureau de Recherches Géologiques et Minières pour l'installation du centre d'immunotechnologie sur le site de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'opération de réhabilitation du BRGM - Bureau de Recherches Géologiques et Minières - d'un montant de 4.180.602 € H.T porté à 5.040.000 € H.T.

Article 2 :

Les crédits nécessaires relatifs à l'opération sont inscrits aux budgets 2016 et 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille Provence – Sous politique B330 – Service 900 000 – opération 2013 / 00071 – nature 231352. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiements s'établit comme suit :

- Année 2016 : 3.140.000 € H.T.
- Année 2017 : 500.000 € H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-845/16/CM

■ Cession des lots A et B de la Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la mine à Meyreuil MET 16/1244/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Comité d'Agrément de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil a donné un avis favorable à la cession des lots A et B à l'entreprise ATA pour une surface totale de 4 141 m² au prix de 84 €HT/m². Le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix a décidé cette vente par délibération du 29 octobre 2015, pour un montant de 346 000 €HT conformément à l'avis de France Domaine et un compromis de vente a été signé le 11 décembre 2015. Toutes les conditions suspensives étant réalisées, il convient maintenant de régulariser l'acte de vente.

Le cahier des charges de cession de terrain de la ZAC, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot, sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A025 du Conseil Communautaire de la CPA du 6 février 2004 déclarant d'intérêt communautaire l'opération ;
- La délibération n°2006_A350 du Conseil Communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2007_A452 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°2015_B523 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 décidant la cession des lots A et B à la Société ATA ;
- L'avis n°2015-060V1422 du 4 novembre 2015 rendu par France Domaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à céder les lots A et B situés sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 346 000 €HT, soit 407 023,59 €TTC à l'entreprise ATA, ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions nécessaires à la réalisation de cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ECO 005-846/16/CM

■ Vente de la parcelle CX 461 à la société SCI 2DNB Immobilier sur la Zone d'Aménagement Concerté Euroflory à Berre l'Etang MET 16/1339/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la société SCI 2DNB IMMOBILIER installée sur le parc d'activités Euroflory à Berre l'Etang depuis juillet 2009 est spécialisée dans le secteur de la maintenance et des arrêts d'unités pétrochimiques : démontage d'équipement, bardage, nettoyage manuel lors d'arrêts d'unités ou en entretien courant

Dans le cadre d'une vente d'un terrain limitrophe à la société SCI 2DNB IMMOBILIER, le document d'arpentage établi par le géomètre-expert a mis en évidence que la clôture empiétait sur le terrain propriété de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

L'empiètement est de l'ordre de 36 m² et la société est d'accord pour acheter cette parcelle sachant que le déplacement de la clôture est susceptible d'être problématique (dénivelé, coût important).

C'est ainsi que le service de France Domaines a été consulté concernant la valeur des parcelles. Par avis en date du 1^{er} juillet 2016, il les a évalués à 25 euros HT le m².

La société SCI 2DNB IMMOBILIER a accepté le prix de vente proposé.

Il est précisé que les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acheteur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des Services Fiscaux de France Domaines du 1^{er} juillet 2016 ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente de la parcelle cadastrée CX 461 située à Berre l'Etang, d'une superficie de 36m² à la société SCI 2DNB IMMOBILIER, ou à toute autre société devant s'y substituer, au prix de 25 euros HT/m² soit un montant total de 900 euros HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer les actes authentiques à intervenir ainsi que tous les documents en découlant.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront inscrites au budget Annexe de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-847/16/CM

■ Vente de la parcelle CX 462 située sur la Zone d'Aménagement Concerté Euroflory à Berre l'Etang à la société Val de l'Arc Sarl MET 16/1341/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la société VAL DE L'ARC SARL, installée sur le parc d'activités Euroflory à Berre l'Etang depuis 2005, est une filiale du groupe international KATOEN NATIE, spécialiste de la logistique.

Dans le cadre d'une vente d'un terrain limitrophe à la société VAL DE L'ARC SARL, le document d'arpentage établi par le géomètre-expert a mis en évidence que la clôture empiétait sur le terrain propriété de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'empiètement est de l'ordre de 877 m² et la société est d'accord pour acheter cette parcelle sachant que le déplacement de la clôture est susceptible d'être problématique (dénivelé, coût important).

C'est ainsi que, le service de France Domaines a été consulté concernant la valeur des parcelles. Par avis en date du 10 juin 2016, il les a évalués à 27 euros HT le m².

La société VAL DE L'ARC SARL est d'accord pour acheter ce terrain à ce prix.

Il est précisé que les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acheteur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des Services Fiscaux de France Domaines du 10 juin 2016 ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente de la parcelle cadastrée CX 462 située à Berre l'Etang d'une superficie de 877m² à la société VAL DE L'ARC SARL, ou à toute autre société devant s'y substituer, au prix de 27 euros HT/m² soit un montant total de 23 679 euros HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les actes authentiques à intervenir ainsi que tous les documents en découlant.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront inscrites au budget Annexe de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-848/16/CM

**■ Modification de la délibération n°298/15 adoptée par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance le 7 décembre 2015 relative à la vente d'un terrain sur le Parc d'Activités Euroflory à la société SMCBTP : Demande de report des délais suspensifs et de la vente
MET 16/1342/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » a décidé de vendre en 2015 (par délibération n°14/15 du 09 février 2015) le lot 27 d'une superficie de 14 500 m² environ sur la ZAC EUROFLORY au prix de 27 euros HT/m² (391 500 euros HT) à la société SMCBTP.

Une deuxième délibération, n°298/15 du 7 décembre 2015 a été adoptée par la Communauté d'Agglomération, pour proroger la réalisation de la vente au plus tard le 30 septembre 2016.

Or, la signature de l'acte authentique a été retardée et pourrait ne pas pouvoir intervenir avant le 30 septembre 2016.

SMCBTP étant toujours favorable à l'acquisition du lot 27, il conviendrait de repousser à nouveau la date de réalisation de la vente au plus tard le 31 décembre 2016.

Par ailleurs il est proposé de reporter la date limite de dépôt de permis de construire sur ce terrain au 30 novembre 2016.

Il convient donc à nouveau de repousser la date de réalisation de la vente au plus tard le 31 décembre 2016.

Par ailleurs et conformément à la délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 n° URB 054-669/16/CM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra pour la réitération de l'acte authentique en lieu et place de l'ex-Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance pour l'exécution des délibérations ci-avant mentionnées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les dispositions du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des Services Fiscaux de France Domaines du 27 novembre 2014 ;
- Le plan de cession ;
- Les délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance n°14/15 du 09 février 2015 intitulée « Vente d'un terrain sur le Parc d'Activités Euroflory à la société SMCBTP », et n°298/15 du 7 décembre 2015 intitulée « Vente d'un terrain sur le Parc d'Activités Euroflory à la société SMCBTP : Modification de la délibération n°14/15 du 9 février 2015 : Demande de report des délais suspensifs et de la vente » ;

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 n°URB 054-669/16/CM.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est autorisé le report au 31 décembre 2016 de la date limite de signature de l'acte de vente du lot 27 du parc d'activité Euroflory à Berre l'Etang d'une surface de 14 500 m² précité à la société SMCBTP.

Article 2 :

La date du 30 novembre 2016 est fixée comme limite de dépôt d'un permis de construire sur le lot 27 par la société SMCBTP.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document inhérent à ce dossier et à effectuer les formalités afférentes.

Article 4 :

Les autres dispositions des délibérations adoptées par la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance n°14/15 du 9 février 2015 et n°298/15 du 7 décembre 2015 et de la délibération du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 n°URB 054-669/16/CM, demeurent inchangées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-849/16/CM

■ Augmentation de capital de la Société Publique Locale Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre en numéraire, par création de cent cinquante actions nouvelles émises à la valeur nominale de dix mille euros sans prime d'émission MET 16/1419/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est venue, conformément aux dispositions des articles L. 5218-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), aux droits du SAN Ouest Provence dans la SPL Pôle Aéronautique Istres – Etang de Berre.

Cette société compte deux actionnaires, la Métropole d'une part, et la commune d'Istres d'autre part.

Elle a pour objet d'accompagner ses collectivités actionnaires dans la mise en œuvre de leurs compétences en matière de développement économique, touristique (de loisirs ou industriel), et plus particulièrement, de diversification et de développement économique du pôle aéronautique « Jean Sarrail » à Istres.

En tant que SPL, la société exerce son activité exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire.

Le capital social s'élève à 15 650.000 €, et est détenu comme suit :

- par la Métropole, à hauteur de 14 650 000 €, dont 12 650 000 € par apport en nature,
- par la Ville d'Istres, à hauteur de 1 000 000 €.

L'intervention de la société va se développer dans un projet économique s'inscrivant dans la dynamique du programme du Plan Industriel « Dirigeables », en étroite collaboration avec le Chef de Plan et le Pôle de Compétitivité « PEGASE », aujourd'hui « SAFE CLUSTER ».

Le rôle que la société va y jouer consistera essentiellement, sur le site du Pôle Aéronautique « Jean Sarrail », à :

- réhabiliter le bâti industriel existant ;
- valoriser l'unité foncière en viabilisant et aménageant le foncier disponible de onze hectares en cohérence avec les besoins des activités industrielles et de leur chaîne de sous-traitance ;
- acquérir le foncier non encore disponible ;
- réunir les conditions pour la construction des bâtiments de très grande hauteur, pour l'assemblage de chacun des projets industriels.

Le modèle de croissance établi pour cette nouvelle filière industrielle ouvre une perspective de 1 500 à 3 000 emplois en Région P.A.C.A, dont une part importante, de l'ordre d'un tiers, sur le site du Pôle aéronautique.

A cet effet, il est nécessaire de faire évoluer la SPL sur deux plans.

Le premier est celui de sa capitalisation : c'est l'objet du présent rapport. Le second est celui d'une évolution statutaire vers la société d'économie mixte, qui sera étudié d'ici fin 2016, et qui le cas échéant, sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante.

La SPL a un besoin de trésorerie actuellement destiné à financer ses besoins pour le lancement du projet et son engagement en phase opérationnelle. Ce besoin est chiffré à 1 500 000 €.

Il est donc proposé que cet apport fasse l'objet d'une augmentation de capital en numéraire, par création de 150 actions nouvelles émises au nominal, soit 10 000 euros par action, sans prime d'émission.

Il est rappelé les éléments suivants :

- les comptes de la société ont été arrêtés au 31 décembre 2015 ; il s'agit du dernier exercice connu ;
- il ressort du bilan un capital s'élevant à 15 650 000€ ;
- la société ne dispose d'aucunes réserves : la réserve légale est égale à zéro, ainsi que les réserves réglementées, les réserves statutaires et les autres réserves ;
- le compte de report à nouveau est égal à zéro ;
- le résultat du dernier exercice connu est une perte de 321 210 euros.

Dans ces conditions, et compte tenu de la situation financière de la société, il n'est pas justifié de prévoir une prime d'émission, dont la fonction serait d'égaliser les droits des actionnaires dans le cadre d'une augmentation de capital réservée.

L'augmentation de capital sera donc émise au nominal.

Cette augmentation sera réservée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le droit préférentiel de souscription étant supprimé à son profit.

L'augmentation se déroulera pendant le dernier semestre de cette année, avec pour objectif d'être close au 1^{er} décembre 2016.

Cette augmentation entraîne nécessairement une modification dans la rédaction de l'article 7 « capital social », qu'il convient de soumettre à l'approbation de l'assemblée délibérante, conformément à l'article L. 1524-1 du C.G.C.T.

En conséquence, il est proposé de substituer à la rédaction de l'article 7, dans sa version initiale :

« Le capital social est fixé à la somme de QUINZE MILLIONS SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (15.650.000 euros divisé en 1 565 actions de 10 000 € de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 10.000 (sic), détenues exclusivement par le SAN OUEST PROVENCE et la commune d'ISTRES.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par le SAN Ouest Provence : 1 465 actions de 10 000 € chacune, soit QUATORZE MILLIONS SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (14.650.000 euros) numérotées de 1 à 1465
- Ci.....1465 actions

Les apports en nature sont intégralement libérés, les apports en numéraire sont libérés ce jour de la moitié de la valeur nominale, l'autre moitié étant libérée au plus tard le 30 avril 2016.

*- par la Commune d'Istres : 100 actions de 10 000 € chacune, soit un million d'euros (1.000.000 euros), numérotées de 1466 à 1565
Ci.....100 actions »*

La nouvelle rédaction suivante :

« Le capital social est fixé à la somme de DIX SEPT MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (17.150.000 euros) divisé en 1 715 actions de 10 000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (venue aux droits du SAN OUEST PROVENCE), et la commune d'ISTRES.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

*- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 615 actions de 10 000 euros chacune, soit SEIZE MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (16.150.000 euros)
Ci.....1615 actions*

Les apports en nature sont intégralement libérés tout comme les apports en numéraire.

*- par la Commune d'Istres : 100 actions de 10 000 € chacune, soit un million d'euros (1.000.000 euros)
Ci.....100 actions ».*

Le reste de l'article 7 est sans changement.

L'augmentation de capital n'aura pas d'incidence sur la composition du conseil d'administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'augmentation de capital en numéraire, par création de cent cinquante (150) actions nouvelles émises à la valeur nominale de dix mille euros (10 000 €), soit un montant de un million cinq cent mille euros (1 500 000 €), sans prime d'émission et la souscription de la totalité de ces actions par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence lorsqu'elle y sera invitée, dès lors que l'ensemble des actionnaires a renoncé à son droit préférentiel de souscription.

Article 2 :

Est libéré la totalité du montant de la souscription, soit un million cinq cent mille euros (1 500 000 €) dès réception du bulletin de souscription.

Article 3 :

Est approuvée la modification de la rédaction 7 « capital social », dans les termes suivants :
« Le capital social est fixé à la somme de DIX SEPT MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (17.150.000 euros) divisé en 1 715 actions de 10 000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (venue aux droits du SAN OUEST PROVENCE), et la commune d'ISTRES.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 615 actions de 10 000 euros chacune, soit SEIZE MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (16.150.000 euros)
Ci.....1615 actions

Les apports en nature sont intégralement libérés tout comme les apports en numéraire.

- par la Commune d'Istres : 100 actions de 10 000 € chacune, soit un million d'euros (1.000.000 euros)
Ci.....100 actions ».

Article 4 :

Le représentant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé, aux assemblées générales de la SPL Pôle Aéronautique Istres – Etang de Berre, à voter en faveur de l'augmentation de capital de la société comme suit :

- montant : 1 500 000 euros, souscrits en numéraire, libérés intégralement à la souscription, sans prime d'émission ;
- souscripteur : la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription sera supprimé.

Article 5 :

Le représentant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé, aux assemblées générales de la SPL Pôle Aéronautique Istres – Etang de Berre, à voter en faveur de la modification de la rédaction de l'article 7 « capital social », comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de DIX SEPT MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (17.150.000 euros) divisé en 1 715 actions de 10 000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (venue aux droits du SAN OUEST PROVENCE), et la commune d'ISTRES.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 615 actions de 10 000 euros chacune, soit SEIZE MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE EUROS (16.150.000 euros)
Ci.....1615 actions

Les apports en nature sont intégralement libérés tout comme les apports en numéraire.

- par la Commune d'Istres : 100 actions de 10 000 € chacune, soit un million d'euros (1.000.000 euros)
Ci.....100 actions ».

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 26 nature 261.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-850/16/CM

■ Augmentation de capital de la Société Publique Locale - Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône par la création de trois cents actions nouvelles émises à la valeur nominale de mille euros, sans prime d'émission MET 16/1425/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 387/15 Ouest Provence a approuvé la création de la Société Publique Locale dénommée « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône-Provence » dont l'objet social est défini de la façon suivante :

- gérer et développer les équipements et les activités liées au nautisme et aux produits de la mer,
- valoriser, promouvoir et contribuer au développement de l'offre existante des activités du nautisme et des produits de la mer,
- organiser la reconversion de friches portuaires et industrielles permettant le développement d'aménagements, d'équipements et des activités favorisant le nautisme et les produits de la mer,
- aménager et gérer de nouvelles zones d'équipements et de services pour accueillir de nouvelles entreprises ou tout autre organisme concerné, contribuant à renforcer l'attractivité de pôle nautisme et mer,
- favoriser l'implantation et le développement de nouvelles activités et de nouveaux produits liés au nautisme et mer,
- organiser, gérer et développer des activités de découvertes et de loisirs permettant de renforcer l'offre et l'attractivité du territoire.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux 6 anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est venue aux droits du SAN Ouest Provence au sein de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône-Provence ».

Le capital social de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône Provence » est constitué d'apports en numéraire de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros) divisé en mille cinq cents (1500) actions de mille euros (1000) de valeur nominale chacune, réparties entre les actionnaires de la façon suivante :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL
METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE	500	500 000,00 €
COMMUNE DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	1000	1 000 000,00 €

Il est envisagé aujourd'hui une augmentation du capital social de 300 000 euros de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » en vue de soutenir les premières actions prioritaires nécessaires au développement de ce Pôle, unique dans les Bouches-du-Rhône de par son lien direct avec le Fleuve, qui viendra à terme, compléter l'offre en matière de nautisme sur la façade Métropolitaine, et offrir une diversification des activités économiques liées à la conchyliculture, la pêche et aux activités de loisirs. Une vitrine de la mer au cœur de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'aménagement de la Presqu'île du Mazet, au cœur de l'action de la SPL, nécessite des fonds supplémentaires afin de mettre en œuvre les fondations du futur Pôle :

développement du site de plaisance pour en faire l'un des plus grands ports de la Méditerranée, aménagement d'une aire de camping-car et d'un grand parking, développement des métiers de la mer par l'extension et la rénovation d'une zone existante.

L'augmentation du capital social de 300 000 euros permettra donc d'enclencher ce Plan stratégique global, pourvoyeur d'emplois et futur point d'attractivité touristique et économique pour la Métropole.

Forte de cette augmentation, la SPL mettra ensuite en œuvre de multiples actions pour renforcer les activités nautiques, attirer des entreprises liées au nautisme et à la mer et promouvoir la filière maritime, dans le respect de l'environnement.

Les gènes maritimes de notre territoire métropolitain, riche de pêcheurs, de conchyliculteurs, de plaisanciers, d'entrepreneurs, trouveront ainsi un écho naturel et dynamique à travers ce Pôle Nautisme et Mer, au soutien renforcé.

Dans ce cadre, il est proposé une augmentation de capital en numéraire, par la création de 300 actions nouvelles émises à la valeur nominale de

1000 €, soit un montant de 300 000 € sans prime d'émission.

Cette valeur de souscription retenue est la valeur de l'action arrêtée au 31 décembre 2015 sur la base de la situation nette.

La valeur nominale de l'action reste inchangée soit 1000 € (mille euros).

La souscription est réservée, aux actionnaires actuels, tant à titre irréductible, qu'à titre réductible. Toutefois, il est proposé que la commune de Port Saint Louis du Rhône renonce à son droit préférentiel de souscription et que cette augmentation soit réservée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui envisage de souscrire la totalité des actions nouvelles.

Conformément à l'article L. 1524.5 du Code des Collectivités Territoriales (CGCT) « *les sièges [au Conseil d'administration] sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement* ».

Dès lors, la souscription de nouveaux titres par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence induit une modification de l'article 15 des statuts de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône Provence ».

Ainsi, il est proposé que la gouvernance de la SPL soit assurée par un Conseil d'Administration composé de 9 administrateurs désignés par les collectivités actionnaires et répartis en proportion de leur participation au capital comme suit :

- 4 sièges pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- 5 sièges pour la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

L'augmentation de capital entrainera donc une modification statutaire de la composition du capital au sens de l'article L. 1524-1 du CGCT et de la composition du Conseil d'Administration.

Par conséquent, à peine de nullité du vote du représentant de la Métropole lors de l'assemblée extraordinaire, il convient d'approuver au préalable cette modification.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dispose au titre des instances de la société :

- de 1 représentant aux assemblées générales qu'elles soient qualifiées d'ordinaire, d'extraordinaire ou de spéciale,
- de 4 représentants au Conseil d'Administration.

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence seront autorisés à se porter candidats et à accepter toutes les fonctions de direction qui pourraient leur être confiées et notamment celles de Président du Conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de Directeur Général.

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence seront autorisés à percevoir, en application de l'article 23 des statuts de la SPL, au titre de leur fonction d'administrateur, une rémunération et à se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels pourront être allouées des rémunérations exceptionnelles, dans le respect des dispositions légales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 387/15 du Comité syndical de Ouest Provence du 29 septembre 2015 approuvant la création de la Création de la Société Publique Locale dénommée "Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence" ;
- La délibération n° 655/15 du Comité syndical de Ouest Provence approuvant la modification des statuts de la S.P.L.

« Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence » ;

- La délibération du Conseil d'administration de la S.P.L. « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-Provence » approuvant le principe d'une augmentation de capital et la modification de la composition du conseil d'administration ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'augmentation de capital en numéraire, par la création de 300 actions nouvelles émises à la valeur nominale de 1000 €, soit un montant de 300 000 € sans prime d'émission et la souscription de la totalité de ces actions par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dès lors que l'ensemble des actionnaires a renoncé à son droit préférentiel de souscription.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage à libérer, dès réception du bulletin de souscription, la totalité de la valeur des actions correspondant à l'apport en numéraire soit la somme de trois cent mille euros (300 000 euros) et autorise le Président à engager toute procédure pour que les fonds correspondants soient versés auprès de l'organisme bancaire de la SPL.

Article 2

Les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la métropole chapitre 26, nature 261.

Article 3 :

Est approuvée la modification de la composition du Conseil d'administration suite à la modification du capital social. Celui-ci sera désormais composé de 9 administrateurs dont 4 représentants la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et 5 représentants la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 4 :

Est approuvée la modification des articles 7 et 15 des statuts de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône Provence » désormais rédigés comme suit:

« Article 7-Capital social

Au terme d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du et du procès verbal du Conseil d'administration en date du.... , le capital social a été augmenté de 300 000 euros par l'émission d'actions numéraires.

Le capital social est fixé à la somme de Un million huit cent mille Euros (1.800.000 euros) divisé en 1800 actions de 1000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune de Port -Saint-Louis-du-Rhône.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 800 actions de 1000 € chacune, soit HUIT CENT MILLE EUROS (800 000 euros);

*Commune de Port Saint Louis du Rhône
Métropole d'Aix-Marseille-Provence*

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au conseil d'administration sont désignés par leur assemblée délibérante, parmi ses membres et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence seront choisis parmi les conseillers métropolitains du territoire Istres Ouest Provence. Toutefois le Vice-Président aux ports et infrastructures portuaires pourra également être choisi pour représenter la Métropole.

Conformément à l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein du conseil d'administration incombe à ces collectivités et groupements.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Un administrateur personne physique ou le représentant d'une personne morale administrateur ne peut appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

- par la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône : 1000 actions de 1000 € chacune, soit UN MILLION D'EUROS (1.000.000 euros). »

« Article 15-Composition du Conseil d'administration

La société est administrée par le Conseil d'administration qui se compose de 3 membres au moins et de dix-huit membres au plus, qui sont tous représentants de collectivités territoriales ou de groupements de collectivités.

La représentation des actionnaires au conseil d'administration de la société obéit aux règles fixées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment ses articles L 1524-5 et R1524-2 à R 1524-6 et par celles du Code du Commerce, notamment son article L 225-17.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 9.

Les actionnaires répartissent ces sièges en proportion du capital qu'ils détiennent respectivement. Cette répartition est la suivante :

*5
4*

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut il est réputé s'être démis de son nouveau mandat. »

Article 5 :

Le représentant permanent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé, aux assemblées générales de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône-Provence » à voter en faveur de l'augmentation de capital de la société comme suit :

-Montant : 300 000,00 (trois cent mille euros), souscrits en numéraire, libérés intégralement à la souscription, sans prime d'émission

-Souscripteur : la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription sera supprimé.

Article 6 :

Le représentant permanent de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est autorisé, aux assemblées générales de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône-Provence » à voter en faveur de la modification des articles 7 et 15 des statuts de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis-du-Rhône Provence » comme suit:

« Article 7-Capital social

Au terme d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du et du procès-verbal du Conseil d'administration en date du....., le capital social a été augmenté de 300 000 euros par l'émission d'actions numéraires.

Le capital social est fixé à la somme de Un million huit cent mille Euros (1.800.000 euros) divisé en 1800 actions de 1000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la commune de Port -Saint-Louis-du-Rhône.

Il est détenu par les actionnaires dans la proportion ci-après :

- par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 800 actions de 1000 € chacune, soit HUIT CENT MILLE EUROS (800 000 euros);
- par la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône : 1000 actions de 1000 € chacune, soit UN MILLION D'EUROS (1.000.000 euros). »

Commune de Port Saint Louis du Rhône
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au conseil d'administration sont désignés par leur assemblée délibérante, parmi ses membres et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence seront choisis parmi les conseillers métropolitains du territoire Istres Ouest Provence.

Toutefois le Vice-Président aux ports et infrastructures portuaires pourra également être choisi pour représenter la Métropole.

Conformément à l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein du conseil d'administration incombe à ces collectivités et groupements.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Un administrateur personne physique ou le représentant d'une personne morale administrateur ne peut appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat, se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit dans

« Article 15-Composition du Conseil d'administration

La société est administrée par le Conseil d'Administration qui se compose de 3 membres au moins et de dix-huit membres au plus, qui sont tous représentants de collectivités territoriales ou de groupements de collectivités.

La représentation des actionnaires au conseil d'administration de la société obéit aux règles fixées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment ses articles L 1524-5 et R1524-2 à R 1524-6 et par celles du Code du Commerce, notamment son article L 225-17.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 9.

Les actionnaires répartissent ces sièges en proportion du capital qu'ils détiennent respectivement. Cette répartition est la suivante :

5
4

les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut il est réputé s'être démis de son nouveau mandat. »

Article 7 :

Les représentants sont autorisés à accepter toutes les fonctions de direction qui pourraient leur être confiées et notamment celle de Président du Conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de Directeur général.

Article 8 :

Les représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont autorisés à percevoir, au titre de leur fonction d'administrateur, une rémunération et à se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels pourront être allouées des rémunérations exceptionnelles, dans le respect des dispositions légales.

Article 9 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération ainsi que toute pièce s'y rattachant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-851/16/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) et paiement de la cotisation 2016

MET 16/1180/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La création en 2011 d'Aix-Marseille Université par fusion des trois universités qui officiaient jusqu'à présent (Université de Provence, Université de la Méditerranée et Université Paul-Cézanne) a permis de donner à la dimension académique de notre territoire une visibilité et une envergure internationale.

Aix-Marseille Université est composée de 130 structures de recherche - 117 unités de recherche et 13 structures fédératives - en lien avec les plus grands organismes de recherche (CNRS, INSERM, IRD, INRA, CEA).

L'Association des Villes Universitaires de France, présidée par Catherine Vautrin, également Présidente de Reims Métropole, a pour objectif de confronter les pratiques et mutualiser les initiatives des politiques publiques de soutien à la recherche, à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante.

L'AVUF, association d'élus et de techniciens (70 villes et intercommunalités), organise régulièrement des colloques et séminaires sur les six thèmes suivants :

- Valorisation de la recherche et développement économique
- Campus et université dans la ville
- Europe et relations internationales
- Universités et cartes territoriales
- Vie de l'étudiant
- Métropolisation

C'est pourquoi, afin de bénéficier du partage d'expériences sur l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur au sein de grands territoires à l'échelle nationale et internationale, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'Association des Villes Universitaires de France.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2016 pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants est de 1 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

Article 2 :

Est autorisé le paiement de la cotisation d'un montant de 1500 euros auprès l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole CT1 2016 – Sous Politique B360 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-852/16/CM

■ Approbation d'une convention avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF pour la mise en oeuvre de Pass intermodaux dit - Alternatifs - sur les axes Aix-en-Provence/Marseille et Aubagne/Marseille
MET 16/616/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont souhaité développer à titre expérimental une gamme de titres de transport intermodaux permettant aux usagers de combiner librement l'utilisation des réseaux TER, Carreize et RTM sur les trajets Aix-Marseille et Aubagne-Marseille.

La convention conclue en 2013 entre les trois autorités organisatrices et la SNCF est arrivée à échéance. Aussi, afin de reconduire ce dispositif, et dans l'attente de la mise en oeuvre d'une gamme tarifaire intégrée à l'échelle du territoire métropolitain, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se sont rapprochés pour conclure une nouvelle convention.

Dans le cadre de ces nouveaux accords, les titulaires des abonnements dits « alternatifs » pourront continuer d'emprunter indifféremment les lignes entre Aix-Marseille et Aubagne-Marseille en TER ou en autocars départementaux en y combinant, s'ils le souhaitent, l'utilisation du réseau urbain RTM.

Les tarifs proposés entraînent pour l'usager une réduction par rapport à la simple addition des prix publics des produits monomodaux de mêmes caractéristiques.

Au 1^{er} juin 2016, le tarif de l'abonnement incluant le TER, le service par autocar Carreize et le réseau RTM est fixé à 114.10 euros sur l'axe Aix-Marseille et à 78.30 euros pour l'axe Aubagne-Marseille.

Les titres sont vendus en gare par la SNCF qui est chargée de reverser à la Métropole la part de recettes lui revenant au titre de la part urbaine de ces abonnements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 005-782/12/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 14 décembre 2012 approuvant la convention avec le Conseil Régional Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF pour la mise en oeuvre de Pass transport intermodaux dits « alternatifs » sur les axes Aix-Marseille et Marseille-Aubagne ;
- La délibération DTUP 017-646/13/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 31 octobre 2013 approuvant l'avenant 1 à la convention avec le Conseil Régional Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF pour la mise en oeuvre de Pass transport intermodaux dits « alternatifs » sur les axes Aix-Marseille et Marseille-Aubagne ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille du 16 septembre 2016 ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 15 septembre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est de la volonté des Collectivités Territoriales de continuer à promouvoir et développer l'intermodalité des transports collectifs ;

- Que le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaitent reconduire la gamme de titres de transport mensuels combinés dite « alternative » sur les axes Aix-Marseille et Aubagne-Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée pour la mise en œuvre des Pass intermodaux dits « alternatifs » sur les axes Aix-en-Provence/Marseille -- Aubagne/Marseille conclue avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes seront inscrites au budget annexe transport 2016 et suivant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-853/16/CM

**■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession n°06/098 pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Longchamp Cassini à Marseille (4^{ème} arrondissement)
MET 16/1159/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° TRA 4/904/CC du 17 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain à l'angle du boulevard Cassini et du boulevard du Jardin Zoologique à Marseille (4^{ème} arrondissement).

Par délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, a été approuvé le choix du délégataire – à savoir Q.PARK France - après mise en concurrence ayant conduit à la production de :

- Sept candidatures : SCETA PARC ; SPIE AUTO CITE ; Q-PARK France, FAYAT SA ; SOGEPARC France ; EIFFAGE PARKING et

le groupement EASY France PROMOTION / OTH Méditerranée / Rudy RICCIOTTI.

- Quatre offres : EIFFAGE PARKING ; SOGEPARC France ; Q-PARK France, et le groupement précité.

Le contrat de concession n° 06/098 a été notifié à la Société Q-PARK France le 29 septembre 2006.

Par lettre du 3 septembre 2015, le délégataire a informé la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, autorité délégante à cette date, d'une réorganisation juridique du groupe Q.PARK en France et a proposé un avenant n° 1 au contrat de concession n° 06/098, pour prendre acte des incidences de cette réorganisation aboutissant à la cession du contrat de concession à Q.PARK France SAS et pour formaliser l'autorisation préalable requise du concédant.

A compter du 1^{er} janvier 2016, date de création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de la dissolution des six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) préexistants, dont la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le contrat de concession n° 06/098 a été transféré de plein droit à ladite Métropole qui doit instruire cette demande et procéder à l'approbation de l'avenant de transfert sollicité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° TRA 4/904/CC du 17 décembre 2004, du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de Service Public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain à l'angle du boulevard Cassini et du boulevard du Jardin Zoologique à Marseille (4^{ème} arrondissement) ;
- La délibération n° TRA 7/660/CC du 13 juillet 2006, approuvant le choix du délégataire Q.PARK France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 06/098 avec Q-PARK France, notifié à cette société le 29 septembre 2006 ;
- La lettre de Q.PARK en date du 3 septembre 2015, proposant un projet d'avenant n° 1 destiné à autoriser la cession du contrat à Q-PARK France SAS et à approuver l'avenant n° 1 audit contrat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que le groupe Q-Park a été réorganisé ;
- Qu'à la suite de cette réorganisation, la Société Q-PARK France SAS agit en qualité de concessionnaire du contrat n°06/098 ;
- Que ce changement doit être accepté au préalable par la collectivité ;
- Que ce changement n'entraîne pas de modifications au marché n°06/098 dont la continuité est assurée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, au contrat de concession n° 06/098 notifié le 29 septembre 2006 à Q-PARK France, prenant acte de la cession dudit contrat à Q-PARK France SAS.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 1 au contrat n° 06/098.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-854/16/CM

**■ Approbation de l'avenant n 4 au contrat de concession concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille - QPark DSP n°91/354
MET 16/1169/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par contrat de délégation de service public n° 91/354 en date du 3 décembre 1991, la collectivité a confié au concessionnaire QPark France, la réalisation et l'exploitation des sept parkings Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille.

Ces sept parkings proposent une tarification horaire et abonnés. Toutefois les grilles tarifaires ne prévoient ni d'abonnement longue durée, ni d'abonnement résidents.

Or, à Marseille, les règles d'urbanisme imposent aux pétitionnaires de permis de construire la réalisation de places de parking ou la souscription d'abonnements longue durée (12 ans) au sein de parcs existants.

En outre, la requalification de certains espaces du centre-ville de Marseille, a entraîné la suppression de places de stationnement sur voirie, ce qui crée des dysfonctionnements notamment pour les résidents. Ainsi, pour pallier ce problème, la collectivité souhaite créer un tarif nuit et week-end résident, moins onéreux que l'abonnement standard 7 jours sur 7 au sein des parkings Baret et Phocéens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert des parcs de stationnement opéré entre la Ville de Marseille et la Communauté urbaine MPM ;
- Le contrat de concession n° 91/354 du 19 décembre 1994 ;
- La délibération de la Ville de Marseille du 13 janvier 1995 approuvant l'avenant n° 1 ;
- La délibération DTM 001-203/14/CC du 26 juin 2009 approuvant l'avenant n°2 ;
- La délibération n°DTM 008-1032/15/CC du 22 mai 2015 relative à la tarification au ¼ d'heure ;
- La délibération n° DTM 009-1152/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 3.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis sa création la Métropole d'Aix-Marseille-Provence gère des aires et parcs de stationnement ;
- Que le contrat de concession n° 91/354 concernant la réalisation et l'exploitation des parkings Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille, ne propose ni de tarif longue durée ni de tarif pour les résidents ;
- Que les règles d'urbanisme obligent les pétitionnaires d'un permis de construire à réaliser, ou à louer des places de stationnement pour une durée de 12 ans ;

- Qu'il convient de pallier la suppression de places de stationnement sur voirie, dans le cadre d'opérations de requalification de certaines voies, en créant un tarif préférentiel pour les résidents au sein de certains parcs métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 au contrat de concession n°91/354, ci-annexé, concernant l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille, qui entrera en vigueur à compter de sa notification.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-855/16/CM

■ Approbation d'une convention d'échanges de données avec l'Etat et la RTM relative aux actes de délinquance commis dans les transports collectifs à Marseille

MET 16/1171/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet ISIS (Intégration Standardisée des Informations de Sûreté) a été initié par l'Office National de la Délinquance dans les Transports, placé au sein du département de la sûreté dans les transports de la Direction opérationnelle compétente en la matière: la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (D.G.I.T.M.) au sein du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer.

Le système d'information ISIS vise à renforcer la connaissance et la compréhension des phénomènes de délinquance observés dans les espaces de transport. Il permettra de collecter les données relatives aux faits de délinquance et de les restituer à chaque acteur des transports collectifs de voyageurs suivant les règles définies par convention.

Ce projet est officialisé et précisé dans une circulaire du ministère en date du 2 avril 2012 faisant suite au décret du 27 août 2008 relatif aux « modalités du concours apporté par les autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des personnels et des usagers ».

Dans ce cadre, le concours des Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable (A.O.M.D.) est sollicité pour le recensement et la transmission des données relatives aux actes de délinquance commis dans les transports collectifs en s'appuyant sur un formulaire informatique standardisé, rempli et envoyé mensuellement par l'exploitant RTM.

Le projet collaboratif permettra de réaliser une base nationale de données, selon une nomenclature définie, régulièrement actualisée afin de pouvoir analyser l'évolution des faits de délinquance dans les transports collectifs par le biais de statistiques, tableaux de bord, graphiques mis par ailleurs à la disposition des A.O.M.D. et des opérateurs.

Cet échange de données ne donne pas lieu à une contrepartie financière.

La convention est conclue pour la durée d'une année et elle est reconductible tacitement.

Il est donc proposé d'adopter cette convention qui définit l'organisation des échanges de données concernant les actes de délinquance dans les transports à Marseille entre l'Etat, la RTM et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L. 1632-1 précisant que les autorités organisatrices de transports collectifs de personnes et le Syndicat des transports d'Île-de-France concourent, chacun pour ce qui le concerne, aux actions de prévention de la délinquance et de sécurisation des personnels et des usagers dans ces transports ainsi que l'article R. 1632-5 précisant que les autorités organisatrices de transport transmettent les données statistiques relatives aux faits de délinquance commis sur leur réseau au moins une fois par an au représentant de l'État dans le département ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La circulaire du 2 avril 2012 relative aux modalités du concours apporté par les autorités organisatrices de transports collectifs de voyageurs hors Île-de-France concernant le recensement et la transmission de données relatives aux actes de délinquance commis dans les transports collectifs ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de contractualiser avec l'Etat et la RTM pour organiser l'échange de données relative aux actes de délinquance commis dans les transports collectifs à Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'échanges de données conclue avec l'Etat et la RTM qui définit l'organisation des échanges de données concernant les actes de délinquance dans les transports à Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-856/16/CM

**■ Approbation de l'avenant n°10 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de l'archipel du Frioul
MET 16/1260/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération TRA 1/419/CC du Conseil de Communauté du 22 mai 2006 a approuvé le choix de l'entreprise CGFTE (Compagnie Générale Française de Transport et d'Entreprise), le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'Archipel du Frioul et la cession du contrat au profit de la société Frioul If Express.

Le Conseil de Communauté du 28 juin 2013 a approuvé une nouvelle grille tarifaire permettant d'harmoniser les tarifs de la DSP avec ceux des transports communautaires. Or cette délibération a fait l'objet d'un recours au tribunal administratif de la part d'associations frioulaïses.

Par arrêt du 13 juin 2016, la Cour Administrative d'Appel de Marseille a annulé partiellement cette délibération du 28 juin 2013 approuvant l'avenant n°8 de la DSP en tant qu'elle n'instituait pas une réduction tarifaire (au moins 50%) prévue par l'article L1113-1 du Code des Transports pour les personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé par la sécurité sociale, sur le trajet unitaire aller-retour. Un délai de 3 mois suivant la notification de cet arrêt est laissé à la Métropole pour adopter une grille tarifaire de la desserte maritime des îles du Frioul comportant une réduction conforme à l'article L.1113-1 du Code des Transports.

Cet avenant est sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'arrêt du 13 juin 2016 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille annule partiellement la délibération du 28 juin 2013 approuvant l'avenant n°8 de la DSP de desserte maritime de l'archipel du Frioul
- Que cet arrêt laisse un délai de 3 mois à la Métropole pour créer un titre comportant une réduction tarifaire (au moins 50%) telle que prévue par l'article L1113-1 du Code des Transports pour les personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé par la sécurité sociale, sur le trajet unitaire aller-retour.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 10, ci-annexé, à la Délégation de service Public pour la desserte maritime de l'archipel du Frioul.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-857/16/CM

**■ Approbation du Schéma Directeur d'Accessibilité - Agenda d'Accessibilité Programmé des transports en commun - Modification
MET 16/893/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2005/102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, a imposé aux collectivités locales et aux établissements publics de coopération intercommunale d'élaborer leur Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports (SDAT).

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a voté son SDAT le 28 juin 2010 avec un objectif de 10 ans pour réaliser la mise en accessibilité des arrêts de bus et une autorisation de programme de 100 M€ à cet effet.

La loi 2014-789 du 10 juillet 2014 a habilité le gouvernement à recourir à une ordonnance pour redéfinir les modalités de mise en œuvre du volet accessibilité de la loi handicap du 11 février 2005.

L'ordonnance 2014-1090 du 26 septembre 2014 implique que les Autorités Organisatrices de Transport (AOT) élaborent un schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'Accessibilité Programmée (SDAT-Ad'Ap).

Le décret 2014-1321 du 4 novembre 2014 détermine le contenu et les conditions d'approbation de ces SDA-TAd'Ap.

A ce titre, il est prévu la priorisation des arrêts compte-tenu de leur fréquentation, des modalités de leur exploitation, de l'organisation des réseaux de transport et des nécessités de desserte suffisante du territoire. Le décret 2014-1323 du 04 novembre 2014 définit les critères de priorisation.

Concernant le réseau de bus, après diagnostic général des arrêts sur l'ensemble du territoire, inventaire des arrêts déjà accessibles, et analyse des arrêts restants à traiter, il a été proposé par délibération DTM 018-1666/15/CC du 21 décembre

2015 un nouveau programme d'aménagements à réaliser sur trois ans conformément aux dispositions réglementaires du décret suscité.

En conséquence, il avait été prévu, dans le SDAT-Ad'Ap déposé fin 2015, la mise en accessibilité de 2335 arrêts de bus pour un budget évalué à 45,5 M€, répondant aux capacités techniques et financières de MPM. Ce programme décliné en 3 tranches permettait le suivi d'avancement de la mise en œuvre opérationnelle.

Le document SDAT-Ad'Ap avait été soumis pour avis à la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de Personnes Handicapées (CIAPH) de MPM, comme exigé par la loi.

Les Services d'Etat instructeurs du dossier ont rappelé que la décision de la Communauté Urbaine d'entériner la mise en accessibilité du métro après celle de son réseau de surface, au regard des difficultés techniques et des coûts associés, n'était pas recevable, même si cette décision avait été inscrite dans le SDAT de 2010.

En effet, la loi de 2005 imposait que la collectivité valide son SDAT sous trois ans, soit avant la date du 11 février 2008. Le document ayant été acté au-delà de cette date, la dérogation n'est plus possible et un programme relatif au métro doit impérativement apparaître dans l'Agenda d'Accessibilité Programmée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de lisser le programme d'études et de travaux pour rendre son métro accessible à la date de livraison des nouvelles rames de métro en 2024, ce qui représente une augmentation de budget de 48 M€, en marge des autorisations de programme déjà votées pour certaines stations. Un lissage annuel des dépenses est proposé selon le tableau récapitulatif ci-dessous :

Programme budgétaire intégrant la mise en accessibilité :

- **des arrêts de bus prioritaires et des stations de métro**

Année	Budget Mise en Accessibilité des arrêts de bus prioritaires	Budget Mise en Accessibilité des stations de Métro	Budget Total Annuel
2017	16 M€ (848 arrêts)	3 M€ (1 station)	19 M€
2018	14 M€ (699 arrêts)	15 M€ (5 stations)	29 M€
2019	15.5 M€ (788 arrêts)	9 M€ (3 stations)	24.5 M€
2020	-	9 M€ (3 stations)	9 M€
2021	-	9 M€ (3 stations)	9 M€
2022	-	9 M€ (3 stations)	9 M€
2023	-	25 M€ (St Charles)	25 M€
2024	-	12 M€ (4 stations)	12 M€
Total	-	-	136.5 M€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2005/102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La délibération FAG 14/1042/CC du 18 décembre 2006, portant création de la Commission Intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées de MPM ;
- La délibération DTUP 012-2166/10/CC du 28 juin 2010 approuvant le Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports ;
- La loi n°2014-789 du 10 juillet 2014, habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des Transports Publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et l'ordonnance correspondante

2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à ce même sujet ;

- La délibération DTM 018-1666/15/CC du 21 décembre 2015, approuvant l'Agenda d'Accessibilité Programmé du réseau de bus ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable du Conseil de Territoire de Marseille du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la loi 2005/102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées avait imposé aux collectivités locales et aux établissements publics de Coopération Intercommunale d'élaborer un Schéma Directeur d'Accessibilité des Services de Transport ;
- Que la loi 2014/789 du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour pallier partiellement au retard constaté au niveau national dans l'application des SDAT Territoriaux ;

- Que Marseille Provence Métropole est tenue par la loi de mettre en œuvre un nouveau programme détaillé dans un délai de trois ans ;
- Qu'il convient de valider le contenu du programme exposé dans l'Agenda d'Accessibilité Programmée en application de la loi et de ses décrets d'application ;
- Qu'un programme d'études et travaux doit être également intégré à l'Ad'Ap pour aménager les stations de métro

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'Agenda d'Accessibilité Programmé des Transports du Territoire de Marseille Provence dans sa version corrigée ci-annexée.

Article 2 :

Est autorisé le dépôt de la version corrigée auprès des services d'Etat pour validation.

Article 3 :

Est approuvée la mise en œuvre du programme d'actions correspondantes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-858/16/CM

■ Désignation des membres du conseil d'exploitation de la Régie des transports, dotée de la seule autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des transports du réseau Ulysse
MET 16/1246/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération HN 049-180/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des transports du réseau Ulysse.

Conformément à l'article 4B des statuts de la régie, son conseil d'exploitation est composé de 11 membres désignés par l'assemblée délibérante, dont 7 sont issus du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et 4 sont des membres de la société civile choisis parmi les personnes ayant

acquis une compétence particulière leur permettant d'émettre tous avis utiles sur les questions relatives au fonctionnement de la Régie.

A cet effet, il est proposé de désigner sept Conseillers métropolitains et quatre représentants de la société civile.

Par ailleurs, il est proposé de confirmer Monsieur Patrick Canillade dans ses fonctions de directeur de la Régie des transports du réseau Ulysse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations suivantes au sein du conseil d'exploitation de la Régie des transports du réseau Ulysse :

- 7 Conseillers métropolitains:
 - Monsieur Gilbert FERRARI
 - Madame Béatrice ALIPHAT
 - Monsieur Jean-Pierre SERRUS
 - Madame Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI
 - Monsieur Henri CAMBESSEDES
 - Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN
 - Monsieur Gaby CHARROUX
- 4 représentants de la société civile :
 - Monsieur Pierre FEVRIER
 - Monsieur Alain ARAGNEAU
 - Monsieur Ouahid BOUSTILLA
 - Madame Curielle BOUCHETAT

Article 2 :

Est confirmé Monsieur Patrick CANILLADE dans ses fonctions de directeur de la Régie des transports du réseau Ulysse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Urbanisme et
Aménagement"**

URB 001-859/16/CM

■ **Approbation de la création de l'opération d'aménagement - Travaux d'accompagnement aux aménagements urbains et de proximité et affectation de l'autorisation de programme MET 16/1177/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace et à ce titre aménage et urbanise des zones à vocation économique et d'habitat.

Dans le cadre des ZAC déjà engagées, certains aménagements extérieurs s'avèrent nécessaires au bon fonctionnement de la zone mais aussi du secteur. Ces aménagements d'accompagnement extérieurs aux périmètres de ZAC apparaissent indispensables et ne peuvent être insérés aux programmes d'équipement publics.

D'autre part, la Métropole d'Aix-Marseille Provence accompagne les opérations, dans un contexte de production de logements notamment au travers des contrats de mixité sociale.

Les outils d'urbanisme opérationnel tel que les Projets Urbains Partenariaux sont ainsi mis en œuvre avec les opérateurs pour la mise en place de financements nécessaires à la création des ouvrages publics. Ces subventions se substituent aux taxes d'aménagement liées aux permis de construire. Néanmoins, certains ouvrages à réaliser sont de nature mineure et leur coût est manifestement inférieur aux taxes d'aménagement.

Enfin, dans le cadre de la valorisation du patrimoine et des Appels à projet lancés par AMP, il apparaît souvent nécessaire d'accompagner l'opération retenue par la réalisation de quelques ouvrages de proximité tels que l'aménagement des abords de l'opération, l'élargissement de la voie lorsqu'elle est prévue au document d'urbanisme, l'aménagement des

abords de l'opération, les réseaux de desserte, des parkings le long de la voie etc.

C'est pourquoi, il s'avère nécessaire, afin de pouvoir réaliser ces ouvrages d'accompagnement, de créer une opération d'un montant de 6 000 000 euros et de l'affecter afin de réaliser ces aménagements d'accompagnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création de l'opération «Travaux d'accompagnement aux aménagements urbains et de proximité» et à l'affectation de l'autorisation de programme

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création d'une opération d'aménagement n°DUFH-16/01 «Travaux d'accompagnement aux aménagements urbains et de proximité» et l'affectation de l'autorisation de programme AP n°6 d'un montant de 6 000 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C140 - Chapitre 23 - Fonction 515.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

2016 : 1 000 000 €
2017 : 1 000 000 €
2018 : 1 000 000 €
Années suivantes : 3 000 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-860/16/CM

■ Acquisition de trois parcelles et d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Audry pour la réalisation de la ZAC Athélia V à La Ciotat MET 16/1105/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation de la ZAC d'Athélia V, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'un terrain de 11570 m² représentant la parcelle CI N° 28, d'un terrain de 345 m² représentant la parcelle CI N°29, d'un terrain de 400m² représentant la parcelle CI N°31 et d'une bande de terrain de 16870 m² à détacher de la parcelle cadastrée CI N° 30, propriété des Consorts Audry.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les Consorts Audry acceptent de céder la bande de terrain au prix de 190 575 euros.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis n°2015-13V1726 du 7 juillet 2015 de France Domaine
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de la ZAC Athélia V sur la Commune de La Ciotat seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec les Consorts Audry afin de permettre la réalisation de ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé, par lequel les Consorts Audry cèdent à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un terrain de 11570 m² représentant la parcelle cadastrée CI N° 28, un terrain de 345 m² représentant la parcelle cadastrée CI N° 29, un terrain de 400 m² représentant la parcelle cadastrée CI N° 31 et bande de terrain de 16870 m² à détacher de la parcelle cadastrée CI N° 30, située sur la ZAC Athélia V, au prix de 190 575 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget annexe « opération aménagement » 2016 – Sous Politique C140 – Nature 6015 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-861/16/CM

■ Acquisition d'une parcelle non bâtie située au Pôle d'échange multimodal de la gare d'Aubagne - Accord à l'amiable avec la SNCF MET 16/1377/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé par délibération n°22-1215 du 14 décembre 2015 l'acquisition d'une parcelle de 9.282 m² située en gare d'Aubagne à SNCF Réseau pour un montant de 410 001 € HT (quatre cent dix milles et un euro hors taxe).

Cette parcelle cadastrée section AL n°304p se décompose :

- D'une part, en un espace aménagé en gare routière, plateforme tramway et voies de dégagement d'une superficie de 5.460 m²,
- D'autre part, en un espace goudronné en nature de voirie et trottoir, constituant l'assiette de la rue du Docteur Barthélémy et le parvis de la gare d'une superficie totale de 3.822 m².

Conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble des actes.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra pour la signature de l'ensemble des pièces relatives à l'acquisition de la parcelle AL 3048 en lieu et place de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°22-1215 du 14 décembre 2015 de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile relative à l'acquisition d'une parcelle privée située au Pôle d'Echange Multimodal – accord à l'amiable avec la SNCF ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'acquérir cette parcelle.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de la parcelle cadastrée section AL n°304p située en gare d'Aubagne, appartenant à SNCF Réseau, pour un montant de 410 001 euros H.T (quatre cent mille et un euros hors taxes).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Chapitre 21 - Nature 2111 - Fonction 851.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-862/16/CM

■ Cession de la cave coopérative de Cuges-les-Pins, parcelle AH45 MET 16/1374/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En février 2009, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est portée acquéreur de la cave coopérative de Cuges-les-Pins, cadastré AH 45, située chemin de Raphèle à Cuges-les-Pins.

Par délibération du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 14 décembre 2015, la cession de ce bien a été actée.

Il a été décidé de le céder à la SPL Façonéo pour un montant de 41 000 €, montant validé par les services des domaines.

L'objectif est de démolir une partie du bâtiment afin de réaliser un programme de logements mixtes et ainsi contribuer à la production de logements sociaux prévus au programme local de l'habitat. Seuls le « fronton » de la Cave coopérative et la partie dédiée aux associations seront maintenus.

Une promesse unilatérale de vente a été signée le 23 décembre 2015 entre la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la SPL Façonéo.

Conformément aux dispositions du II de l'article 42 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble de leurs actes.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra pour la réitération de l'acte authentique en lieu et place de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les dispositions de la promesse unilatérale de vente signée le 23 décembre 2015 entre la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la SPL Façonéo.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces relatives à la cession foncière de la cave coopérative de Cuges-les-Pins à la SPL Façonéo pour un montant de 41 000 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-863/16/CM**■ Cession du bâtiment Cami à Aubagne, parcelle AW 446****MET 16/1375/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En février 2011, la Communauté d'agglomération s'est portée acquéreur d'un terrain situé à Aubagne, lieu-dit « le Charrel », Route Nationale 8 cadastré AW 54, 55, 57 et 359. Il s'agit de l'ancien site des usines Cami. Une partie des terrains a été affectée au dépôt du tramway.

Le bien à céder, non utilisé, est constitué d'une parcelle d'environ 2470 m² et du bâti administratif aujourd'hui désaffecté.

Par délibération du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 2 mars 2015, la cession de ce bien a été actée.

Au vu de la localisation du site aux abords du dépôt de tramway et du manque de foncier destiné à l'accueil des entreprises, la Communauté d'agglomération avait souhaité privilégier un projet permettant l'accueil d'activités économiques sur cette parcelle.

Il a donc été décidé de le céder à la Société Sport Immo pour un montant de 600 000 €, montant validé par les services des domaines, le bâtiment existant sera réhabilité pour permettre l'installation d'activité économique.

Une promesse unilatérale de vente a été signée le 24 juin 2015 entre la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Sport Immo.

Conformément aux dispositions du II de l'article 42 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble de leurs actes.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra pour la réitération de l'acte authentique en lieu et place de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les dispositions de la promesse unilatérale de vente signée le 24 juin 2015 entre la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Sport Immo.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces relatives à la cession foncière de la parcelle AW 446 à Sport Immo pour un montant de 600 000 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

URB 006-864/16/CM**■ Cession de terrains au lieu-dit Camp de Sarlier à Aubagne, parcelles BK 55 et 264****MET 16/1376/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est propriétaire d'un terrain situé à Aubagne, à Camp de Sarlier, figurant au cadastre sous les numéros 55 et 294 section BK, pour une superficie de 6 420 m².

Par délibération du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 novembre 2015, la cession de ce bien a été actée.

Il a été convenu de céder ces terrains à la Société Foncière GM afin que cette dernière puisse y réaliser une opération d'aménagement à vocation économique.

En effet, la Société Foncière GM ayant acquis les terrains mitoyens en vue d'y réaliser un ensemble immobilier destiné à accueillir des activités économiques, a sollicité la Communauté d'agglomération en vue de l'acquisition de son terrain.

Dans le cadre du développement économique de son territoire, et en particulier de l'activité productive, la Communauté d'agglomération a mis en place toute action visant à favoriser le développement de l'immobilier d'entreprise.

Il a donc été décidé de le céder à la Société Foncière GM pour un montant de 1 000 000 €, montant validé par les services des domaines.

Une promesse unilatérale de vente a été signée les 16 et 17 décembre 2015 entre la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la Société Foncière GM.

Conformément aux dispositions du II de l'article 42 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble de leurs actes.

En conséquence, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra pour la réitération de l'acte authentique en lieu et place de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Les dispositions de la promesse unilatérale de vente signée les 16 et 17 décembre 2015 entre la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la Société Foncière GM.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces relatives à la cession foncière aux parcelles BK 55 et 294 à la FONCIERE GM pour un montant de 1 000 000 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-865/16/CM

**■ Terrain d'assiette Lac de Peyrolles- Échange de parcelles avec la Commune
MET 16/1287/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par acte notarié en date des 22 et 23 avril 2003, la Communauté du Pays d'Aix a acquis diverses parcelles sur la commune de Peyrolles-en-Provence pour une superficie globale de 14ha 37a 78ca afin d'y implanter une aire de loisirs nautiques.

Toutes ces parcelles, sauf celle cadastrée n° A2792, ont été réunies pour constituer une nouvelle parcelle n° AB159. La parcelle cadastrée n° A2792 a été, à cette occasion, cadastrée sous le n° AB18 (2800m²).

La Commune de Peyrolles-en-Provence a attiré l'attention du Pays d'Aix sur le fait que la parcelle cadastrée n° AB158 (1130m²), lui appartenant, était enclavée dans les terrains appartenant au Territoire du Pays d'Aix et propose un échange à titre gratuit de cette parcelle avec celle cadastrée n° AB18 susvisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_A141 du Conseil communautaire de la CPA du 17 octobre 2002 décidant l'acquisition de parcelles sur la Commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n°2015_B667 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'échange à titre gratuit entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune de Peyrolles-en-Provence de la parcelle AB18 contre la parcelle AB 158 ;
- L'avis des Domaines n° 2016-074V18119 du 5 août 2016

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'échange à titre gratuit entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Commune de Peyrolles-en-Provence de la parcelle cadastrée n° AB18 contre la parcelle cadastrée n° AB158.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes et documents relatifs à cet échange.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-866/16/CM

**■ Vente de parcelles de terrains comprises dans la zone d'activités des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la société CJW Développement
MET 16/1392/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues de fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a approuvé par délibération n°CC.2014-190 du 11 décembre 2014 la vente à la société CJW Développement, société civile de construction vente représentée par Monsieur Guillaume PELATAN de la SAS WHITESTONE, du lot 50 de la ZAC des Étangs reconnue d'intérêt communautaire le 11/07/2006, sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Ce lot comprend les parcelles cadastrées AO 53, AO 58, AO 59, AO 62, AO 63, AO 64, AO 69, AO 70 à AO 73, AO75 à AO 77, AO 238, AO 243, AO 244, AO 250 et AO 253 d'une superficie totale de 11 574 m² et d'une surface de plancher maximum fixée à 4 500 m².

L'immeuble désigné ci-dessus est destiné à recevoir un projet commercial composé d'un ensemble de boutiques, moyennes surfaces et un restaurant, avec des aménagements extérieurs comprenant un parking arboré de 120 places environ destinées à la clientèle, des espaces verts, une plaine de jeux, des voies de circulation.

La société CJW Développement a obtenu l'accord de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le 28 avril 2015 et le permis de construire le 29 janvier 2016.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué les parcelles, le prix d'acquisition du terrain est fixé à 902 772 euros TTC soit 65 euros/m² HT.

Par avenant du 10 décembre 2015, le délai de validité du compromis a été repoussé du 30 mai 2015 au 30 juin 2016.

Ce délai étant à ce jour échu, il est proposé d'établir un nouveau compromis de vente en conservant l'ensemble des modalités de vente définies dans le premier compromis de vente signé en date du 17 février 2015 avec un délai de validité du compromis au 31 décembre 2016. Ce délai permettra à la société CJW Développement de soumettre à l'agrément de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de nouvelles enseignes correspondant à l'ambition commerciale de la zone. Si les parties ne parvenaient pas à un accord sur les enseignes proposées, la vente serait annulée. Passé ce délai le compromis de vente sera considéré comme nul et non avenue et l'ensemble des frais engagés par CJW Développement resteront à sa charge.

Tous les frais inhérents à ce dossier seront à la charge de la société CJW Développement.

Dès signature du présent compromis par les deux parties, la société CJW Développement pourra prendre possession du terrain en vue de faire visiter le site pour de potentiels clients.

La réalisation du présent compromis pourra avoir lieu au profit de la société CJW Développement ou au profit de toute autre personne physique ou morale qu'elle substituera dans ses droits dans le présent compromis, mais dans ce cas la société CJW Développement originale restera tenue solidairement avec le bénéficiaire substitué au paiement du prix, des frais et à l'exécution des conditions et charges. La société CJW Développement devra obtenir, en cas de substitution, l'accord exprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous un délai de 15 jours, passé ce délai l'accord sera tacite. Dans le cas où cette substitution aurait lieu sans changement des personnes morales associées intervenant au présent compromis, la société CJW Développement devra en informer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°CC.2014-190 du 11 décembre 2014 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente des terrains propriétés de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la société CJW Développement cadastrés AO 53 – AO 58 – AO 59 – AO 62 à AO 64 – AO 69 à AO 73 – AO 75 à AO 77 – AO 238 – AO 243 – AO 244 – AO 259 – AO 250 – AO 253 d'une superficie totale de 11 574 m² pour un prix de 902 772 euros TTC.

Article 2 :

Est accordée à la société CJW Développement une prise de possession anticipée des terrains non porteuse d'intérêt des parcelles susvisées

Article 3 :

Est accordée à la société CJW Développement une faculté de substitution au profit de toute autre personne physique ou morale qu'il substituera dans ses droits dans le présent compromis, mais dans ce cas la société CJW Développement originale restera tenue solidairement avec le bénéficiaire substitué au paiement du prix, des frais et à l'exécution des conditions et charges.

Article 4 :

Le délai de validité du compromis de vente ci-annexé est fixé au 31 décembre 2016.

Article 5 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 6 :

L'ensemble des frais liés à cette opération est à la charge de la société CJW Développement.

Article 7 :

Les recettes en résultant seront constatées au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 8 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le compromis de vente ainsi que l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-867/16/CM

■ Avis de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Mitre-les-Remparts MET 16/1396/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Saint-Mitre-les-Remparts a prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sol (POS) par délibération du 30 juin 2014. Un débat a eu lieu sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) lors de la séance du Conseil Municipal du 14 décembre 2015. Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, une concertation continue a été mise en œuvre tout au long du processus d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La ville de Saint-Mitre-les-Remparts a arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme le 7 juillet 2016 et l'a transmis le 18 juillet 2016 à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Conformément à l'article R.153-4 du Code de l'Urbanisme, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit donner son avis dans un délai de trois mois, à défaut l'avis sera réputé favorable.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Mitre-les-Remparts s'articule autour de quatre orientations :

- Évoluer en préservant l'identité communale ;
- Évoluer en respectant les richesses agricoles et naturelles du territoire ;
- Miser sur les ressources du territoire comme leviers de développement de l'économie locale ;

- Améliorer continuellement le cadre de vie des Saint-Mitréens.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables prévoit un taux de croissance démographique de 0,8 % par an, ce qui amènera la commune à avoisiner les 6 500 habitants en 2030, soit 915 habitants supplémentaires par rapport à 2011. Ce taux de croissance affiché dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables s'inscrit dans les objectifs de croissance annuelle retenus à l'échelle du Schéma de Cohérence Territoriale Ouest Etang de Berre.

Pour répondre aux besoins des nouveaux habitants, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables prévoit environ 700 logements supplémentaires à l'horizon 2030.

La programmation de ces nouveaux logements a fait l'objet d'orientations d'Aménagement et de Programmation. Ainsi, pour rattraper les objectifs de production de logements sociaux (moins de 4% du parc actuel de logements, en 2015), chaque Orientation d'Aménagement et de Programmation prévoit un minimum de 30 % de logements sociaux dans les futures opérations.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté délimite un emplacement réservé (ER 41) pour la création d'une aire d'accueil des gens du voyage. Le bénéficiaire de cet emplacement réservé est la commune. Or la commune n'a pas de compétence relative à l'accueil des gens du voyage. En effet, avant le 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues exerçait cette compétence (délibération n°2006-091 du 11 juillet 2006). Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, c'est la métropole d'Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ». Celle-ci a été déléguée, par délibération n° HN 016-018/16/CM du 17 mars 2016, au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Le projet de PLU de Saint-Mitre-les-Remparts prévoit d'accueillir au moins 20 % du développement résidentiel à l'intérieur du tissu urbain actuel. Sur la période 2015 à 2030, le projet de PLU prévoit une densité résidentielle moyenne de 30 logements à l'hectare pour les futures opérations et limite la surface dédiée aux extensions urbaines à moins de 20 hectares, en compatibilité avec le SCOT Ouest Etang de Berre.

En matière de développement économique, le projet de PLU identifie une zone à urbaniser à vocation économique (Parc des Garrigues), en continuité de la zone d'activité des Etangs.

Le projet de PLU s'engage à valoriser le patrimoine naturel de son territoire. Ainsi, pour renforcer la dimension touristique et patrimoniale de Saint-Mitre-les-Remparts, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables propose une gestion globale du site archéologique de Saint-Blaise, du patrimoine agricole bâti de la ferme du Ranquet et des espaces naturels environnants.

En matière de déplacements, le projet de Plan Local d'Urbanisme identifie de nouveau accès sur l'actuelle RD5 au niveau des entrées des zones agglomérées. Concernant les modes doux, compte-tenu de la configuration de Saint-Mitre-les-Remparts, l'enjeu concerne principalement les itinéraires des zones de loisir, de manière à affirmer l'usage des cheminements doux et à travailler les continuités des itinéraires.

Pour l'ensemble de ces raisons, il est proposé d'émettre, sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté, un avis favorable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-5 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est donné un avis favorable sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts arrêté le 7 juillet 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-868/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain bâties cadastrées section BT n° 219 et 220, sises 4 place Jourdan et 17 avenue du Général de Gaulle à Miramas, appartenant à Madame Elise Isnard, dans le cadre d'une politique foncière menée sur le projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas

MET 16/1458/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame Elise Isnard née Reyne est propriétaire de deux parcelles mitoyennes sur lesquelles sont édifiés deux immeubles bâtis, cadastrées section BT n° 219 et 220, d'une superficie totale d'environ 357 m², situées respectivement 4 place Jourdan et 17 avenue du Général de Gaulle à Miramas.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, desdites parcelles dans le cadre d'une politique foncière menée sur le projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale desdites parcelles à 580 000 € H.T.

Il est précisé que l'ensemble des frais notariés lié à cette opération est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de deux parcelles mitoyennes sur lesquelles sont édifiés deux immeubles bâtis, cadastrées section BT n° 219 et 220, d'une contenance cadastrale totale d'environ 357 m², situées respectivement 4 place Jourdan et 17 avenue du Général de Gaulle à Miramas, propriété de Madame Elise Isnard née Reyne, pour un montant de 580 000 € H.T. (cinq cent quatre-vingt mille euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Jean Nicolas, notaire à Saint-Chamas, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure pour un montant de 8 500 € (huit mille cinq cents euros) environ, est à la charge de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 21, nature 2115.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-869/16/CM

■ Attribution de garantie d'emprunt à la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération - Les Borys - à Rognac à hauteur de 45% de l'emprunt - Annule et remplace la délibération n°217/15 du 28 septembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance dite - Agglopolo Provence MET 16/1365/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence Habitat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de garantir les emprunts contractés par des bailleurs sociaux, des sociétés d'économie mixte, des établissements publics locaux ou des associations agréées pour la maîtrise d'ouvrage d'insertion ou des associations du secteur médico-social.

Il est rappelé que, par courrier du 25 août 2015, la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques a sollicité auprès de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » une garantie d'emprunt pour l'opération « les Borys » concernant la construction de 30 logements locatifs sociaux (15 PLUS et 15 PLAI) dont la typologie sera de 10 F2, 13 F3, 6 F4 et 1 F5, située rue de l'Etang à Rognac.

En outre, la commune de Rognac garantit à hauteur de 55% cette opération.

Par délibération communautaire n°217/15 du 28 septembre 2015, l'ex Communauté d'Agglomération AgglopoLe Provence a accordé sa garantie pour cette opération.

Par courrier du 11 mai 2016, la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques informe la Métropole d'Aix-Marseille-Provence que la Caisse des Dépôts et Consignations a modifié les conditions des prêts pour cette opération et sollicite un accord de la collectivité pour la garantie des prêts modifiés.

Il est proposé que la **Métropole d'Aix-Marseille-Provence garantisse à hauteur de 45% le prêt d'un montant total de 3 169 123,00 €,** souscrit par la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, **soit une garantie d'un montant de 1 426 105,35 €.**

Ce prêt est constitué de 4 lignes :

- Prêt PLAI d'un montant total de 1 105 000 €
- Prêt PLAI Foncier d'un montant total de 517 485 €
- Prêt PLUS d'un montant total de 1 059 838 €
- Prêt PLUS Foncier d'un montant total de 486 800 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est:

- Prêt PLUS / PLAI : 169 123,00 €
- Subvention Collecteurs 1% : 30 000,00 €
- Subvention Etat : 150 000,00 €
- Subvention Commune : 90 000,00 €
- Subvention Conseil Départemental 13 : 300 000,00 €
- Subvention Conseil Régional PACA : 48 540,00 €
- Prêt CIL : 80 000,00 €
- Ressources Propres : 428 000,32 €
- Total des ressources : 4 295 663,32 €

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du prêt : PLAI

Montant : 1 105 000 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : **Taux de livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt - **0,20%**. *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Profil d'amortissement : **Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

Modalité de révision : **Double révisabilité limitée (DL)**

Taux de progressivité des échéances : **De 0% à 50% maximum** (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt : PLAI Foncier

Montant : 517 485 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : **Taux de livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt **+0,19%**. *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Profil d'amortissement : **Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : **Double révisabilité limitée (DL)**

Taux de progressivité des échéances : **De 0% à 50% maximum** (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%*

Ligne du Prêt 3 :

Ligne du prêt : PLUS

Montant : 1 059 838 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : **Taux de livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt **+0,60%**. *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Profil d'amortissement : **Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : **Double révisabilité limitée (DL)**

Taux de progressivité des échéances : **De 0% à 50% maximum** (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%*

Ligne du Prêt 4 :

Ligne du prêt : PLUS Foncier

Montant : 486 800 euros

Durée de la phase de préfinancement : de 3 à 24 mois

Durée de la phase d'amortissement : 60 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel **Taux de livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt **+0,19%**. *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Profil d'amortissement : **Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés

Modalité de révision : **Double révisabilité limitée (DL)**

Taux de progressivité des échéances : **De 0% à 50% maximum** (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du*

taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

En conclusion, la garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour la durée totale des prêts soit :

- **40 ans à hauteur de 497 250,00 €** pour le prêt locatif à usage social (PLAI) ;
- **60 ans à hauteur de 232 868,25 €** pour le prêt locatif à usage social (PLAI foncier) ;
- **40 ans à hauteur de 476 927,10 €** pour le prêt locatif à usage social (PLUS) ;
- **60 ans à hauteur de 219 060,00 €** pour le prêt locatif à usage social (PLUS foncier).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°043/09 du 30 mars 2009, arrêtant le Programme Local de l'Habitat ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°070/10 du 29 mars 2010, relative à l'adoption du PLH ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°217/15 du 28 septembre 2015 relative à l'attribution de garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Les Borys » à Rognac ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence n° DEVT 008-679/16/CM du 30 juin 2016, définissant les conditions générales d'octroi des garanties d'emprunt.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est actée la nouvelle modalité de garantie d'emprunt accordée à la SA d'HLM Société Française des Habitations Economiques pour l'opération « Les Borys » à Rognac telle qu'exposée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à :

- s'engager, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt ;
- intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur ;
- signer la convention de garantie d'emprunt ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre et au suivi de ce dossier.

Article 3 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera délégataire du ou des logements réservataires.

Article 4 :

La présente délibération annule et remplace la délibération communautaire n°217/15 du 28 septembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance dite « Agglopolo Provence ».

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-870/16/CM

■ Attribution de garantie d'emprunt à la SA d'HLM Grand Delta Habitat pour l'opération - les Lauriers - à Sénas à hauteur de 55% de l'emprunt MET 16/1367/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence Habitat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de garantir les emprunts contractés par des bailleurs sociaux, des sociétés d'économie mixte, des établissements publics locaux ou des associations agréées pour la maîtrise d'ouvrage d'insertion ou des associations du secteur médico-social.

Il est rappelé que par courrier du 3 novembre 2015, la SA d'HLM Grand Delta Habitat a sollicité l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » une garantie d'emprunt pour l'opération « Les Lauriers » concernant l'acquisition-amélioration de 12 logements locatifs sociaux (4 PLAI, 8 PLUS) dont la typologie est de 3 T3, 7 T4 et 2 T5, situés 659 route de Salon à Sénas.

En outre, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône garantit à hauteur de 45% cette opération.

Il est proposé que la **Métropole d'Aix-Marseille-Provence garantis à hauteur de 55% le prêt d'un montant total de 902 022 €, souscrit par la SA d'HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit une garantie d'un montant de 496 112,10 €.**

Ce prêt est constitué de 2 lignes :

- Prêt PLUS d'un montant total de 623 132 €
- Prêt PLAI d'un montant total de 278 890 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est:

- **Prêt PLUS / PLAI : 902 022,00 €**
- **Subvention Etat PLAI : 40 000,00 €**
- **Subvention Département : 49 121,00 €**
- **Ressources Propres : 0,00 €**
- **Total des ressources : 991 143,00 €**

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du prêt : PLUS

Montant : 623 132 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt +0,60%. *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%*

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt : PLAI

Montant : 278 890 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt - 0,20%. *Révision du taux d'intérêt à chaque*

échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement déduit avec intérêts différés.

Modalité de révision : Double révisabilité limitée (DL)

Taux de progressivité des échéances : De 0% à 50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

En conclusion, la garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour la durée totale des prêts soit :

- **40 ans à hauteur de 342 722,60 €** pour le prêt locatif à usage social (PLUS) Foncier ;
- **40 ans à hauteur de 153 389,50 €** pour le prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°043/09 du 30 mars 2009, arrêtant le Programme Local de l'Habitat ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°070/10 du 29 mars 2010, relative à l'adoption du PLH ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° DEVT 008-679/16/CM du 30 juin 2016, définissant les conditions générales d'octroi des garanties d'emprunt.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt à la SA d'HLM Grand Delta Habitat dont les caractéristiques du prêt sont décrites ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à :

- s'engager, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt ;
- intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur ;
- signer la convention de garantie d'emprunt ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre et au suivi de ce dossier.

Article 3 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-871/16/CM

■ Attribution de garantie d'emprunt à la SA d'HLM Grand Delta Habitat pour l'opération - Le Chemin Creux - à Saint-Chamas à hauteur de 55% de l'emprunt

MET 16/1370/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence Habitat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de garantir les emprunts contractés par des bailleurs sociaux, des sociétés d'économie mixte, des établissements publics locaux ou des associations agréées pour la maîtrise d'ouvrage d'insertion ou des associations du secteur médico-social.

Ainsi, par courrier en date du 29 avril 2016, la SA d'HLM Grand Delta Habitat a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une garantie d'emprunt pour l'opération « Le Chemin Creux » concernant l'acquisition-amélioration de 84 logements locatifs sociaux (26 PLAI, 58 PLUS) dont la typologie est de 4 T2, 32 T3, 42 T4 et 6 T5, situés Cité du Chemin Creux à Saint-Chamas.

En outre, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône garantit à hauteur de 45% cette opération.

Il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence garantisse à hauteur de 55% le prêt d'un montant total de 5 345 328,00 €, souscrit par la SA d'HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit une garantie d'un montant de 2 939 930,40 €.

Ce prêt est constitué de 2 lignes :

- Prêt PLUS d'un montant total de 3 864 582 €
- Prêt PLAI d'un montant total de 1 480 746 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est:

- **Prêt PLUS / PLAI : 5 345 328,00 €**
- **Subvention Etat PLAI : 260 000,00 €**
- **Subvention Région : 293 373,00 €**
- **Ressources Propres : 0,00 €**
- **Total des ressources : 5 898 701,00 €**

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du prêt : PLUS

Montant : 3 864 582 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Taux d'intérêt actuariel annuel : **Taux de livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt **+0,60%**. *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Profil d'amortissement : **Amortissement déduit avec intérêts différés**

Modalité de révision : **Double révisabilité limitée (DL)**

Taux de progressivité des échéances : **De 0% à 50% maximum** (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

Ligne du Prêt 2 :

Ligne du prêt : PLAI

Montant : 1 480 746 euros

Durée de la phase de préfinancement : 0

Durée de la phase d'amortissement : 40 ans

Taux d'intérêt actuariel annuel : **Taux de livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt **-0,20%**. *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.*

Profil d'amortissement : **Amortissement déduit avec intérêts différés**

Modalité de révision : **Double révisabilité limitée (DL)**

Taux de progressivité des échéances : **De 0% à 50% maximum** (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du livret A). *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

En conclusion, la garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour la durée totale des prêts soit :

- **40 ans à hauteur de 2 125 520,10 €** pour le prêt locatif à usage social (PLUS) ;
- **40 ans à hauteur de 814 410,30 €** pour le prêt locatif à usage social (PLAI);

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°043/09 du 30 mars 2009, arrêtant le Programme Local de l'Habitat ;

- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°070/10 du 29 mars 2010, relative à l'adoption du PLH ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° DEVT 008-679/16/CM du 30 juin 2016, définissant les conditions générales d'octroi des garanties d'emprunt.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt à la SA d'HLM Grand Delta Habitat dont les caractéristiques du prêt sont décrites ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à :

- s'engager, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt ;
- intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur ;
- signer la convention de garantie d'emprunt ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre et au suivi de ce dossier.

Article 3 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-872/16/CM

**■ Attribution de garantie d'emprunt à l'Association AGAPEI 13 Nord-Ouest pour l'opération - Foyer d'Accueil Médicalisé La Sauvado - à Salon-de-Provence à hauteur de 55% de l'emprunt
MET 16/1371/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme Local de l'Habitat, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a décidé de garantir les emprunts pour les opérations de logements correspondant à la définition du logement social retenue par la Loi SRU.

Ainsi, par courrier du 1^{er} juin 2016, l'Association de Gestion des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés (AGAPEI) 13 Nord-Ouest a sollicité auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une garantie d'emprunt pour l'opération du Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) « La Sauvado » concernant les travaux d'extension, de réhabilitation et mise aux normes de 25 logements ou 30 places, situés Chemin Sans Souci à Salon-de-Provence.

En outre, la commune de Salon-de-Provence garantit à hauteur de 45% cette opération.

Il est proposé que la **Métropole d'Aix-Marseille-Provence garantisse à hauteur de 55% le prêt d'un montant total de 400 000 €,** souscrit par l'AGAPEI 13 Nord-Ouest auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, **soit une garantie d'un montant de 220 000,00 €.**

Ce prêt est constitué d'une ligne :

- Prêt PHARE (Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension) d'un montant total de 400 000 €

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est:

- **Prêt PHARE : 400 000,00 €**
- **Fonds Propres : 363 510,00 €**
- **Total des ressources : 763 510,00 €**

Les caractéristiques financières de chaque ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt 1 :

Ligne du prêt : PHARE

Montant : 400 000 €

Durée total : 20 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux de livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt **+0,60%**. Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux de Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire avec échéance déduite

Modalité de révision : Simple révisabilité (SR)

Taux de progressivité des échéances : 0%

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conclusion, la garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour la durée totale du prêt soit : **20 ans à hauteur de 220 000 €** pour le prêt PHARE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités ;
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°043/09 du 30 mars 2009, arrétant le Programme Local de l'Habitat ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération Salon- Etang de Berre-Durance n°070/10 du 29 mars 2010, relative à l'adoption du PLH ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° DEVT 008-679/16/CM du 30 juin 2016, définissant les conditions générales d'octroi des garanties d'emprunt.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt à l'AGAPEI 13 Nord-Ouest dont les caractéristiques du prêt sont décrites ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à :

- s'engager, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt ;
- intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur ;
- signer la convention de garantie d'emprunt ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre et au suivi de ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

DEVT 005-873/16/CM

■ **Transfert de garantie d'emprunt de l'Association Œuvre des Papillons Blancs de Salon-de-Provence à l'Association AGAPEI 13 Nord-Ouest pour l'opération de reconstruction du Foyer - La Sousto - à Salon-de-Provence à hauteur de 55% de l'emprunt - Modification de la délibération n°015/14 du 3 mars 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance MET 16/1372/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence Habitat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de garantir les emprunts contractés par des bailleurs sociaux, des sociétés d'économie mixte, des établissements publics locaux ou des associations agréées pour la maîtrise d'ouvrage d'insertion ou des associations du secteur médico-social.

Pour rappel, par courrier du 26 novembre 2013 l'Association Œuvre des Papillons Blancs de Salon-de-Provence a sollicité auprès de l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance dite « Agglopolé Provence » une garantie d'emprunt pour l'opération « La Sousto » concernant la reconstruction du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés de 32 places (dont 1 place d'accueil temporaire) et 8 logements autonomes, situés au 48 avenue Georges Borel à Salon-de-Provence.

En outre la commune de Salon-de-Provence garantit à hauteur de 45% cette opération.

Par délibération communautaire n°015/14 du 3 mars 2014, l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance a accordé sa garantie pour cette opération à hauteur de 55% de l'emprunt.

Par courrier du 25 mai 2016, l'Association de Gestion des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés 13 Nord-Ouest (AGAPEI 13 N-O) informe la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qu'elle gère le Foyer La Sousto depuis le 1^{er} janvier 2016, suite au regroupement associatif entre l'Œuvre des Papillons Blancs de Salon-de-Provence et la Chrysalide d'Arles. Ce changement d'association gestionnaire implique un transfert de contrat de prêt de l'Œuvre des Papillons Blancs à l'AGAPEI 13 N-O. En conséquence, l'AGAPEI 13 N-O sollicite le transfert de garantie accordée à l'Œuvre des Papillons Blancs sans changer les conditions financières.

Il est proposé que la **Métropole d'Aix-Marseille-Provence garantisse à hauteur de 55% le prêt d'un montant total de 4 085 422,00 €, transféré à l'AGAPEI 13 N-O auprès de la Caisse d'Epargne, soit une garantie d'un montant de 2 246 982,10 €.**

Pour rappel, les caractéristiques du contrat de prêt locatif social sont les suivantes :

Montant du prêt : 4 085 422 €

Taux actuariel annuel initial : 2,36%

Taux d'intérêt du prêt : taux proportionnel annuel initial : 2,34%

Indice de référence : taux de rémunération du livret A

Taux initial de l'indice de référence : 1,25% (taux de rémunération en vigueur lors de l'établissement du contrat)

Révision du taux : en fonction de la variation du taux de rémunération du livret A

Durée totale maximale : 32 ans

Charges révisables en fonction de la variation du taux d'intérêt

Périodicité : trimestrielle

Amortissement du capital : Amortissement constant fixé ne variatur

Taux effectif global : 2,36%

Taux de période : 0,59%

Durée de la période : trimestrielle

Période de réalisation :

- Durée minimum 3 mois

- Durée maximum 24 mois

Période d'amortissement :

Durée : 30 ans

La convention de garantie entre l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre- Durance et l'Œuvre des Papillons Blancs signée le 21 février 2015 prévoit que la garantie des emprunts préalablement accordée est maintenue à l'occasion d'un transfert de l'emprunt garanti du bénéficiaire initial à une nouvelle entité dans les mêmes conditions.

En conclusion, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour le transfert de garantie d'emprunt accordée à l'Œuvre des Papillons Blancs à l'AGAPEI 13 N-O sans changer les conditions financières du contrat de prêt initialement signé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article R 221-19 du Code Monétaire et Financier ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°043/09 du 30 mars 2009 de la Communauté d'Agglomération Etang de Berre Durance, arrêtant le Programme Local de l'Habitat ;
- La délibération communautaire n°070/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, relative à l'adoption du PLH ;
- La délibération communautaire n°015/14 du 3 mars 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, relative à l'attribution de garantie d'emprunt à l'Association Œuvre des Papillons Blancs pour l'opération de reconstruction du Foyer « La Sousto » à Salon-de-Provence à hauteur de 55% de l'emprunt ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n°DEVT 008-679/16/CM du 30 juin 2016, définissant les conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- La lettre de saisine de l'AGAPAI 13 N-O en date du 25 mai 2016, demandant l'accord de transfert de garantie de l'Association Œuvre des Papillons Blancs de Salon-de-Provence à l'AGAPEI 13 N-O.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord de transfert de garantie d'emprunts de l'Œuvre des Papillons Blancs à l'AGAPEI 13 N-O dans les mêmes conditions de prêt décrites ci-dessus.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à s'engager, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 3 :

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie d'emprunt ainsi que tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-874/16/CM

■ Transfert de propriété à titre onéreux au bénéfice de Ouest Provence Habitat de la parcelle cadastrée section DR n°51p à Entressen pour la réalisation d'un programme de logements sociaux MET 16/1441/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a approuvé, par la délibération n° 431/15 du 22 octobre 2015, le transfert en pleine propriété de l'immeuble cadastré section DR n° 51p sis à Entressen, au prix de 1 020 000,00 euros Hors Taxes, au bénéfice de Ouest Provence Habitat dans le cadre de la réalisation d'un programme de logements sociaux.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Il convient donc dans ce cadre de modifier la délibération n° 431/15 du Bureau syndical du 22 octobre 2015 et d'autoriser expressément le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à signer l'acte authentique et les documents en découlant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 431/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 22 octobre 2015 relative au transfert de propriété à titre onéreux au bénéfice de Ouest Provence Habitat de la parcelle cadastrée section DR n° 51p à Entressen pour la réalisation d'un programme de logements sociaux.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du signataire des actes mentionné dans la délibération n° 431/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 22 octobre 2015 relative au transfert de propriété à titre onéreux au bénéfice de Ouest Provence Habitat de la parcelle cadastrée section DR n° 51p à Entressen pour la réalisation d'un programme de logements sociaux.

Article 2 :

Conformément à la délibération n° 431/15 et à l'avis des Domaines, il est rappelé que la présente cession est consentie et acceptée au prix de 1 020 000,00 € H.T (un million vingt mille euros hors taxes).

Article 3 :

Maître Sabrina Dris, notaire à Istres, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique correspondant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés lié à la présente cession est à la charge de Ouest Provence Habitat.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 024, nature 024

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-875/16/CM

**■ Approbation du programme de renouvellement urbain - Autorisation du Président à signer le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues
MET 16/1391/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale confié à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, une géographie de territoires prioritaires a été contractualisée avec les anciens Établissements Publics de Coopération Intercommunale définissant les périmètres des quartiers prioritaires et les périmètres des quartiers en rénovation urbaine.

Les compétences exercées préalablement par la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues en vertu de l'intérêt communautaire sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

L'animation et la coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance sont confiés au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Le comité d'engagement de l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain en date du 23 mai 2016 a donné un avis favorable au Programme défini dans le cadre du Protocole de Préfiguration du Projet de Renouvellement Urbain porté par le Pays de Martigues.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L.5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent Code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé au programme d'études de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues.

Il est donc proposé à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approuver le programme du Protocole de Préfiguration du Projet de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues pour un montant global de 4 169 400 euros hors taxe dont une participation prévisionnelle de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de 491 375 euros hors taxe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La décision du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain du 21 avril 2015 et du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur désignant le quartier des Comtes de la commune de Port-de-Bouc et le quartier de Mas de Pouane de la commune de Martigues comme quartier d'Intérêt Régional ;
- La décision du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain du 15 décembre 2014 désignant le quartier des Aigues-Douces de la commune de Port-de-Bouc comme quartier d'Intérêt National ;
- Le programme d'intervention approuvé par le Comité d'Engagement de l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain du 23 mai 2016 ;
- Le Comité de Pilotage de validation du protocole de préfiguration du Pays de Martigues en date du 1^{er} juillet 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues, tel qu'il figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ledit protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-876/16/CM

**■ Projet de rénovation urbaine du quartier Abeille - Maurelle - Matagots à La Ciotat - Approbation des avenants de transfert relatifs aux conventions avec les S.A. Phocéenne d'Habitations et Logirem dans le cadre de la résidentialisation liée au Projet de Rénovation Urbaine.
MET 16/1245/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune mène depuis plusieurs années un projet ambitieux de rénovation urbaine au sein du quartier Abeille/Maurelle/Matagots dans le cadre d'une convention ANRU qui a établi notamment un partenariat entre les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux.

Ainsi, deux conventions ont été signées avec les bailleurs sociaux Logirem et Phocéenne d'Habitations afin d'établir les modalités techniques et financières de partenariat avec la Ville.

Aujourd'hui, compte tenu de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, la compétence en matière de politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat a été transférée à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce transfert de compétence entraîne une substitution de plein droit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Commune de La Ciotat dans toutes les délibérations et les actes, pris par cette dernière au titre de cette même compétence, y compris les contrats qu'elle a conclus.

Il appartient donc à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de se substituer à la Commune de La Ciotat dans le cadre des conventions de cofinancement que la commune a établi avec les bailleurs sociaux.

Il convient donc d'approuver les avenants de transferts tripartites entre la Ville de la Ciotat, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et d'une part la S.A. Phocéenne d'Habitations et d'autre part, la S.A. LOGIREM et d'autoriser le Président de la Métropole ou son représentant à signer ces avenants de transfert.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 approuvant la convention avec l'Agence nationale pour la rénovation Urbaine ;
- Les délibérations de la ville de la Ciotat n°8 du 18 décembre 2015 et de la Communauté urbaine n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 autorisant le transfert à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat (DGR 15/14361/CC) ;
- La délibération de la Ville du 12 septembre 2016 approuvant les avenants de transfert relatifs aux conventions de cofinancement dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour les opérations de résidentialisation dans les quartiers de l'Abeille et de la Maurelle à La Ciotat et autorisant le Maire à les signer ;
- Le courrier du Président de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 septembre 2016, courrier du Président du Conseil de Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les avenants de transfert relatifs aux conventions de cofinancement dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine pour les opérations de résidentialisation dans les quartiers de l'Abeille et de la Maurelle à La Ciotat.

- Qu'il convient d'autoriser le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant à signer ces avenants.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants de transfert des conventions de cofinancement dans le cadre des opérations de résidentialisation liée au Projet de Rénovation Urbaine Abeille/Maurelle/Matagots, entre d'une part, la Ville, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la S.A. Phocéenne d'Habitations et d'autre part, entre la Ville, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la S.A. Logirem.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C140 – Nature 204182 - Fonction 515 - Service Gestionnaire 5DUFE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-877/16/CM

■ Approbation du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) du quartier de La Maille 1 Mercure situé sur la commune de Miramas MET 16/1340/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville. Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont remplacés, de 2015 à 2020, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale.

La loi Lamy précitée a, en effet, créé un nouveau cadre pour la politique de la ville et a renouvelé ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,

- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Ainsi, prenant acte de cette nouvelle définition législative de la politique de la ville, le SAN Ouest Provence, par délibération n° 304/14 en date du 16 juillet 2014, puis par délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, a redéfini sa compétence en la matière sur le territoire intercommunal, compétence qu'il exerçait déjà dans le cadre des CUCS (Contrats Urbains de Cohésion Sociale).

Le décret n° 2014-1750 en date du 30 décembre 2014, quant à lui, a fixé la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains. Concernant le territoire d'Istres Ouest Provence, les quartiers la Maille (Maille I, II, III, et une partie des Molières) et la Carraire sur la commune de Miramas, ainsi que le quartier du Prépaou sur la commune d'Istres, ont été reconnus comme tels.

Afin de poursuivre la solidarité territoriale en matière de cohésion urbaine actuellement en cours, Ouest Provence et les communes d'Istres, de Miramas et de Port-Saint-Louis-du-Rhône ont souhaité que soient intégrés à ce nouveau périmètre les quartiers sortants des CUCS en tant que « territoires de veille active ». Pour la commune de Miramas, il s'agit du centre-ville et d'une partie du quartier des Molières. Pour la commune d'Istres, il s'agit du quartier des Echoppes.

Pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, il s'agit de l'ensemble des quartiers d'habitat social avec une priorité donnée au quartier Vauban et aux quartiers Croizat, Jolivet et Allende.

Le contrat de ville intercommunal approuvé par délibération n°389/15 du 29 septembre 2015, et signé par l'ensemble des partenaires le 23 octobre 2015 s'articule autour de 3 grands piliers :

- Le pilier Cohésion Sociale se veut une approche globale des vecteurs de l'inclusion sociale et citoyenne des habitants, à travers la promotion du vivre ensemble dès le plus jeune âge, déclinée dans les volets suivants : la réussite éducative, la santé, la prévention de la délinquance, la citoyenneté et l'accès au(x) droit(s), qui est le socle de l'accompagnement social, économique et citoyen, doit être organisé pour éviter tout phénomène d'exclusion et pour faciliter l'intégration citoyenne. Corollaire de cette ambition, la lutte contre les discriminations est affirmée comme un enjeu fort sur le territoire.
- Le pilier Emploi et Développement Economique dont l'objectif est de favoriser l'émergence et la pérennisation de tissus économiques locaux pour les habitants et permettre une meilleure inscription des habitants dans les évolutions structurelles du marché du travail local.

- Le pilier Cadre de Vie et Renouvellement Urbain, dont l'objectif est de mettre en œuvre une politique de l'habitat et du logement intégrée aux projets urbains permettant la transformation des quartiers et la réponse aux aspirations résidentielles des habitants, d'assurer l'émergence d'une dynamique participative pour l'amélioration du cadre de vie, que cela soit dans le cadre d'opérations programmées dans le cadre du NPNRU ou au titre d'actions de droit commun développées en lien avec les politiques communautaires ou communales.

Les axes transversaux suivants se déclinent dans chacun des trois piliers : la jeunesse, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations, la promotion des valeurs de la république et de la citoyenneté.

Un cinquième impératif a été déterminé, à savoir la promotion et l'activation de la participation des habitants dans l'ensemble des démarches engagées en direction des quartiers.

Par ailleurs, la loi n°2013-710 du 1er août 2013 avait instauré les Programmes de Rénovation Urbaine. Le quartier de la Maille II à Miramas avait été retenu à ce titre. La convention partenariale a été approuvée le 26 novembre 2009, et le projet est actuellement en cours d'achèvement.

La loi Lamy a institué un Nouveau Programme de Renouvellement Urbain. Désormais, le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain, signé en amont de la future convention, constitue une annexe au contrat de ville.

Le protocole précise l'ambition du programme, les études à mener, les actions à lancer dès à présent (autorisation de démarrage anticipé). Il permet la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation. Pendant toute la phase de mise en œuvre du protocole, le contrat de ville reste la référence absolue. A ce titre, les habitants seront acteurs à part entière de la démarche via le Conseil Citoyen et la Maison du Projet.

Le conseil d'administration de l'ANRU du 15 décembre 2014 a adopté la liste des quartiers du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain. Cette liste a été confirmée par l'arrêté du 29

avril 2015 du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports et de la secrétaire d'État chargée de la politique de la ville, qui a fixé la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain.

S'agissant du territoire d'Istres Ouest Provence, le quartier la Maille I-Mercure, situé sur la commune de Miramas, a été retenu comme projet national.

En effet, ce quartier édifié au cours des années 70, cumule un grand nombre de difficultés, tant au niveau de sa population (revenu médian très inférieur au seuil de pauvreté, 61% des ménages non imposés, 50% de non diplômés ...), que de sa configuration urbaine (quartier enclavé, 86% de logements sociaux ...).

Le projet de protocole de préfiguration a été présenté en comité de pilotage le 6 octobre 2015, puis en Réunion Technique Partenariale de l'ANRU le 10 décembre 2015. Le dossier a, à son tour, été examiné par le Comité d'Engagement de l'ANRU le 31 mars 2016.

Enfin, un comité de pilotage s'est réuni le 12 juillet 2016 pour prendre en compte les recommandations du Comité d'Engagement transmises le 31 mai 2016.

Ce protocole s'appuie sur l'expérience acquise lors du PRU de la Maille II pour définir le projet urbain du quartier la Maille I-Mercure et les orientations stratégiques ainsi déclinées :

- Maintenir et développer les dynamiques économiques du quartier et favoriser la mixité fonctionnelle,
- Rendre le quartier efficient sur le plan environnemental pour améliorer durablement les conditions de vie,
- Favoriser la mixité sociale,
- Désenclaver le quartier et favoriser la mobilité des personnes.

Il met en œuvre les moyens humains, techniques et financiers qui permettront d'aboutir au final à l'écriture de la convention partenariale de rénovation urbaine.

Les dépenses prévisionnelles s'élèvent à 2 290 500 € H.T. se décomposant comme suit :

Coût global H.T.	Métropole	Ville de Miramas	Région Paca	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
2 290 500 €	404 750 €	157 500 €	99 250 €	309 750 €	95 000 €	58 000 €	1 157 750 €	8 500 €

Conformément à l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « sans préjudice de l'article L 5217-2, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés en vertu du I de l'article

L 5218-1 du présent Code. Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur l'approbation du protocole de préfiguration du NPNRU du quartier Maille I – Mercure situé sur la commune de Miramas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine ;
- Le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;
- Le décret n°2015-299 du 16 mars 2015 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;
- L'arrêté du 29 avril 2015 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain ;
- L'arrêté ministériel du 7 août 2015 portant approbation du RGA de l'ANRU relatif au NPNRU ;
- Le règlement financier de l'ANRU en vigueur ;
- La décision du conseil d'administration de l'ANRU du 15 décembre 2014 désignant le quartier de la Maille I – Mercure de la commune de Miramas comme quartier d'intérêt national ;
- L'avis du comité d'engagement de l'ANRU du 31 mars 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, du quartier la Maille I-Mercure situé sur la commune de Miramas. Il sera annexé au contrat de ville 2015-2020 du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le présent protocole de préfiguration et tous les documents afférents.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à effectuer toutes les démarches de demandes subventions correspondantes auprès des divers financeurs, signataires ou non du présent protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-878/16/CM

■ Contrat de Ville du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Modification du programme annuel 2016

MET 16/1346/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014 donne aux Communautés d'Agglomérations la compétence de droit en matière de Politique de la Ville. A cette fin, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a délibéré le 17 décembre 2014 pour s'emparer pleinement de la compétence obligatoire que représente la Politique de la Ville.

Au 1^{er} janvier 2015, une nouvelle génération de contrats de ville est entrée en vigueur pour la période 2015-2020. Agglopolo Provence, avec les communes de Salon-de-Provence et Berre-l'Etang, a donc conduit l'élaboration d'un nouveau Contrat de Ville Intercommunal, qui a été signé par l'ensemble des 25 partenaires et institutions le 3 juillet 2015.

L'année 2016 est donc la première année de plein exercice de la réforme de la Politique de la Ville.

Le programme d'actions pour 2016 a été approuvé lors de la séance du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

Cette année, 59 actions ont ainsi été retenues. Depuis cette approbation, deux actions nouvelles ont été présentées et ont fait l'objet d'un avis favorable. Ces actions peuvent donc être financées dans le cadre d'une modification du programme 2016 sans modification de l'enveloppe octroyée par l'Etat ou par la Métropole.

Il s'agit :

- D'une part, de permanences de l'association SOS Femmes au bénéfice des personnes victimes de violences intrafamiliales. La subvention demandée s'élève à 17.000 €,
- D'autre part, d'une action d'éducation à l'environnement en direction des publics défavorisés, menée par le Centre d'Animation

Intitulé de l'action	Porteur de projet	Métropole	Etat
Pôle de compétence développement durable	CAVM	6.000€	6.000€ (FIV Politique de la Ville)
Permanence d'aide aux victimes de violences familiales	SOS Femmes	17.000€	2.000€ (FIPD)
TOTAUX		23.000€	6.000€ (FIV) 2.000€ (FIPD accordé)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n°273/14 du 17 décembre 2014 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° DEVT 007-678/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le programme annuel 2016 du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais ;

du Vieux Moulin : pôle de compétence développement durable et environnement. La subvention sollicitée auprès de la Métropole s'élève à 6.000 €. L'Etat sera également appelé à financer cette action à la même hauteur au titre du Contrat de Ville.

Le budget inscrit au titre du Contrat de Ville au budget de la Métropole est suffisant pour pouvoir assurer le financement de ces deux opérations.

Il convient aujourd'hui d'approuver le financement de ces deux actions supplémentaires à celles déjà définies dans la délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° DEVT 007-678/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le programme annuel 2016 du Contrat de Ville, conformément au plan de financement présenté ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT :

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification du programme d'actions du Contrat de Ville du Territoire du Pays Salonais pour l'année 2016, en complément du programme déjà voté par délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° DEVT 007-678/16/CM du 30 juin 2016.

Article 2 :

Sont approuvés les plans de financement prévisionnels de chacune des actions nouvelles (figurant en annexe), supplémentaires à ceux déjà définis par la délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° DEVT 007-678/16/CM du 30 juin 2016.

Article 3 :

Il est demandé à l'Etat d'apporter son concours financier à ces actions selon le plan de financement prévu.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-879/16/CM

■ **Mise en place d'une aide exceptionnelle aux communes concernées par les incendies de forêt
MET 16/1485/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de cet été, plusieurs communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont une nouvelle fois été touchées par des incendies de forêt qui ont détruit au total près de 5000 ha de forêt et de végétation, des habitations et entreprises, des équipements scolaires ou des biens mobiliers avec d'autres départs de feux intervenus dès le mois de juin, jusqu'au début du mois de septembre.

Plusieurs centaines de personnels avec d'importants moyens ont dû être mobilisés pour éviter le pire avec des sinistres survenus dans une période de sécheresse sévère, et sans précédent depuis ces quinze dernières années. Leur action remarquable a permis de circonscrire les feux à des périmètres pourtant conséquents du fait de circonstances climatiques très défavorables. Les communes sinistrées sont aujourd'hui pleinement mobilisées pour procéder aux travaux de première urgence afin d'éviter de nouvelles catastrophes avec l'arrivée des pluies cévenoles de l'automne, survenant sur des sols fragilisées, très vulnérables au risque de ravinement.

Dans ce contexte il est proposé au Conseil de la Métropole de voter une aide exceptionnelle d'un million d'euros à verser aux communes concernées.

Les deux élus, vice-président et élue déléguée - prévention des risques et forêt- ont pris l'attache des communes pour évaluer avec elles l'étendue et la nature des dommages et besoins à prendre en compte.

Leurs conclusions attendues très prochainement permettront l'attribution commune par commune d'aides circonstanciées. Cette répartition interviendra lors du prochain Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance qui s'attache à l'attribution d'une aide exceptionnelle aux communes touchées par les incendies de forêt durant l'été 2016.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la mise en place d'une aide exceptionnelle d'un montant d'un million d'euros aux communes concernées par les incendies de forêt au cours de l'été 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-880/16/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein des associations Forêts Modèle de Provence et des communes forestières du Var - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 16/1395/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substitué de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors des séances du 7 avril 2016 et du 30 juin 2016. Il est proposé de procéder à de nouvelles désignations au sein des associations Forêts Modèle de Provence et des communes forestières du Var conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à ces nouvelles désignations.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein :

Des associations Forêts Modèle de Provence :

- Titulaire : Monsieur Pierre COULOMB

- Suppléant : Madame Danièle GARCIA

Des communes forestières du Var :

- Titulaire : Monsieur Patrick PIN

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-881/16/CM

■ Campagnes annuelles de lutte contre les moustiques MET 16/1345/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral, une campagne de démoustication se déroule chaque année sur une vingtaine de communes du département des Bouches-du-Rhône comprise dans toute la zone territoriale d'action de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen (E.I.D).

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mandate l'EID, opérateur public environnemental en zones humides, participe au financement des travaux de démoustication et fait notamment l'avance des participations communales. Les communes doivent reverser 25% du montant des dépenses de démoustication au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Depuis plusieurs années, les communes de Berre l'Etang, Rognac, Salon de Provence et Saint-Chamas sont intégrées dans la zone de lutte contre les moustiques.

Dès 2005 et jusqu'à présent, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance, par délibération communautaire n°177/05 du 20 septembre 2005, s'est substituée aux quatre communes pour financer cette action d'intérêt général, de part ses compétences en « Protection de l'environnement et cadre de vie » et « Aménagement de l'Espace ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Pour l'année 2016, la participation prévisionnelle s'élève à 125 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 177/05 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance en date du 20 septembre 2005 relative aux campagnes de lutte contre les moustiques ;
- L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 relatif à la campagne de lutte de contrôle de la nuisance liée aux moustiques dans le Département des Bouches-du-Rhône – année 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aux communes de Berre l'Etang, Rognac, Salon de Provence et Saint-Chamas pour participer au financement des campagnes annuelles de démoustication réalisées par l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen.

Article 2 :

Le montant de la participation est estimé à 125 000 € pour l'année 2016.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section de fonctionnement sur la ligne 65733 du Budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-882/16/CM

■ Approbation d'un avenant à la convention de mise à disposition au profit de la Safer sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 16/1378/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 3 novembre 2011, le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a signé une convention de mise à disposition au profit de la Safer concernant des biens immobiliers ruraux situés sur la commune d'Aubagne, d'une surface totale de 1 ha 80 a 03 ca pour une durée de six ans. Cette convention a permis à deux agriculteurs maraîchers, d'accéder ainsi à du foncier agricole dans le cadre d'un bail Safer : Monsieur Olivier Pourtal pour une surface de 1 ha 18 a 13 ca et Monsieur Claude Paolazzi sur 61 a 90 ca.

Monsieur Pourtal ayant été retenu, après appel à candidature sur le projet de la ferme des Jonquiers, a souhaité résilier son bail au 31 mai 2016, un an avant l'échéance.

Monsieur Paolazzi reste locataire jusqu'au terme du bail.

Cette résiliation partielle modifie la convention initiale et implique la signature d'un avenant modifiant :

- La nouvelle surface totale à 61 a 90 ca,
- Le montant de la redevance annuelle à 228,32 € (deux cent vingt-huit euros et trente-deux centimes).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de permettre la valorisation des terres agricoles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention de mise à disposition Safer d'immeubles ruraux.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-883/16/CM

**■ Avis sur l'arrêté du ministère de la défense relatif à la prescription d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du dépôt des oléoducs de défense situé à Port-de-Bouc et concernant les communes de Port-de-Bouc et de Fos-sur-mer
MET 16/1530/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI) exploite depuis 1960 un dépôt pétrolier de 43.000m³ surnommé « dépôt de Fos » sur la commune de Port-de-Bouc. Cet établissement est prévu pour stocker du carburéacteur et du gazole.

En raison des volumes des liquides inflammables stockés, l'établissement est classé SEVESO seuil haut et est soumis à la procédure des Plans de Préventions des Risques Technologiques (PPRT).

Le PPRT est un outil réglementaire de prévention des risques industriels qui permet d'agir :

- sur l'urbanisation existante et sur l'interdiction ou la limitation de l'urbanisation future
- sur la maîtrise des risques à la source par la mise en œuvre de mesures supplémentaires

Par courrier du 1^{er} août 2016, le Préfet des Bouches-du-Rhône, informe du projet d'arrêté élaboré par le ministère de la Défense, prescrivant l'élaboration d'un PPRT militaire relatif au dépôt pétrolier des oléoducs de défense exploité par le SNOI sur la commune de Port-de-Bouc.

En vertu de l'article R515-40 II du Code de l'Environnement, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est consultée pour avis du fait que les deux communes concernées, Fos-sur-mer et Port-de-Bouc font parties du territoire métropolitain.

La procédure débute par la prescription du PPRT, par arrêté du Ministre de la Défense dont l'objet est de définir le périmètre d'étude, la nature des risques et les modalités de concertation.

Le périmètre d'exposition aux risques prend en compte la nature et l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de danger et les mesures de prévention mises en œuvre ou prescrites.

Ce dépôt d'hydrocarbures, réparti sur 5 bacs de stockage totalisant 43.000 m³ est susceptible de générer des effets thermiques, des effets de surpression et de projections. Ces phénomènes dangereux à cinétique rapide génèrent un périmètre d'exposition aux risques qui dépasse les limites de l'établissement et qui doit être traité par le PPRT.

Quelques habitations et établissement avec une activité permanente étant compris dans le périmètre, il est envisagé de créer une commission de suivi de site (CSS).

Le PPRT fera l'objet d'une réunion publique et de plusieurs réunions rassemblant les Personnes et Organismes Associés (POA) dont feront parties la Métropole et les deux communes concernées.

Une enquête publique viendra clôturer la procédure dont la durée envisagée pour l'instruction est de 18 mois à compter de l'arrêté de prescription.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.515-15 à L.515-25, R.511-9 et R.511-10 et R.515-39 à R.515-50 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et au Plan de Prévention des Risques Technologiques ;
- Le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- L'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- L'étude de dangers relative au dépôt pétrolier des oléoducs de défense commune de Port-de-Bouc réalisées par l'INERIS et présentée par le Service National des Oléoducs Interalliés en date du 17 septembre 2013.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable au projet d'arrêté du Ministère de la Défense prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du dépôt des oléoducs de défense situé à Port-de-Bouc et concernant les communes de Port-de-Bouc et de Fos-sur-mer.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-884/16/CM

**■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Amorce et paiement de la cotisation 2016
MET 16/1090/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Amorce, dont le siège social est situé 18 rue Gabriel Péri - 69623 Villeurbanne Cedex, rassemble plus de cinq cents collectivités territoriales de toutes tailles, ainsi que des professionnels (entreprises, bureaux de conseil, établissements publics) concernés par la gestion des déchets et par l'énergie et les réseaux de chaleur.

Ses domaines d'intervention concernent l'évolution des politiques territoriales, le coût de la gestion des déchets, le financement et la fiscalité, les filières dédiées et la Responsabilité Elargie des Producteurs, la prévention et la réduction des déchets à la source, la collecte des déchets et des déchèteries, la valorisation organique et énergétique des déchets ménagers, le stockage des déchets.

Dans ces domaines, l'association a pour buts d'assurer les échanges d'information entre ses membres, de les aider à gérer du mieux possible leurs services publics, de susciter et d'animer le dialogue avec les organismes et entreprises de ces secteurs, ainsi que de représenter ses adhérents auprès des autorités compétentes françaises et internationales.

Il est donc proposé d'autoriser le paiement de la cotisation annuelle qui est en 2016 de 7,39 euros par 1000 habitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'association Amorce représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de gestion et valorisation des déchets ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2016.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Amorce et le règlement de la cotisation 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2016 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Sous-Politique G 110 – Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-885/16/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine) et paiement de la cotisation 2016

MET 16/1118/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 2010 à la suite de rencontres entre collectivités sur le thème de la propreté urbaine, l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) réunit les élus et les agents territoriaux des collectivités sur la thématique de la propreté urbaine.

L'objectif de l'AVPU est de faire progresser la propreté urbaine et de favoriser la perception positive de cette progression par les citoyens. Elle incite les collectivités locales à mesurer le plus objectivement possible leurs actions pour la propreté urbaine, notamment à l'aide de la grille des Indicateurs Objectifs de Propreté (IOP). Cela permet à l'AVPU d'élaborer un référentiel statistique national et de réaliser pour le compte des adhérents une analyse de leurs résultats trimestriels.

L'AVPU poursuit par ailleurs des réflexions thématiques avec la constitution de groupes restreints (clubs AVPU) qui travaillent sur un sujet en particulier et rendent compte auprès de l'ensemble des adhérents de leur réflexion et formulent des recommandations.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole était adhérente à l'AVPU.

L'adhésion de la Métropole à l'AVPU permet notamment :

- l'accès à des moyens de mesure du niveau de la propreté et une consolidation des données issues des indicateurs pour établir un référencement national.
- un échange de bonnes pratiques et partage d'expériences entre collectivités qui s'engagent dans une démarche d'amélioration de la propreté urbaine.
- la participation d'agents de la collectivité à des rencontres annuelles.

L'AVPU est une association loi 1901 à but non lucratif. Son fonctionnement est financé par les adhésions.

Les frais d'adhésion sont liés à la taille de la collectivité territoriale.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine), dans la continuité de l'action déjà engagée par le territoire de Marseille Provence.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2016 est de 2 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine) et le paiement d'une cotisation de 2000 euros auprès de l'AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine) pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget 2016 de la Métropole - Sous Politique G120 – Nature IB 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-886/16/CM

■ Approbation de l'avenant n 7 au contrat de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers et assimilés par enfouissement et stockage au CET de la Vautubière MET 16/1335/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé que l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a confié à la SMA ENVIRONNEMENT, par une convention de délégation de service public de 16,5 années et 30 ans de post-exploitation assortie d'un bail emphytéotique, l'exploitation du centre de stockage de déchets situé à la Vautubière à compter du 1^{er} janvier 2006.

Ce contrat a été modifié et complété par :

- un avenant n°1, adopté au Conseil Communautaire du 27 juin 2006 qui s'imposait du fait de la création d'une société dédiée à la gestion du site, et baptisée Sud Marseille Assainissement Vautubière (SMA V) ;
- un avenant n°2, adopté au Conseil Communautaire du 24 octobre 2006, apportant diverses précisions sur les droits et obligations de la société titulaire du contrat de délégation à savoir SMA E d'une part et SMA V d'autre part ;
- un avenant n°3, adopté au Conseil Communautaire du 8 octobre 2012, portant amendements pour d'une part, tenir compte des recommandations des services de l'Etat et des engagements des parties et d'autre part, éviter des difficultés d'interprétation ;
- une modification unilatérale du contrat autorisée par délibération du 8 octobre 2012, correspondant aux points qui n'ont pas pu être portés à l'avenant n°3 faute d'accord entre les parties suite à la révision quinquennale du contrat et aux préconisations de la Chambre Régionale des Comptes ;
- un avenant n°4, adopté au Conseil Communautaire du 8 avril 2013, portant sur la modification de la formule de révision des prix suite à la disparition d'un indice, et le retrait du bail emphytéotique administratif de 289 m2 de terrain qui doivent être cédés au Conseil Général ;
- un avenant n°5 adopté au Conseil Communautaire du 26 mai 2014, portant sur la modification de la formule de révision des prix suite au changement de base de l'indice 351107 ;

- un avenant n°6 adopté au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, portant sur la modification de la formule de révision des prix suite à la disparition d'un indice ;

Il est proposé aujourd'hui de conclure un septième avenant portant sur la modification de la formule de révision des prix suite à la disparition d'un indice ;

En effet, l'indice 351107 – base 100 – 2010 a cessé d'être publié en Janvier 2016 au profit de l'indice 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité>36kVA »- base 100 – 2010. L'INSEE propose un coefficient de raccordement de 1,1762.

Il convient donc de modifier la formule de révision prévue à l'article 13 de la convention d'exploitation comme suit :

$$P_n = P_0 \times [0.15 + 0.85 \times [(0.65 \times \mathbf{1.430} \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHTTS1}_0) + (0.10 \times \text{FSD1} / \text{FSD1}_0) + (0.10 \times \mathbf{1.833} \times \text{Ind.1870} / \text{1870T}_0) + (0.15 \times \mathbf{1.033} \times \mathbf{1.1936} \times \mathbf{1.1762} \times \text{Ind.35111403} / \text{El}_0)]]$$

Avec :

P_n correspondant au prix révisé,
 P_0 au prix initial de l'année 2006,

ICHT-IME à la valeur de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, des industries mécaniques et électriques connue au 31 décembre de l'année précédant la révision,
 ICHTTS1₀ à la valeur de base de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés confondus, dans les services aux entreprises au mois M₀ soit en mai 2005 : 129.6,

FSD1 à la valeur de l'indice service divers connue au 31 décembre de l'année précédant la révision,
 FSD1₀ à la valeur de ce même indice en mai 2005 : 103.9,

Ind.1870 à la valeur de l'indice 1870 « Gazole » connue au 31 décembre de l'année précédant la révision,
 1870T₀ à la valeur de l'indice 1870T « Gazole » en mai 2005 : 155.1,

Ind.35111403 à la valeur de l'indice 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité>36kVA » connue au 31 décembre de l'année précédant la révision,
 El₀ à la valeur de l'indice 40-10-10 « électricité moyenne tension, tarif vert A » en mai 2005 : 103.3.

Les coefficients de raccordement (chiffres en gras dans la formule) correspondent au rapport entre la valeur du nouvel indice et celle de l'ancien au moment de la suppression de ce dernier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers et assimilés par enfouissement et stockage au CET de la Vautubière tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-887/16/CM

**■ Demande d'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative pour la création d'un bassin d'eau pluviale Delprat/Fournacle à Marseille 13^{ème} arrondissement
MET 16/1139/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la lutte contre le risque d'inondation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a réalisé des études pour la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales drainées par le ruisseau de la Croix Rouge à Marseille 13^{ème} située avenue Fournacle et le boulevard Delprat.

L'implantation du bassin de rétention est projetée sur la parcelle E0028 réservée au Plan Local d'Urbanisme n°42-302. L'exécutoire du bassin de rétention doit être raccordé sur une canalisation d'eau pluviale existante, mais localisé en domaine privé.

Compte tenu de l'intérêt de réaliser cette opération indispensable dans le cadre de sa mission de lutte contre les inondations et devant le refus constant de certains propriétaires d'autoriser le raccordement du bassin de rétention sur la canalisation d'eau pluviale existante, il convient de recourir à l'établissement d'une servitude administrative au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui l'autorisera à réaliser cette opération.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise le Président à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est nécessaire de lancer une procédure d'institution d'une servitude administrative pour la création d'un bassin de rétention situé avenue Fournacle et boulevard Delprat à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure d'institution d'une servitude administrative permettant d'autoriser la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à réaliser la création d'un bassin de rétention Delprat/Fournacle.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'institution d'une servitude administrative telle que prévue par le Code de l'Expropriation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-888/16/CM

**■ Adaptation de la période de relève et de la grille tarifaire de l'eau et de l'assainissement de la Régie de Gémenos pour 2016
MET 16/1255/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération PEDD 004/1291/15/CC du 25 septembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait délibéré sur l'actualisation des tarifs de l'eau et de l'assainissement de la régie de Gémenos et sur la mise en œuvre de deux relèves annuelles des compteurs, en janvier et juillet, avec une facturation semestrielle en février et août.

Cette délibération a dû faire l'objet, par délibération du 21 décembre 2015 PEDD 015-1640/15/CC, et en raison de la mise en place de la Métropole d'Aix-Marseille -Provence, d'une modification des dates de relèves pour 2016 : elles ont alors été fixées à fin février et juillet, avec une facturation en mars et en août 2016. Les tranches de consommations avaient été adaptées en conséquence.

Toutefois, la première relève n'a pas pu se faire fin février comme convenu, en raison d'incidents techniques sur les terminaux de saisie portable ; la relève a donc dû être faite manuellement et a été saisie en avril 2016.

Il convient donc d'ajuster la grille tarifaire 2016 aux contraintes techniques rencontrées : une nouvelle grille tarifaire est ainsi proposée pour l'exercice 2016 avec une première tranche de facturation de 6 mois couvrant la période allant de novembre 2015 à avril 2016 et une deuxième tranche de facturation de 8 mois sur la période de mai 2016 à janvier 2017.

Par la suite, les dispositions de la délibération du 25 septembre 2015 restent applicables à compter de juillet avec une facturation en août.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération PEDD 004-1291/15/CC du 25 septembre 2015 portant sur l'actualisation des tarifs de l'eau et de l'assainissement pour 2016, 2017 et 2018 de la régie de Gémenos et sur la modification des périodes de relève et de facturation ;
- La délibération PEDD 015-1640/15/CC du 21 décembre 2015 portant modification de la période de relève et de facturation pour l'exercice 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que des dysfonctionnements techniques n'ont pas permis de faire la première relève de 2016 à la date initialement prévue ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des modifications pour l'année 2016 sur la période de relève ainsi que sur l'adaptation des tranches correspondantes de la grille tarifaire.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les tarifs et surtaxes eau et assainissement de la commune de Gémenos partie villageoise pour les relèves d'avril et janvier 2017, avec effet au 1^{er} novembre 2015, hors TVA précisés dans l'annexe 1. La TVA sera celle au taux légal en vigueur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-889/16/CM

**■ Modification de la surtaxe métropolitaine du service de l'Assainissement Collectif sur la Commune de Vernègues
MET 16/1337/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'harmoniser le tarif de l'eau potable et de l'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire du Pays Salonais et par délibération en date du 2 juillet 2012, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » avait fixé des montants de surtaxe différents selon les communes pour compenser l'écart avec la part du délégataire. Cette harmonisation s'inscrivait dans le cadre de l'entrée en vigueur de nouveaux contrats de délégation de service public pour l'eau et l'assainissement au 1^{er} janvier 2013.

Dans le cadre de l'intégration de la commune de Vernègues dans la délégation de service public d'Assainissement Collectif attribué à Agglopolo Provence Assainissement au 19 décembre 2016, le montant de la surtaxe par m³ d'eau usée traitée est harmonisé avec l'ensemble des communes du Territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La surtaxe d'assainissement collectif est fixée à 0.1161 €HT / m³.

La valeur de cette surtaxe s'appliquera aux volumes facturés à partir de l'intégration de la commune de Vernègues dans la délégation de service public d'Assainissement Collectif, soit à compter du 19 décembre 2016.

Le prix d'une facture d'eau, base 120 m³ au 1^{er} juillet 2016 – tarif ordinaire eau et assainissement toutes taxes comprises, sera alors de 3,3322 € TTC/m³ pour l'ensemble des communes du Territoire du Pays Salonais.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public de gestion de l'Assainissement Collectif approuvé en séance du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » en date du 2 juillet 2012 ;
- La délibération n°151/12 du 2 juillet 2012 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » relative à l'harmonisation de la surtaxe communautaire du service de l'eau potable et de l'assainissement collectif ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la fin du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif sur la commune de Vernègues avec la Société des Eaux de Marseille est fixée au 18 décembre 2016 ;
- Que le contrat de délégation de service public de gestion de l'Assainissement Collectif attribué le 2 juillet 2012 à la société Agglopolo Provence Assainissement, société dédiée de la SAUR, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013 sur l'ensemble des communes du territoire sauf Vernègues et Velaux, prévoit l'intégration de la commune de Vernègues au périmètre de la délégation au 19 décembre 2016 ; la commune de Velaux ayant été intégrée au 1^{er} janvier 2014 ;

Délibère

Article 1 :

Est fixée le montant de la surtaxe métropolitaine de l'assainissement collectif sur la commune de Vernègues à 0.1161 € HT/m³.

Article 2 :

Est fixée l'application de cette surtaxe aux volumes facturés, à partir du 19 décembre 2016 sur la période qui suivra la relève de compteur à échéance normale.

Article 3 :

Ces recettes seront imputées à la section fonctionnement au chapitre 70 du Budget Annexe Assainissement 2016 et suivant de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-890/16/CM

■ Vente aux enchères et sortie d'inventaire de poids lourds et de véhicules utilitaires de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues MET 16/1390/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a approuvé par délibération n°2012-194 du 20 décembre 2012, la mise en place par la Société « AGORA Store » d'une plateforme de vente aux enchères en ligne de biens mobiliers et matériels devenus obsolète.

Ainsi, deux véhicules ont été mis en vente sur le site internet « www.paysdemartigues.fr »

Le montant final de ces ventes aux enchères pour chacun des 2 véhicules ayant dépassé le seuil de 4600 euros, montant au-dessus duquel l'accord préalable du Conseil de la Métropole est obligatoire conformément à la délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016, il appartient donc au Conseil de la Métropole d'autoriser ces ventes.

Les caractéristiques de ces deux véhicules sont les suivantes :

Désignation des véhicules	Référence	Année d'acquisition	Compteur kilométrique	Mise à prix	Vente d'enchères fin
Hydrocureuse Renault	1620 TZ13	24/07/1997	267270	15 000 euros	36 750,03 euros
Camion plateau man	682 AFL 13	22/11/2004	83200	1 500 euros	10 502,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN010-012/16/CM du 17 mars 2016 donnant au Président les délégations prévues à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées :

- la vente de l'hydrocureuse Renault immatriculée 1620 TZ 13 pour un montant de 36 570,03 euros, à la Société Sorreau-Poulalion (77 780 Bourron-Marlotte)
- la vente du Camion Plateau man immatriculé 682 AFL 13 pour un montant de 10 502,00 euros à la Société Velay-TP (43 350 Saint Paulien)

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe de la Régie d'Assainissement du Pays de Martigues Nature 775

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-891/16/CM

■ Acquisition foncière pour la construction de la station d'épuration de la commune de la Fare les Oliviers

MET 16/1336/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La station d'épuration de la commune de La Fare les Oliviers a été mise en service au 1^{er} janvier 1993, elle a une capacité de 6 500 équivalents/habitants et est située sur la commune de Berre l'Etang (à la limite communale de La Fare les Oliviers). Elle est vieillissante, arrive en limite de capacité et ne traite pas l'azote et le phosphore, paramètres pour lesquels l'Arc, milieu récepteur du rejet dont l'exutoire est l'étang de Berre, est classé en zone sensible.

Le projet consiste dans la reconstruction d'une station d'épuration de 12 000 équivalents/habitants. Le coût global du projet est de : 5 102 714 € HT (soit 5 062 701 € HT hors acquisition foncière).

Pour voir aboutir ce projet, la commune de la Fare les Oliviers souhaite vendre à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un terrain situé à proximité de l'actuelle station d'épuration sur les parcelles section AS n° 15,16, 17 et 18 d'une contenance de 7420 m², au prix de 40 013 € HT, soit 40 480 € TTC. Ce prix correspond à l'avis du Service des Affaires Foncières et Domaniales en date du 30 octobre 2014 soit 37 680 € (non assujetti à la TVA) auquel s'ajoute 1 000 € HT (frais de géomètre) et 1 333 € HT (frais notarié).

Afin de permettre la réalisation de cette station et de disposer de terrains adaptés, le Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence avait délibéré en 2015 :

- n°180/15 du 14 septembre 2015 « acquisition foncière auprès de la Commune de La Fare les Oliviers d'un terrain situé sur les parcelles section AS n° 15, 16, 17 et 18 d'une contenance de 7 420 m²,

- n°258/15 du 23 novembre 2015 « confirmation et actualisation des plans de financement prévisionnels et des demandes d'aides auprès des partenaires financiers, pour un montant global de 5 102 714 € HT.

Par délibération MET 16/823/BM en date du 30 juin 2016, le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a délibéré afin de renouveler la sollicitation des subventions.

Il est nécessaire aujourd'hui que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence confirme sa volonté d'acquérir auprès de la Commune de La Fare les Oliviers le terrain nécessaire à la réalisation de ce projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition foncière auprès de la Commune de la Fare les Oliviers des parcelles cadastrées section AS n°15, 16, 17 et 18 d'une contenance de 7 420 m², au prix total de 40 480 TTC.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette acquisition.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur le chapitre 13 du budget annexe assainissement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-892/16/CM

**■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2016
MET 16/1223/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement, de la gestion des ressources en eau.

Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées,
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants,
- De favoriser les échanges d'information entre les pays,
- De collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

Pour information, le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2016 à 522 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer, pour l'ensemble de son territoire, à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement regroupant de nombreux acteurs publics et privés du territoire français.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion et le paiement d'une cotisation à l'ASTEE d'un montant de 522 euros pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole

Les crédits nécessaires pour les exercices suivants seront imputés sur les mêmes budgets, nature et sous politique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-893/16/CM

**■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2016
MET 16/1225/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la loi Oudin parue au Journal Officiel du 10 février 2005, les Collectivités Territoriales peuvent consacrer jusqu'à 1% du budget annexe de leurs services d'eau et d'assainissement à des actions de coopération internationale. « Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,
- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,
- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,
- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,
- la mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,

- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,
- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales, et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-Marseille Provence (AMP) est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationales.

Le barème de cotisation est pour le collège 2 – Collectivités Territoriales et leurs groupements – défini en fonction du budget dédié à la coopération internationale, qui dans le cas de la Métropole AMP, correspond au montant fixé par la loi Oudin à 1% des ressources affectées à l'eau et l'assainissement. Suivant le barème en vigueur, le montant de la cotisation de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élève à 3 000 € pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi Oudin votée le 25 janvier 2005 et parue au Journal Officiel du 10 février 2005;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer, pour l'ensemble de son territoire, à l'Association Territoires Solidaires pour participer au réseau des acteurs de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur impliqués dans les actions de coopération et de solidarité internationale.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion et le paiement de la cotisation d'un montant de 3 000 euros à l'association Territoires Solidaires pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole

Les crédits nécessaires pour les exercices suivants seront imputés sur les mêmes budgets annexes, nature et sous politique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-894/16/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et paiement de la cotisation 2016 MET 16/1221/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole AMP adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2016, à 4 700 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adhérer, pour l'ensemble de son territoire, à une Fédération regroupant les collectivités publiques du territoire français.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion et le paiement de la cotisation d'un montant de 4 700 euros à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes pour l'exercice 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Les crédits nécessaires pour les exercices suivants seront imputés sur les mêmes budgets, nature et sous politique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"

MER 001-895/16/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au réseau IDEAL Connaissances - Activités portuaires et paiement de la cotisation 2016

MET 16/564/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix Marseille Provence, compétente pour la gestion des ports de plaisance totalise sur sa façade littorale 24 ports de plaisance représentant près de 8 600 places ; elle figure ainsi au deuxième rang des pôles de plaisance européens.

La Métropole d'Aix Marseille Provence souhaite poursuivre l'adhésion à Idéal Connaissances – Réseau Activités portuaires, initiée en 2013 par l'ex Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

En effet, la société de gouvernance publique, IDEAL Connaissances permet la mutualisation des connaissances des collectivités sur un ensemble de champs de compétences professionnelles variées dont le réseau Activités portuaires.

Ce réseau a pour vocation de fédérer tous les acteurs publics et partenaires privés en charge de ces activités au sein d'une communauté professionnelle, pour les inciter à partager leurs expériences, favoriser l'entraide dans un cadre sécurisé.

L'échange de savoir-faire dans les pratiques des Collectivités Territoriales se matérialise grâce à :

- une plateforme internet sur laquelle les utilisateurs peuvent communiquer et échanger via un forum et une bibliothèque,
- l'organisation de formations à destination des agents et élus des collectivités territoriales ;

L'abonnement au Réseau Activités portuaires donne droit à :

- 25 h de formations gratuites chaque année sans plafonnement du nombre de participants,
- des e-Rencontres Techniques,
- des Web conférences à distance,
- des expertises sur demande à solliciter auprès du Pôle Experts.

Idéal Connaissances propose également des rencontres techniques qui traitent des thèmes d'actualité comme l'accessibilité des personnes handicapées aux installations portuaires, le développement durable, les pathologies, la maintenance des ouvrages portuaires en béton...

Le réseau Activités Portuaires prévoit aussi un ensemble de formations spécifiques aux métiers portuaires. La participation des agents des collectivités adhérentes s'effectue sans contrepartie financière.

Le montant de la cotisation est fixé au titre de l'année 2016 à 2 823,33 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 006-221/13/CC du 22 mars 2013 approuvant l'adhésion de l'ex Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au réseau Idéal Connaissances Activités Portuaires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de renouveler l'adhésion au réseau Activités Portuaires du réseau Idéal Connaissances regroupant de nombreux acteurs publics et privés du territoire français en la matière;
- Que cette adhésion permet de participer à des formations sans contrepartie financière ;
- Que depuis 2013, date de l'adhésion, elle a donné la possibilité aux agents de participer à des échanges et des vidéos conférences sur des sujets relevant des problématiques de la plaisance.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion à l'association « Idéal Connaissances-Réseau Activités Portuaires » ainsi que le règlement de la cotisation d'un montant de 2 823,33 euros HT pour l'année 2016.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Ports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique B220-Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-896/16/CM

■ Adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence Alpes Côte d'Azur MET 16/1173/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 831571 FAE du 6 février 1984, le Conseil Municipal de la Commune de Marseille a approuvé l'adhésion de la Ville de Marseille à l'Union des Ports de Plaisance du Levant, adhérente elle-même à la Fédération Française des Ports de Plaisance.

Les Communes de La Ciotat et Sausset-les-Pins cotisaient également à l'Union des Ports de Plaisance du Levant.

Cette dernière s'est vue substituée par l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur dont les statuts nous sont soumis pour approbation.

Face au développement des activités de plaisance donnant naissance à des problèmes de plus en plus complexes, liés à la gestion et à l'exploitation des ports de plaisance, les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional tel que l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur en Méditerranée ou National tel que la Fédération des Ports de Plaisance.

Par délibération n° POR 1/183/CC du 31 mars 2004, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compte tenu d'une part du nombre d'anneaux regroupés dans les 24 ports de plaisance dont elle assurait la gestion, et d'autre part de sa volonté de s'affirmer comme premier pôle européen de plaisance, a pris la décision d'adhérer à cette association.

A l'heure actuelle, 4 000 anneaux sont en gestion directe par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ce chiffre servant de base à la cotisation annuelle.

L'Union des Ports de Plaisance, membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance au travers des adhérents soit 360 ports à gestion publique ou privée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est utile pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de participer aux travaux de l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur fédérée au sein de la Fédération Française des Ports de Plaisance.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le règlement de la cotisation annuelle est estimée en 2016 à 5,73 euros par anneau sur la base de 4000 anneaux soit un montant de 22 920 euros.

Article 2 :

Le versement de la cotisation aura lieu sur appel de fonds de l'association et sur le compte de cette dernière.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe des Ports de Plaisance de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence « Nature 6281, Section B220 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 003-897/16/CM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1
MET 16/1076/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté Urbaine avait décidé par délibération du 13 mai 2005 de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces conventions ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Afin de préparer l'échéance de chacun de ces contrats et la gestion future des plans d'eau portuaires concernés, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié au mois d'août 2015.

Par la suite, après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté a acté, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une délégation de Service Public par voie d'affermage pour la gestion de ces trois périmètres, dont le périmètre 1 situé au sein du Vieux-Port de Marseille, objet du présent rapport, pour lequel la gestion est déléguée au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) jusqu'au 31 décembre 2016.

Pour une prise d'effet de la nouvelle Convention de Délégation de Service Public au 1er janvier 2017, la procédure de passation aurait dû être lancée en début d'année 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement de cette procédure au cours du premier semestre 2016 ; de plus, la publicité n'a pas été lancée en période estivale afin de préserver au mieux la concurrence, déjà peu développée dans ce secteur d'activité.

Compte tenu de ces éléments, le contrat ne pourra prendre effet au 1er janvier 2017. Il est donc proposé de conclure un avenant de prolongation du contrat actuellement en vigueur.

Une prolongation d'un an paraît adaptée, soit jusqu'au 31 décembre 2017, eu égard, aux délais nécessaires à la passation d'un contrat de Délégation de Service Public ainsi qu'aux difficultés que pourrait générer l'attribution de ce contrat afférent à la gestion portuaire en période de forte activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la commission de délégation de service eu égard à son impact financier évalué à environ 14% du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR/1/431/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 1 ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 004-212/11/CC du 28 mars 2011 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération POR 004-833/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération POR 005-1697/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que la convention de Délégation de Service Public n°06/191 consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon pour gérer le périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille arrive à échéance le 31 décembre 2016 ;
- Que par délibération en date du 21 décembre 2015, a été acté le principe de recourir à nouveau à une Délégation de Service Public pour la gestion du périmètre 1 du Vieux-Port ;
- Que les délais de mise en place de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis de lancer la procédure dans les délais permettant une prise d'effet du nouveau contrat au 1er janvier 2017 ;

- Qu'il convient de prolonger ce contrat d'une année soit, jusqu'au 31 décembre 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé portant prolongation de la Délégation de Service Public n°06/191 consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon sur le périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 004-898/16/CM

■ Approbation d'un avenant de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2

MET 16/1077/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté Urbaine avait décidé par délibération du 13 mai 2005 de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces conventions ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Afin de préparer l'échéance de chacun de ces contrats et la gestion future des plans d'eau

portuaires concernés, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié au mois d'août 2015.

Par la suite, après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté a acté, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une délégation de Service Public par voie d'affermage pour la gestion de ces trois périmètres, dont le Périmètre 2 situé au sein du Vieux-Port de Marseille, objet du présent rapport, pour lequel la gestion est déléguée à la Société Nautique de Marseille (SNM) jusqu'au 31 décembre 2016.

Pour une prise d'effet de la nouvelle convention de Délégation de Service Public au 1er janvier 2017, la procédure de passation aurait dû être lancée en début d'année 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de cette procédure au cours du premier semestre 2016 ; de plus, la publicité n'a pas été lancée en période estivale afin de préserver au mieux la concurrence, déjà peu développée dans ce secteur d'activité.

Compte tenu de ces éléments, le contrat ne pourra prendre effet au 1er janvier 2017. Il est donc proposé de conclure un avenant de prolongation du contrat actuellement en vigueur.

Une prolongation d'un an paraît adaptée, soit jusqu'au 31 décembre 2017, eu égard, aux délais nécessaires à la passation d'un contrat de Délégation de Service Public ainsi qu'aux difficultés que pourrait générer l'attribution de ce contrat afférent à la gestion portuaire en période de forte activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la commission de délégation de service eu égard à son impact financier évalué à environ 11% du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR/2/432/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination périmètre 2 ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de Service Public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 005-834/12/CC du 14 décembre 2012 portant avenant n°1 au contrat de délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération POR 006-1698/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que la convention de délégation de Service Public n°06/190 consentie à La Société Nautique de Marseille pour gérer le périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille arrive à échéance le 31 décembre 2016 ;
- Que par délibération en date du 21 décembre 2015, a été acté le principe de recourir à nouveau à une délégation de Service Public pour la gestion du périmètre 2 du Vieux-Port ;
- Que les délais de mise en place de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis de lancer la procédure dans les délais permettant une prise d'effet du nouveau contrat au 1er janvier 2017 ;
- Qu'il convient de prolonger ce contrat d'une année soit, jusqu'au 31 décembre 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé portant prolongation de la Délégation de Service Public n°06/190 consentie à La Société Nautique de Marseille sur le périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 005-899/16/CM

**■ Approbation d'un avenant de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du Port de La Pointe Rouge - Périmètre 3
MET 16/1078/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté Urbaine avait décidé par délibération du 13 mai 2005 de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces conventions ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Afin de préparer l'échéance de chacun de ces contrats et la gestion future des plans d'eau portuaires concernés, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été notifié au mois d'août 2015.

Par la suite, après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté a acté, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une délégation de service public par voie d'affermage pour la gestion de ces trois périmètres, dont le périmètre 3, objet du présent rapport, situé au sein du Port de La Pointe Rouge de Marseille pour lequel la gestion est déléguée au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) jusqu'au 31 décembre 2016.

Pour une prise d'effet de la nouvelle convention de Délégation de Service Public au 1er janvier 2017, la procédure de passation aurait dû être lancée en début d'année 2016.

Or, les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de cette procédure au cours du premier semestre 2016 ; de plus, la publicité n'a pas été lancée en période estivale afin de préserver au mieux la concurrence, déjà peu développée dans ce secteur d'activité.

Compte tenu de ces éléments, le contrat ne pourra prendre effet au 1er janvier 2017. Il est donc proposé de conclure un avenant de prolongation du contrat actuellement en vigueur.

Une prolongation d'un an paraît adaptée, soit jusqu'au 31 décembre 2017; eu égard, aux délais nécessaires à la passation d'un contrat de Délégation de Service Public ainsi qu'aux difficultés que pourrait générer l'attribution de ce contrat afférent à la gestion portuaire en période de forte activité.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la commission de délégation de service eu égard à son impact financier évalué à environ 12% du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR/3/433/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de Service Public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 001-943/08/CC du 19 décembre 2008 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération POR 006-1252/09/CC du 26 mars 2009 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération POR 004-471/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération POR 007-1699/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la Métropole est compétente pour la gestion des ports de plaisance ;
- Que la convention de délégation de Service Public n°06/192 consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge pour gérer le périmètre 3 du port de La Pointe Rouge de Marseille arrive à échéance le 31 décembre 2016 ;
- Que par délibération en date du 21 décembre 2015, a été acté le principe de recourir à nouveau à une délégation de Service Public pour la gestion du périmètre 3 du port de La Pointe Rouge ;
- Que les délais de mise en place de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis de lancer la procédure dans les délais permettant une prise d'effet du nouveau contrat au 1er janvier 2017 ;

- Qu'il convient de prolonger ce contrat jusqu'au 31 décembre 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé portant prolongation de la Délégation de Service Public n°06/192 consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge sur une partie du plan d'eau et des terres-pleins du port de La Pointe Rouge de Marseille, périmètre 3.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-900/16/CM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à la SA d'HLM Nouveau Logis Provençal pour l'aménagement du boulevard Paul Claudel à Marseille 9ème arrondissement
MET 16/1082/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation des travaux d'aménagement du boulevard Paul Claudel à Marseille 9^{ème} arrondissement nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de la SA Nouveau Logis Provençal d'une emprise foncière de 280 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 853 E n°19 sise 59 boulevard Paul Claudel 13009 Marseille en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la SA Nouveau Logis Provençal accepte de céder ce terrain à l'euro symbolique.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SA Nouveau Logis Provençal d'une emprise foncière de 280 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 853 E n°19 permettra de réaliser l'aménagement du boulevard Paul Claudel à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SA Nouveau Logis Provençal s'engage à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui l'accepte une emprise foncière de 280 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 853 En°19 sise 59 boulevard Paul Claudel à Marseille 9^{ème} arrondissement, à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence-Opération 2015/00104- Sous Politique C130- Chapitre 21- Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-901/16/CM

■ **Acquisition à titre onéreux auprès de la congrégation des religieuses trinitaires de Valence d'une parcelle de terrain située avenue de Lattre de Tassigny à Marseille, nécessaire à la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS Castellane/Luminy).**
MET 16/1096/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place de Castellane et le pôle universitaire de Luminy, a été approuvé par le Conseil de Communauté le 1^{er} octobre 2010.

Par délibération DTM 001-25/09/15 BC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements).

Le Bus à Haut Niveau de Service permettra notamment d'améliorer la desserte de l'université de Luminy depuis la station de métro de Castellane mais il sera aussi l'occasion de réaménager les espaces publics le long du tracé :

- Requalification des secteurs traversés avec nouveaux mobiliers urbains,
- Réalisation de cheminements piétons, trottoirs et de stations BHNS accessibles aux personnes à mobilité réduite,
- Création d'itinéraires cyclables,
- Aménagement d'un parking de rabattement afin de faciliter le stationnement des usagers du BHNS.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite obtenir la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par conséquent, la réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à la congrégation des religieuses trinitaires de Valence.

C'est pourquoi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux auprès de la congrégation des religieuses trinitaires de Valence, une emprise de 988 m² environ à détacher de la parcelle 849 L 0052, située 55 avenue de Lattre de Tassigny à Marseille 9^{ème} arrondissement grevée d'un emplacement réservé n°09-142 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

Cette transaction s'effectue au prix de 153 000 euros (cent cinquante-trois mille euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-209V0480 du 3 mars 2016 ;

- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de la congrégation des religieuses trinitaires de Valence de cette parcelle de terrain permettra la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service « BHNS-Castellane/Luminy » à Marseille 9^{ème}.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la congrégation des religieuses trinitaires de Valence s'engage à céder à titre onéreux au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise foncière d'une superficie de 988 m² environ à détacher d'une parcelle cadastrée 849 L0052 sise avenue de Lattre de Tassigny à Marseille 9^{ème}, au prix de 153 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole - Opération 2013/00087- Sous Politique C311- Chapitre 21- Fonction 851.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-902/16/CM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située traverse de la Dominique, appartenant à la SNC Marseille les Caillols à Marseille 11ème arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public
MET 16/1097/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SNC Marseille les Caillols, lors de la réalisation d'anciennes opérations immobilières est restée propriétaire d'une parcelle de terrain en nature de voirie, réservée au Plan Local d'Urbanisme sous le numéro 11-728 pour création de voie et destinée à revenir dans le domaine public.

La SNC Marseille les Caillols s'est donc rapprochée de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de céder cette parcelle à l'euro symbolique.

En conséquence la SNC Marseille les Caillols et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole foncier entérinant cet accord. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra son intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC Marseille les Caillols représentée par la société les Nouveaux Constructeurs SA s'engage à céder à l'euro symbolique à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain cadastrée sous le numéro 866 D196 située traverse de la Dominique à Marseille 11^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – opération 2015-00104 – sous politique C 130 – chapitre 21 – fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-903/16/CM

**■ Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrain situées impasse Davin à Marseille 15ème arrondissement appartenant à la Société Neolia en vue de leur intégration dans le domaine public routier
MET 16/1098/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Société Neolia, propriétaire des biens et droits immobiliers situés à Marseille 15^{ème}, Impasse Davin s'est rapprochée de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, afin que celle-ci accepte la rétrocession des parcelles cadastrées 899 L 0112 et 899 L0132 servant d'assiette à l'impasse Davin pour intégration dans le domaine public routier Métropolitain.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Société Neolia accepte de céder ces deux parcelles de terrain moyennant la somme de un euro symbolique conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-215V3449 du 5 janvier 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de la Société Neolia des deux parcelles de terrain permettra leur intégration dans le domaine public routier Métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Société Neolia s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui l'accepte deux emprises foncières de d'une superficie totale de 989 m² - cadastrée 899 L 0112 et 899 L 0132 sises Impasse Davin à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole - Opération 2015/00104- Sous Politique C130- Chapitre 21- Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-904/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située impasse Davin appartenant à Madame Benas et Madame Borelli pour son intégration dans le domaine public routier à Marseille 15^{ème} arrondissement MET 16/1102/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans la continuité des négociations des parcelles 899 L 0112 et 899 L 0132 servant d'assiette à l'impasse Davin et afin d'être cohérent la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de Madame Benas et Madame Borelli propriétaires en indivision de la parcelle cadastrée 899 L 0104 servant également en partie d'assiette à l'impasse Davin pour intégration dans le domaine public routier Métropolitain, la finalité étant d'intégrer la totalité de l'impasse Davin.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Madame Benas et Madame Borelli acceptent de céder cette parcelle de terrain au prix de 7360 euros (sept mille trois cents soixante euros) après consultation des services de France Domaine.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de la Madame Benas et Madame Borelli de cette parcelle de terrain permettra son intégration dans le domaine public routier Métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Madame Benas et Madame Borelli s'engagent à céder à titre onéreux au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de d'une superficie de 184 m² - cadastrée 899 L 0104 sise Impasse Davin à Marseille 15^{ème} arrondissement, au prix de 7360 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole -Opération 2015/00104-Sous Politique C130- Chapitre 21- Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-905/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la SCI Marseille Vivaux dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement- MET 16/1112/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une parcelle de terrain d'une superficie de 1 754 m² cadastrée Section 857 B n° 208.

Au terme des négociations entre les parties, un accord a été obtenu pour la cession par la SCI Marseille Vivaux au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du terrain en cause moyennant la somme de 87 700 euros hors taxes conformément à l'avis de France Domaine fixant à 50 euros la valeur métrique du foncier d'assiette des équipements publics du P.A.E de Saint-Loup.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n°2013V210 du 24 janvier 2014 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCI Marseille Vivaux d'une parcelle de terrain de 1 754 m² cadastrée section 857 B n° 208 permettra de réaliser l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux au titre des équipements publics prévus au P.A.E de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SCI Marseille Vivaux s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle de terrain cadastrée section 857 B n° 208 d'une superficie de 1 754 m² sise boulevard de Pont de Vivaux à Marseille 10^{ème} arrondissement au prix de 87 700 euros hors taxes.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence-Opération 2015/00104- Sous Politique C130- Chapitre 21- Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-906/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la SCI Marseille Saint-Loup dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10ème arrondissement - MET 16/1170/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une parcelle de terrain d'une superficie de 1 658 m² cadastrée Section 857 B n° 206.

Au terme des négociations entre les parties, un accord a été obtenu pour la cession par la SCI Marseille Saint-Loup au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du terrain en cause moyennant la somme de 82 900 euros hors taxes conformément à l'avis de France Domaine fixant à 50 euros la valeur métrique du foncier d'assiette des équipements publics du P.A.E. de Saint-Loup.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n°2013V210 du 24 janvier 2014 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCI Marseille Saint-Loup d'une parcelle de terrain de 1 658 m² cadastrée Section 857 B n° 206 permettra de réaliser l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux au titre des équipements publics prévus au P.A.E. de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SCI Marseille Saint-Loup s'engage à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la parcelle de terrain cadastrée Section 857 B n° 206 d'une superficie de 1 658 m² sise boulevard de Pont de Vivaux à Marseille 10^{ème} arrondissement au prix de 82 900 euros hors taxes.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence-Opération 2015/00104- Sous Politique C130- Chapitre 21- Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-907/16/CM

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Madrague Ville - résidence Campagne Lévêque - appartenant à l'Office Public de l'Habitat 13 Habitat à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier**
MET 16/1138/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une parcelle de 3060 m² cadastrée 905 K0081 « détachée de la parcelle initialement cadastrée 905 K 0002) située résidence « Campagne Lévêque » à Marseille 15^{ème}, servant d'assiette au chemin de la Madrague Ville, et ce, afin de l'intégrer dans le domaine public routier Métropolitain, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a négocié avec l'Office Public de l'Habitat 13 HABITAT qui a accepté de céder cette emprise de terrain moyennant la somme de un euro, après consultation des services de France Domaine.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis n°2015-215V2710 en date du 23/10/2015 établi par les services de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès de l'office public de l'Habitat 13 Habitat de cette parcelle de terrain permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel l'Office Public de l'Habitat s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise foncière d'une superficie de 3060 m² - cadastrée 905 K0081 sise chemin de la Madrague Ville Campagne Lévêque à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole – Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-908/16/CM

■ Approbation du bilan de la concertation préalable relative à la conception et réalisation des voies du Programme d'Aménagement d'Ensemble - Les Parantes-La Claire - à Marseille 13^{ème} arrondissement MET 16/1247/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) du secteur «Les Parantes - La Claire», dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille. Elle faisait suite à la délibération du 12 Novembre 2007 de la Ville de Marseille demandant à Marseille Provence Métropole la mise en place de cette procédure.

Par délibération HN 087-218/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé le lancement de la concertation préalable relative à la conception et réalisation de voies du PAE «Les Parantes - La Claire».

Les modalités de cette concertation préalable ont fait l'objet d'un avis de presse dans les journaux la «Provence» et «La Marseillaise», respectivement les 1^{er} et 2 juin 2016.

Deux expositions permanentes constituées chacune de quatre panneaux de présentation, ont été organisées du 07 juin au 6 juillet 2016 au siège institutionnel de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et dans les locaux de la Mairie des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

Dans chacun des lieux d'exposition, un registre était mis à disposition du public afin de recueillir les avis.

Les observations formulées ne remettent pas en cause les objectifs généraux du projet de voies, dont les principales évoquées par le public, concernent :

- Les modalités d'information du projet ;
- Certains aspects techniques du projet : dimensionnement des voies, conditions de circulation, stationnement, phasage des travaux... ;
- Les nuisances acoustiques ;
- Le manque d'équipements publics accompagnant les projets immobiliers envisagés ;

Les remarques exprimées au cours de cette concertation ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 087-218/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver le bilan de la concertation préalable pour la conception et réalisation des voies du PAE «Les Parantes - La Claire» à Marseille (13^{ème} arrondissement).

Délibère

Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation préalable portant sur la conception et réalisation des voies du PAE «Les Paraniques - La Claire» à Marseille (13^{ième} arrondissement).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-909/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux époux Blanchenoix pour l'élargissement du chemin de Fardeloup à La Ciotat

MET 16/1089/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation des travaux d'élargissement du chemin de Fardeloup à La Ciotat nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès des époux Blanchenoix d'une parcelle de terrain de 36 m² cadastrée Section AO n° 519 sise 2 impasse de Fardeloup en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Equiptement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, Monsieur et Madame Blanchenoix, acceptent de céder ladite parcelle de terrain au prix de 2 200 euros (deux mille deux cents euros).

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition auprès des époux Blanchenoix d'une parcelle de terrain de 36 m² cadastrée Section AO n° 519 permettra de réaliser l'élargissement du chemin de Fardeloup à La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les époux Blanchenoix s'engagent à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 36 m² cadastrée Section AO n° 519 sise 2 impasse de Fardeloup à La Ciotat au prix de 2 200 euros (deux mille deux cents euros).

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-910/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées chemin des Granettes, à Marignane appartenant à Monsieur et Madame Pinton en vue de son Intégration dans le domaine public
MET 16/1092/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur et Madame Pinton ont demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole l'intégration de deux emprises de terrain de 54 m² et 179 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées sous les numéros BI 331 et 366 situées chemin des Granettes à Marignane, dans son domaine public communautaire.

Ces emprises de terrain sont réservées au plan local d'urbanisme de Marignane.

En conséquence, Monsieur et Madame Pinton et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole entérinant cet accord moyennant une indemnité de 6 055 euros. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve ladite délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain permettra leur intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Pinton s'engagent à céder moyennant une indemnité de 6 055 euros à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence deux parcelles de terrain cadastrées sous les numéros BI 331 et 366 situées chemin des Granettes à Marignane.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015-00104 – Sous Politique C 130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 012-911/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située rue Barrelet, appartenant aux copropriétaires du 8 rue Barrelet à Marignane pour l'aménagement de l'avenue Henri Barrelet à Marignane
MET 16/1094/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée des copropriétaires du 8 rue Barrelet afin de leur proposer d'acquérir une emprise d'environ 5 m² à détacher de la parcelle AM 111 à Marignane moyennant une indemnité de 2 000 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

Au terme des négociations engagées, les copropriétaires ont accepté de céder cette emprise de terrain.

En conséquence, les copropriétaires du 8 rue Barrelet et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole entérinant cet accord. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve ladite délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis n° 2014-054 V 2869 du 7 octobre 2014 de France Domaine ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra la création d'un trottoir côté pair de la rue Henri Barrelet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les copropriétaires du 8 rue Barrelet s'engagent à céder moyennant une indemnité de 2 000 euros à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain d'environ 5 m² à détacher de la parcelle AM 111 située rue Henri Barrelet à Marignane.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015-00104 – Sous Politique C 130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

OI 013-912/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant aux Consorts Laugier pour l'élargissement chemin des Beugons à Marignane
MET 16/1104/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 17m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP N° 101, propriété des Consorts Laugier.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les Consorts Laugier acceptent de céder la bande de terrain au prix de 2 720 euros.

Le projet de délibération du Conseil de la Métropole propose d'approuver ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les avis n° 2016-054V0552, n° 2016-054V0053 et n° 2016-054V0054 du 25 mars 2016 établis par France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire de Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les travaux d'aménagement du Chemin des Beugons sur la Commune de Marignane seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec les Consorts Laugier afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé, par lequel les Consorts LAUGIER cèdent à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une bande de terrain de 17 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée CP N° 101, située Chemin des Beugons à Marignane, au prix de 2 720 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole – opération 2015-00104 – sous politique C 130 – chapitre 21 – fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 014-913/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant à Monsieur Roccaro et Madame Morrelli pour l'élargissement du Chemin des Beugons à Marignane.
MET 16/1106/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 6 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP N° 510, propriété de Monsieur Roccaro et Madame Morrelli.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur Roccaro et Madame Morrelli acceptent de céder la bande de terrain au prix de 840 euros.

Il convient que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise le Président à signer le protocole foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le Procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'Election de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 011-013/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire Marseille Provence procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- Les avis n° 2016-054V0552, n° 2016-054V0053 et n° 2016-054V0054 en date du 25 mars 2016 établis par France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les travaux d'aménagement du Chemin des Beugons sur la Commune de Marignane seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec les Monsieur Roccaro et Madame Morrelli afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé, par lequel Monsieur Roccaro et Madame Morrelli cèdent à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une bande de terrain de 6 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée CP N° 510, située Chemin des Beugons à Marignane, au prix de 840 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits sous l'Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 015-914/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant aux Consorts Bonnici pour l'élargissement du Chemin des Beugons à Marignane
MET 16/1108/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 11 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CP N° 27, propriété des Consorts Bonnici.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, les Consorts BONNICI acceptent de céder la bande de terrain au prix de 1 760 euros.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Les avis n° 2016-054V0552, n° 2016-054V0053 et n° 2016-054V0054 du 25 mars 2016 établis par France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les travaux d'aménagement du Chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec les Consorts Bonnici afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé, par lequel les Consorts Bonnici cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence une bande de terrain de 11 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée CP N°27, située Chemin des Beugons à Marignane, moyennant la somme de 1760 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits sous l'Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 016-915/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant à Monsieur Laugier pour l'élargissement du Chemin des Beugons à Marignane
MET 16/1113/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 128m² à détacher de la parcelle cadastrée Section CP N°119, propriété de Monsieur Laugier.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Monsieur Laugier accepte de céder la bande de terrain au prix de 20 480 euros.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Les avis n° 2016-054V0552, n° 2016-054V0053 et n° 2016-054V0054 du 25 mars 2016 établis par France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu du Conseil du Territoire Marseille Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les travaux d'aménagement du Chemin des Beugons sur la Commune de Marignane seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur Laugier afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé, par lequel Monsieur Laugier cède à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une bande de terrain de 128m² à détacher de la parcelle cadastrée CP N°119, située Chemin des Beugons à Marignane, au prix de 20 480 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits sous l'Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 017-916/16/CM

**■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Madame Zitouni pour l'élargissement chemin des Beugons à Marignane
MET 16/1137/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 131m² à détacher de la parcelle cadastrée Section CP N°427, propriété de Madame Zitouni

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Madame Zitouni accepte de céder la bande de terrain au prix de 20960 euros.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve ledit protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis n° 2013-054V0078 établi par France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les travaux d'aménagement du Chemin des Beugons sur la Commune de Marignane seront réalisés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence conventionne avec Madame ZITOUNI afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé, par lequel Madame Zitouni cède à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une bande de terrain de 131 m² à détacher de la parcelle cadastrée CP N° 427, située Chemin des Beugons à Marignane, au prix de 20 960 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits sous l'Opération 2015/00104 – Sous Politique C130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 018-917/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Montée de la Vierge Noire, appartenant à Madame Lourtis pour l'aménagement du hameau du Vieux Château à Châteauneuf-les-Martigues MET 16/1095/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement du Hameau du Vieux Château.

Pour ce faire, elle a la nécessité d'acquérir environ 8 m² à détacher de la parcelle cadastrée sous le n° BK 103 à Châteauneuf-les-Martigues 13220.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Madame Lourtis, cette dernière a accepté de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 1 600 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

En conséquence, Madame Lourtis et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole entérinant cet accord. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Les délibérations du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 et du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de territoire ;
- L'avis de France Domaine n° 2013-026 V 3266 du 20 janvier 2014 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra l'aménagement du Hameau du Vieux Château.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Lourtis s'engage à céder moyennant une indemnité de 1 600 euros à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain d'environ 8 m² à détacher de la parcelle n° BK 103 située Montée de la Vierge Noire à Châteauneuf-les-Martigues.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015-00104 – Sous Politique C 130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 019-918/16/CM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située boulevard du Castellat, appartenant à l'hoirie Raymond, pour l'aménagement du hameau du Vieux Château à Châteauneuf-les-Martigues
MET 16/1100/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement du Hameau du Vieux Château.

Pour ce faire, elle a la nécessité d'acquérir environ 9 m² à détacher de la parcelle cadastrée sous le n° BK 0003 à Châteauneuf-les-Martigues 13220.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'hoirie Raymond, cette dernière a accepté de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 1 800 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-026 V 0515 du 17 mars 2014 ;

- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 16 septembre 2016.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra l'aménagement du hameau du Vieux Château.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'hoirie Raymond s'engage à céder moyennant une indemnité de 1 800 euros à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain de 9 m² à détacher de la parcelle n° BK 0003 située boulevard du Castellat à Châteauneuf-les-Martigues.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Opération 2015-00104 – Sous Politique C 130 – Chapitre 21 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 020-919/16/CM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située montée de la Vierge Noire, appartenant à Madame Martinez pour l'aménagement du hameau du Vieux Château à Châteauneuf-les-Martigues MET 16/1103/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement du Hameau du Vieux Château.

Pour ce faire, elle a la nécessité d'acquérir environ 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée sous le n° BL 0178 située Montée de la Vierge Noire à Châteauneuf-les-Martigues 13220.

Au terme des négociations menées entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Madame Martinez, cette dernière a accepté de céder cette emprise de terrain moyennant une indemnité de 800 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

En conséquence, Madame Martinez et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu de régulariser un protocole foncier entérinant cet accord. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Il convient que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition de terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2014-026 V 0515 du 17 mars 2014 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain permettra son intégration dans le domaine public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Martinez s'engage à céder moyennant une indemnité de 800 euros à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise de 4 m² à détacher de la parcelle cadastrée sous le numéro BL 0178 située Montée de la Vierge Noire à Châteauneuf-les-Martigues.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance du 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – opération 2015-00104 – sous politique C 130 – chapitre 21 – fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 021-920/16/CM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant à l'ASL Lou Campestre pour l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule
MET 16/1174/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation des travaux d'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule nécessite l'acquisition par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence auprès de l'ASL Lou Campestre d'une emprise foncière de 218 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n°283 en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'ASL Lou Campestre accepte de céder ce terrain à l'euro symbolique.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n°2013-209V1485/04/04
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'acquisition auprès de l'ASL Lou Campestre d'une emprise foncière de 218 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n°283 permettra de réaliser l'aménagement du boulevard Emile Zola à Roquefort-la-Bédoule.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel l'ASL Lou Campestre s'engage à céder au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 218 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AH n°283 à Roquefort-la-Bédoule à l'euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence-Opération 2015/00104- Sous Politique C130- Chapitre 21- Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 022-921/16/CM

■ Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour l'aménagement des rues Jules Ferry, Paul Fouque et des avenues Maréchal De Lattre de Tassigny et Général Leclerc à Plan-de-Cuques MET 16/1129/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage de procéder aux travaux d'aménagement des rues Jules Ferry et Paul Fouque et des avenues Maréchal de Lattre de Tassigny et Général Leclerc sur la commune de Plan-de-Cuques.

Cet aménagement fait l'objet de la réservation n° 66 du document d'urbanisme de la commune.

Ces voies assurent actuellement une fonction de desserte de l'école primaire, du nouveau centre culturel et des habitations périphériques. Cependant, elles ne permettent pas d'assurer le confort et la sécurité de l'ensemble des usagers.

La configuration actuelle de la voirie, et plus particulièrement, des avenues Maréchal de Lattre de Tassigny et du Général Leclerc (chaussée rectiligne sans aménagements spécifiques), contribue à des vitesses souvent excessives des véhicules motorisés.

De plus, il n'existe pas actuellement de continuité des cheminements piétons entre l'ensemble de ces voies et entre l'école et le nouveau pôle culturel. Quant aux cheminements piétons existants, la quasi-totalité ne possède pas des caractéristiques satisfaisant les normes relatives aux personnes à mobilité réduite (PMR).

La mise en œuvre des aménagements projetés permettra de sécuriser l'ensemble de la zone de projet par la réalisation d'une continuité des cheminements piétons, tout en respectant les normes relatives PMR.

Préalablement, il convient que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dispose de la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagements prévus sur les parcelles AZ 52 – 66 – 67 – 68 – 69 – 70 – 71 – 79 – 80 – 81 – situées rue Paul Fouque ; sur les parcelles AZ 80 – 81 situées rue Jules Ferry ; sur les parcelles AY 40 – 10 – 85 situées avenue Maréchal de Lattre de Tassigny et sur les parcelles AZ 24 – 25 – 26 – et 29 situées sur l'avenue Général Leclerc.

A ce sujet, des négociations ont été engagées avec les propriétaires concernés pour acquérir les emprises nécessaires au projet, mais, à ce jour l'ensemble de celles-ci n'a pas pu aboutir.

En application des articles L 11.1 et suivants et R 11.21 du Code de l'Expropriation, et afin de mener au mieux la procédure d'expropriation, il est nécessaire d'approuver le lancement de l'enquête relative à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de l'aménagement projeté, et de l'enquête parcellaire visant à déterminer la cessibilité des parcelles incluses dans le périmètre, ces enquêtes pouvant être sollicitées conjointement.

Il convient que le Président soit autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire prévue par le Code de l'expropriation postérieurement ou conjointement à l'ouverture de l'enquête susvisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil du Territoire Marseille-Provence le 16 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique avec celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer d'utilité publique les travaux de réalisation d'aménagement des rues Jules Ferry et Paul Fouque et des avenues Maréchal de Tassigny et Général Leclerc et d'acquérir les terrains nécessaires.
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toute démarche et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains concernés par cet ouvrage.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement des rues Jules Ferry et Paul Fouque et des avenues Maréchal de Tassigny et Général Leclerc à Plan-de-Cuques.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux à Plan-de-Cuques.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire prévue par le Code de l'expropriation postérieurement ou conjointement à l'ouverture de l'enquête susvisée.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à la constitution des dossiers.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 023-922/16/CM

■ Approbation d'une convention cadre de financement entre l'État et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à la mission de programmation et d'aménagement de la requalification de la RN 568 dans le cadre du projet de contournement de Martigues - Port-de-Bouc

MET 16/1389/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a approuvé par délibération n°CC.2013-020 du 14 mars 2013 la convention cadre de financement entre l'État et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues relative à la mission de programmation et d'aménagement de la requalification de la RN 568 dans le cadre du projet de contournement de Martigues – Port-de-Bouc, qui conduira à la réorganisation des transports, participera au développement économique, permettra l'implantation de logements dans les espaces libérés.

La participation financière de l'État auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour l'étude de requalification est de 60 % de la dépense subventionnable.

Ainsi, l'étude en cours portant sur l'élaboration d'un schéma directeur d'aménagement et de requalification de la RN 568 a fait l'objet d'un marché public en décembre 2013 pour un montant de 99 900 euros HT correspondant à une participation de l'État de 59 940 euros.

Cependant, cette convention n'a jamais été signée par l'État. En conséquence, et pour les besoins de la présente opération, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence interviendra pour la réitération de la convention cadre de financement en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°CC.2013-020 du 14 mars 2013 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;
- L'avis de la commission voirie, espaces publics et grands équipements métropolitains du 5 septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre de financement ci-annexée entre l'État et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à la mission de programmation et d'aménagement de la requalification de la RN 568 dans le cadre du projet de contournement de Martigues – Port-de-Bouc.

Article 2:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes en résultant seront constatées au budget 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

VOI 024-923/16/CM

**■ Rétrocession à titre gratuit des voiries, espaces publics et réseaux du Parc des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts par la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA PMA concessionnaire
MET 16/1398/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a approuvé par délibération n°CC.2013-017 du 14 mars 2013 la Concession d'Aménagement signée en date du 22 avril 2013 avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA PMA pour l'aménagement du lotissement d'activités dénommé Le Parc des Étangs situé au lieu-dit le Niveau sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Conformément à la Concession d'Aménagement, les ouvrages, ou partie d'ouvrages réalisés, et notamment les voiries, les espaces libres et les réseaux correspondant à la parcelle cadastrée AO 290 d'une superficie de 3 848 m² seront rétrocédés gratuitement dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Les frais de notaire et de géomètre seront à la charge de la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°CC.2013-017 du 14 mars 2013 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, conformément à la Concession d'Aménagement du 22 avril 2013 entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA-PMA la rétrocession à titre gratuit à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des ouvrages réalisés, sur le lotissement d'activités dénommé Le Parc des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, et notamment les voiries, les espaces libres et les réseaux correspondant à la parcelle cadastrée AO 290 d'une superficie de 3 848 m².

Article 2 :

Les frais de notaire et de géomètre seront à la charge de la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 025-924/16/CM

■ Constitution de la commission de dialogue pour la procédure de dialogue compétitif relative à la conception, fourniture, entretien, maintenance et exploitation publicitaire de kiosques à journaux et de kiosques à autre usage et à la gestion des kiosquiers sur le territoire Marseille-Provence

MET 16/1455/CM

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La procédure de dialogue compétitif, relative à la conception, fourniture, entretien, maintenance et exploitation publicitaire de kiosques à journaux et de kiosques à autre usage et à la gestion des kiosquiers sur le territoire Marseille-Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence n° 2016-014-PF du 30 décembre 2015.

Lors de sa séance du 9 juin 2016, la Commission d'Appel d'Offres a examiné les candidatures reçues et sélectionné les candidats admis à participer au dialogue, phase de discussion entre les opérateurs économiques retenus et la personne publique sur le choix des solutions permettant de répondre au mieux aux besoins de cette dernière.

Il est proposé de constituer une commission composée de personnalités désignées en raison de leur compétence en la matière, qui assurera le pilotage des différentes phases de dialogue tout au long de la procédure. A ce titre, elle sera chargée de préparer les réunions de dialogue avec les candidats sélectionnés, en veillant à leur égalité de traitement, et de proposer de clôturer le dialogue. Elle sera présidée par Madame Marie-Louise Lota, Adjointe au Maire de Marseille, Conseillère métropolitaine, en tant qu'expert extérieur, accompagnée par une équipe composée d'experts de la Direction Générale Adjointe Eau et Domaine Public et de la Direction Achats et Commande Publique du conseil de territoire Marseille Provence, en tant qu'intervenants d'expertise interne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'Avis d'Appel Public à la Concurrence n° 2016-014-PF en date du 30 décembre 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour le pouvoir adjudicateur de s'adjoindre des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation en vue de conduire le dialogue avec les candidats sélectionnés.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la composition d'une commission de dialogue présidée par Madame Marie-Louise Lota, Adjointe au Maire de Marseille, Conseillère métropolitaine, en tant qu'expert extérieur, accompagnée par une équipe de la Direction Générale Adjointe Eau et Domaine Public et la Direction Achats et Commande Publique du conseil de territoire Marseille Provence, en tant qu'intervenants d'expertise interne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.